

DÉPOT  
ANNEXE



000183832

8°



Coll. 8°

468

-1923-

LE PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL  
RADICAL-SOCIALISTE

# 20<sup>e</sup> CONGRÈS

DU

PARTI RÉPUBLICAIN  
RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

TENU A PARIS

LES 18, 19, 20, OCTOBRE 1923

Prix : 3 francs

Co 118° 468 (1923)

A Paris, au Siège du Comité Exécutif

9, rue de Valois, 9



DON  
JACQUES KAYSER



0000 373 903

**PARTI RÉPUBLICAIN RADICAL  
ET RADICAL-SOCIALISTE**

157.334

**20<sup>e</sup> CONGRÈS**

DU

**PARTI RÉPUBLICAIN  
RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE**



TENU A PARIS

LES 18, 19, 20, OCTOBRE 1923

Coll. 8° 46.8(19)

**Prix : 3 francs**

A Paris, au Siège du Comité Exécutif

9, rue de Valois, 9



# 20<sup>e</sup> CONGRÈS

DU

## PARTI RÉPUBLICAIN

### RADICAL ET RADICAL-SOCIALISTE

TENU A PARIS

LES 18, 19, 20, OCTOBRE 1923

---

SEANCE PREPARATOIRE

**Jeudi matin, 18 octobre 1923**

---

La séance est ouverte à 10 heures, sous la présidence de M. Henri MICHEL, ancien sénateur, vice-président du Parti, assisté de M. Félix BOUFFANDEAU, ancien député, secrétaire général du Parti.

M. Henri Michel, en une brève et substantielle allocution, se félicite de voir déjà tant de congressistes assister à cette séance préparatoire, ce qui est de



bon augure pour le Congrès, dont il souligne l'importance.

Il est procédé ensuite au tirage au sort pour la désignation des quinze membres de la Commission de vérification des pouvoirs.

Cette Commission se réunit immédiatement sous la présidence de M. FABUS DE CHAMPVILLE.

---

## PREMIERE SEANCE

**Jeudi, 18 octobre, après-midi**

---

La séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. Edouard HERRIOT, président du Comité Exécutif, assisté de MM. Fernand MERLIN, BESNARD, CUMINAL, sénateurs; GHEUSI, MARGAINE, ISRAEL, CHAUTEMPS, GIRARD, LÉON MEYER, CAZALS, BINET, SCHMIDT, MIELLET, CASTEL, ESCOFFIER, MEUNIER, SAGET, députés, Henri MICHEL, DUFLLOT, ODIN, MICHELIS, JEAN-BARBERIS, LOUIS BESSE, DOUCEDAME, Albert KAHN, DUCKETT, LENOIR, GRISONI, MONTIGNY, PEYRE, VALENSI, membres du Bureau en exercice, et Félix BOUFFANDEAU, secrétaire général.

## DISCOURS D'OUVERTURE

**DE M. LE PRESIDENT Edouard HERRIOT**

M. LE PRÉSIDENT. — Citoyens, je déclare ouvert le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste.

Tout d'abord, je veux me féliciter avec vous du nombre si imposant des délégués présents dès maintenant à nos délibérations. Notre secrétaire général, M. Bouffandeau, dont vous connaissez tous et le zèle impeccable et l'exacte probité (*Applaudissements*),



me signalait récemment que le chiffre des adhésions à notre Congrès, adhésions expresses, enregistrées, dépassait dès maintenant 1.000, et que nous pensons arriver à 1.100 délégués. (*Applaudissements.*)

Ce chiffre en dit plus long que tous les commentateurs. Il nous permet de mesurer avec sang-froid, sans forfanterie, mais aussi sans timidité, les résultats que nous avons obtenus en quatre années d'efforts, depuis les événements lamentables de 1919. (*Applaudissements.*)

En 1919, lorsqu'après avoir lutté de notre mieux, mais dans des conditions spécialement difficiles, puisque nous avons combattu sous les feux croisés de tous les autres partis, nous nous sommes rassemblés, nous avons constaté une diminution impressionnante dans nos rangs.

A ce moment, vous avez entendu comme nous les cris de joie de nos adversaires : le Parti radical et radical-socialiste était mort, mort à tout jamais ! Non seulement dans le pays ces cris s'élevaient de toutes parts, dans les rangs de la réaction — et peut-être aussi ailleurs, — mais à la Chambre même nous avons dû entendre les déclarations, qui voulaient être parfois ironiques, de ceux qui déjà enregistraient notre disparition définitive de la carte électorale de ce pays, et nous avons conservé dans la mémoire tels discours de M. Tardieu ou de tel autre orateur du Bloc national que je n'ai même pas besoin de rappeler ici.

Nous avons lutté courageusement, et voici notre premier résultat. Ce résultat fait honneur surtout à nos militants. Ce sont eux qu'en tant que Président du Parti je veux remercier de toutes mes forces. (*Applaudissements.*)

Ils n'ont pas craint de s'exposer aux attaques des uns et des autres. Le radical ou le radical-socialiste, c'est-à-dire l'homme qui a voué sa vie à un effort de raison et à un travail de bon sens, celui qui veut lutter pour l'organisation de la démocratie, est exposé à subir de toutes parts les injures. (*Très bien.*) Moins bien placé que ceux qui exploitent une des passions dominantes, il est attaqué à la fois par les hommes



du Bloc national et par les mystiques révolutionnaires, et il l'est aussi parfois, il faut bien le dire, par nos propres amis. (*Vifs applaudissements.*) Ce fut une de nos erreurs que d'avoir eu trop souvent la faiblesse de regarder ou trop à droite, ou trop à gauche de notre parti. En politique, il faut toujours regarder exactement droit devant soi. (*Nouveaux applaudissements.*)

Vous avez bravé ces difficultés. Vous avez su lutter et attendre. Et voici la première réponse : le nombre de nos délégués est dès maintenant un élément de nature à impressionner tous ceux qui nous jugent, amis comme adversaires.



Cela dit, citoyens, dois-je en cet instant prononcer devant vous la déclaration politique qu'il est indispensable de faire au nom de notre Parti dans ce Congrès, à la veille des élections ?

Hier soir, réunis dans une assemblée de Bureau à laquelle s'étaient joints, en grand nombre, les députés et les sénateurs de notre Parti, nous avons pensé, beaucoup par égard pour vous, que cette déclaration politique doit plutôt prendre place à l'issue de ce Congrès, c'est-à-dire samedi, lorsque nous aurons pu nous consulter et déterminer les éléments essentiels du programme qui va devenir la charte électorale de notre Parti. (*Très bien !*)

Parler aujourd'hui, longuement, parler samedi encore, c'eût été trop parler. Nous sommes ici rassemblés pour agir. Nous vous proposons donc d'admettre que la déclaration essentielle sera celle que nous ferons, que j'aurai peut-être l'honneur de faire en votre nom, au nom tout au moins de la Commission de la déclaration du Parti, samedi, à l'issue de notre Congrès. (*Assentiment.*)

A ce propos, nous vous demanderons de bien vouloir renvoyer à la Commission de la déclaration du Parti les vœux qui auront un caractère de politique générale, de façon que notre Parti présente au corps électoral un document extrêmement net,



précis et catégorique, qui puisse à la fois rassurer et éclairer complètement nos amis, et fixer, complètement aussi, nos adversaires. (*Très bien !*)

Nous tenons, en effet, avant tout, à avoir une position nette. Nous ne voulons tromper personne. Nous nous attendons à être attaqués, — nous ne craignons pas cette nécessité, — mais nous voulons qu'il sorte de ce Congrès, qui doit se poursuivre avec beaucoup d'ordre, une déclaration infiniment précise ne laissant aucune place à l'incertitude, à l'hypothèse, ou à l'interprétation.

Cependant, je dois, dès aujourd'hui, en guise d'introduction à nos travaux, appeler votre attention sur l'importance exceptionnelle de ce Congrès.

Vous aurez tout d'abord à fixer le programme de notre parti. Je pense que vous partagerez mon opinion si je dis que ce programme n'a pas besoin d'être ambitieux, pourvu qu'il soit très net. La démocratie est lasse des vaines promesses. Elle a soif d'honnêteté. Elle en a assez (*applaudissements*), oui, elle en a assez de se trouver en présence de ces hommes, qu'ils appartiennent directement à la vie publique, qu'ils soient représentants du peuple, ou qu'ils se rencontrent même dans la presse, qui commencent leur action par des déclarations enflammées pour terminer quelque jour dans la réaction la plus équivoque et la plus éhontée. (*Vifs applaudissements.*)

Nous sommes un Parti qui ne croit en aucune façon aux miracles.

Vous aurez à établir un programme électoral sain, clair, qui puisse être proposé pour la prochaine législature et servir de base aux travaux que nous aurons à aider, ou peut-être même à diriger.

Vous aurez à vous prononcer sur la question de tactique. Notre Parti a l'impression de sa force. Autant il est disposé à écouter toutes les propositions raisonnables qui lui seront faites, autant, bien entendu, il est peu décidé à céder à la sommation, à la menace, ou à l'injure. Il veut, à l'encontre de ce qui a pu être fait à certaines époques, ne rien négliger de ce qui est nécessaire à la restauration



des idées démocratiques. Vous aurez à faire appel au concours de tous ceux qui veulent, contre le Bloc national, contre les erreurs du Parlement actuel, restaurer les principes et les méthodes de la démocratie. Vous aurez à fixer la tactique, et vous la fixerez certainement sur les bases que j'indique. (*Applaudissements.*)

Vous aurez aussi à vous prononcer sur la discipline. (*Voix nombreuses : Ah ! ah !*) Oui, un grand parti ne peut pas se passer de discipline. Dans l'année qui se termine, nous avons souffert — et, si j'ai le droit de le dire, celui qui est à cette place a pu en être plus que tout autre gêné — d'un certain nombre d'actes d'indiscipline qui sont de nature à compromettre l'autorité d'un parti. (*Vifs applaudissements.*)

Vous avez le droit de demander, surtout à une époque comme celle-ci où se présentent si souvent des événements importants, dont quelques-uns très imprévus, que le Parti ne soit pas surpris, qu'il soit invité à délibérer, que son Comité exécutif, que tout au moins son Bureau soit mis en présence des événements et appelé à fixer sa tactique.

Mais, lorsque toutes les précautions réglementaires ont été prises, comme je crois qu'elles l'ont été sous ma présidence, lorsqu'on a appelé les uns et les autres à donner leur avis, lorsque les convocations ont été régulièrement faites, lorsque la délibération est intervenue de la façon la plus régulière, vous avez le droit et le devoir d'exiger que les décisions prises soient ensuite exécutées, ainsi que le veut la discipline de notre Parti. Mieux vaut nous priver de certains éléments douteux ou trop personnels, et donner l'impression d'un parti uni. (*Applaudissements.*)

Ainsi, programme, tactique, discipline : voilà les trois grands objets sur lesquels vous aurez à délibérer.



Et maintenant, citoyens, je ne saurais trop vous inviter, comme vous l'avez toujours fait, à conduire vos délibérations devant nos adversaires qui nous épiant,



qui surveilleront jusqu'aux moindres détails de nos paroles et de nos actes, dans le plus grand esprit de dignité civique. Il est possible que des opinions, même très divergentes, se heurtent. Il faut qu'elles s'entrechoquent, dans un milieu dominé par notre volonté commune de restaurer la démocratie outragée.

J'ajoute, avant de terminer, que notre Congrès n'a pas seulement une grande importance politique. J'ose déclarer qu'il a une véritable importance historique. Nous sommes à un moment de l'histoire des peuples où l'on peut se demander si la conception démocratique qui a servi de guide à la République Française pendant tant d'années ne va pas être compromise, ou sombrer peut-être, au milieu des folies des hommes aveuglés par des dogmatismes et par des mysticismes insupportables pour ceux qui ne se réclament que de la raison et du bon sens. (*Vifs applaudissements.*)

C'est un formidable paradoxe qu'au lendemain d'une guerre où tant d'hommes sont morts en croyant, comme leurs lettres elles-mêmes et leurs écrits le prouvent, qu'ils se sacrifiaient pour le droit, pour la liberté, pour la justice, pour l'extinction des guerres, pour la réconciliation des peuples, pour l'avènement d'une humanité meilleure, c'est un paradoxe insupportable — insupportable, je le dis, dans l'ordre moral plus encore que dans l'ordre politique (*cris de Bravo!*) — que de voir les peuples aujourd'hui partagés entre des passions également rivales qui, toutes ont cet objet convergent de substituer aux méthodes anciennes de la démocratie, fondée sur tant d'efforts de pensée, les procédés de la dictature.

Jetez les yeux sur l'Europe, — on pourrait presque dire sur le monde entier !

D'un côté, vous voyez un grand pays qui a beaucoup de peine à revenir de la dictature — une dictature qui a peut-être été nécessaire historiquement à certaines heures — vers la démocratie : je veux parler de la Russie.

Mais un peu partout les partis conservateurs sont triomphants.



Je viens de voir en Amérique un homme, qui avait dessiné un grand programme de reconstruction pour le monde, programme discutable, peut-être, mais inspiré d'un noble idéalisme, le président Wilson (*Applaudissements*), isolé, oublié, parfois raillé, parfois même méprisé !

Vous avez vu les partis conservateurs triompher momentanément en Angleterre.

Vous voyez l'Espagne et l'Italie emportées dans un véritable vent de folie.

Vous voyez nos conservateurs se réjouir, à tort selon moi, de ce que l'esprit d'autorité remporte en Allemagne des succès dont ils comptent profiter, mais qui peuvent avoir des conséquences redoutables pour l'esprit des démocraties dans l'Europe et dans le monde.

Et, même dans notre pays, que se passe-t-il ? Pour la première fois, le Parlement est méprisé, oublié, comme il ne l'a, certes, jamais été. Nous avons vu la fonction essentielle des Parlements, le contrôle du budget, interprétée de la façon la plus opposée à l'esprit même de nos constitutions (*Très bien !*)

Et, puisque je parle de nos constitutions, je dois le dire avec regret et avec réserve, mais avec fermeté, nous avons vu récemment, chose plus grave encore (*Vifs applaudissements*), celui qui doit dominer toutes les passions, toutes les idées, toutes les controverses, pour ne représenter que la France, se jeter dans la mêlée électorale pour y donner des conseils ou des avis qui ne sont pas à recevoir de lui. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

..Voix diverses. — C'est de la dictature !

M. LE PRÉSIDENT. — Eh bien, citoyens, comment, vous, radicaux et radicaux-socialistes, les hommes qu'on injurie, les hommes qu'on va attaquer demain, comment devez-vous répondre à tout cela ? Par de l'ordre, par de la méthode, par du calme, par du sang-froid, par de la clarté !

Ce que nous voulons, nous, ce n'est pas obtenir, pour nos personnes, un succès parlementaire. Ce que nous voulons, ce que veulent non pas seulement les plus vieux d'entre nous mêlés depuis longtemps aux



luttres du Parti, mais aussi les jeunes qui viennent parmi nous avec leurs convictions et leurs espoirs, c'est ramener les peuples dans les voies de la démocratie, c'est restaurer cette démocratie dans notre pays, et, par la puissance d'aimantation qu'exerce la France, c'est la rétablir autour de la France elle-même, en opposant à tant de propagandes malsaines l'action de notre Parti en faveur des idées de raison, de tolérance et de liberté. Voilà le programme de votre Congrès. (*Applaudissements.*)

Je vous demande, — je vous supplie de ne pas l'oublier et nos présidents vous le rappelleront dans les moments difficiles de ces débats, — je vous demande que ce Congrès soit un modèle de discipline et de dignité, afin qu'il soit le prélude d'une grande victoire républicaine et démocratique qui sera, non pas la revanche de nos personnes (le mot de « revanche » serait un mot méprisable que je repousse), mais l'affirmation de ce grand principe, même et surtout après une crise comme celle que nous venons de traverser, à savoir, que les peuples ne peuvent revenir à la paix, à la stabilité, au bien-être, à la justice sociale, que par les voies de la République et sur les principes de la démocratie. (*Très vifs applaudissements. — Tous les délégués se lèvent et acclament longuement M. le Président aux cris de : Bravo, Herriot ! — Vive la République !*)

## ALLOCUTION DE M. RIPAULT

### Président de la Fédération de la Seine

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au Président de la Fédération de la Seine.

M. LOUIS RIPAULT, *Président de la Fédération de la Seine*. — Au nom de la Fédération de la Seine, j'ai le très grand honneur d'adresser à nos camarades venus de tous les départements de France le salut cordial et fraternel des radicaux et radicaux-socialistes de Paris et de sa banlieue. Nous leur souhai-



tons dans la capitale un séjour agréable qui leur laisse un bon souvenir de notre Congrès.

Dans toutes ses manifestations, la Fédération de la Seine, depuis 1919, n'a cessé de préconiser l'union des groupes et des partis de gauche. Et elle a eu le bonheur, par deux fois en douze mois, de battre le Bloc National en son berceau.

Mais elle a été aidée dans cette œuvre de redressement par le bon sens et la bonne volonté de tous les républicains : laïques dégoûtés du Bloc national, radicaux, radicaux-socialistes, socialistes de toutes nuances, jeunesses républicaines et jeunesses socialistes.

C'est pour nous l'élection type, et lorsqu'on nous demande, sur un ton plus ou moins comminatoire, quelle sera notre tactique, nous répondons par l'exemple de l'élection des Enfants-Rouges. (*Applaudissements.*)

N'est-ce pas d'ailleurs la tactique qui s'imposait au temps où Waldeck-Rousseau subissait l'assaut du nationalisme, le Bloc National de l'époque ? (*Très bien !*)

Lè Bloc National ! Mais il est presque aussi vieux que la République et nous le voyons surgir, à peine transformé, jamais rajeuni, chaque fois que les républicains, bannissant toute sagesse, commettent l'imprudence de se diviser.

Au début de la République, c'est le pêle-mêle de tous les réacteurs, légitimistes, orléanistes, impérialistes, ultramontains, ultra-conservateurs sociaux, que Thiers, écœuré, appelait le « parti sans nom », voulant dire par là qu'il était innommable. (*Rires et applaudissements.*)

Quelques années après, ce parti sans nom se décore du vocable de l'« Ordre moral » ; sans doute par antiphrase, et s'efforce de faire marcher la France en lui montrant la grande épée d'un maréchal de France, responsable de Sedan. (*Applaudissements.*)

Puis, vaincu par les 363, il se reforme et met tous ses espoirs en un général qui, après une vaine agitation, prend la fuite en Belgique.

C'est le boulangisme.



Mais le voilà qui réapparaît. Cette fois, si les troupes restent les mêmes, le nom est nouveau. Il s'appelle le parti nationaliste et « les bataillons de l'empire, de la royauté et du plébiscite », comme disait M. Millerand en 1902, s'y rallient publiquement.

Par l'union des républicains, il est une fois de plus mis en déroute.

En 1919, profitant de la lassitude engendrée par la guerre, de la loi électorale, de quelques manœuvres et surtout du morcellement des forces républicaines, il obtient la majorité.

Le programme n'a pas varié : au fond, sauf les détails, il s'agit toujours d'empêcher la République de devenir vraiment républicaine et de réaliser les espérances que son nom seul fait naître. (*Très bien !*)

A toutes ces époques, les républicains se sont ressaisis. Et par leur entente étroite, ils ont brisé chaque fois l'effort des hérauts de l'ordre moral, du boulangisme ou du nationalisme.

Comment n'arriveraient-ils pas au même résultat à l'égard du Bloc prétendu national, s'ils établissent entre eux la discipline que s'imposèrent autrefois les 363, puis plus tard tous ceux qui soutinrent avec élan Waldeck-Rousseau ? (*Applaudissements.*)

Aujourd'hui, comme à cette époque, les principales conquêtes du régime sont attaquées.

Les Républicains seront-ils assez fous pour permettre par leurs divisions que l'œuvre mauvaise de destruction, rêvée par leurs adversaires, s'accomplisse ? (*Non ! non !*)

Ne voient-ils pas que c'est par leur union seule qu'ils peuvent, par exemple, assurer la liberté d'opinion, maintenir l'indépendance entière de la République à l'égard du Vatican, sauver la loi de huit heures, établir l'égalité des enfants devant l'instruction, rendre intangible l'école laïque, décréter l'amnistie politique générale, faire que les charges financières n'écrasent pas indéfiniment les petits en ménageant les grosses fortunes, établir les Assurances sociales, alléger les charges militaires, diminuer le coût de la vie, travailler à la suppression du sala-



riat, organiser la participation de l'Etat aux bénéfices des Sociétés qui reçoivent tout ou partie du domaine public, protéger enfin la paix en rétablissant notamment des rapports normaux avec la Russie et en apportant, sans réserve, à la Société des Nations, l'autorité de notre République, désireuse que la guerre soit définitivement enchaînée ? (*Vifs applaudissements.*)

Qu'il me soit permis maintenant de vous parler du discours du 15 juin.

M. le Président du Conseil semble s'être élevé à l'avance contre toute majorité où les socialistes tiendraient leur véritable place.

Cruel regret pour nous et pour d'autres que le Président du Conseil n'ait pas consulté l'ancien président de la République qui, aux pires jours de la guerre, réunissait en Conseil des ministres Jules Guesde, Marcel Sembat et Albert Thomas, tous socialistes, et collaborait avec eux très étroitement pour sauver la Patrie en danger ! (*Très bien !*)

Pourquoi avoir oublié que Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., devant le cadavre de Jean Jaurès, première victime du sombre drame, assassiné en même temps que la paix, lança l'appel suprême entendu de tout le peuple français qui présenta un front uni à l'agression étrangère ?

Pourquoi avoir méconnu la sagesse de ce représentant avisé des Syndicats qui, à l'heure de la paix, vint officiellement dans les conseils, où se discutait la charte des peuples, apporter aux diplomates l'aide de son expérience et collaborer à la rédaction des articles qui visent le travail et sa réglementation internationale ? (*Très bien !*)

International ! Anathème à ce mot et à ceux qui s'en parent !

Ah ! la belle hypocrisie !

N'existe-t-il pas des financiers et des industriels internationaux ?

N'arrive-t-il pas que ces messieurs, par métier et par lucre, prennent des résolutions dont l'effet n'est arrêté par aucune frontière et qui ont des répercussions sur la vie même du pays. Parfois même, ils



dominant et manœuvrent les gouvernements nationaux. (*Applaudissements.*)

Parlerons-nous de l'Internationale dont le chef siège au Vatican ? (*Nouveaux applaudissements.*)

Qu'il nous suffise de constater que le Bloc National est logique quand il s'efforce de profiter des circonstances pour mâter l'esprit de la Révolution française.

L'exemple donné par certains dictateurs, voisins de notre pays, l'encourage.

L'heure est difficile pour les démocraties qui, dans le Monde, veulent rester maîtresses de leurs destinées.

Il ne faut pas la rendre plus pénible encore par le manque d'union entre ceux dont l'idéal consiste précisément à la protéger, à la défendre, à la rendre sûre de son avenir.

« Briser le bloc républicain, disait Camille Pelletan lors de notre congrès de 1906, c'est condamner la démocratie à des querelles stériles et à des défaites prochaines. » (*Applaudissements.*) Prophétie, hélas, réalisée.

Quatre années ont été perdues.

Il ne faut pas en perdre quatre autres. (*Vifs applaudissements.*)

## NOMINATION DU BUREAU DE LA SEANCE

M. LE PRÉSIDENT. — J'appelle l'Assemblée à nommer son Bureau de séance.

VOIX NOMBREUSES. — Le même !

M. LE PRÉSIDENT. — On propose de maintenir en fonctions le Bureau actuel pour cette séance.

M. LEFRANC. — Et surtout de maintenir notre Président. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix cette proposition.

(Par acclamations, le Congrès décide de maintenir le Bureau en fonctions.)



## RAPPORT DE LA COMMISSION DE VERIFICATION DES POUVOIRS

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au rapporteur de la commission de vérification des pouvoirs pour donner lecture de son rapport.

M. FABIOUS DE CHAMPVILLE, *rapporteur de la commission de vérification des pouvoirs*. — Conformément au Règlement du Parti, la Commission de Vérification des Pouvoirs a été constituée par voie de tirage au sort.

Ont été nommés 15 membres dont les noms suivent :

Fernand Vendeville, Fabius de Champville, Rousseau, Jolivet, Valentin Thomas, Bariety, Delapart, Dorneau, Meyerfeld, Fleiser, Bos Marius, Bonnafous, Paul Raphaël, Guy et Mongin.

Furent nommés à l'unanimité des membres le citoyen Fabius de Champville comme président, et le citoyen Fernand Vendeville comme secrétaire.

Furent examinés, sur observations de quelques congressistes, les pouvoirs de Délégués des départements suivants :

Côte-d'Or, Seine (Paris), Seine (Banlieue), Haute-Garonne, Morbihan, Isère, Lot, Yonne.

La Commission n'a pu se prononcer sur l'observation d'un délégué de l'Yonne, relative à l'admission de deux délégués n'habitant plus ce département, mais qui coopéreraient à une organisation du département.

Les deux congressistes ont du reste adhéré comme anciens délégués appartenant toujours au Parti.

Aucune observation n'étant soulevée, la séance est levée.

M. FABIOUS DE CHAMPVILLE. — Il résulte de nos travaux qui ont duré toute la matinée, que nul délégué, à moins d'être sous un faux nom dans la salle, n'est irrégulier. Tous les présents sont bien membres du Parti, et leur nombre qui dépasse 1082 est imposant.



Je remercie mes collègues de la Commission de leur bon concours.

Cependant, vous savez qu'autrefois il suffisait d'être ancien candidat pour pouvoir se faire inscrire à nos Congrès. Pour qu'il ne puisse plus en être ainsi à l'avenir, et qu'aucun membre indésirable ne puisse se glisser dans un de nos Congrès sous une fausse étiquette, votre commission a émis le vœu suivant :

« La commission de vérification des pouvoirs, ayant constaté que des élus, d'anciens délégués de comités ou de fédérations aux Congrès du Parti radical et radical-socialiste pourraient s'autoriser de la réglementation actuelle pour participer aux travaux des Congrès, même s'ils avaient cessé de cotiser à un groupement adhérent audit Parti, et même s'ils combattaient le Parti, son programme et ses candidats, renvoie cette question au Comité Exécutif afin qu'il prenne à l'avenir toutes précautions utiles. » (*Très bien !*)

Sous le bénéfice de ces observations, votre commission vous propose de valider les pouvoirs de tous les délégués.

M. RADOUAN. — Je demande la parole.

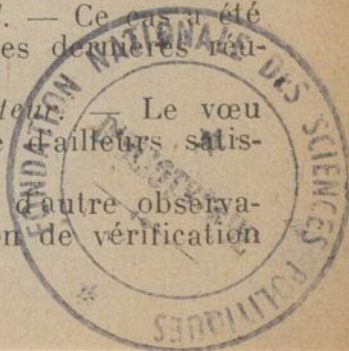
M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez la parole.

M. RADOUAN. — Je voudrais qu'il fût bien spécifié qu'il n'y a qu'une seule Fédération dans la Côte d'Or. Nous avons dans notre département une ancienne Fédération qui est passée au Bloc national, et qui est encore inscrite sur les registres du Comité exécutif, malgré nos nombreuses protestations. Il doit être entendu qu'il n'y a dans la Côte-d'Or qu'une seule Fédération, celle qui est présidée par le citoyen Gruet.

M. BOUFFANDEAU, *secrétaire général*. — Ce cas a été réglé par le Bureau dans une de ses dernières réunions.

M. FABIUS DE CHAMPVILLE, *rapporteur*. — Le vœu dont j'ai donné lecture vous donne également satisfaction.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'autre observation sur le rapport de la commission de vérification des pouvoirs ?...





J'en mets aux voix les conclusions, qui tendent à la validation de tous les délégués.

(Les conclusions et le vœu de la Commission sont adoptés à l'unanimité.)

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la nomination de la Commission de la déclaration et du programme du Parti.

M. LE PRÉSIDENT. — Je crois que la liste formée des noms qui ont été envoyés au Bureau est assez bien équilibrée pour donner satisfaction à tous. Voici cette liste :

MM. Herriot, Renard, Justin Godart, Franklin-Bouillon, Peytral, Couyba, Camille Chautemps, Gheusi, Israël, Ducos, Albert Milhaud, Léon Meyer, Ripault, Schrameck, Fernand Lefranc, Louis Besse, Falot, Jammy Schmidt, Gavaudan, Fabius de Champville, Cathala, Montigny, Albert Kahn, Valensi, Archimbaud, Lamoureux, Yvon Delbos, Doucedame, Margaine, Edmond Besnard, Queuille, Fernand Merlin, Ferdinand Buisson, Henri Michel, René Renoult, Lenoir, Aulard, DufLOT, Pierre Audibert, Lévy-Ullmann, Serre, Grandigneaux et Michelis.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets cette liste aux voix.

(Cette liste mise aux voix, est adoptée.)

## **RAPPORT SUR LES TRAVAUX DU PARTI**

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à M. Israël, chargé de présenter un rapport sur l'action et les travaux du Parti et sur l'activité des groupes parlementaires.

M. Alexandre ISRAËL, rapporteur. — Chargé de vous présenter un rapport sur l'action du groupe parlementaire et sur les travaux de votre bureau, je tiens, tout d'abord, à m'excuser de n'accomplir que très imparfaitement la première partie de la tâche qui m'incombe. Je veux vous en donner brièvement les raisons.

Dans un précédent Congrès, un rapporteur avait très consciencieusement rappelé les interventions



particulières de chacun des membres du groupe. Il s'exposa à de vives critiques. Les uns trouvaient qu'il était trop élogieux ; d'autres lui faisaient grief de certaines omissions. J'éviterai de pareils reproches en renonçant à publier un palmarès que vous jugeriez sans doute fastidieux.

Je pourrais, il est vrai, me plaçant à un point de vue général, faire revivre les grands événements, soit de politique extérieure, soit de politique intérieure qui se sont produits depuis notre dernier Congrès. Mais tous ces graves problèmes font l'objet de rapports spéciaux que vous aurez à discuter ultérieurement.

D'ailleurs, les militants suivent de près les débats parlementaires, et il n'y a à cet égard, rien à leur apprendre. Je me bornerai donc à affirmer la part importante prise par les élus appartenant à notre Parti dans toutes les discussions qui se sont produites. Leur activité n'a cessé de se manifester. Qu'il ait été question de politique financière, de politique agricole, de politique sociale, de politique économique, de politique coloniale, des projets d'ordre militaire, les membres du groupe radical et radical socialiste sont intervenus dans tous les débats. Ils ont pris souvent les initiatives nécessaires.

Plus particulièrement dans la politique extérieure comme dans la politique intérieure, Edouard Herriot, dont l'autorité n'a cessé de s'accroître dans le Parlement et dans le pays, a rappelé avec force notre doctrine et nos tendances et il est souvent apparu non pas seulement comme le Chef de notre Parti, mais comme le porte-parole éloquent de tous les républicains vraiment démocrates, vraiment laïques. (*Vifs applaudissements.*)

Son inlassable activité ne s'est pas exercée seulement au Parlement. Partout il a porté la bonne parole républicaine. J'aurai à reparler, tout à l'heure, de son action au sein du Comité Exécutif et dans le pays. Il a été l'animateur. (*Nouveaux applaud.*)

C'est jour par jour, dans la presse, c'est chaque mois dans le Bulletin publié après les séances plénières du Comité Exécutif que vous avez pu suivre



la propagande de notre parti, soucieux de préparer l'avenir.

Déjà, les élections partielles, ont révélé la force de cette action. Le pays ne se méprend pas sur le but et les tendances du Bloc National, il sait qu'il est, en réalité, le Bloc Réactionnaire. Il le désavoue et le condamne.

Est-il besoin de rappeler les circonstances dans lesquelles a été élu député, en juin dernier, notre ami M. Léon Meyer, maire du Havre et vice-Président du Comité Exécutif ? (*Applaudissements.*). Ne suffit-il pas également de souligner le succès en Seine-et-Oise de nos amis Franklin-Bouillon et Goust dont nous saluons avec joie la rentrée au Parlement ? (*Vifs applaudissements.*)

De même, dans les élections sénatoriales qui ont eu lieu depuis un an, ce sont, à deux exceptions près en Vendée et dans la Loire-Inférieure, les gauches qui l'ont emporté. Nous avons pu nous féliciter des succès de M. Jovelet, dans la Somme, de MM. Messimy et Fouilloux dans l'Ain, élections aussi caractéristiques que celles qui les avaient précédées dans l'Yonne et qui avaient amené au Sénat MM. Gaudaire et Hamelin. (*Applaudissements.*)

Aux élections cantonales complémentaires qui ont eu lieu presque chaque semaine, le succès a été le même. Le fait que la presse de gauche a pu en rendre compte sous la rubrique : « Le Dimanche Républicain » indique suffisamment que, dans la grande majorité des cas, les candidats de la droite ont été battus.

Entre tant d'autres, une élection a été significative, celle, en Savoie, de notre ami Jacquier, battant dans le canton de Thonon, le député de l'Entente.

A Paris, l'élection du quartier des Enfants-Rouges a eu un grand retentissement et une véritable portée politique. M. Moriette, porte-drapeau de notre parti a triomphé de la coalition réactionnaire. (*Applaudissements.*)

Ces résultats marquent, d'une façon indéniable un mouvement à gauche que tout le monde constate, sauf, paraît-il, M. le général de Castelnau qui, lors de son



voyage à Rome, s'est chargé d'apaiser les inquiétudes de M. Mussolini.

L'action des élus au Parlement et la propagande du parti n'y sont pas étrangères. La propagande du Parti, notre dévoué Président, l'a, en quelque sorte, personnifiée. Chaque dimanche, il a parlé sur un point du territoire. L'accueil qu'il a partout reçu prouve combien les idées qu'il exposait répondent au sentiment de la grande majorité des républicains qui ont à la fois la notion des responsabilités d'un parti de Gouvernement et la volonté de réaliser les progrès sociaux indispensables dans notre démocratie. (*Applaudissements.*)

A côté du Président, nombreux ont été les orateurs du Comité Exécutif, non parlementaires ou parlementaires, qui ont prêté leur concours aux organisations départementales soit pour des conférences, soit pour soutenir les candidats radicaux et radicaux-socialistes. Une fois encore, pour ne pas faire d'oubli, permettez-moi de ne point citer de noms, je serai votre interprète en remerciant de leur activité les jeunes à la parole ardente, comme les anciens sur le dévouement desquels nous pouvons toujours compter. Nous attendons encore beaucoup d'eux pour les campagnes prochaines.

L'action doit en effet s'intensifier. Nos groupements et nos délégués la préparent. La Commission de propagande qui a été très active sous la présidence de notre ami, Albert Milhaud, fera tous ses efforts pour les seconder. Le Secrétariat général avec le toujours actif et dévoué militant Bouffandeau s'y emploiera également de son mieux. (*Applaudissements.*) Déjà, malgré l'insuffisance des moyens dont nous disposons, des progrès ont été accomplis cette année. Plusieurs fédérations départementales ont été créées. D'autres sont en voie de constitution. Les enquêtes départementales sont presque terminées, et là où nous n'avons pas encore de groupements sérieusement établis, un Comité Central sera formé sur les bases que le petit Congrès a adoptées et dont l'approbation vous est proposée. (*Applaudissements.*)

Mes chers Collègues, si l'année a été bien remplie,



c'est que le Bureau du Comité Exécutif et le Comité Exécutif, en séances plénières, ont suivi de près toutes les grandes questions qui ont sollicité l'attention des hommes politiques et celle des militants.

Les séances du Bureau ont été fréquentes. Toujours présidées par M. Herriot et suivies par la plupart des Vices-Présidents et Secrétaires, elles ont offert le plus grand intérêt, comme le constatait le Président du Comité Exécutif dans la séance du 21 février.

Je m'en voudrais de rappeler l'activité de votre Bureau sans rendre hommage au dévouement de notre ami Besse, qui assure dans des conditions difficiles la trésorerie de notre Parti. (*Applaudissements.*) Le meilleur moyen de l'encourager est de l'aider financièrement. (*Très bien !*)

Le Comité Exécutif, qui se réunit le troisième mercredi de chaque mois, durant les sessions parlementaires a tenu huit séances plénières au début desquelles le Président Herriot a régulièrement, dans un exposé éloquent et précis, mis ses collègues au courant de la politique extérieure et intérieure.

Les débats et les résolutions prises ont montré que le Comité Exécutif était sur tous ces problèmes si délicats en parfait accord avec son Président. Les discussions du plus haut intérêt ont abouti à des résolutions sur lesquelles le Parti se trouvait uni. (*Très bien !*)

Le Comité Exécutif qui se réunit le troisième mercredi de chaque mois durant les sessions parlementaires a tenu huit séances plénières au début desquelles le Président Herriot a régulièrement, dans un exposé éloquent et précis, mis ses collègues au courant de la politique extérieure et intérieure.

Les débats et les résolutions prises ont montré que le Comité Exécutif était sur tous ces problèmes si délicats en parfait accord avec son Président. Les discussions du plus haut intérêt ont abouti à des résolutions sur lesquelles le Parti se trouvait uni. (*Très bien !*)

Le Petit Congrès, dont la tradition a été reprise cette année, a eu lieu le 19 mai. Les deux séances bien



remplies de cette journée du samedi ont suffi à épuiser, grâce à une bonne méthode, un ordre du jour très chargé.

Le projet de programme que vous aurez à discuter a fait l'objet d'un rapport très remarquable d'un de nos jeunes militants, M. Cathala. Après un examen approfondi, il a été arrêté dans ses grandes lignes. Le rapport de la Commission de propagande fut approuvé, puis, après un très beau discours de M. Herriot, sur la situation politique, le Petit Congrès vota, à l'unanimité, un ordre du jour relatif à la politique extérieure.

Rappellerons-nous les autres résolutions adoptées : 1° Sur la réforme électorale en faveur du scrutin majoritaire ; 2° La liberté civique des fonctionnaires ; 3° Pour le respect de la liberté de conscience, dans les offices des Pupilles de la Nation ; 4° Contre la location du Séminaire de St-Sulpice et le retour des Congrégations ; 5° Contre les attentats des Camelots du Roy et les violences exercées sur M. Caillaux, etc...

Nous avons le devoir de remercier ici, pour les travaux qu'elles ont fournis au Comité Exécutif les Commissions qui ont régulièrement siégé au cours de l'année, notamment celles de la Propagande, des Réformes Economiques, de l'Enseignement, des Affaires Extérieures, etc...

Il nous reste à signaler l'initiative prise par le Parti Radical au point de vue de la Propagande extérieure et des relations à nouer avec les démocrates des autres nations.

Dès l'an dernier, la Commission de Propagande par la voix de son Président Rapporteur avait évoqué la question devant le Congrès de Marseille.

Un mois après, à la première séance du Comité Exécutif, nous étions saisis d'une proposition de manifeste aux démocrates par un de nos jeunes collègues, M. Jacques Kayser. Le texte de ce manifeste très étudié par le Bureau et la Commission des Affaires Extérieures, a été publié en juillet et adressé à toute la Presse étrangère. Il a eu un grand retentissement. (*Très bien !*)

Un second appel adressé, celui-là aux partis simi-



laïres du parti radical dans les autres nations, a été rédigé par M. Lucien Le Foyer, ancien député, et adopté en même temps que le manifeste aux démocrates.

Il est et sera méthodiquement adressé à l'étranger, aux représentants du Parti qui ont une doctrine semblable à celle du Parti radical français. (*Très bien !*)

J'ai terminé, mes chers collègues, ce rapport succinct. Mais je voudrais exprimer quelques vœux pour l'avenir.

Le premier, c'est que les moyens de travail et d'action de notre organisme central soient accrus. Pour cela, il est indispensable que les ressources suffisantes soient assurées. Nous pouvons compter sur le dévouement du Secrétariat, mais le dévouement ne suffit pas, il faut publier des tracts, des brochures, les répandre. Que l'organisation financière du Parti et surtout la question de la carte obligatoire retiennent donc votre attention. (*Très bien !*)

Au cours de cette année, vous l'avez remarqué, la publication du Bulletin a été régularisée et notre organe y a gagné en intérêt. Si l'on veut nous aider, la périodicité pourrait être modifiée, le Bulletin paraîtrait plus fréquemment et sa diffusion dans les Comités permettrait de répandre nos idées.

Pour cette propagation doctrinale et aussi pour répondre aux adversaires, nous sommes obligés de compter sur la presse régionale et départementale du Parti, sur les nombreux organes hebdomadaires locaux.

C'est à eux que s'adresse la *Chronique radicale et radicale-socialiste* qui répond, si nous en croyons nos amis, à un réel besoin et qui reçoit partout le meilleur accueil. Pour la *Chronique* également, un effort est à faire.

Mais, je ne veux pas m'appesantir sur les détails de notre organisation. Ce qui importe, c'est la volonté d'agir et un programme très net pour l'action; c'est l'unité de vue dans la diversité des esprits, c'est l'accord de tous et l'union après que toutes les opinions



se sont confrontées au sein des assemblées de notre Parti. (*Applaudissements.*)

Qu'on ne nous accuse pas d'agir dans un esprit de sectarisme ou dans un intérêt de parti. L'intérêt de notre parti se confond avec l'intérêt même de la République à laquelle nous voulons assurer de solides troupes qui sachent la défendre contre les menées occultes ou avouées de ses adversaires déguisés ou déclarés.

Notre action a pour but de ne pas laisser porter atteinte aux conquêtes de la démocratie et de les développer. Elle doit se rencontrer avec celle de tous les republicains sincères, de tous les démocrates résolus à ne renier aucune des lois sociales et laïques de la République. (*Vifs applaudissements.*)

M. AUDIBERT. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Audibert.

M. AUDIBERT. — Dans son rapport, M. Israël a parlé de la presse régionale. C'est en qualité de directeur d'un journal de la presse régionale que je proteste de la façon la plus formelle contre la manière dont est faite la propagande par le Comité Exécutif, et qui est contraire aux intérêts du Parti radical et Radical-Socialiste. (*Mouvement.*)

Nous n'avons pas reçu le rapport Kayser auquel vous avez fait allusion tout à l'heure. Nous n'avons pas reçu les déclarations remarquablement précises qu'a faites il y a trois jours le président Herriot, notre ami, lui qui fait au journal que je dirige l'honneur de lui envoyer de temps à autre des éditoriaux qui éclairent et qui guident toute la politique de Provence en matière radicale.

Nous n'avons pas reçu une ligne des agences officielles, dont vous connaissez l'antipathie profonde concernant les communications du Parti radical, à propos de la manifestation du président Herriot.

Je dois dire, puisqu'il est question ici de propagande et d'action, que nous vivons dans un isolement absolu. Nous ne recevons que des dépêches truquées, que des communications amputées par les diverses censures que vous connaissez.



A l'heure actuelle, il est impossible dans les départements français d'établir un plan d'action précis, parce que nous n'avons aucune communication avec le Comité Exécutif.

J'aurais voulu que, dans son rapport, M. Israël nous dise quelles sont les mesures que compte prendre le Comité Exécutif pour mettre fin à cette dictature de l'information anti-radical et anti-républicaine dont tous les journaux auxquels vous faites appel sont plus ou moins tributaires. (*Applaudissements.*)

M. Alexandre ISRAËL, *rapporteur*. — Je vous fais remarquer tout d'abord que c'est plutôt le rapporteur de la commission de propagande qui devrait vous répondre. Quoi qu'il en soit, le Congrès a précisément pour tâche d'étudier la question que vous soulevez.

Vous voulez une organisation meilleure du service d'information. Vous savez que ce n'est pas chose extrêmement facile.

Je ne crois pas en tous cas qu'il se trouve des agences d'information pour refuser les communications du Parti. Je sais, au contraire, que toutes nos séances du Comité Exécutif sont régulièrement suivies par toutes les agences qui doivent vous en communiquer les résultats.

M. AUDIBERT. — Non, non ! Nous ne recevons rien.

M. Alexandre ISRAËL, *rapporteur*. — Citoyen Audibert, vous n'avez pas seulement devant vous un député, vous avez un journaliste. Eh bien, je vous affirme que, pour ma part, directeur d'un journal, je reçois toutes les communications qui intéressent le Parti radical.

M. AUDIBERT. — Parce que vous habitez Paris. La province est mise en coupe réglée par Paris !

M. Alexandre ISRAËL, *rapporteur*. — Non ! et permettez-moi de vous dire que c'est bien plutôt vous que nous qui pouvez signaler vos besoins à votre agence. Quant à nous, nous communiquons aux agences tous les documents officiels du Parti.

M. AUDIBERT. — Il faut nous les envoyer directement.

M. Alexandre ISRAËL, *rapporteur*. — Nous les



envoyons à la presse, et je vous assure que vous êtes un des rares journaux de province qui ayez lieu de vous plaindre.

M. AUDIBERT. — Non ! je ne suis pas un des rares journaux de province qui se plaignent, car, je vous le répète, la province est mise en coupe réglée par Paris. A l'heure actuelle, vous nous privez de toutes communications, de toutes nouvelles. C'est inadmissible. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il nous faut tenir le plus grand compte des paroles d'Audibert, et nous aurons à en délibérer. Il y a des faits qu'on ne peut cependant pas aborder ainsi de plain-pied dans un Congrès et sur lesquels il faudra qu'on discute en commission.

Si j'ai bien compris la communication d'Audibert, elle comporte deux parties.

Elle concerne tout d'abord l'action même de notre Comité et de ses organes administratifs. Or, cette action est limitée par nos moyens qui, nous n'avons aucune honte à le déclarer, sont assez réduits.

Quand un parti s'est tracé pour ligne de conduite de n'accepter aucun concours suspect, comme c'est ma volonté absolue, (*Applaudissements*), quand il a décidé de mettre une frontière infranchissable entre l'argent, dont vous savez souvent, pour ne pas dire toujours, quelles sont les tendances, et les idées auxquelles nous voulons conserver toute leur pureté, il s'expose, comme ce fut le cas dans les années que nous venons de traverser, à des difficultés qu'il faut savoir supporter.

Nos moyens ont donc été réduits dans toute la période d'opposition que nous venons de vivre, ce n'est pas douteux, je ne crois pas qu'il y ait le moindre inconvénient à le déclarer.

Il en est beaucoup parmi nous qui ont été souvent l'objet de propositions tout à fait flatteuses à certains égards (*Sourires*), mais un peu inquiétantes à d'autres (*Très bien !*) et je ne pense pas qu'il puisse se lever quelqu'un ici pour reprocher soit aux membres du Bureau, soit au Président, de les avoir écartées. (*Applaudissements.*)



Mais il y a d'autre part dans la déclaration d'Audibert la question des agences.

Il est possible, car je ne suis pas sûr, bien entendu, que nous ayons toujours rencontré le concours du pouvoir, il est possible que nous n'ayons pas obtenu toute la publicité que nous pouvions souhaiter. Mais il faut être juste et savoir se rappeler que dans certaines circonstances récentes il y a de grandes agences qui se sont exposées à des difficultés graves pour avoir transmis des informations conformes à la vérité, quand elles étaient favorables à notre Parti. Pour avoir présenté de la façon qu'il fallait les odieux attentats dirigés par une bande de voyous contre un des nôtres, une grande agence, représentée ici, s'est vue exposée, et publiquement, vous l'avez tous pu constater, à des menaces de représailles de la part de l'*Action Française*. (*Très bien !*)

Il y a donc un double problème à étudier. A mon avis, il doit être étudié dans nos commissions, et réglé de la façon la plus profitable à nos intérêts pour l'avenir.

Pour l'instant, il suffit de l'avoir exposé, de retenir l'observation d'Audibert, et d'en tirer notre profit dans les séances de commissions qui vont dès maintenant s'ouvrir. (*Applaudissements*).

Je considère donc l'incident comme clos, et je vous invite à vous rendre sans délai dans les commissions où vous êtes appelés à travailler. Je rappelle que ces commissions sont au nombre de quatre, et qu'elles ont les attributions suivantes :

- 1<sup>re</sup> commission : la politique sociale ;
- 2<sup>e</sup> commission : la politique générale ;
- 3<sup>e</sup> commission : la politique économique et financière ;
- 4<sup>e</sup> commission : la propagande ; — la tactique ; — l'organisation et le recrutement du Parti.

Je rappelle également que vous avez approuvé tout à l'heure la méthode qui consiste à renvoyer à la Commission de la déclaration du Parti que vous avez nommée les vœux d'un caractère de politique géné-



rale qui doivent être retenus pour être incorporés dans la déclaration du Parti.

Reste à fixer la méthode de travail de la Commission de la déclaration du Parti. Les deux journées qui vont suivre devant être prises par les séances plénières, nous avons pensé que le mieux serait de réunir cette commission à l'issue de la présente séance pour procéder à la désignation d'un président et d'un rapporteur et préparer un projet de déclaration. La commission pourrait ensuite se réunir samedi matin, à neuf heures et demie, pour en arrêter la rédaction définitive qui serait immédiatement dactylographiée et apportée samedi après-midi en séance publique. Ainsi, au lieu de résumer notre déclaration dans un discours dont la presse, malgré ses efforts, ne pourrait retenir que des parties, nous lui remettrons samedi un document bien arrêté, qui sera l'acte politique essentiel de notre Congrès, et dont les termes seront d'une netteté parfaite. (*Très bien !*)

Personne ne demande plus la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à 15 heures 45 minutes.)

---



## DEUXIEME SEANCE

Vendredi 19 octobre, matinée

---

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. GHEUSI, député, assisté de MM. CAZALS, DESGROUX, Victor JEAN, députés, POTTEVIN, SERRE, sénateurs, CAPERAN, ancien sénateur, FERRASSE, POTERLOT, POUILLARD, *vice-présidents*, et de MM. DEORME, Jacques KAYSER, Edmond BÉSNARD, Raoul AUBAUD, RENAUD, JOHIN et ARIES, *secrétaires*. M. Félix BOUFFANDEAU, *secrétaire général*.

### ALLOCUTION DE M. LE PRESIDENT

M. GHEUSI, *président*. — Mes chers camarades, nous avons à l'ordre du jour de nos travaux des questions d'ordre divers.

La première est relative au Règlement ; la seconde concerne l'éducation nationale et l'apprentissage ; la troisième a trait à l'éducation républicaine de la jeunesse ; la quatrième vise les anciens combattants et les victimes de la guerre ; enfin, vient la nomination des membres du Comité Exécutif pour 1923-1924, au sujet de laquelle le Bulletin qui est entre vos mains donne les indications qui ont été arrêtées pour pouvoir procéder avec ordre à cette nomination.

La plus importante question qui est à l'ordre du jour de vos délibérations est, vous l'avez vu par la lecture que j'en ai faite, celle de l'enseignement national.

Etant donné que l'enseignement est à la base de toute la vie sociale, de toute la vie nationale d'un pays, qu'il est, comme l'a dit Danton, « le besoin essentiel et le pain du peuple », je ne crois pas



nécessaire que nous nous livrions sur ce sujet à de très longs développements. Si le Congrès me le permet, j'essaierai donc de rassembler en quelques mots à la fois les idées principales qui me paraissent découler de l'action que nous avons menée dans le pays pour établir notre doctrine républicaine de l'enseignement laïque, et quelques considérations tirées des débats très amples qui se sont déroulés devant la Chambre sur une réforme que, d'une façon générale, le Parti radical et radical-socialiste déplore; à savoir, le décret Bérard.

L'enseignement, me semble-t-il, doit être conçu à sa base comme une nécessité vitale. Il doit, dès sa première apparition, traduire la préoccupation essentielle d'une démocratie, qui est de faire à chacun la place qui lui est due de par ses mérites. C'est dire que le lait nourricier de tout Français doit être dans l'école unique et l'école laïque, qui est la seule sauvegarde du respect qu'on doit aux religions et à la conscience intime de chacun. (*Applaudiss.*).

En mettant ainsi à la base de l'enseignement cette idée de l'école unique, nous manifestons d'une manière extérieure, et comme par une sorte de leçon de choses, ce qui est essentiel pour nous c'est-à-dire ne pas créer, dès les premiers pas de l'enfant dans la vie, des privilèges assis sur la condition sociale des parents.

C'est, en effet, la condition sociale qui détermine à l'heure actuelle l'orientation de l'enfance; c'est là un vice originel, et original, puis-je dire, de notre organisation de l'enseignement. Nous sommes donc pour l'école unique.

Une fois cette école unique établie d'après la conception de principe et la conception morale que je viens de rappeler, s'ouvrent devant nous des bifurcations diverses, des routes différentes. Comme l'indique notre ami Ducos dans son rapport par une image saisissante, on est, au sortir de l'école unique, à un carrefour sur lequel s'ouvrent diverses voies : la voie de l'enseignement général, constitué aujourd'hui par l'enseignement secondaire, la voie



de l'enseignement technique, et la voie de l'enseignement post-scolaire.

Dans chacune de ces branches, il importe de faciliter l'accès par des moyens vraiment démocratiques, en répandant généreusement les possibilités pour que chacun reçoive, s'il est apte à les recevoir, les bienfaits de l'éducation grâce à laquelle à la fois s'éclaire l'intelligence, s'ennoblit le cœur, et se développe la volonté. (*Applaudissements.*)

C'est, en effet, en développant l'intelligence, le sentiment et la volonté qu'on arrive à faire des hommes, ce qu'une démocratie doit avant tout poursuivre, non seulement pour son essor matériel, mais encore et surtout pour son épanouissement intellectuel et moral. (*Nouveaux applaudissements.*)

Dès lors, et par une association d'idées toute naturelles, l'indispensable complément de ce que je viens d'affirmer au nom des principes républicains, c'est la co-pénétration des divers éléments de cet enseignement, co-pénétration qui ne doit pas seulement être une chose visible, matérielle, et comme une façon d'abattre des cloisons, mais qui doit encore se manifester par une direction unique imprimée à cet ensemble de la vie intellectuelle du pays, je veux dire un ministère de l'éducation nationale. (*Applaudissements.*)

Ainsi, enseignement pour tous, si tous se montrent aptes à accéder dans ces diverses voies ; enseignement gratuit, aussi, en vue de supprimer un système de bourses qui ne doit être considéré par des démocrates que comme un pis-aller exigé par les besoins budgétaires ; telle est notre conception.

C'est dire que nous avons bien des raisons pour nous insurger contre les décisions qui ont été récemment prises par le Gouvernement par voie de décret, car, au lieu d'entrer dans les voies libérales, généreuses et rationnelles que je viens de préciser d'un mot, il semble que ce décret ait en quelque sorte consolidé les avantages accordés à ce que l'on peut appeler encore la bourgeoisie, et qu'il arrive à négliger toutes les possibilités d'élan intel-



lectuel et moral qui sont en puissance dans le peuple.

Dès lors, le décret Bérard nous est apparu, à nous radicaux et radicaux-socialistes, comme une régression. Voilà pourquoi nos orateurs l'ont combattu de toutes leurs forces quand il est venu en discussion devant le Parlement. (*Très bien !*)

Je ne veux pas entrer dans le détail de la question. Je me borne à extraire la substance de ce qui a été décidé par nos interventions, par notre action, de manière que le Congrès voie que sur ce point notre unité de vues est parfaite.

L'enseignement secondaire, nous le trouvons donc à l'heure actuelle mal orienté.

Nous estimons aussi que, dans l'enseignement technique, il n'y a peut-être pas assez d'organes traduisant cette nécessité sociale de plus en plus accrue, à savoir qu'à côté du domaine purement intellectuel, du domaine des conceptions abstraites, il y a aussi le domaine des réalisations concrètes, qui est une partie de la richesse nationale, et qu'il faut alimenter par des connaissances techniques particulièrement adaptées à cette aristocratie du travail manuel et du travail accommodé aux exigences sociales qui ne doit pas être négligée dans une conception d'ensemble de l'éducation nationale. (*Applaudissements.*)

Nous croyons encore — je ne tire que des conséquences sur lesquelles nous sommes d'accord — qu'il est nécessaire de développer, après l'école laïque, un enseignement post-scolaire, car, à partir du jour où l'enfant perd tout contact avec les notions qui font la grandeur de l'homme, son intelligence, son sentiment, sa volonté, — étant donné qu'il peut quitter l'école de bonne heure — il est livré à tous les hasards, à toutes les fantaisies, et il peut devenir la proie de ceux qui savent profiter de son impuissance à se défendre.

Il est donc nécessaire d'organiser un ensemble d'éducation post-scolaire. Sous quelle forme ? Je n'entre pas dans les détails de cette organisation. Qu'il me suffise de dire simplement en ce moment



quel est notre état d'esprit à nous, parti républicain.

Autrement dit, il faut prolonger le plus possible la période d'enseignement. Il serait vain de s'illusionner. C'est une obligation pour la jeunesse de recevoir l'enseignement de bonne heure, et pendant longtemps, si elle veut se préserver des sévères leçons de l'expérience. Cette première préparation est indispensable à qui veut s'éviter les déceptions de la vie. (*Applaudissements.*)

Une fois que nous aurons fait cela, serons-nous quittes avec notre œuvre ? Reste la question d'organisation intérieure, dans laquelle je ne veux pas, et je ne dois pas entrer. Mais je voudrais encore vous dire, mes chers amis, que nous devons être d'autant plus vigilants dans l'application des quelques idées que je viens d'évoquer devant vous que nous avons à compter — j'ai à peine besoin d'en faire apparaître ici le danger — avec les ennemis de l'enseignement laïque.

Vous savez avec quelle ardeur, je dirai volontiers avec quel cynisme se réinstallent un peu partout les maisons d'éducation qui ont toujours lutté contre l'esprit démocratique. C'est un des pires événements de notre époque, et c'est une des tristesses des républicains, de voir que l'idée démocratique a été à ce point déviée, qu'elle est aujourd'hui obnubilée par des intérêts particuliers, par des ambitions personnelles, ou des complaisances dictées par des profits individuels, de telle manière que l'œuvre laïque de la République se trouve singulièrement compromise. (*Vifs applaudissements.*)

Un mot maintenant de l'enseignement supérieur, pour lequel je n'ai pas, certes, une tendresse particulière, mais auquel il m'est bien permis de penser, puisque j'ai eu l'honneur de rester pendant de longues années dans ses rangs.

Je considère qu'il est du devoir du parti démocratique de solidariser davantage l'œuvre de l'enseignement supérieur avec l'ensemble de la marche de la Nation, et de faire descendre, si vous me permettez cette image, des hauteurs de leurs chaires et de leurs spéculations les hommes qui enseignent dans



nos Facultés. Il faut qu'ils se mêlent effectivement à la vie quotidienne, et qu'ils ne puissent plus se désintéresser, dans la sereine clarté de leur pensée, des misères de la vie de chaque jour. C'est pourquoi nous les invitons, au cours du rapport déposé par mon ami Ducos, à se mêler davantage au mouvement général des idées, au lieu de se borner à faire, comme dans une sorte de cloisonnement lointain et hautain, des conférences qui ne pénètrent pas la masse populaire.

Par quel moyen ? C'est encore un système à trouver. Mais l'idée devait être évoquée ici qu'il ne doit pas y avoir un enseignement primaire, un enseignement secondaire, et un enseignement supérieur, qu'il doit y avoir une éducation générale de la Nation, assurée par la pénétration de tous les éléments qui constituent aujourd'hui le corps enseignant. (*Vifs applaudissements.*)

Voilà la première question sur laquelle vous aurez tout à l'heure à vous prononcer. J'imagine que les quelques explications que je vous ai données, et que j'ai faites aussi brèves que je l'ai pu, en ne vous présentant que les idées générales, sont de nature à faciliter les votes que vous émettrez.

La deuxième question concerne l'éducation de la jeunesse. Notre ami Kayser en est le rapporteur. Il a constaté — ce n'est malheureusement que trop exact — que jusqu'ici la jeunesse s'est un peu désintéressée de la chose publique. En ouvrant notre Congrès sous les auspices de la jeunesse républicaine, nous avons montré, agissant ainsi que le philosophe antique qui démontrait le mouvement en marchant, que notre souci essentiel est de nous rajeunir, de nous revivifier, et de songer à ceux qui, après nous, continueront le bon combat que nous livrons.

Sur ce point, vous entendrez tout à l'heure notre camarade Kayser, qui est animé de cet esprit de conviction que je voudrais voir prendre la place de ce scepticisme généralisé qui semble s'être répandu un peu partout au lendemain de la guerre. « Ne pas s'en faire », « se débrouiller », obnubiler le point de vue du devoir professionnel, il semble que peu à



peu ces idées perverses et mauvaises aient fait leur chemin. C'est contre quoi il faut réagir par un système d'éducation nationale comme celui auquel je faisais allusion tout à l'heure. (*Très bien !*)

Enfin, reste la troisième question importante que nous aurons à traiter, et sur laquelle je vous livre le résultat de mes méditations : celle des anciens combattants et des victimes de la guerre.

Les mutilés de la guerre sont des créanciers privilégiés de l'Etat. Ils demandent que ce titre de créanciers privilégiés leur soit reconnu. Ils formulent à cet égard divers desiderata qui sont indiqués dans le rapport du citoyen Grisoni dont vous entendrez aujourd'hui même l'exposé.

Qu'il me soit permis, en anticipant sur cet exposé, et pour éviter une discussion qui serait longue et que je considère pour ma part comme un peu oiseuse, de donner au Congrès quelques indications sur deux points particuliers qui ont été visés dans ce rapport.

Le premier de ces points concerne la refonte du Code de justice militaire. Il y a longtemps que, dans nos Congrès, nous nous préoccupons de cette refonte. A l'heure présente, cette idée est non seulement entrée profondément dans la conscience démocratique, mais elle a même gagné des cœurs qui sont loin d'être attachés à nos idées sociales. Il s'est formé un groupement pour la revision de l'ensemble des lois militaires, groupement dont j'ai l'honneur de faire partie, et je puis dire au Congrès qu'on s'y est mis d'accord sur les principes suivants : limitation du nombre des délits militaires ou des crimes militaires dans une énumération très stricte où entrerait pour une large part tout ce qui constitue l'infraction à la discipline nécessaire, et, pour ces délits, intervention d'un pouvoir juridictionnel spécial ; mais, pour tous les autres, intervention de la justice ordinaire.

Au surplus, j'ajoute qu'au cours même de la guerre, notre législation militaire a été accommodée aux conceptions civiles, puisque la présence d'un avocat à l'instruction a été reconnue, puisque les circonstances atténuantes ont pu être attribuées



pour n'importe quel délit et n'importe quelle infraction, puisqu'enfin le sursis a l'exécution de la peine a été appliqué.

Une brèche a donc été ouverte, au cours de la guerre, dans cette conception trop militariste, trop peu en harmonie avec les préoccupations nationales. J'espère que cette brèche sera encore élargie, et que nous n'aurons plus à parler des particularités, des spécialités, des intransigeances et des rigueurs du Code de justice militaire, qui ne se justifieraient en aucune façon. (*Applaudissements.*)

Telles sont les quelques idées que j'ai cru devoir placer en exergue de vos délibérations de cette matinée, J'espère avoir été assez net pour être compris de tous ceux qui s'intéressent à ces graves problèmes, et je suis convaincu qu'après avoir entendu les divers rapporteurs qui ont accepté de vous présenter chacune des questions sur lesquelles je vous ai donné des directives le Congrès sera pleinement éclairé, et que nous réaliserons le vœu formulé hier par notre Président, à savoir, l'économie des discours dans une grande netteté de résolutions. (*Vifs applaudissements.*)

## LE RÈGLEMENT

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne tout d'abord la parole au rapporteur de la commission du règlement.

M. POSTEL, *rapporteur*. — Mes chers collègues, au nom de la commission du Comité Exécutif chargée d'étudier les questions de règlement, je dois vous faire part de quelques modifications à apporter à notre règlement.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'élection du président, nous vous demandons d'adopter la rédaction suivante :

« *Le président est élu pour deux ans, comme les autres membres du Bureau. Il est rééligible pour un an, à chaque Congrès.* »

Je demande au président de bien vouloir mettre cette rédaction aux voix.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole sur cette rédaction ?...



Je la mets aux voix.

(Cette rédaction, mise aux voix, est adoptée.)

M. POSTEL, *rapporteur*. — Le second point a trait à l'article 6, qui était ainsi rédigé :

« *Les sénateurs et les députés appartenant au Parti devront refuser leur collaboration et leur confiance à tout cabinet qui ne gouvernerait pas exclusivement avec les groupes de gauche, à l'exclusion de tout concours de partis réactionnaires, et notamment du parti progressiste.* »

La lecture seule de ce texte suffit à vous montrer qu'il est un peu caduc, car je crois qu'il n'y a plus trace de groupe progressiste, au moins de nom, à la Chambre. De plus, il y a une sorte de pléonasme entre les mots « exclusivement » et « à l'exclusion ». Enfin, l'ensemble manque de précision.

Pour éviter le retour de débats pénibles, et parfois même un peu confus, comme ceux qui ont concerné le cas des trois membres adhérents au Parti, ministres ou sous-serétaires d'Etat, MM. Strauss, Laffont et Albert Sarraut, (*Murmures*), nous vous proposons un texte qui mettrait fin à toute discussion en posant d'avance le règlement qui devra être appliqué. Voici ce texte :

« Les sénateurs et les députés adhérents au Parti doivent refuser leur collaboration et leur confiance à tout ministère ne s'appuyant pas sur une majorité composée pour la plus grande partie de groupes ou d'éléments de gauche... »

Ceci est très précis.

« ... Tout sénateur ou député qui, à la suite du vote d'un ordre du jour de confiance ne réunissant pas cette majorité de gauche, continuerait à un cabinet sa collaboration ministérielle ou son concours parlementaire sera déféré à la Commission de discipline du Parti et soumis à ses sanctions. »

Vous savez que la commission de discipline dispose de trois sanctions : l'avertissement, le blâme, l'exclusion. La commission de discipline sera juge de celle des trois peines qui devra être appliquée. (*Protestations.*)



UN DÉLÉGUÉ. — Elle n'en appliquera aucune. (*Bruit.*)

M. POSTEL, *rapporteur*. — Je demande au président de bien vouloir mettre cette rédaction aux voix, après avoir donné la parole à ceux de nos collègues qui voudraient présenter quelques observations.

UN DÉLÉGUÉ. — Je voudrais vous poser une question. Ne pensez-vous pas qu'il serait utile que le règlement prévoie les sanctions lors de la formation des ministères ? C'est à ce moment-là, à mon avis, qu'il faudrait qu'on prit immédiatement des mesures.

Vous vous rappelez qu'on s'est trouvé très gêné lorsqu'un certain nombre de nos amis ont émis un vote de confiance en faveur du cabinet actuel pendant le cours du ministère. Déjà, au moment de la nomination du ministère Poincaré, on s'était demandé ce qu'on allait faire. On a retardé la décision à prendre. La plupart d'entre nous savaient bien cependant que le ministère Poincaré serait réactionnaire. Quand il s'est démasqué définitivement, qu'on s'est aperçu que nous avions raison, on s'est, je le répète, trouvé très gêné.

Je pose donc la question au rapporteur : ne pourrait-on pas introduire dans le règlement une disposition qui fixerait les mesures à prendre au moment même de la formation des ministères ?

M. POSTEL, *rapporteur*. — Il est assez difficile, au moment de la constitution d'un ministère, de préjuger de l'attitude qu'il prendra devant les Chambres, et surtout de l'accueil que la majorité lui réservera.

Dans ces conditions, je crois qu'il est plus prudent, et en même temps plus méthodique, d'attendre une manifestation de l'opinion des Chambres, pour que le Comité exécutif intervienne sur des faits précis, et non sur des probabilités.

UN DÉLÉGUÉ DU PAS-DE-CALAIS. — Je demande au rapporteur si le règlement du Groupe parlementaire de la Chambre ne pourrait pas jouer avec le règlement intérieur du Parti, pour rappeler nos élus à l'observation de leur devoir ?

M. POSTEL, *rapporteur*. — Votre question ne regarde plus seulement le Comité exécutif. La mesure



que vous envisagez nécessiterait une collaboration des deux pouvoirs, et nous ne pouvons pas préjuger dès maintenant d'une décision qui devrait intervenir d'accord entre le Groupe parlementaire et nous.

M. GRANDIGNEAUX.. — J'estime que le nouvel article qu'on nous propose n'est en aucune façon plus précis que l'ancien. (*Applaudissements.*)

Nous avons souffert, ces temps derniers, et nos militants plus encore que nous (*Nouveaux applaudissements.*), de l'équivoque qui s'est produite dans le Parti au moment où, à la tribune de la Chambre, un Président du Conseil a nettement et violemment attaqué notre Parti.

Nous avons assisté à ce spectacle pénible de députés radicaux qui ont lâché leur Parti au moment où il était violemment attaqué, et qui ont d'ailleurs été jugés depuis avec une indulgence vraiment singulière. (*Très bien !*)

Nous avons assisté à cet autre spectacle navrant d'un Comité Exécutif qui, après avoir averti les ministres radicaux d'avoir à ne plus continuer leur collaboration à un ministère qui faisait une politique contraire à nos doctrines, n'a pas eu le courage de prendre des sanctions contre l'attitude de ces ministres qui, sous prétexte de solidarité ministérielle, oubliaient la solidarité qu'ils doivent observer envers leur propre Parti. (*Vifs applaudissements.*)

Je demande que la Commission du règlement veuille bien nous rédiger un article qui précise ces points d'une façon formelle (*Très bien !*), afin qu'on ne soumette pas à nouveau à une discussion pénible du Comité Exécutif et de la Commission de discipline des cas qui devraient être immédiatement réglés par le règlement. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT — Je crois que la meilleure solution à adopter dans les circonstances présentes, et après la mise au point de Grandigneaux, serait que le texte de la commission fût repris à la fin de la séance pour qu'on se mît d'accord sur une formule plus explicite, en retenant peut-être la suggestion présentée par un des délégués relativement à la nécessité d'un accord entre le Comité Exécutif et le



Groupe des députés radicaux-socialistes de la Chambre, en vue de réaliser une uniformité de vues, et surtout une uniformité de sanctions dans des circonstances semblables.

Si l'Assemblée est de cet avis, et si le rapporteur y consent...

M. POSTEL, *rapporteur*. — Certainement.

M. LE PRÉSIDENT. ... je renvoie cette question à la fin de la séance, pour que la commission nous rapporte une rédaction plus nette, suivant les indications données par le citoyen Grandigneaux. (*Assentiment*.)

M. POSTEL, *rapporteur*. — Un troisième paragraphe, dont nous vous proposons la modification, concerne la dénomination du secrétaire. Conformément à nos habitudes et à l'usage courant, nous vous proposons de décider que notre secrétaire aura le titre de « Secrétaire général ».

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition à cette proposition ?...

Je la mets aux voix.

(Adopté.)

M. POSTEL, *rapporteur*. — Le dernier point a trait aux ressources du Parti.

L'article 70 dit que les ressources du Comité Exécutif sont constituées par la vente de la carte du Parti, par les cotisations annuelles des groupements, des comités et des fédérations, par les cotisations annuelles des membres du Comité Exécutif, des sénateurs et des députés, par les dons des souscripteurs, enfin par les abonnements au Bulletin et la vente des brochures.

Nous vous demandons de préciser et de compléter les articles 70 et 71 qui seraient ainsi conçus :

« Article 70. — Les ressources du Comité Exécutif sont constituées :

1° Par la vente de la *Carte du Parti*;

2° Par les cotisations annuelles des Groupements, Comités et Fédérations et celles des journaux adhérents;

3° Par les cotisations annuelles des membres du Comité Exécutif : Sénateurs, députés, élus et anciens



élus, membres de droit, délégués désignés au Congrès ;

4° Par les dons et souscriptions ;

5° Par les abonnements au Bulletin et la vente des brochures ».

« Article 71. — La carte du Parti est *obligatoire* pour tous les membres adhérents. Elle est mise à leur disposition chaque année par le Comité Exécutif et par l'intermédiaire des Fédérations ou Comités. Le prix en est fixé annuellement par le Comité Exécutif.

La cotisation annuelle des sénateurs et députés est de 200 francs.

La cotisation des autres membres du Comité Exécutif est de 20 francs.

Celle des groupements, Comités, fédérations et journaux est également de 20 francs.

L'abonnement au Bulletin du Parti est obligatoire et compris dans les cotisations.

Pour les abonnés individuels et les abonnements collectifs souscrits par les membres des Comités, le prix est fixé chaque année par le Comité Exécutif ».

Ce qui caractérise ces deux paragraphes, c'est l'addition que les ressources du Parti doivent se composer de dons et souscriptions.

Cet article a la plus grande importance à la veille des élections législatives. Nous avons besoin d'un fonds de caisse, et, pour cela, nous ferons appel aux dons individuels de ceux de notre Parti qui peuvent y contribuer. De plus, nous désirons que vous approuviez le rapport qui a été présenté au Comité Exécutif et adopté par lui, chargeant particulièrement la commission des finances de provoquer ces dons individuels.

Je prie M. le président de bien vouloir mettre aux voix ces motions et modifications ainsi que les modifications de termes proposés par la Commission aux articles 73 et 74, « Trésorier général » au lieu de « Trésorier », « Bureau » au lieu de « Comité ». Le chiffre 1.000 au lieu de 500, cela pour mettre la lettre du règlement en accord avec la pratique.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les propositions de la commission.

(Ces propositions sont adoptées.)



## L'EDUCATION NATIONALE & L'APPRENTISSAGE

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ducos, rapporteur dans la question de l'enseignement national.

M. Ducos, *rapporteur*. — Après le substantiel discours de notre président, nous n'avons plus, nous, rapporteurs, que quelques détails à ajouter. Il a dit, en excellents termes, l'importance que le Parti radical et radical-socialiste a toujours attachée aux questions d'enseignement. C'est qu'en effet nous sommes partisans d'une doctrine d'évolution qui est ennemie de toute violence, de toute passion, et qui ne cherche à guider l'humanité vers un avenir meilleur que sur les bases de la justice, du bon sens et de la raison populaire.

Amis de la clarté, nous voulons avant tout rejeter l'obscurité, la confusion qui règne à l'heure présente entre les diverses catégories d'enseignements.

Dans les lycées et collèges, des enfants de 5 ou 6 ans et des élèves de 20 à 21 ans font également partie de l'enseignement secondaire.

Dans l'enseignement primaire supérieur, la plus grande confusion existe également entre les écoles techniques et les écoles primaires supérieures. Dans certaines écoles primaires supérieures, il y a des sections professionnelles ; dans d'autres, il n'y en a pas.

Enfin, partout, des doubles emplois, des dépenses inutiles qui seraient employées d'une façon bien plus efficace si l'enseignement était organisé avec bon sens et clarté.

C'est pour cela que nous voulons mettre à la base de l'enseignement l'école primaire, l'école élémentaire. De cette école, immense carrefour, partiraient trois grandes voies, celle de l'enseignement général, celle de l'enseignement technique, et celle de l'enseignement post-scolaire.

L'enseignement général serait donné uniquement dans les lycées et collèges. On ne verrait plus d'enseignement général de diverses catégories. Il n'y au-



rait plus la caste des élèves sortant de l'école primaire supérieure et celle des élèves sortant des lycées et collèges.

Les écoles primaires supérieures et les écoles techniques formeraient la seconde branche, la branche technique.

Enfin, la troisième branche serait constituée par l'enseignement post-scolaire proprement dit, où viendraient s'instruire tous les jeunes gens à qui leurs moyens de fortune ne permettent pas de fréquenter les écoles techniques ou de recevoir l'enseignement des lycées et collèges. —

Mais ce qu'il faut avant tout, c'est insuffler dans notre enseignement l'esprit démocratique. Pour cela, il est une condition absolue : il faut pouvoir choisir entre les jeunes Français et, pour pouvoir faire ce choix, il faut l'école unique.

Je sais que l'école unique est combattue à outrance par la bourgeoisie. Les bourgeois ne veulent pas que leurs enfants fréquentent sur les bancs de l'école les enfants du peuple. Ils disent qu'ils y contracteraient de mauvaises habitudes ; ils disent aussi que l'école du peuple est trop négligée, qu'elle n'est pas accommodée aux besoins de délicatesse des fils de la bourgeoisie.

Une fois que nous aurons créé l'école unique, je suis persuadé que les Gouvernements, même bourgeois, mettront tous leurs soins à la parer et à la rendre habitable, parce que les fils de la bourgeoisie seront obligés d'y côtoyer les enfants du peuple. (*Applaudissements.*)

C'est donc de cette école unique que pourra partir la triple branche dont je parlais tout à l'heure.

Nos ancêtres de la Révolution, lorsqu'ils prononçaient le mot d'égalité, ne faisaient pas seulement allusion à l'égalité matérielle, à l'égalité dans le bien-être : ils entendaient aussi par là l'égalité morale, et surtout l'égalité intellectuelle.

Cette égalité intellectuelle, l'avons-nous aujourd'hui ? Certes non ! Sans doute, nous l'avons jusqu'à un certain point dans l'école élémentaire que tout le monde peut et doit fréquenter. Mais nous ne



l'avons ni dans l'enseignement secondaire, ni dans l'enseignement supérieur. Les portes de ces enseignements ne s'ouvrent que devant ceux qui peuvent payer ; il faut qu'elles s'ouvrent désormais au seul mérite, à ceux qui ont des aptitudes et qui travaillent suffisamment pour pouvoir profiter de ces enseignements. (*Applaudissements.*)

Il est donc nécessaire d'opérer un choix, une sélection, pour permettre aux jeunes gens de passer d'un degré d'enseignement dans l'autre. Cette sélection doit être faite, non pas d'après leur fortune ou leur situation sociale, mais uniquement d'après leurs mérites personnels, leurs aptitudes, et leur effort au travail.

Une fois que la démocratie aura ainsi organisé l'enseignement, nous aurons atteint l'idéal que nous poursuivons depuis si longtemps. En attendant, il importe de faire immédiatement des réformes importantes dans les trois catégories d'enseignement.

Tout d'abord, dans l'école élémentaire, l'esprit laïque doit subsister. Il faut ensuite que le Gouvernement aide les maîtres à lutter contre les attaques dont ils sont l'objet de la part de la réaction et du cléricisme. Je n'ai pas besoin d'évoquer devant les membres de l'enseignement primaire qui m'écoutent le souvenir de certains cas récents qui ont soulevé nos consciences. Hier encore, le citoyen Rousseau portait à notre connaissance les faits inouïs qui se sont passés en Bretagne. Nous ne voulons pas en voir le retour. (*Très bien !*)

Que fait-on ? On boycotte de toutes manières, et même officiellement, l'école laïque ! N'est-ce pas un véritable boycottage que cette suppression, dans certaines communes, de l'instituteur ou de l'institutrice laïques, lorsqu'existe à côté une école congréganiste ? Si le Parti radical, aidé en cela par le parti socialiste, ne s'y était pas opposé, on aurait dans une grande partie de la France, réuni en une seule les écoles de plusieurs villages. Il est impossible que des enfants aillent à l'école d'un village éloigné de 4 ou 5 kilomètres de leur habitation. Si ce projet ministériel avait été réalisé, un bon tiers



de la population scolaire en France n'aurait pas pu fréquenter l'école laïque. Mais n'est-ce pas ce qu'on veut, citoyens ! On veut nous ramener à l'obscurantisme, à l'ignorance du Moyen-Age ! (*Applaudissem.*)

D'autre part, nous nous opposons à tous les projets de R. P., quels qu'ils soient. Vous connaissez à cet égard les menaces dont l'école laïque est l'objet. Ne lisait-on pas dans le numéro d'hier de la *Victoire*, un article insensé d'Hervé proposant de partager les crédits de l'enseignement par moitié entre l'enseignement laïque et l'enseignement libre ! Nous n'admettons sur ce point aucune concession. L'argent de tout le monde doit aller aux écoles de tout le monde. (*Très bien ?*)

Enfin, nous voulons que les instituteurs ne soient pas des citoyens diminués, car ils n'auraient plus l'autorité nécessaire pour donner à leurs élèves non seulement l'enseignement purement intellectuel, mais aussi l'enseignement moral et civique qu'ils doivent leur inculquer. Nous sommes donc partisans du droit syndical et de tous les droits civiques pour tous les instituteurs de France. (*Applaudissements.*)

Examinons maintenant la situation de l'enseignement secondaire. Vous savez que j'ai eu l'honneur de déposer la demande d'interpellation qui a occupé vingt-quatre ou vingt-cinq séances de la Chambre, et qui a amené à la tribune de grands orateurs, en particulier notre Président Herriot, qui a défendu, avec bec et ongles la cause de la démocratie scolaire comme il défend toujours la cause de la démocratie intégrale. (*Applaudissements.*)

Je ne veux pas revenir longuement sur cette question, dont notre président de séance a parlé tout à l'heure d'une façon substantielle. Je dois vous dire cependant que, contrairement à ce qu'on a dit dans certains journaux, nous ne sommes pas partisans du *statu quo* absolu.

Nous croyons que dans la réforme de 1902 il y a beaucoup à reprendre, et dans le projet ministériel il y a certains détails que nous faisons nôtres.

Ainsi, nous voulons la réduction des horaires, la diminution des programmes. Mais si nous accep-



tons que les programmes soient allégés, nous n'en tendons pas qu'ils le soient dans le sens qu'on a choisi. On veut diminuer certains programmes pour consacrer plus de temps à l'éducation physique. Certes, nous sommes partisans de l'éducation physique, mais nous ne voulons pas que, sous prétexte d'éducation physique, on ne fasse dans certains lycées ou collèges que de la préparation militaire. La militarisation de la jeunesse française serait un danger pour l'épanouissement de son intelligence. (*Très bien !*)

Nous désirons aussi une organisation différente des classes, la classe de deux heures au lieu de la classe d'une heure.

Mais ce contre quoi nous nous élevons, c'est la diminution, pour ne pas dire la suppression de l'enseignement moderne, de cet enseignement créé par Duruy sous l'Empire et porté à sa perfection par Léon Bourgeois. Nous luttons donc contre l'application du décret Bérard qui aurait pour conséquence de tuer l'enseignement moderne, sans profit pour les études classiques. (*Applaudissements.*)

Nous reprochons encore à ce décret de diminuer l'enseignement des langues vivantes à une heure où l'intensité des relations internationales le rend plus nécessaire que jamais. On exalte le rôle de la Société des Nations : on parle d'union entre tous les peuples du monde. Pour améliorer ces relations, pour qu'elles ne soient pas simplement diplomatiques, pour qu'elles deviennent cordiales et effectives, il faut que les peuples puissent se comprendre. Plus nous développerons l'enseignement des langues vivantes, mieux nous aurons assuré la cordialité des relations entre tous les peuples de la terre. (*Très bien !*)

Ce décret tend aussi à diminuer l'enseignement des sciences. Notre ami Painlevé a montré, avec son éloquence saisissante, comment on peut tirer, aussi bien des sciences que des lettres, une culture générale parfaite.

Laissez-moi vous dire encore qu'en dehors de ses conséquences purement intellectuelles, la réforme comporte aussi des conséquences sociales. Elle



consacre la rupture entre l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire. Elle multiplie les candidats aux fonctions libérales et tarit le recrutement de l'élite. Elle empêche les jeunes gens qui se sont formés eux-mêmes, les autodidactes, tous ceux qui n'ont fréquenté que l'école primaire ou dont l'intelligence ne s'est développée que tardivement, tous ceux à qui leurs parents, par suite de revers de fortune, n'ont pu faire suivre l'enseignement secondaire qu'à partir de la cinquième ou de la quatrième, tous ceux enfin qui sortent des masses profondes de la démocratie, d'accéder aux classes dirigeantes de ce pays. Elle a pour objet de créer et de perpétuer deux castes, et de réserver à la bourgeoisie tous les emplois élevés, toutes les carrières libérales. (*Applaudissements.*)

J'en arrive à la question de l'enseignement supérieur, qui est extrêmement importante, car ici nous sommes sous le coup d'une menace directe. Un projet ministériel, dont les présidents des commissions de l'enseignement du Sénat et de la Chambre viennent d'être saisis, propose d'amputer d'une ou de deux Facultés quatre Universités de province, qui ne seraient plus que des Universités régionales, et de ne conserver que cinq grandes Universités nationales, Paris, Lille, Strasbourg, Bordeaux et Lyon. Est-ce cela qu'on appelle faire rayonner l'intelligence sur tout le pays ? C'est, à mon sens, la politique de l'éteignoir. Nous voulons, au contraire, conserver toutes nos grandes Universités, et même, s'il est possible, en augmenter le nombre : nous voulons améliorer et mieux outiller toutes nos institutions d'enseignement supérieur, pour en étendre la puissance de rayonnement. (*Applaudissements.*)

Je passe enfin à une question essentielle, celle de l'enseignement post-scolaire pour lequel les Pouvoirs publics n'ont encore rien fait jusqu'ici. Eh bien, il faut qu'aux yeux de la France entière le Parti radical et radical-socialiste manifeste sa volonté d'organiser d'une façon définitive et complète l'enseignement de ceux à qui leurs moyens de fortune ne permettent de fréquenter ni les établissements d'enseignement se-



condaire, ni les institutions d'enseignement supérieur.

Les divers enseignements dont j'ai parlé comprennent à peine 400.000 élèves. Il reste donc plus de trois millions et demi de jeunes gens qui ne vont ni dans une école primaire supérieure, ni dans une école technique, ni dans un lycée, ni dans une Faculté. Allons-nous les laisser avec les connaissances précaires que leur donne l'école primaire ? Ne ferons-nous rien pour eux ? Regardons ce qui se passe à l'étranger, dans des pays qui passent pour moins démocrates que le nôtre : aux Etats-Unis c'est la loi Smith-Hughes, en Angleterre, c'est la loi Fisher qui ont organisé l'enseignement post-scolaire. N'est-il pas temps que nous fassions quelque chose pour toute cette jeunesse qui n'a pu fréquenter les grandes écoles ? (*Très bien !*)

Pour tous ces jeunes gens, il faut organiser non seulement l'enseignement professionnel, mais aussi l'enseignement général. N'ont-ils pas droit à un enseignement un peu supérieur à celui qu'ils reçoivent à l'école primaire, un enseignement de luxe si l'on appelle ainsi un enseignement qui soit tout juste au-dessus du certificat d'études, mais un luxe auquel tous les enfants de la démocratie doivent pouvoir prétendre ? Après avoir appris à l'école élémentaire les principaux faits de notre histoire, ne doit-on pas les convier à en comprendre le sens et les appeler à faire leurs humanités primaires en entendant expliquer quelques pages de nos meilleurs auteurs ? A l'école élémentaire, on ne peut même pas parler des institutions sociales, tant ces données sont abstraites et difficiles à saisir. N'est-il pas nécessaire, dans un enseignement post-scolaire, de leur en faire comprendre le sens et de leur donner des éléments de philosophie sociale ? (*Aplaudissements.*)

Ce sont ces considérations qui m'ont déterminé à déposer sur le bureau de la Chambre un projet général d'enseignement post-scolaire qui comprendrait un Office général complété par des offices départementaux et des offices locaux dans chaque commune. C'est seulement lorsque cette organisation sera réa-



lisée que nous aurons achevé notre œuvre post-scolaire.

En attendant la réalisation de cet idéal que le citoyen Gheusi et moi-même nous avons essayé de vous exposer, il faut organiser dès aujourd'hui ce complément d'enseignement indispensable pour le peuple. Il faut que nous, les derniers venus, nous devançons les autres, dans cette voie. Un grand parti comme le nôtre doit être à l'avant-garde de la mission qu'il entend assumer d'instruire ceux qui ne peuvent fréquenter nos grandes écoles.

En réalisant les quelques idées que nous venons d'esquisser, je suis persuadé que nous aurons travaillé pour le progrès de la République et pour la prospérité de la Nation, car nous aurons contribué à la mise en valeur de toutes les richesses intellectuelles de la France. (*Vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Besnard, deuxième rapporteur des questions d'enseignement.

M. BESNARD, rapporteur. — Citoyens, ce serait de l'impertinence de ma part que de reprendre en détail les questions d'enseignement, après les discours que vous venez d'entendre du président et du citoyen Ducos, comme aussi après les admirables discours qui ont été prononcés au Parlement, en particulier par le Président Herriot. Je voudrais, très simplement, au nom d'une vie tout entière consacrée à l'enseignement, vous indiquer ce qui est, à mon avis, le point faible de la situation actuelle et la nécessité de réorganiser l'enseignement public en France d'après des principes démocratiques.

Je n'entrerais pas dans le détail, je ne parlerai que des questions de principe.

Tout d'abord, nous demandons le rétablissement des humanités modernes. Cela va de soi, me direz-vous. Il me semble cependant nécessaire d'insister sur les raisons que nous avons de réclamer ce rétablissement.

On s'est plaint — et beaucoup de nos amis en ont été émus — de la crise du français dont on a attribué la cause aux humanités modernes. A ce reproche



je répondrai simplement que la crise du français ne date pas de 1902, qu'elle lui est bien antérieure. (*Très bien !*) Nous avons eu tout récemment un illustre exemple qui montre qu'on peut avoir fait des études latines et ne pas savoir la langue française. (*Sourires.*)

D'autre part, quoi qu'en pense notre ami Ducos, j'ose dire, moi, qui appartiens à l'enseignement moderne, qu'il n'est pas exact que l'enseignement moderne ait été complètement et réellement organisé.

En 1902, au moment où le décret Leygues constituait l'enseignement moderne, ou ce qu'on a appelé l'enseignement moderne, au moment où l'on voulait établir l'égalité entre les deux voies du moderne et du classique, les critiques qu'on a adressées à ce décret étaient exactement les mêmes que celles qui ont été formulées en 1923. Ce n'est pas au nom de l'expérience qu'elles ont été faites. Et lorsque le journal le *Temps*, qui a été le grand organe d'attaque contre le décret de 1902, invoquait pour justifier ses critiques, l'expérience de vingt années, il tenait exactement, et sous la plume du même collaborateur, le langage qu'il tenait en 1902. Ce n'est donc pas l'expérience qui lui dictait ces critiques.

La vérité est que, lorsqu'on a organisé l'enseignement secondaire moderne dans les lycées de l'Etat, on a considéré les classes du moderne, permettez-moi l'expression, comme un dépotoir (*Très bien !*), et qu'on y a versé tous ceux qu'on appelle les cancre (il arrive parfois que les cancre se révèlent par la suite supérieurs aux élèves prodiges du début) ! Etonnez-vous après cela qu'on ait pu se plaindre de ne pas avoir obtenu de résultats ! La chose était voulue. L'organisation de l'enseignement moderne demandait un peu plus de conviction. Il aurait fallu avoir la foi des Victor Duruy, des Léon Bourgeois pour arrêter les programmes et les adapter aux nécessités d'un enseignement bien compris. On ne l'a pas fait. On a tout simplement pris les programmes classiques, et on a improvisé leur adaptation, au nouvel enseignement. Il est donc permis de dire qu'aucun



effort sérieux n'a été tenté pour constituer un programme qui assurât une véritable culture..

Voilà pourquoi, lorsque nous demandons le rétablissement des humanités modernes, nous ne demandons pas nécessairement le rétablissement de ce qui existait avant le décret Bérard. Nous demandons une organisation infiniment plus sérieuse, et qui donnera des résultats dont nous savons d'avance l'excellence, car il n'est pas vrai — cela a été dit à la Chambre, mais on ne saurait trop le redire — que les élèves qui ont reçu l'enseignement du latin soient supérieurs, même en français, à ceux qui ont suivi l'enseignement des humanités modernes. L'expérience qu'on a faite sur des copies confrontées d'élèves de l'Ecole Polytechnique et d'élèves de l'Ecole Centrale, les uns venant du classique et les autres du moderne, prouve que ce sont ceux qui viennent du moderne qui occupent la première place au point de vue de la connaissance du français. Je n'ai pas à insister davantage. (*Applaudissements.*)

Mais ce qu'il faut dire, c'est que ceux qui ont demandé la suppression de l'enseignement moderne ont présenté la question comme une question pédagogique. Ils ont abusé de l'ignorance du public ; ils ont abusé aussi de la vanité des familles. Ils ont voulu surtout dresser un obstacle à l'entrée d'un domaine réservé, empêcher que de l'enseignement moderne, où vont surtout les enfants du peuple, puissent sortir des hommes qui pénétreraient dans les classes dirigeantes, qui iraient à cet enseignement supérieur où se recrute tout le personnel dirigeant de la Nation.

On a agi ainsi parce qu'on a pensé qu'aux fils de la bourgeoisie, disons mieux, puisque la bourgeoisie telle que nous l'avons connue est en train de disparaître par les fautes de la politique du Bloc national, aux fils des familles fortunées, aux enfants de ceux qui ont acquis la richesse par tous les moyens (et les moyens les plus fréquents, vous les connaissez, surtout depuis 1914), il fallait offrir des garanties de conservation sociale. En réservant à ceux qui ont la fortune le bénéfice de l'enseignement classique, et par là même l'accès à l'enseignement supérieur, on



a pris des garanties contre ces réformes sociales qu'on redoute par-dessus tout.

Le décret Bérard, il faut bien le dire, n'est pas une œuvre pédagogique ; c'est une œuvre de réaction sociale. (*Vifs applaudissements.*)

Le premier devoir de nos représentants, après les prochaines élections, sera donc de demander le rétablissement des humanités modernes. Mais ce n'est pas suffisant pour un grand parti comme le Parti radical. Il lui faut encore envisager la réorganisation de l'Université.

Nous avons une Université qui a été conçue et créée sous le régime impérial. On y a bien apporté quelques modifications, surtout sous la 3<sup>e</sup> République, Jules Ferry, Léon Bourgeois, quantité d'hommes d'Etat, sans oublier notre grand ami Ferdinand Buisson (*Applaudissements*), ont fait de leur mieux pour infuser à cette organisation un esprit démocratique. Ils ont été souvent combattus par l'élément réactionnaire, qui n'admettait pas une vraie réforme de l'enseignement. Leur œuvre en a été en partie mutilée.

Il reste qu'entre l'idée républicaine, entre la conception démocratique qui est la nôtre, et l'organisation actuelle de l'Université, il y a une opposition choquante. Nous sommes un peuple démocratique qui a une Université aristocratique. (*Très bien!*)

Pour cette réorganisation, il ne suffit pas d'apporter des réformes fragmentaires ; il importe de concevoir une œuvre d'ensemble, qui demandera sans doute de longs efforts, et qui exige que nous tracions par avance le cadre dans lequel viendront s'insérer toutes les réformes que nous voulons entreprendre.

La première de toutes doit assurer l'égalité des enfants devant l'instruction. Il est inadmissible qu'en démocratie un enfant, si intelligent soit-il, parce qu'il est fils du peuple, ne puisse arriver au plein développement de son intelligence. Plus encore que son propre intérêt, c'est l'intérêt social qui l'exige. C'est la société elle-même qui pâtit du fait que les meilleurs d'entre elle ne peuvent pas atteindre aux plus hautes destinées et au contrôle des affaires publiques,



auxquels ceux qui sont fortunés peuvent seuls prétendre par la grâce du porte-monnaie paternel. (*Très bien !*)

Ce principe de l'égalité des enfants devant l'instruction entraîne une série de conséquences.

Tout d'abord, il ne doit plus y avoir plusieurs ordres, mais plusieurs degrés successifs et continus d'enseignement. Cette réforme avait été proposée dans un fameux congrès mixte, qui a d'ailleurs été unique, et où s'étaient réunis des représentants de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire pour essayer d'édifier cette Université démocratique dont on sentait le besoin. Ceci se passait en 1904, il y a bientôt vingt ans, j'ai le regret de dire que presque aucun des vœux émis et des propositions faites n'ont obtenu satisfaction. C'est avouer que depuis 1904 ce n'est pas l'esprit démocratique qui a régné dans notre administration, et que l'inspiration réactionnaire a trop souvent dominé notre politique en matière d'enseignement. (*Très bien !*)

Nous demandions dans ce Congrès l'école unique, des degrés et non plus des ordres d'enseignement. Nous demandions en outre la suppression des classes élémentaires des lycées et collèges.

La question paraît très simple. Elle est en réalité extrêmement grave. Lorsque M. Honnorat est arrivé au ministère de l'instruction publique, il avait dans son programme la suppression des classes élémentaires des lycées et collèges. Dès qu'il manifesta l'intention de réaliser cette réforme, il se heurta à l'opposition des professeurs des lycées, d'un grand nombre de parlementaires, de beaucoup d'administrations publiques et privées, il recula devant cette argument, qui ferait reculer peut-être plus d'un député radical : « Il n'y a pas, à Paris, en particulier, assez d'écoles élémentaires pour les enfants du peuple. Supprimer les classes élémentaires des lycées et collèges équivaldrait donc à supprimer des écoles au moment où l'on en manque. »

Si M. Honnorat avait été entouré de conseillers techniques avisés, il ne se serait pas arrêté à cet argument. Il aurait compris qu'on ne lui demandait



pas de mettre les élèves à la porte des classes élémentaires, qu'on demandait tout simplement de leur donner le même règlement et les mêmes programmes qu'aux enfants des écoles primaires publiques. Les uns et les autres doivent être, en effet, soumis à une loi commune, où les classes élémentaires des lycées ne doivent pas bénéficier d'un régime spécial que rien ne justifie ; n'est-il pas incontestable que les élèves qui viennent des écoles primaires publiques dans les établissements secondaires ont une culture nettement supérieure à celle de camarades des classes élémentaires ?

Je n'insiste pas. Nous sommes certainement d'accord sur ces principes.

Nous voudrions aussi, comme l'a demandé Ducos, que dans l'organisation de l'enseignement on ménageât des chemins de traverse entre les différentes voies de l'enseignement. Combien de parents, songeant d'abord à l'intérêt de leurs enfants, ne découvrant pas en eux d'aptitudes précises, craignant qu'à 18 ans, une fois les études terminées, ils ne se trouvent sans situation, hésitent à leur faire suivre la voie de l'enseignement secondaire et les mettent dans une école primaire supérieure ou dans une école technique ! Mais il arrive souvent qu'au cours des études des intelligences s'éveillent, des dispositions particulières se révèlent pour l'étude des sciences ou celle des lettres. Il faut que ces enfants, dont l'éveil des facultés a été tardif, ne soient pas condamnés à végéter dans une impasse, qu'ils puissent passer dans le compartiment voisin, suivre la voie parallèle qui les conduira à l'enseignement supérieur dont ils sont dignes. Ces chemins de traverse seuls permettront de réparer les erreurs initiales. Mais, pour cela, il importe de ne pas dresser le latin comme une barrière qui empêche ces enfants de pénétrer dans l'enseignement secondaire.

D'autre part, il ne suffit pas de se préoccuper de la réorganisation de l'enseignement. Ce qui importe plus encore, c'est son esprit.

A l'heure actuelle, une atteinte très grave est portée à l'esprit de l'enseignement. Cet esprit ne doit



être ni au service des partis, ni au service des confessions religieuses ; il ne doit chercher que la vérité. Je reconnais que cette vérité ne se dispense pas de la même façon quand il s'agit de l'enseignement primaire, de l'enseignement secondaire, ou de l'enseignement supérieur. Il n'en est pas moins vrai que c'est l'esprit de vérité qui doit dominer tous les enseignements.

Cet esprit de vérité se confond d'ailleurs avec l'esprit laïque, et sur ce point il est nécessaire de préciser.

N'en avez-vous pas assez de ces gens qui prennent l'habitude de frapper leur coulepe sur votre poitrine ? Passe encore quand il s'agit du commun des mortels ! Mais quand c'est Jupiter lui-même qui descend de l'Olympe pour nous faire expier ses propres péchés, nous protestons. Pour nous, le laïcisme n'a jamais été une religion ; c'est l'affirmation de ce principe que les questions confessionnelles ne doivent pas pénétrer dans le domaine de la vie publique. (*Applaudissements.*)

L'enseignement laïque est le seul qui puisse assurer la paix sociale et l'égalité de tous les citoyens. Ce que nous devons souhaiter, pour l'avenir de notre démocratie, c'est le maintien de cet esprit laïque aujourd'hui perfidement combattu. C'est lui qu'il faut défendre avec vigilance, parce qu'il est attaqué non seulement par nos éternels adversaires, mais même par nos anciens amis, ou se disant tels, qui veulent aujourd'hui venir à résipiscence dans un intérêt personnel ou dans un intérêt de caste.

Luttons énergiquement pour la défense de la laïcité ; ne laissons pas dire qu'elle est une religion nouvelle ; affirmons hautement qu'en présence des grands problèmes de la destinée humaine, chacun a le droit de choisir la solution qui lui convient, qu'il n'appartient pas à la puissance publique d'intervenir dans ces questions, et qu'au point de vue moral il est possible de nous réunir sur ce terrain commun à toutes les confessions, à toutes les philosophies, où se rencontrent les honnêtes gens, de tous les partis. (*Vifs applaudissements.*)



Enfin, j'ai demandé dans mon rapport que pour mettre fin à des luttes, à des tracasseries que les passions des partis rendent parfois odieuses, on précise les droits et les devoirs des fonctionnaires, en particulier des maîtres de l'enseignement, qu'on leur donne enfin ce statut qui leur est promis depuis plus de vingt ans, et que pas un parti politique n'a encore osé rédiger et discuter. Si le Parti radical veut monter au pouvoir — c'est son droit et son devoir d'aspirer à prendre la direction des affaires de ce pays, — il faut qu'il ait d'avance une doctrine ferme sur ce point, et qu'il soit résolu à donner aux fonctionnaires, à tous ceux qui sont les serviteurs de l'Etat, et non pas d'un ministère passager, un statut qui définisse et précise enfin leurs droits et leurs devoirs (*Vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Les déclarations que vous venez d'entendre de la part des deux rapporteurs chargés de vous exposer les grands problèmes de l'enseignement me semblent de nature à satisfaire les consciences des républicains ici assemblés. Une discussion complémentaire n'ajouterait sans doute rien à leurs paroles. (*Assentiment.*)

Je me permets donc de donner de suite connaissance au Congrès d'une série d'ordres du jour, dont le plus grand nombre émane de la Fédération radicale-socialiste du Rhône. Mais il me paraît, et il a paru aux membres du Bureau, que, pour arriver à des conclusions nettes et complètes, le Congrès pourrait statuer ensuite sur l'un de ces ordres du jour, qui a été rédigé par les deux rapporteurs, et qui répond à nos communes préoccupations en matière d'éducation nationale.

Voici le texte des ordres du jour présentés par la Fédération radicale et radicale-socialiste du Rhône :

1° « *La Fédération émet le vœu que les élus du Parlement soutiennent avec énergie une politique tendant à nous doter d'un enseignement laïque national et unique, faisant disparaître les divisions qui naissent sur les bancs de l'école, soi-disant libre, mais qui est purement confessionnelle et dirige sournoisement ses efforts contre la République.* »



2° « La Fédération R. et R. S. demande le retrait du décret Bérard relatif à l'enseignement secondaire. »

3° « La Fédération demande au Gouvernement la reconnaissance du droit syndical pour les instituteurs. En attendant, il demande au même gouvernement, d'assurer lui-même avec énergie leur défense contre les attaques parfois violentes et inconsidérées dont ils sont l'objet. »

4° « La Fédération demande l'application stricte de la loi sur la fréquentation scolaire, en donnant aux Commissions des moyens énergiques de coercition. »

J'ai reçu également du citoyen Mary l'ordre du jour suivant :

« Le Parti Radical et Radical-Socialiste, voulant sauvegarder l'Enseignement Technique au même degré que l'Enseignement Primaire, s'engage dans toutes les élections à défendre le programme de nationalisation de ces Ecoles, c'est-à-dire à n'accepter en aucun cas, que le budget national puisse être détourné pour aller encourager les Ecoles privées qui s'organisent pour combattre l'Enseignement de l'Etat, et n'accepte le concours de l'initiative privée que dans le cas où ces Ecoles peuvent être contrôlées par la Direction de l'Enseignement Technique et Commercial de la Nation ».

Voici maintenant le texte de l'ordre du jour qui émane des deux rapporteurs et dans lequel les amours-propres des auteurs des ordres du jour précédents pourraient, me semble-t-il, trouver leur compte. Je demande aux auteurs de ces ordres du jour d'en écouter attentivement la lecture, pour voir s'il leur donne satisfaction :

« Le 20<sup>e</sup> Congrès réclame :

« 1<sup>o</sup> Le rétablissement des humanités modernes à côté des humanités classiques.

« 2<sup>o</sup> La réorganisation de l'Université d'après les principes suivants :

« Egalité des Enfants devant l'instruction ;

« Ecole Unique.

« Il doit y avoir non plusieurs ordres, mais plu-



*sieurs degrés successifs et continus d'enseignements, accessibles à tous les enfants sans autres conditions que celles de fournir la preuve de leurs aptitudes et de leurs talents.*

« 3° Une plus large organisation de l'enseignement technique et l'établissement de l'enseignement post-scolaire. Communications ménagées entre les différentes voies qui de l'enseignement du 2<sup>e</sup> degré conduisent à l'enseignement du 4<sup>e</sup> degré.

» 4° L'application sincère des lois laïques et le maintien à tous les degrés de l'enseignement de l'esprit laïque.

« 5° Le respect des droits de citoyen, des Maîtres de l'Université et l'établissement d'un statut qui précisera leurs droits et leurs devoirs. »

La priorité pour cet ordre du jour est-elle contestée par les auteurs des autres motions ? (Non ! non !)

Je mets donc l'ordre du jour aux voix, au fond.

(Cet ordre du jour est adopté.)

M. ROUSSEAU. — Cet ordre du jour concerne des dispositions d'avenir. Pour le présent, je vous serais obligé, monsieur le président, de donner lecture des vœux que j'ai déposés au nom de plusieurs groupements du Morbihan.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le texte des vœux que vous soumettez au Congrès :

1<sup>er</sup> vœu :

« 1° Que le Groupe parlementaire du Parti Radical et Radical-Socialiste se concerte avec les autres groupes nettement favorables à l'enseignement primaire public, en vue d'obtenir de la Chambre et du Sénat avant les élections sénatoriales prochaines les crédits complémentaires qui sont nécessaires ;

« a) Pour créer les emplois d'instituteurs et d'institutrices qui sont demandés depuis plus ou moins longtemps par les conseils départementaux dont les dossiers sont acceptés au Ministère de l'Instruction Publique, mais pour lesquels il n'y a pas assez de crédits, le total du chapitre des traitements du personnel primaire élémentaire ayant été diminué au budget de 1923 et 1924 ;



« 2<sup>o</sup> Pour subventionner suffisamment, conformément aux barèmes en vigueur toutes les communes pour lesquelles des projets de constructions scolaires ont été présentés au Ministère par les Administrations Académiques et Préfectorales avec les avis favorables des Conseils Généraux.

« c) Pour subventionner plus largement les caisses des écoles publiques, les bibliothèques scolaires et populaires, les patronages et les autres œuvres post-scolaires. »

2<sup>e</sup> vœu :

« Que M. le Ministre de l'Instruction Publique consulte davantage les Inspecteurs, les Institutrices et les Instituteurs, et qu'il tienne compte de leurs avis motivés pour faire disparaître les inconvénients de sa nouvelle réglementation du certificat d'études primaires. »

Je crois que nous pouvons adopter sans discussion ces vœux qui témoignent, par des actes concrets et immédiatement réalisables, notre sollicitude pour l'enseignement public.

UN DÉLÉGUÉ. — Puisqu'on pose en principe l'égalité de tous les enfants devant l'enseignement, nous devrions nous préoccuper, à mon avis, de subventionner les familles nécessiteuses qui ne peuvent pas subvenir à l'instruction de leurs enfants jusqu'au moment où ils auront une situation.

M. LE PRÉSIDENT. — Ceci n'est plus une question d'enseignement proprement dit, et, quel que soit l'intérêt de votre suggestion, nous ne pouvons, l'enclorre dans un ordre du jour visant une conception technique de l'enseignement.

Je mets aux voix les deux vœux proposés par le citoyen Rousseau.

Ces vœux sont adoptés.)

M. LE PRÉSIDENT. — Nous passons à une question complémentaire de la précédente, celle de l'éducation républicaine de la jeunesse, dont je vous ai déjà dit quelques mots dans mon allocution d'ouverture.

La parole est au rapporteur, M. Kayser.

(En montant à la tribune, M. Jacques Kayser est accueilli par les applaudissements de l'Assemblée.)



## EDUCATION RÉPUBLICAINE DE LA JEUNESSE

M. Jacques KAYSER, *rapporteur*. — Citoyens, l'an dernier, le Congrès de Marseille adopta une série de résolutions par lesquelles il décidait d'intensifier sa propagande auprès des jeunes. Votre Commission de propagande s'est, durant toute l'année, préoccupée d'appliquer vos décisions et la réunion plénière d'hier au soir, la réunion du Comité d'entente qui se tient actuellement, sont la preuve de l'efficacité de nos efforts. Notre excellent et si actif camarade Delorme (*Applaudissements*), vous mettra au courant des décisions prises. Son rôle consiste à vous faire l'exposé sommaire des tendances générales de la jeunesse. Mais je dois, au préalable remercier tous ceux qui nous ont prêté leur concours, les membres de la Commission de propagande, son président Albert Milhaud (*Appl.*), qui mit toute son ardeur, toute son activité et toute son expérience au service de notre cause, le secrétaire général du Parti, M. Bouffandeau (*Applaudissements*), qui inspira beaucoup de nos résolutions et qui nous facilita l'exécution de chacune d'elles et enfin notre président Edouard Herriot (*Applaudissements*), qui par ses actes et par ses discours, fut l'auxiliaire le plus puissant et le guide le plus sûr de toute notre action.

— Je ne veux pas vous exposer toutes les raisons pour lesquelles il est indispensable que vous recherchiez le concours de la jeunesse. Ces raisons, vous les sentez en vous. Vous savez qu'il n'y aura de parti fort et durable que celui qui aura préparé sa constante rénovation par la constante adhésion des jeunes. (*Très bien !*)

La jeunesse, aujourd'hui, tous les partis politiques cherchent à l'accaparer. Au parti républicain, incombe la tâche de grouper les jeunes et de ne pas les laisser s'évader vers les partis extrêmes, bruyants par leur réclame, vains par leur méthode et par leur programme.

La jeunesse est ardente et idéaliste. Au moment où elle semble s'abandonner aux courants de non-



chalance, c'est qu'elle n'entend, pour la réveiller et la stimuler, aucune sonorité.

Est-il si difficile aujourd'hui de la faire vibrer ? Est-il si difficile de lui montrer la position de la France dans le Monde et de lui demander s'il est juste et bien qu'il en soit ainsi ? Est-il si difficile de lui montrer le leurre des réalisations faciles du Bloc National et le néant de ses promesses ? Est-il impossible d'allier le réalisme des faits à l'idéalisme des doctrines ? (*Très bien !*)

Nous ne le croyons pas et notre parti est d'autant plus foncé à s'adresser aux jeunes que son programme comporte précisément une série de réformes urgentes, nécessaires, dictées par le souci supérieur de l'Égalité, de la Fraternité et de la Justice internationale et sociale. (*Applaudissements.*)

On dit aujourd'hui que la jeunesse est perdue, que la politique l'écoeure, que l'avenir de la démocratie l'indiffère.

Si vous montrez à la jeunesse que la démocratie est en péril, quelles seront ses souffrances matérielles et morales sous un régime monarchique ou dictatorial, l'avenir de la démocratie sera à nouveau l'objet de son intérêt, de ses réflexions. Si vous montrez à la jeunesse que la politique qui l'écoeure est celle des compétitions mesquines que vous stigmatisez précisément, si vous lui montrez que la politique est indispensable puisque c'est la science même du Gouvernement, elle fera la discrimination inévitable entre les combinaisons du Bloc National et les aspirations de la Démocratie que vous représentez.

Si vous déclarez enfin, sans livrer de combat, que la jeunesse est perdue, vous faites le jeu de toutes les puissances de Réaction et de Révolution qui escomptent votre défaillance. (*Applaudissements.*)

Prenez les leçons de l'histoire et voyez ce que devint la jeunesse vibrante de la Révolution, poussée par le Directoire... jeunesse dorée, jeunesse des plaisirs et de l'insouciance, qui devint le plus solide appui de son fossoyeur, Napoléon.

Les complaisants disent volontiers aujourd'hui que



nous formons une nouvelle jeunesse dorée, la jeunesse de la danse et des sports.

Comme si le sport était une école de nonchalance et de laisser-passer ! Le sport est émancipateur, il est l'allié naturel du culte de la Liberté, il est un des attributs de la Démocratie, et vous n'aurez aucun obstacle à surmonter si vous voulez démontrer à un jeune sportman que la lutte pour l'idée, pour l'émancipation est un sport d'une qualité rare. (*Très bien !*)

Montrez aux jeunes où est la Vérité, où est la Beauté, montrez que les formes despotiques de gouvernement, que l'organisation féodale des sociétés est une entrave irrémédiable, insurmontable, opposée au Progrès, une cloison opaque qui arrête la lumière.

Dites à la jeunesse que vous êtes le parti de l'Avenir et que vous ne vous confinez plus dans le passé. (*Très bien !*)

La guerre est terminée. Les souvenirs et la tradition sont certes encore une force morale. Mais il faut quelque chose de plus vigoureux, de plus neuf ; il faut un parti qui veuille délibérément prendre la tête des mouvements démocratiques, qui consente à rechercher hors du cadre du passé sa force propulsive d'énergie et de mouvement.

Cette force, elle est dans votre programme, dans vos doctrines hardies et généreuses.

Cette force, il faut que vous la transmettiez aux jeunes, vibrante et constructive. (*Applaudissements.*)

Et surtout, citoyens, dans l'œuvre de propagande que vous allez intensifier, ne craignez pas de dénoncer l'imposture de ceux qui font profession de monopoliser la jeunesse ; et ne craignez pas de dénoncer la position ambiguë des gouvernements qui livrent cette jeunesse à des groupes particuliers. (*Nouveaux applaudissements.*)

Je vais demander que vous fassiez vôtre une double protestation.

D'abord contre la consécration officielle apportée à la fête de la Fédération Gymnastique et Sportive des Patronages de France à laquelle, aux Tuileries, participèrent une masse de jeunes gens. Sous prétexte de gymnastique, à la manière fasciste, on enrê-



gimente les jeunes gens sous l'autorité des évêques et des prêtres et de la trinité présidentielle de Ngrs Ceretti, Dubois et Raiberti. Dénouons ces associations à double but. Démasquons leur double visage et stigmatisons leur hypocrisie d'autant plus redoutable qu'elle s'exerce sur de jeunes cerveaux qui pourront conserver l'empreinte. (*Applaudissements.*)

Satisfaire la physique du corps pour accaparer l'esprit, n'est-ce pas là tout un programme qu'ignace de Loyola faisait sien ? (*Vifs applaudissements.*)

Protestez aussi contre cette Union civique que le gouvernement du Bloc National favorise de sa consécration officielle. La profession de briseurs de grève n'est pas encore légale... en tous cas elle ne doit pas être imposée aux jeunes gens. Le paravent de la paix sociale derrière lequel se cachent les intérêts particuliers doit être crevé. Il faut montrer aux jeunes comment on capte leurs sentiments généreux et comment on abuse d'eux, de quelle nature sont les périls qu'ils font courir à la société et dont ils ne peuvent porter la responsabilité. (*Vifs applaudissements.*)

Citoyens, je m'excuse d'avoir été si long. (*Non ! non !*) Je vous supplie, au nom des jeunes, de ne pas vous désintéresser de notre action ; si j'avais quelque titre à invoquer, je vous dirais que notre Démocratie exige de vous d'apporter à la jeunesse votre expérience afin qu'elle vous apporte en retour son appui et sa flamme. (*Applaudissements.*)

Il y a quelques jours un journal du soir mettait en manchette : « Le triomphe de la jeunesse... Toute l'Italie en chemise noire ». Il faut que, grâce à vous, les journaux étrangers puissent quelque jour publier : « Le triomphe de la jeunesse. Toute la France en bonnet phrygien. » (*Vifs applaudissements répétés.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au deuxième rapporteur de la question, le citoyen Delorme.

M. DELORME, rapporteur. — Après le très beau discours de Kayser, je n'ai que quelques mots à ajouter.

Parmi les résolutions votées l'an dernier au Congrès de Marseille, il en est une dont je vous rap-



pelle les termes : « Il sera rendu compte à chaque Congrès des résultats de l'application des résolutions votées en faveur des Jeunesses et des avantages recueillis par le Parti. « Ce sont ces résultats que je désire vous apporter en quelques mots.

Dans quelle mesure les décisions du Congrès de Marseille ont-elles été favorables au Parti radical et radical-socialiste et aux Jeunesses républicaines et laïques ? Sans être aussi complets que nous aurions pu l'espérer pour cette première année, les résultats que nous avons obtenus sont cependant assez importants pour nous permettre de vous demander de continuer, et d'intensifier si possible, l'appui que vous donnez aux Jeunesses.

Des renseignements que nous avons recueillis il résulte qu'un grand nombre de comités de Paris, de banlieue et de province ont vu s'accroître le nombre de leurs adhérents. S'il m'est permis de citer notre exemple, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement en particulier, grâce à l'action de notre comité local, nous avons pu grouper la totalité des jeunes gens de la Jeunesse républicaine du III<sup>e</sup> ayant atteint l'âge de l'électorat. Il en est de même dans un certain nombre de comités de Paris et de sa banlieue, et j'ai reçu ce matin même des renseignements très favorables en ce qui concerne la région du Midi et du Sud-Est. Nous n'avons donc pas travaillé en pure perte, et l'action que nous avons commencée à Marseille a déjà porté ses fruits. (*Applaudissements.*)

Il est cependant un point qui a été un peu négligé, et je demande au Congrès de s'y attacher tout spécialement et d'essayer de le réaliser autrement que par des motions et des résolutions. Au cours de la discussion qui s'est instituée l'année dernière, un de nos collègues, qui s'est occupé très activement de la question des Jeunesses, M. Mamet de l'Ain, nous avait indiqué qu'un moyen certain de favoriser l'adhésion des jeunes à notre Parti et de faciliter l'éclosion de groupements des Jeunesses républicaines et laïques était d'avoir recours aux Groupes du Sou des Ecoles qui existent dans toute la France. Il n'est pas rare de trouver dans les plus petits villages un Comité



du Sou des écoles laïques. C'est en nous appuyant des Groupes du Sou des Ecoles, ou tout au moins sur ce Comité que M. Mamet nous proposait de créer des patronages laïques dans tous les villages de France.

La réalisation de cette suggestion nous permettrait de vous apporter l'année prochaine des résultats encore plus précieux pour notre Parti que ceux que nous vous présentons cette année.

Après cet appel, il ne me reste qu'à vous faire part de mes conclusions. Nous vous demandons simplement de confirmer les résolutions adoptées l'année dernière. Vous voyez que nous sommes très modestes. On dit qu'il faut vouloir beaucoup pour obtenir un peu ; nous préférons demander peu, et l'obtenir. (*Très bien !*)

Nous vous demandons aussi de rendre permanent le contact entre les Jeunesses républicaines et le Bureau du Parti. Je crois être d'accord en cela avec M. le Président qui nous a fait part de son intention de faire une place dans le Bureau du Parti à un représentant des Jeunesses républicaines. (*Applaudissements.*)

Telles sont les conclusions que nous déposons sur votre bureau et que nous vous prions d'adopter.

M. MAMET. — Comme délégué de la Fédération de l'Ain et ancien président d'une Jeunesse laïque, je me permets de vous soumettre une idée que nous avons émise à notre Fédération.

Il nous asemblé qu'à la veille de la campagne électorale il serait bon que le Comité exécutif du Parti établît un tract résumant les conditions fondamentales de l'esprit républicain, une sorte de catéchisme républicain, qui serait envoyé à tous les jeunes gens qui vont pour la première fois déposer leur bulletin dans l'urne. Nous voudrions que ce tract fût rédigé de manière très attrayante pour que le jeune citoyen qui va accomplir le premier acte considérable de sa vie civique sache comment il doit voter. La plupart de nos jeunes militants l'ignorent, même dans nos Jeunesses laïques. Il ne s'agit d'ailleurs pas que d'eux. Il y a bien des jeunes gens, même d'anciens



élèves d'écoles congréganistes, qui ont des sentiments très différents de ceux qu'on leur a inculqués dans leur enfance. Ces jeunes gens ne sont pas aptes à entrer dans la bagarre politique sans avoir un guide, et si on mettait entre leurs mains, à la veille des élections une sorte de catéchisme républicain qui leur dicte leur devoir civique, leur conduite en serait facilitée.

Je demande donc respectueusement au Comité Exécutif d'élaborer un tract et de le faire parvenir à toutes les Fédérations. Les Fédérations l'achèteront, s'il le faut. Elles s'assureront, sur les listes électorales, des citoyens qui vont voter pour la première fois, et leur enverront ce tract. Je suis persuadé — je puis en parler sagement, pour être resté seize ans à la tête d'un groupement de jeunes — que nous obtiendrons ainsi un résultat immédiat et que nous amènerons au Parti républicain bon nombre de jeunes qui sont ignorants des questions civiques et politiques. (*Très bien !*)

Je prie le Bureau de prendre un engagement dans ce sens. Au besoin, comme membre du Comité Exécutif, nous lui proposons notre collaboration.

M. DELORME, *rapporteur*. — J'appuie de tout cœur la proposition du citoyen Mamet.

En terminant, j'ai à vous faire connaître qu'à la suite de la manifestation d'hier soir, le Comité d'Entente des Jeunesses républicaines et laïques vient de se constituer, et qu'il adresse un pressant appel au Bureau du Parti, au Comité exécutif, à toutes les Fédérations, à tous les Comités radicaux, afin de favoriser l'éclosion de nouveaux groupements de jeunes républicains qui puissent lutter victorieusement contre les groupements de la réaction cléricale.

M. LE PRÉSIDENT. — Pour clore les exposés remarquables des citoyens Kayser et Delorme, j'ai reçu l'ordre du jour suivant qui, je pense, traduira vos sentiments communs :

« *Le 20<sup>e</sup> Congrès du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste proteste contre l'appui que le gouvernement apporte à des organisations de jeunes, créées et dirigées par l'Eglise et par la Réaction, et*



façonnées sur le modèle fasciste ; il décide d'intensifier dans chaque département sa propagande, s'adressant particulièrement aux jeunes et, sans empiéter sur l'action des groupements républicains déjà existants, de faire œuvre d'éducation civique par l'exposé sincère des faits qui démontrent à la fois l'ina-  
nité des prétentions monarchistes et communistes et la puissance agissante, bienfaisante et libératrice de la République à laquelle le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste s'attache indéfectiblement. »

De plus, pour donner à nos débats la physionomie exacte qu'ils ont revêtu au cours de ces exposés, je propose au Congrès d'ajouter à cet ordre du jour les deux résolutions suivantes, qui me sont remises par le rapporteur :

#### PREMIÈRE RÉOLUTION

« Le 20<sup>e</sup> Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste,

« Confirme ses résolutions du Congrès de Marseille en faveur des Jeunesses Républicaines et laïques,

« Approuve l'action du Comité Exécutif et de son Bureau dans l'application de ces résolutions. »

#### DEUXIÈME RÉOLUTION

« Le Congrès, dans le but d'établir un contact permanent entre le Parti et les Jeunes, décide qu'une place du Bureau sera réservée à un représentant des Jeunesses Républicaines et laïques. »

Je mets aux voix l'ordre du jour, complété par ces deux résolutions.

(Adopté.)

### LES ANCIENS COMBATTANTS ET LES VICTIMES DE LA GUERRE

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Grisoni, rapporteur de la question des Anciens combattants et des Victimes de la guerre.

M. GRISONI, rapporteur. — Citoyens, le Comité exécutif m'a fait, cette année encore, le grand honneur



de me charger du rapport concernant les droits et les intérêts des anciens combattants et des victimes de la guerre.

Le Parti radical peut s'enorgueillir d'être le seul parti organisé qui ait décidé de prendre en main ces revendications. En effet, le cahier des revendications des victimes de la guerre est aujourd'hui inclus dans le programme du Parti radical. Au nom des anciens combattants républicains, je vous en remercie, mes chers collègues du Parti.

Sans vouloir m'étendre sur un sujet trop spécial dont les détails allongeraient inutilement ces débats, je me bornerai à vous donner lecture du projet de résolution que la commission a adopté hier et que je dois en son nom soumettre à votre vote. Cependant, permettez-moi tout d'abord au nom du Parti de saluer les anciens combattants et de leur exprimer toute la reconnaissance de la République. (*Applaudissements.*)

C'est à eux, c'est à leurs sacrifices que nous devons de vivre aujourd'hui dans une Patrie intacte, si elle n'est pas tout à fait libre. (*Nouveaux applaudissements.*)

Je salue nos grands morts. Je m'incline respectueusement devant leur mémoire. Je salue plus particulièrement nos camarades de la Laïque, avec le regret que leur ministre, M. Léon Bérard, ne rappelle pas à ceux qui les ont déjà oubliés, et ne fasse connaître à ceux qui les ignorent, les sacrifices sanglants et sans nombre de nos camarades instituteurs et professeurs de la Laïque (*Applaudissements.*)

Quelques chiffres, que je veux vous faire connaître, me dispenseront de tout commentaire à cet égard. Vous entendez bien, mes chers collègues, que je ne veux pas faire ici œuvre de polémiste. Les morts appartiennent à la France. Mais les laïques appartiennent à la République. (*Nouveaux applaudissements.*)

Curés mobilisés : 19.308 ; combattants, 1.255 ; tués. ?... car M. Maginot se tait, patriotiquement.

Instituteurs et professeurs mobilisés : 28.309 ;



tués, 7.047 ; blessés, 9.624 ; morts des suites de leurs blessures, 1.000.

Voilà la réponse à faire au Gouvernement du Bloc national. (*Applaudissements.*)

Citoyens, au Congrès de Lyon de 1921 vous avez décidé d'accorder l'investiture du Parti à la Fédération Nationale des Combattants Républicains, dont je m'honore d'être le secrétaire général. Cette Fédération apporte à la défense de la République une jeune armée de 100.000 hommes. Mais les militants qui la dirigent peuvent se flatter d'avoir joué un rôle important au Congrès tenu par les anciens combattants, il y a une quinzaine de jours, au Havre. La Semaine du Combattant a été la première manifestation libre dans ce pays qui compte certaines grandes associations dirigées par des camarades combattants qui ont toute notre estime, mais qui paraissent trop souvent faire état des désirs du Gouvernement actuel ; elle a été la plus importante et la plus puissante de toutes les manifestations connues à ce jour en France. Elle a réuni les délégués de près de 1.500.000 combattants et victimes de la guerre. Plus de 900.000 cotisations ont été payées, et, grâce à l'action républicaine de notre ami Fonteny, président de la Fédération, des ordres du jour républicains ont été votés.

Vous vous doutez, mes chers collègues, que nos grands amis de la rue de Rome, de l'Action française et de l'Action romaine, avaient essayé de mettre la main sur cette manifestation. Je dois dire en passant que la grande presse d'information, ou plutôt celle qui se prétend telle, a conservé sur nos débats le silence le plus prudent. Cependant, grâce à l'action militante et énergique de nos camarades, cette première assemblée nous a donné, à nous républicains, entière satisfaction.

Le projet de résolution que je soumettrai tout à l'heure à votre libre discussion vous apportera les décisions prises au nom de ces 1.500.000 victimes de la guerre, et je suis certain que le Parti radical acceptera de les ratifier d'enthousiasme. Je suis heu-



reux de saluer au passage notre ami Léon Meyer, qui n'est pas seulement un radical-socialiste militant et un député actif, mais qui, comme notre vénéré président Herriot, est également maire d'une grande ville. C'est à ce titre qu'il a reçu les combattants au Havre en termes tellement courtois et fraternels que l'impression qu'ils en ont ressentie rejallira, croyez-moi, sur le Parti républicain tout entier. (*Applaudissements.*)

Nous avons eu la bonne fortune, cette année seulement, de recevoir la délégation de l'Union fédérale. Le Parti républicain radical et radical-socialiste ne fait plus peur maintenant à certains dirigeants. Ceux qui ont intérêt à taxer notre groupement républicain d'antipatriotisme en seront pour leurs frais.

L'Union fédérale, qui représente 350.000 cotisants, a bien voulu déposer entre nos mains le cahier de revendications que son Comité central a dressé. Au nom du Parti, je donne acte à l'Union fédérale de sa communication.

Ses revendications concordent avec les nôtres.

Je regrette cependant qu'un seul point de notre programme ne soit pas accepté par l'Union fédérale. Il s'agit de l'Office unique. Cet Office unique, qui a déjà fait couler tant d'encre, a été décidé par le Congrès de Lyon et par celui de Marseille. Je ne crois pas que nos camarades délégués au présent Congrès veuillent rétracter nos décisions antérieures. Quelque désir que j'aie d'être agréable à nos camarades de l'Union fédérale, il m'est impossible de leur donner satisfaction. Lorsque j'ai demandé à mon Parti d'insister pour la constitution d'un Office unique, ce n'était pas, de ma part, vous le sentez bien, un geste irréfléchi ; c'est parce que les premières propositions d'institution d'un Office national des combattants tendaient, d'après l'article 2 du projet, à asseoir cette société sur les bases suivantes :

« La Société a pour but de venir en aide aux anciens combattants français ou ayant servi dans les armées françaises par tous les moyens dont elle disposera, en facilitant, ou en faisant, soit directement avec les intéressés ou les associations régulièrement



constituées et leurs représentants, soit indirectement avec toutes personnes ou organismes, etc... »

Ecoutez bien, mes chers collègues, le paragraphe premier de cet article :

« ...1<sup>o</sup> toutes opérations mobilières ou immobilières sur les propriétés urbaines, rurales, agricoles, industrielles, commerciales, etc... » J'en passe. Je vous demande la permission de ne pas insister.

Eh bien ! les anciens combattants ne doivent pas permettre que l'on crée un organisme commercial ou industriel à l'abri de leur nom. (*Très bien !*) Nous sommes de ceux qui disent : « Enfants de la République, nous avons lutté pour la sauvegarde du territoire et la défense de la Patrie. Nous ne pouvons pas accepter de défendre le privilège du combattant. » S'il peut songer à ses droits, le militant combattant doit songer à ses devoirs ; il doit penser surtout aux veuves, aux orphelins et aux mutilés.

UN DÉLÉGUÉ. — Et aux ascendants.

M. GRISONI, *rapporteur*. — Aux ascendants aussi, à toutes les victimes de la guerre. Quant à nous, nous n'admettons pas qu'on veuille nous présenter comme des citoyens supérieurs, en quelque sorte hors classe. Nous n'attendons aucun privilège de la République. Nous la défendrons et nous la servirons. Ce sera tout notre honneur. » (*Applaudissements.*)

En terminant, je tiens à dire quelques mots à l'adresse du chef du Gouvernement de la République. J'ai pour les fonctions du Président de la République le respect qui convient. Mais lorsqu'on voit M. Millerand, président du Bloc national, se mettre hors de la Constitution, j'estime que nous, les anciens combattants, nous avons le droit de dire ici, à la face du pays, ce que nous pensons de ce geste d'agression contre la République. (*Vifs applaudissements.*)

M. Millerand évoque pour les anciens combattants la peau du tambour sur lequel il a battu le rappel de ses retraites militaires.

M. Millerand nous rappelle que, comme ministre de la guerre, il est responsable du plan 17, qui nous a menés à la défaite de Charleroi. (*Applaudissements.*)



M. Millerand nous rappelle qu'il a couvert le général Baquet, qui ne voulait pas d'artillerie lourde.

Enfin, M. Millerand, ministre de la guerre, nous rappelle que le 6 septembre 1914, c'est-à-dire le jour où les poitrines de nos camarades s'opposaient à l'envahissement de la France après les fautes commises par certains chefs, il instituait illégalement, anticonstitutionnellement, les cours martiales auxquelles nous devons tant de victimes innocentes et fusillées. (*Applaudissements.*)

Et maintenant, mes chers camarades, voici le texte de la résolution que nous soumettons à votre approbation :

### RESOLUTION

*« Le congrès national du Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, réuni à Paris, les 18, 19 et 20 octobre 1923, sous la présidence du citoyen Herriot,*

*« renouvelant ses engagements antérieurs de défendre les droits des victimes de la guerre,*

*« reconnaît comme justes et bien fondées les revendications principales suivantes :*

*« Retraite du combattant ;*

*« Office unique des victimes de la guerre ;*

*« Emploi obligatoire et titularisation des auxiliaires fonctionnaires victimes de la guerre ;*

*« Avantages de carrière aux fonctionnaires anciens combattants, et respect des engagements pris à l'égard des mutilés fonctionnaires qui sont brimés par certains chefs, lorsque les soins nécessités par leurs blessures les astreignent à solliciter quelques congés de maladie ;*

*« Extension aux enfants à naître des mutilés et aux enfants des soldats fusillés réhabilités, du bénéfice de la Loi des Pupilles de la Nation ;*

*« Neutralité scolaire scrupuleuse dans l'éducation et l'instruction des pupilles de la Nation ;*

*« Représentation des anciens combattants aux offices des pupilles, mais non par des délégués d'associations confessionnelles créées pour la circonstance*



dans le but inavoué de conserver la tutelle religieuse sur les pupilles de la nation ;

« Amélioration de la loi des pensions ;

- a) nouveau délai de présomption à ouvrir en faveur des anciens combattants ;
- b) taux de pension de 100 0/0 à porter à 3.400 fr. ;
- c) vote de l'amendement André Escoffier accordant le bénéfice de l'article 64 aux ex-militaires atteints d'infirmités imputables au service, inférieures à 10 0/0 ;

- d) pensions des tuberculeux de guerre à augmenter ;
- e) égalité de traitement entre les pensionnés de guerre pour cause de maladie ou pour cause de mutilation ;

« Egalité de traitement entre les veuves de mobilisés et les veuves de militaires de carrière ;

« Le vote rapide de la proposition de loi en faveur des ascendants de guerre, avec droit au cumul de la pension et de l'assistance aux vieillards ;

« Réorganisation de la justice militaire, à placer sous l'autorité directe du ministre de la justice, afin d'accorder toutes les garanties prévues par le droit commun ;

« Amnistie et réhabilitation des innocents condamnés, ainsi que la recherche et la punition des coupables des erreurs commises ;

« Révision de toutes les condamnations militaires par des commissions composées en majorité d'anciens combattants ;

« Révision de toutes les décorations accordées pendant la guerre et à l'occasion de la guerre, par une commission composée exclusivement d'anciens combattants, avec pleins pouvoirs pour accorder des décorations aux méritants oubliés... »

M. GRISONI. — Permettez-moi d'interrompre ma lecture de la résolution pour vous présenter quelques observations : Je ne rappellerai pas les derniers incidents que vous connaissez, concernant des distributions de décorations dans l'ordre de la Légion d'Honneur à des profiteurs de la guerre, à des mercantis (*applaudissements*), qui, pour avoir empoisonné nos poilus, retrouvaient une virginité nou-



velle, même après des condamnations de droit commun, à l'occasion de l'Exposition coloniale de Marseille, par exemple. Voici ce que nous proposons pour les décorations :

« ...*Réintégration dans l'ordre de la Légion d'Honneur des anciens combattants décorés pour faits de guerre et radiés pour une raison autre qu'une condamnation...* »

A ce propos, je citerai le nom — et je le ferai avec d'autant plus de plaisir qu'il n'appartient pas à notre Parti — du citoyen Noël-Garnier, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre avec palme, plusieurs fois cité, et à qui M. Maginot a arraché sa décoration parce que ses opinions politiques n'étaient pas celles du Bloc national. (Applaudissements.)

Je continue :

« ...*L'indemnité aux anciens prisonniers de guerre, avec point de départ de leur pension de mutilé au jour de la sortie des hôpitaux ennemis ;*

« *Que tous les efforts des pouvoirs publics tendent vers la PAIX et que soit respecté le principe de la Société des nations à qui il conviendra de donner les moyens les plus efficaces pour que la grande promesse de paix universelle faite aux combattants se réalise au plus tôt ;*

« *Enfin, la codification des lois intéressant les victimes de la guerre proposée par André Escoffier, avec mandat formel au bureau du Parti d'en assurer avec la collaboration du groupe parlementaire la réalisation au même titre que toutes les autres décisions du congrès.* »

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Waroquiez.

M. WAROQUIEZ. — Je serai bref ; mais avant d'entrer dans le débat du rapport présenté par le citoyen Grisoni, je veux adresser, au courageux camarade, qui a voulu que notre grand parti inscrive résolument dans son programme « les revendications des Victimes de la Guerre », l'expression de ma vive reconnaissance. Ancien capitaine, plusieurs fois blessé, et ancien prisonnier de guerre, j'ai même le droit d'ajouter, qu'en dehors de l'immense service



que son rapport peut rendre à la victoire de notre Parti aux élections de 1924, s'il est approuvé (et il le sera, j'en suis sûr), par l'unanimité de cette assemblée : *j'ai même le droit d'ajouter, dis-je, qu'il a pris hardiment et courageusement la défense de la plus noble cause, la cause de ceux qui avaient accepté de mourir, pour sauver la France, la Justice, le Droit et l'Humanité.*

Il est trois points de l'excellent rapport présenté par notre camarade Grisoni, sur lesquels je veux attirer votre attention.

Dans l'ordre du rapport, je relève au paragraphe « Loi des Pensions » :

« Demander qu'un nouveau délai de présomption soit ouvert en faveur des anciens combattants. »

Je ne serais pas ennemi de ce nouveau délai, *s'il était nécessaire* d'obtenir cet additif à l'article 5 des Pensions, pour ménager les droits des Anciens Combattants ou mobilisés.

Je sais, j'en ai eu la preuve en mains, que le Ministre fait état de l'article 5 pour supprimer les pensions accordées ; lorsque celles-ci ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

Je prétends que de ce fait la loi est odieusement violée.

Personnellement, j'ai fait faire opposition devant le Tribunal des Pensions à ce sujet, et j'espère que la Justice nous donnera raison.

En effet, la loi dit (titre I. art. 3) :

Ouvrent droit à la pension :

1° Les blessures constatées avant le renvoi du militaire dans ses foyers, etc...

2° Les infirmités causées ou aggravées par les fatigues, dangers ou accidents éprouvés par le fait ou à l'occasion du service.

Je vous fais remarquer qu'il n'y a pas de délais fixés.

L'article 4 traite du degré d'invalidité.

Enfin, il y a l'article 5, le fameux article 5, pour lequel le citoyen Grisoni demande un amendement.

Eh bien ! cet article, à mon point de vue, n'a été établi par le législateur, que pour sérier le travail



des Commissions de réforme et des services des Pensions.

Cet article, qui traite de la présomption d'origine, était nécessaire pour assurer le maximum de liquidations de demandes de pensions, à une époque où tant de mutilés avaient besoin de leur pension pour vivre ; mais jamais cet article n'a eu pour objet d'annuler tous les autres articles de la loi ou de les rendre inopérants.

L'article 5 dit :

« Toutes les maladies constatées chez un militaire ou marin, pendant la période où il a été incorporé ou pendant les six mois qui ont suivi son retour dans ses foyers, sont présumées, sauf preuve contraire, avoir été contractées ou s'être aggravées par suite des fatigues, dangers ou accidents du service.

« Le délai de six mois prévu au précédent paragraphe ne courra, pour les militaires actuellement renvoyés dans leurs foyers, qu'à partir de la promulgation de la présente loi.

« Ils profiteront de la présomption établie par le présent article, dès lors qu'avant l'expiration du délai de six mois prévu au paragraphe premier ils auront adressé au directeur du service de santé de leur région, par lettre recommandée, une demande invitant ce service à constater leur maladie ou leur infirmité. »

Soit en bon français :

Tous ceux qui adresseront une demande de pension dans les six mois fixés et qui justifieront d'une blessure ou de maladies, profiteront de la présomption d'origine.

Il est indiscutable qu'il en découle que tous ceux qui feront une demande passé ce délai, devront faire la preuve d'origine, dans le cas où le service de santé des Centres de Réforme aurait des doutes à ce sujet.

Je ne crois pas qu'il soit possible de comprendre autrement le texte de la loi.

L'article 3 définit les droits à la pension.

L'article 4 les taux d'invalidité.

L'article 5 est une faveur accordée aux blessés et



malades de guerre qui font une demande de pension justifiée, dans les six mois fixés.

Il me semble que demander une prolongation du délai fixé pour la présomption d'origine, serait confirmer l'interprétation actuelle de la loi, comme étant conforme à celle-ci, et ce serait peut-être compromettre les droits des malheureux combattants, ignorants de la loi et souvent de leur mal, en fixant un délai, hors duquel ils n'auraient plus aucun recours vis-à-vis de la Patrie qu'ils ont sauvée.

Nous, Radicaux-Socialistes, lorsque nous serons de nouveau au pouvoir, nous saurons appliquer la loi des Pensions dans son véritable esprit, c'est-à-dire pour la sauvegarde des droits des Anciens Combattants, non contre leurs intérêts, en interprétant misérablement tel ou tel article de cette loi.

En attendant nous veillerons à ce qu'elle soit respectée par les superpatriotes du 16 novembre 1919.  
(Applaudissements.)

J'arrive à un deuxième point : la Justice militaire. Nous demandons que les citoyens appelés sous les drapeaux bénéficient de toutes les garanties et de la même procédure que celles du droit commun ; que l'organisme chargé de rendre la justice aux armées soit sous l'autorité du ministre de la Justice.

Je remercie vivement M. le Président des déclarations qu'il a faites au début de cette importante séance au sujet de la révision du Code de Justice militaire. (*Très bien !*)

J'applaudis à l'œuvre commencée par des hommes si dévoués à la justice pure et dont M. Gheusi préside les importants travaux ; mais il est indiscutable qu'il faut aller beaucoup plus loin.

Ici une question des plus graves et des plus importantes se pose. S'il y avait par hasard dans cette assemblée, mais je ne le pense pas, des militants pour lesquels les grands gestes, fussent-ils sublimes, sont comme d'énormes monstres dont il faut se méfier, je m'excuse par avance de la hardiesse de mon point de vue, en déclarant que des généraux eux-mêmes, *républicains naturellement*, et peut-être bien *Radicaux-Socialistes*, ce qui les honorerait, réclament,



comme tant de citoyens, la suppression de la Justice Militaire, et par conséquent de son code et des Conseils de Guerre.

S'il y a deux Justices, l'une civile, l'autre militaire, il n'y a pas de Justice, c'est là un fait que nul ne peut contester. Si un tribunal peut dire coupable et l'autre innocent, et avoir tous deux raison, c'est une monstrueuse parodie de la Justice, et le Grand Parti Radical-Socialiste doit s'imposer de dénoncer *ce crime envers les citoyens comme envers la Justice pure*. Dans notre for intérieur, nous avons même le devoir de regretter douloureusement *de ne pas avoir supprimé cette honte autrefois* ; car nous avons *notre responsabilité* des abominables exécutions d'innocents dont les Conseils de guerre furent si odieusement prodigués.

Rien ne motive deux Justices. Les citoyens d'une nation doivent uniformément répondre de leurs actes devant les Tribunaux de Justice de leur pays. Cette Justice doit être égale pour tous, ouvriers, paysans, bourgeois ou soldats. (*Très bien !*)

La Justice ne peut être corporative.

Un soldat n'a pas à être jugé par ses chefs, pas plus qu'un locataire en faute, par un tribunal de propriétaires.

Un ouvrier qui frappe un contremaître ne comparait pas devant un tribunal d'usiniérs ou d'industriels.

Au-dessus des nombreuses fautes commises pendant la guerre, au-dessus des misérables qui se sont enrichis pendant que cinq millions de Français acceptaient toutes les misères physiques et morales, et le sacrifice suprême pour la Victoire, au-dessus du plus grand coupable de cette gigantesque tuerie, du Hohenzollern *que certaines lois protègent dans sa retraite dorée*, au-dessus de toutes ces hideurs de la guerre, il y a une *honte nationale ineffaçable*, il y a les Victimes des Conseils de Guerre.

Demain vous aurez sur votre programme : « Abolition de la Justice Militaire. » L'Humanité toute entière applaudira à votre geste. (*Applaudissements.*)



J'aborde un troisième ordre d'idées dont je serais heureux qu'il fût tenu compte.

M. Grisoni, dans son magistral rapport, vous demande de définir les droits des Anciens Combattants et les devoirs de la Nation vis-à-vis des mutilés, veuves, orphelins, anciens prisonniers, etc. ; personnellement, je vous avoue que, bien qu'ayant étudié la question à fond, je ne vois rien à y ajouter.

Il y a cependant un oubli, et bien involontaire j'en suis sûr, dans le rapport que j'ai le grand honneur de discuter à cette Tribune ; il s'agit de la place que le Parti Radical-Socialiste se propose de faire aux anciens combattants dans les listes électorales de 1924.

Je sais que la question est extrêmement délicate, mais le principe en lui-même vaut la peine d'un échange de vues.

Le rapport de M. Grisoni, est la *condamnation du Bloc National* pour tous les anciens mobilisés, imbus de leurs devoirs de fraternité envers leurs camarades mutilés, envers les veuves et les orphelins.

*Le Bloc National* a trahi la cause des créanciers de la Nation (je prends les termes si frappants du rapport) ; *il faut que le pays le sache, il le saura.*

Mais il n'y a pas, hélas, que le Bloc National qui se dresse contre nous ; et *alors !...*

Tous ces combattants meurtris et lésés, où iront-ils ?

A nous si vous le voulez.

Notre grand parti, est le seul qui puisse leur assurer tous leurs droits, sans surenchère, mais sans faiblesse. Par notre programme nous nous y engageons, mais cela ne suffit pas.

Vous voulez que les Anciens Combattants soient les *créanciers privilégiés* de la nation. C'est parfait.

Je demande pour eux davantage, car je voudrais que nous ayons l'honneur de la priorité dans l'application de notre programme.

Les Anciens Combattants auront peut-être confiance en notre programme ; mais ils ont avant tout confiance, dans leurs Camarades ; car c'est par le



dévouement de ces derniers qu'ils ont pu obtenir péniblement ce qui leur était dû.

Si vous ne trouvez pas, parmi les Anciens Combattants de vos départements respectifs, des intelligences et des courages susceptibles d'aider dans le prochain Parlement, à l'œuvre formidable que nos élus devront accomplir pour sauver la France, allez à la bataille sans eux ; mais si vous avez le bonheur d'en posséder et qu'ils vous présentent les garanties essentielles de laïcité obligatoire dans notre parti, ce serait une faute grave de les ignorer.

Je ne puis vous dire toute ma pensée à ce sujet, d'autres questions demandant à être discutées ici sans délai ; mais souvenez-vous qu'en 1919 le Bloc National levait tous les combattants contre nos candidats, qu'il traitait de *défaitistes*, de *traîtres*, etc.

Trois millions d'anciens mobilisés ont été trompés, trahis, dupés. Parmi eux il y en a peut-être deux millions, qui attendent du Parti Républicain Radical-Socialiste, une attitude franche, loyale, énergique."

Sous notre étiquette ou groupés autour de notre drapeau, ce sont eux qui sauveront la République. La République *laïque, démocratique et sociale*. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Goldschild.

M. GOLDSCHILD. — Je signale au rapporteur la situation particulièrement douloureuse faite aux ascendants et aux veuves de ceux qui sont morts des suites de la guerre. On me communique à l'instant une lettre dans laquelle on réclame à une veuve, dont le mari est mort des suites de la guerre, et dont la pension vient d'être supprimée, la somme de 1.100 francs qu'elle a touchée. Cette femme n'a aucune fortune ; la maladie et la mort de son mari ont épuisé ses maigres économies. Je signale le fait au rapporteur, en lui demandant de protester avec nous contre une semblable façon de procéder.

M. GRISONI, *rapporteur*. — La commission prend acte de votre communication, mais elle vous demande de ne pas insister sur des faits particuliers. Notre Congrès n'est pas un congrès des victimes de la guerre. Qu'il nous suffise de prendre position sur les



questions d'ordre général. Pour ce qui est de la tactique et des détails, faites confiance à votre Commission des victimes de la guerre.

M. PEREAL. — Il doit être bien entendu que les ascendants, qui ont donné leurs enfants à la Patrie, ne peuvent pas être considérés comme des mendiants, à qui l'on donne des allocations. Leurs droits doivent être formellement reconnus.

M. GRISONI, *rapporteur*. — Notre résolution vous donne satisfaction.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole ?..

Je mets aux voix la résolution du rapporteur.  
(Cette résolution est adoptée).

#### **NOMINATION DES MEMBRES DU COMITÉ EXECUTIF POUR 1923-1924**

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la nomination des membres du Comité exécutif pour 1923-1924.

La parole est à M. Fabius de Champville.

M. FABIUS DE CHAMPVILLE donne lecture de la liste, par départements, des délégués élus membres du Comité Exécutif.

(La séance est levée à midi).

---



### TROISIÈME SÉANCE

Vendredi, 19 octobre, après-midi.

La séance est ouverte à 14 heures, sous la présidence de M. CUMINAL, sénateur, vice-président du Parti, assisté de MM. Victor PEYTRAL, PERDRIX, sénateurs, ARCHIMBAUD, DALADIER, députés, RIPAUT, Fernand LEFRANC, CAUDERON FLAMENT, FALOT, FABIUS DE CHAMPVILLE, William BERTRAND et Fernand CAHEN, *vice-présidents*, et de MM. BONAFOUS, GRISONI, GOLDSCHILD, Maurice LÉVY et Paul RICHARD, *secrétaires*.  
Félix BOUFFANDEAU, secrétaire général.

#### ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT

M. CUMINAL, *président*. — Je vous remercie, mes chers camarades, d'avoir bien voulu me confier la direction de ces débats, et je vous demande, dès l'ouverture de cette séance, tout votre concours pour me faciliter ma tâche. Il est nécessaire, en effet, qu'un grand Parti comme le nôtre donne, dans ses Congrès, l'exemple de la dignité, du calme et de la mesure. (*Très bien !*) C'est l'appel que vous adressait hier notre respecté président, M. Edouard Herriot. Vous me permettrez de le renouveler, parce qu'au nombre des questions inscrites à l'ordre du jour de cette séance figurent les plus graves, les plus importantes, celles qui peuvent soulever des passions générales.

En consultant cet ordre du jour, j'y vois « les questions sociales, la politique extérieure, la politique intérieure, la propagande, l'organisation et la tactique du Parti, le programme du Parti ». Il n'est pas douteux que ces problèmes sont à la fois les plus délicats et les plus redoutables que nous ayons à traiter. A ces problèmes, se rattachent et l'avenir de notre Parti, et, j'ose le dire, l'avenir de la République elle-



même. (*Très bien !*) Il importe donc que ces questions soient traitées avec tout le soin qu'elles méritent.

Vous n'êtes pas sans savoir — on vous le disait hier — que la réaction nous épie, qu'elle est prête à profiter des moindres incidents fâcheux qui pourraient se produire. Il ne s'en produira pas, parce que votre sagesse saura observer la correction voulue. (*Très bien !*)

Vous savez également qu'on nous demande quel est notre programme. Nos adversaires osent demander qui nous sommes et où nous allons. Nous avons le droit de sourire de ces questions, parce que notre Comité ne date pas d'hier (il compte à l'heure actuelle vingt-cinq années d'existence, au cours desquelles nous avons constamment manifesté nos tendances, nos doctrines, notre but), parce qu'aussi, nous avons bien le droit de le rappeler, nos anciens ont appartenu au pouvoir et ont dirigé les destinées de ce pays, parce qu'enfin notre passé appartient à l'histoire. (*Applaudissements.*)

Ceux qui ont été appelés à présider aux destinées de notre grand Parti, par la place qu'ils ont occupée dans les sphères gouvernementales, ne sont-ils pas, en effet, comme un programme et comme un drapeau ? Les noms de René Goblet, de Camille Pelletan, d'Emile Combes, de Léon Bourgeois qui a été l'apôtre de la solidarité universelle (*Applaudissements*), de René Renoult, d'Edouard Herriot, représentent une politique nettement déterminée, une politique vraiment nationale et patriotique, une politique d'améliorations sociales, de justice et d'égalité fiscale, en même temps qu'une politique d'alliances avec les nations tournées du côté de la France. (*Nouveaux applaudissements.*)

Au point de vue de notre politique intérieure, ce qu'ont voulu ces hommes, et ce que nous voulons nous-mêmes après eux ou avec eux, c'est la suprématie du pouvoir civil vis-à-vis de tous les autres pouvoirs, ou prétendus pouvoirs ; c'est l'affirmation d'une politique laïque, d'une politique de tolérance philosophique ; c'est la défense des conquêtes sociales qui



ont été l'œuvre la plus belle de la troisième République ; c'est l'accroissement de la dignité humaine dans le travail et la paix sociale ; c'est le développement de tout ce qui peut contribuer à asseoir définitivement dans notre pays les libertés proclamées dans la grande Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ; c'est aussi, laissez-moi l'ajouter, le respect de la lettre et de l'esprit de la Constitution française, hors de laquelle il ne peut y avoir qu'anarchie et dictature. (*Applaudissements.*)

Dans la politique extérieure, notre Président l'a proclamé à maintes reprises, nous voulons l'exécution du Traité de Versailles, le paiement des réparations légitimes qui sont dues à la France, la sécurité pour notre Patrie. Mais, tout cela, nous le voulons avec l'appui, avec l'amitié, avec le concours de nos grands alliés. Nous voulons aussi que la Société des Nations puisse devenir le fondement de la paix universelle. (*Applaudissements.*)

Si nos grands morts se sont sacrifiés au cours de la guerre, c'est parce qu'ils avaient entrevu dans leur rêve cette paix définitive à laquelle nous entendons consacrer tous nos efforts. Nous voulons enfin que notre Patrie, dont on a essayé au dehors de faire une caricature d'impérialisme et de militarisme, nous voulons que cette France républicaine, une fois remise dans ses voies normales, reprenne sa véritable figure, celle d'une grande démocratie laborieuse, pacifique, heureuse de contribuer dans la plus large mesure à la réconciliation et à la fraternité universelles. (*Nouveaux applaudissements.*)

Voilà, citoyens, ce que nous voulons.

Ce que nous sommes ? Je le dis d'un mot : nous sommes les descendants de la Révolution française, nous en sommes les fils respectueux et reconnaissants, et nous nous déclarons prêts à faire alliance, cause commune avec ceux des partis voisins qui professent vis-à-vis de ce glorieux héritage la même admiration et la même fidélité que nous. (*Applaudissements.*)

Je m'excuse d'avoir empiété légèrement sur les rapports que vous allez entendre. J'ai tenu simple-



ment à appeler brièvement votre attention sur les problèmes qui se posent. Encore une fois laissez-moi vous dire qu'il est indispensable de délibérer dans la dignité. Je sais que je puis compter sur votre concours, et je vous en remercie. (*Vifs applaudissements.*)

## LE RÈGLEMENT

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Postel, rapporteur de la commission du règlement.

M. POSTEL, *rapporteur*. — Mes chers collègues, j'ai à vous donner connaissance d'un article 63 qui a été ajouté au règlement.

Cet article prévoit que, dans les départements où n'existent pas de fédérations départementales, le Bureau du Comité Exécutif provoquera la constitution d'un Comité départemental exclusivement composé des délégués au Comité Exécutif résidant effectivement dans le département et de délégués des comités adhérents. Ce sont ces comités départementaux qui seuls auront qualité pour désigner les candidats de la liste unique ou les candidats uniques dans un congrès dont les règles et la composition seront fixées d'accord avec le Comité Exécutif. En voici le texte :

« Dans les départements où n'existe pas de Fédération départementale, le Bureau du Comité Exécutif provoquera la Constitution d'un *Comité départemental*, exclusivement composé des élus du Parti, de délégués au Comité Exécutif résidant effectivement dans le département et des délégués du Comité adhérent.

« C'est ce *Comité départemental* qui, seul, aura qualité pour désigner le candidat ou la liste unique dans un Congrès dont les règles et la composition seront fixées d'accord avec le Comité Exécutif ».

Je demande à M. le PRÉSIDENT de vouloir bien mettre aux voix cet article 63.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole sur cet article ?.....

Je le mets aux voix.

(L'article 63 est adopté.)



M. POSTEL, *rapporteur*. — J'en viens à un article que vous avez réservé ce matin et renvoyé à la commission pour plus ample examen.

La commission, après en avoir conféré avec les auteurs des observations qui ont été présentées au cours du débat de ce matin, a l'honneur de vous proposer pour cet article la rédaction suivante :

« Les sénateurs et les députés adhérents au Parti doivent refuser leur collaboration et leur confiance à tout ministère ne s'appuyant pas sur une majorité composée pour la plus grande partie de groupes ou d'éléments de gauche. Tout sénateur ou député qui, à la suite du vote d'un ordre du jour de confiance ne réunissant pas cette majorité de gauche, continuerait à un cabinet sa collaboration ministérielle ou son concours parlementaire sera déféré à la commission de discipline du Parti, en vue de son exclusion. »  
(*Vives protestations sur divers bancs.*)

UN DÉLÉGUÉ. — En vue de son exclusion, mais en réalité toujours absous !

UN AUTRE — Nous en avons assez de cette cuisine !

M. AMOUROUX. — Pourquoi prendre une décision nouvelle : il n'y a qu'à appliquer strictement le règlement. En tous cas, s'il devait être modifié, ce ne devrait être que pour prévoir que tout élu qui n'observe pas la discipline du Parti est déclaré démissionnaire d'office et exclu du Parti.

M. POSTEL, *rapporteur*. — J'attends des objections précises, pour pouvoir y répondre.

M. Albert KAHN. — Je ne crois pas que le texte qu'on nous propose réponde à l'idée exacte qui doit ressortir de cet article. Il y a lieu de le reprendre et de le mettre au point. Il est matériellement impossible de dire quelle sera la composition exacte d'un ministère et qu'il faut se baser sur cette composition pour lui donner ou lui refuser sa collaboration. Ce qu'il faut envisager, c'est sa tendance. Un ministère, pour avoir la confiance du parti radical, doit s'appuyer sur des principes de gauche, et non sur un dosage des partis.

M. POSTEL, *rapporteur*. — Ce matin, vous avez renvoyé cet article à la commission, parce que vous n'en



avez pas trouvé le texte assez précis dans le sens des sanctions. Nous croyons l'avoir précisé. Encore une fois, j'attends des objections. Pourquoi cette opposition au nouveau texte que nous vous proposons ? Est-ce parce qu'il est trop précis ? (*Exclamations.*)

VOIX NOMBREUSES. — Non ! il ne l'est pas assez !

M. POSTEL, *rapporteur*. — C'est cependant d'accord avec les auteurs des observations formulées ce matin que la commission a adopté cette rédaction nouvelle.

M. GRANDIGNEAUX. — Je suis l'auteur d'une de ces critiques, que j'ai formulée ce matin, et qui n'a plus sa raison d'être maintenant.

J'ai demandé que le nouvel article du règlement précisât qu'en cas d'indiscipline de nos élus, la Commission de discipline n'ait pas à discuter le caractère de cette indiscipline, mais que ces élus soient soumis à sa décision en vue de leur exclusion. J'ai donc satisfaction.

M. AMOUROUX. — Ils doivent être exclus d'office.

M. POSTEL, *rapporteur*. — Ce n'est pas possible. (*Bruit.*)

M. GRANDIGNEAUX. — Dans une matière aussi grave, la seule pénalité que puisse appliquer la commission de discipline, c'est l'exclusion. Si, par exemple, Daudet devenait président du Conseil... (*Vives exclamations.*)

M. ISRAËL. — Ne pourrions-nous pas consacrer notre temps à des choses plus sérieuses ?

M. POSTEL, *rapporteur*. — Il n'y a pas de quoi passionner le débat. Nous avons précisé que ces élus seraient déférés de plano à la commission de discipline en vue de leur exclusion. Cette disposition doit vous donner satisfaction. (*Dénégations.*)

J'ai entendu demander qu'ils soient exclus d'office. Ce n'est pas possible. Il faut respecter les formes.

VOIX DIVERSES. — Nous demandons le renvoi à la commission. (*Bruit.*)

M. LE PRÉSIDENT. — On demande le renvoi du texte à la commission, devant laquelle pourront se faire entendre, bien entendu, ceux qui protestent contre ce texte.



SUR DIVERS BANCs. — Nous nous opposons au renvoi. La discussion n'est pas close.

M. POSTEL, *rapporteur*. — Quant à nous, nous demandons que notre article soit mis aux voix.

M. MARY. — Il n'est pas possible de clore prématurément une discussion aussi importante par un vote qui paraîtrait équivoque. (*Très bien !*)

Ce matin, sur les justes observations de Grandigneaux nous avons renvoyé à la commission l'article qu'elle nous présentait, afin qu'elle nous rapporte un texte plus précis. Or, il semble se dégager de la majorité du Congrès l'impression qu'on veut des sanctions énergiques contre les élus, sénateurs ou députés, qui manqueraient à la discipline du Parti.

Durant les quatre années de législature qui va bientôt s'ouvrir, il peut se produire des événements et se présenter des problèmes imprévus. Il faut que nous ayons confiance dans notre Comité Exécutif pour prendre lui-même, en cas de besoin, la sanction nécessaire. Dites, si vous le voulez, que cette sanction sera l'exclusion ; c'est à vous de le dire. Mais ne vous ralliez sur ce point qu'à un texte formel, qui ne puisse prêter à aucune équivoque.

M. GAVAUDAN. — Depuis trop longtemps, nous discutons sur les cas de parlementaires qui ne se conforment pas à la discipline de notre Parti. La commission de discipline, il faut bien le dire, n'a jamais osé les condamner d'une manière formelle. (*Applaudissements.*)

Il faut une bonne fois pour toutes, que les élus observent la discipline du Parti, et je ne parle pas seulement des élus au Parlement, je m'adresse à tous les élus aussi, à ceux qui collaborent à des journaux qui ne suivent pas la politique du Parti.

Depuis de longues années, les militants souffrent de cette crise. Nous ne voulons plus qu'il en soit ainsi. (*Applaudissements.*)

Si la commission de discipline du Comité Exécutif n'a pas les mains assez libres pour prononcer la sanction, que l'on nomme une commission spéciale. Mais nous ne voulons plus être tirillés par des hommes qui vont à droite ou à gauche selon leurs



intérêts ou leurs ambitions. Jamais la commission de discipline n'a prononcé des exclusions. Il est profondément regrettable que, dans nos comités, nous donnions l'exemple de la discipline par des sanctions alors qu'on n'ose pas toucher aux parlementaires du parti. (*Vifs applaudissements.*)

Si l'on veut jeter un voile sur le passé, que tout au moins pour l'avenir on donne, soit à la commission de discipline, soit au Bureau lui-même, le pouvoir de prononcer l'exclusion immédiate de tous les parlementaires et élus, comme aussi de tous les journalistes, qui ne feront pas exclusivement la politique du Parti. Je demande qu'enfin on mette un terme à des tergiversations dont nous avons trop longtemps souffert. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au vice-président de la commission de discipline.

M. GEORGES BODEREAU, *vice-président de la commission de discipline*. — La commission de discipline est l'émanation de votre commission exécutive, qui est elle-même l'émanation de vos assises. Elle est composée de militants qu'aucune crainte et qu'aucune situation gouvernementale n'arrêtent.

Ceci dit, je ferai remarquer que ce n'est pas à la commission de discipline, mais au Comité Exécutif, qu'il appartient de prononcer l'exclusion, le blâme, ou telle autre sanction par le règlement que vous avez voté.

Quoi qu'il en soit, je suis d'accord avec les auteurs des critiques qui ont été formulées, à savoir que le texte qui nous est présenté ne répond pas tout à fait aux nécessités de la situation. Dans ces conditions, la séance de cet après-midi devant être entièrement prise par les très importantes questions qui figurent à notre ordre du jour, je demande le renvoi à la séance de demain matin, pour amodiation du texte qui vous est soumis.

M. GAVAUDAN. — J'accepte le renvoi à la commission, en lui demandant de nous présenter enfin un texte clair et précis.

M. POSTEL, *rapporteur*. — Au nom de la commission du règlement, j'accepte le renvoi, mais sous



la réserve formelle qu'une décision sera prise demain.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets donc aux voix le renvoi à demain matin.

(Le renvoi est prononcé.)

## LES QUESTIONS SOCIALES

M. LE PRÉSIDENT. — Nous abordons l'examen des questions sociales.

### Population et natalité

La parole est à M. Montigny, rapporteur de la question de la dépopulation.

M. MONTIGNY, *rapporteur*. — Le rapport d'ensemble sur la politique sociale du Parti radical et radical-socialiste vous sera présenté tout à l'heure, par notre collègue M. Justin Godart avec l'autorité que vous lui connaissez. Ayant à étudier une question plus particulière, aucune ne m'a semblé plus digne de votre intérêt que celle de la population et de la natalité, car c'est elle qui commande en réalité la politique extérieure et la politique économique et financière de la France, que vous aurez l'occasion de discuter bientôt.

Dans cet ordre d'idées, au moment où s'élaborait le Traité de Versailles, le Président du Conseil d'alors a eu un mot saisissant. Il a dit : « Le Traité ne porte pas que la France s'engage à avoir beaucoup d'enfants, mais c'est la première chose qu'il aurait fallu y mettre. Si la France renonce aux familles nombreuses, nous aurons beau insérer dans le Traité les clauses les plus avantageuses; enlever à l'Allemagne tous ses canons, la France n'existera plus car il n'y aura plus de Français. »

Ces alarmes paraissent-elles justifiées ?

Au premier regard sur la question, on s'aperçoit que tous, médecins, économistes, sociologues, poussent le même cri d'angoisse. L'un d'eux résume le problème dans ces termes : « La France se regarde mourir. L'Etat s'en désintéresse. » Il ajoute : « Je ne crois pas qu'il y ait au monde un spectacle plus tragique que cette veulerie sans nom. Un Gouverne-



ment sage sonnerait le tocsin ; il s'en désintéresse. »

A la vérité, je ne crois pas que la France se regarde mourir, Elle néglige ces statistiques austères qui cachent sous des chiffres banals la prophétie du destin des peuples.

Cependant, rien ne dépasse en brutale éloquence les chiffres eux-mêmes. La France a été le pays le plus peuplé d'Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle a perdu ce premier rang en 1840. Vous savez quelle était la situation de notre population à la veille de la guerre par rapport à nos voisins. Dans une quinzaine d'années, vers 1940, si la course à l'abîme n'est pas enrayée, la population française aura moins de 35 millions d'habitants, avec une majorité de vieillards, alors que l'Allemagne aura 70 millions d'habitants, l'Italie 45 millions, et l'Angleterre près de 75 millions.

Les naissances, qui ont atteint 1 million à la veille de 1870, qui ont déjà baissé au chiffre de 750.000, ne dépasseront pas, dans quelques années, si l'évolution actuelle continue, celui de 500.000.

Alors qu'en France il y avait encore au XIX<sup>e</sup> siècle 4 enfants en moyenne par ménage, 3 aux environs de 1890, il y a à l'heure actuelle en moyenne, et c'est cette vérité que vous devez connaître, et qu'il faut répandre, moins de 2 enfants par ménage.

Vous apercevrez les conséquences inévitables de cette situation.

L'agriculture française ne peut qu'en être mortellement atteinte, **car il lui faut un minimum de bras**, ne fût-ce que pour faire marcher les machines.

Avec la diminution du nombre de bras, et par suite de la force productrice, la valeur du sol diminue elle-même.

L'industrie verra les clients de son marché intérieur décroître. Elle ne pourra, la main-d'œuvre étant raréfiée et coûteuse, supporter la concurrence sur les marchés étrangers.

Le commerce ne pourra que s'anémier également, et les colonies se demanderont de quel droit la métropole prétend exercer sa souveraineté sur elles.

Telles sont les perspectives désolantes, mais trop



certaines, qui s'ouvrent devant nous. La ruine du commerce, de l'industrie, de l'agriculture ne pourra qu'entraîner la ruine financière du pays, car la charge des impôts sera d'autant plus considérable qu'elle portera sur des contribuables moins nombreux. Vous savez que déjà la dette de la France, est telle que chaque jeune Français, à sa naissance, a 10.000 fr. de dette vis-à-vis de son pays.

Peut-on espérer du moins que la France s'éteindra dans la paix, que les nations voisines la laisseront glisser paisiblement au rang de nation de second ordre ? Il n'est que trop certain qu'elles n'éprouveront aucun scrupule lorsqu'elles verront en face d'elles une armée française dont les effectifs seront tombés à 135.000 hommes.

Eh bien, pour soigner une maladie, il faut d'abord en connaître la cause. Le mal est-il sans remède ? Notre race, vieillie, s'épuisera-t-elle ? Non ! A la vérité, si certaines sources de vie sont plus particulièrement corrompues par la tuberculose, par l'alcoolisme, par les maladies vénériennes, nous sommes minés par un mal plus profond encore, et qui est la civilisation elle-même.

La civilisation, en augmentant le goût du bien-être, en créant des besoins nouveaux, en développant la vie urbaine, ennemie des familles nombreuses, élève l'homme, elle affine sa sensibilité, elle exalte son intelligence; mais elle augmente aussi en lui le goût de l'indépendance et son égoïsme, son individualisme; et l'intérêt de l'individu, il faut le dire, se dresse contre celui de la Nation.

Mais, si la civilisation offre cette tendance générale, la législation, d'une part, les mœurs, de l'autre, peuvent, ou bien exaspérer, ou bien atténuer ses effets. C'est ce qui explique que diverses régions dans le même pays, ou dans des pays voisins qui ont atteint un degré de civilisation sensiblement égal au nôtre, présentent des taux de natalité extrêmement différents.

En France, il faut l'avouer, c'est souvent l'individualisme excessif de nos lois et de nos mœurs qui a



aggravé l'action de la civilisation et qui a valu à notre pays sa triste primauté.

Les causes étant ainsi analysées rapidement, car je ne veux pas retenir trop longtemps vos instants, quelque grave que soit la question (*Parlez !*), il faut en chercher les remèdes.

Tout d'abord, chassez de vos esprits cette idée qu'il n'y a rien à faire. Les peuples, comme les individus, ne sont perdus que s'ils s'abandonnent. (*Très bien !*)

Il y a, au contraire, tout à faire.

Il faut, en premier lieu, faire connaître le péril. Tous ceux qui manient une plume, qui manient la parole, en ont le devoir. N'est-il pas prodigieux de penser que, dans nos écoles, les enfants connaissent les détails de la guerre de Trente Ans, les noms des souverains qui régnaient sur l'Égypte voici quarante siècles, et qu'ils ignorent le péril qui menace à l'heure actuelle leur pays et aux-mêmes ? (*Applaudissements.*)

Il faut donc procéder d'abord à une œuvre d'information, pour arriver à la grande œuvre de transformation sociale qui s'impose ensuite.

Sans doute est-il bon de faire appel aux forces morales, au patriotisme, à l'amour des enfants ; mais il ne suffit pas de dire aux gens « Faites des enfants », il faut leur donner les moyens de les nourrir, de les loger, de les faire vivre. (*Vifs applaudissements.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Et de les empêcher de mourir.

M. MONTIGNY, *rapporteur*. — La société actuelle apparaît comme faite pour le célibataire. Il faut que demain elle soit faite pour la famille et pour l'enfant. Et, puisque celui-ci supportera le triste héritage de l'hérédité, il faut que la société le défende préventivement contre les tares qui le menacent ; il faut qu'elle poursuive la lutte contre l'alcoolisme — qui est du reste en décroissance depuis l'application de la loi de huit heures (*Applaudissements*), la lutte contre la tuberculose, dont la guérison ne doit pas être un privilège réservé aux riches, la lutte contre



lès maladies vénériennes, qu'une fausse et déplorable pudeur a trop longtemps empêché de nommer et de combattre. (*Très bien !*)

Voilà l'œuvre préventive à accomplir.

La mère a senti tressaillir en elle le germe de la fécondité. Elle porte en elle désormais un dépôt sacré ; mais sa joie instinctive est souvent dominée par la honte si elle n'est pas mariée, par l'incertitude de gagner son pain si elle travaille, par la crainte de la misère si elle a trop d'enfants. Il faut nous attaquer à ces maux, car si c'est un cruel devoir, pour la société de réprimer l'avortement, il vaut mieux essayer de le prévenir.

Par conséquent, faisons la guerre aux préjugés qui condamnent la fille-mère, et disons que, quelle que soit la faute, la maternité la purifie. (*Applaud.*)

Quant à la femme qui travaille, essayons de lui garantir son emploi. Donnons-lui le repos indispensable, la gratuité des soins, l'indemnité de chômage. Et ne dites pas, citoyens, que ce sont là des utopies, ce seront des dispositions légales.

L'enfant est né. Il faut le sauver. Il faut protéger sa faiblesse. Il faut poursuivre, comme on le disait dans la salle il y a un instant, la lutte contre la mortalité infantile, par l'encouragement à l'allaitement maternel, par le développement des gouttes de lait, des consultations de nourrissons.

Par la lutte contre la mortalité infantile, on est arrivé à diminuer les décès du premier âge de 150.000 à 90.000. La moitié de ces jeunes vies humaines peut être encore sauvée. Ce sont 45.000 petits Français qui peuvent survivre chaque année si la lutte contre la mortalité infantile est organisée et développée. (*Très bien !*)

Pour protéger la santé de l'enfant, il n'est pas de meilleur moyen que de lui assurer un logement salubre. Développons donc aussi la lutte contre le taudis, celui de la campagne comme celui de ces grandes villes où la mortalité est proportionnelle à l'entassement humain.

Il faudra enfin aider les familles nombreuses à vivre. Il ne doit pas s'agir ici d'une aumône et d'un



geste de générosité, mais d'un geste de justice. L'abominable fardeau des impôts indirects qui frappent les familles nombreuses plus que tout autre, doit être compensé par des mesures fiscales d'équité dans l'ordre des réductions de taxes et des allocations. (*Applaudissements.*)

L'arrivée de l'enfant ne doit pas se traduire par des dettes dans la famille, Il faut que les soins inévitables de médecin, les frais de pharmacien, ceux de layette, soient compensés par la prime à la naissance.

Une loi récente, la loi Delachenal, a proclamé le principe que la Nation doit son aide aux familles nombreuses. Si cette loi, en raison de l'état de nos finances, n'a malheureusement accordé qu'une allocation dérisoire de 90 francs par an à partir du quatrième enfant...

UNE VOIX. — Un bifteck de vingt sous par semaine !  
M. MONTIGNY, *rapporteur*... du moins a-t-elle posé ce principe dont il faudra bien tirer un jour toutes ses conséquences logiques, à savoir que tout citoyen français a non seulement le devoir de participer aux dépenses de son pays, par l'impôt et de participer à sa défense par le service militaire, mais qu'il doit assurer sa sécurité et son avenir par une contribution qu'il lui sera loisible d'acquitter en nature en ayant des enfants, mais qu'il devra acquitter en espèces s'il s'est dérobé à son devoir de père de famille. (*Applaudissements.*)

L'Etat a aussi une œuvre à accomplir, en réalisant une politique effective de la baisse de la vie. Aujourd'hui, vos rapporteurs économiques vous le diront, l'organisation économique de ce pays, sous l'apparence d'une fausse liberté, est entre les mains des producteurs coalisés. Les droits des consommateurs sont sacrifiés. Demain, l'Etat devra établir un équilibre entre les droits de la production et ceux de la consommation. Pour avoir des enfants, je le répète, il faut d'abord pouvoir les nourrir.

J'arrive à la fin de cet exposé que je vous remercie de suivre avec une bienveillante attention. On me dira que pour pratiquer une politique réelle et effec-



tive de la natalité il ne suffit pas d'avoir de la bonne volonté, qu'il faut de l'argent, et que, dans l'état actuel de nos finances, l'Etat ne peut guère nous aider.

Eh bien, je crois que seule la loi sur les assurances sociales, par les versements nombreux qu'elle imposera aux ouvriers et aux patrons, pourra fournir les capitaux nécessaires à la réalisation de cette grande œuvre sociale. En même temps qu'elle assurera à des millions de travailleurs de meilleures conditions d'hygiène, qu'elle permettra la construction d'habitations à bon marché, la création et l'extension des établissements hospitaliers, elle doit pouvoir, en améliorant la santé publique et la sécurité des travailleurs, apporter une aide considérable efficace à notre action en faveur de la natalité.

C'est donc de tout cœur que je soumettrai tout à l'heure à votre vote un vœu de la Fédération de Mulhouse qui demande à nouveau à notre Parti de proclamer l'intérêt qu'il porte à la loi sur les assurances sociales dont le projet est déposé devant le Parlement.

L'importance de toutes ces questions, que je n'ai fait qu'effleurer, et leur complexité exigent une étude attentive, et la commission des questions sociales, qui s'est réunie hier soir et a bien voulu approuver les termes de mon rapport avec l'autorité d'hommes tels que M. le Professeur Pinard, qui a attaché son nom, vous le savez, à l'œuvre de défense de la natalité. (*Applaudissements*), tels que M. le sénateur Fernand Merlin qui fit à Lyon et à Marseille un rapport si écouté, la commission des questions sociales, dis-je, a pensé qu'il y avait lieu pour le Parti radical de faire un geste exceptionnel qui attestât l'intérêt qu'il porte à ces questions si graves pour le pays. Nous vous demandons de nommer dès aujourd'hui une commission d'études qui approfondira spécialement tous ces problèmes, et qui déposera son rapport devant le prochain Congrès, celui qui se réunira avant la consultation électorale, afin que la France et la démocratie sachent que le Parti radical



a toujours les yeux fixés sur l'avenir du pays. (*Applaudissements.*)

Tout à l'heure, on discutera de politique extérieure, demain, de politique économique et financière. Disons dès maintenant que toute solution dépend d'abord d'un facteur essentiel, qui est la population française de demain. Sans empiéter sur les attributions de ceux de vos rapporteurs qui ont la charge de traiter les questions politiques, je crois pouvoir dire que l'une des fautes du Bloc national, qui est véritable crime contre la Nation, a été de jeter la France dans une politique d'isolement et de force que sa population de demain ne peut pas lui permettre de soutenir. (*Applaudissements.*) Une politique de paix est indispensable à un pays qui a malheureusement plus de cerqueils que de berceaux. (*Nouveaux applaudissements.*)

Toute notre politique de demain doit être dominée par cette obsession de l'enfant. Le premier devoir d'une société est de vivre et d'assurer la perpétuité de la race. Tous les préjugés doivent s'incliner devant cette nécessité. Assurons un statut spécial aux familles nombreuses dans le cadre de nos lois, facilitons l'instruction, allégeons les charges militaires, accordons des réductions de taxes et des allocations nécessaires. Allons au-delà ! Il faut vouloir réaliser les profondes réformes sociales qui s'imposent au pays. Il faut que notre Parti mette, comme le lui demande son chef, les questions sociales au premier rang, et que toute la France se rende compte de leur importance, sinon par cette générosité et cet esprit de philanthropie qui suffisent à animer notre Parti, du moins par égoïsme national.

Pour reprendre un mot qu'a souvent prononcé notre Président Herriot ces temps derniers, et que je propose comme conclusion à ce rapport, « pour que la France vive demain, il faut que la République soit sociale ». (*Vifs applaudissements.*)

Avant de céder la parole à M. Justin Godart que vous attendez avec impatience, j'ai à vous lire un certain nombre de vœux qui sont soumis au Congrès par diverses Fédérations.



Le premier a trait à la question que nous venons d'étudier. En voici les termes :

« Le Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste attire l'attention du pays sur le problème de la population et de la natalité, qui commande toute sa politique extérieure, économique, financière ; sur la nécessité de réaliser au plus tôt une politique efficace de la natalité, comprenant notamment : une œuvre d'information et de propagande, le développement de la lutte contre l'alcoolisme, la tuberculose, les maladies vénériennes ; contre la mortalité infantile et le taudis ; des mesures d'équité fiscale compensant la charge des impôts indirects par des réductions de taxe et des allocations, une action effective de l'Etat en faveur de la baisse du prix de la vie ; décide d'autre part de nommer une commission qui étudiera en s'inspirant des propositions de loi déposées, les questions se rapportant au problème de la natalité, et qui déposera son rapport avant la prochaine consultation électorale. »

M. DOISY. — Demandons aussi une loi obligeant les propriétaires à accepter les familles nombreuses. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis certain d'être l'interprète de l'Assemblée en remerciant notre camarade Montigny du rapport remarquable qu'il vient de nous présenter. (*Très bien !*)

La parole est à M. le professeur Pinard.

M. LE PROFESSEUR PINARD. — Après le discours si complet de notre rapporteur, je n'ai que quelques mots à ajouter.

Le plus grand danger qui menace aujourd'hui la nation française est la dépopulation, qui ne cesse de s'étendre. Ce fait est indéniable.

Or, depuis la cessation des hostilités, aucune mesure vraiment efficace n'a été prise pour obtenir le relèvement de la natalité française, aussi bien au point de vue de la quantité que de la qualité.

Nos gouvernements pensent qu'il suffit d'en parler. Le parti radical et radical-socialiste considère qu'une politique de la natalité s'impose d'extrême urgence.



Il proclame que toute femme accomplissant la fonction de reproduction accomplit ainsi la plus haute fonction sociale, puisque seule elle peut assurer la pérennité de la nation. Il veut que toute mère, pendant l'accomplissement de cette fonction, vive dans les conditions absolument nécessaires au maintien de sa santé et au développement normal et complet de son enfant. Il ne veut plus que la naissance d'un enfant soit pour les parents une cause de gêne, de pauvreté, de misère. Il veut que moins de mères souffrent et que moins d'enfants meurent.

Ce n'est pas autre chose que l'application de toutes les données de la puériculture à toutes les mères et à tous les enfants de France. Faire naître plus d'enfants sains et vigoureux et les conserver sont les conditions qui, plus que toutes les autres, assureront les garanties et la sécurité de la nationalité française.

(Applaudissements.)

M. LE PRÉSIDENT. — Vos applaudissements, citoyens, prouvent que vous êtes d'accord avec notre éminent collègue le Docteur Pinard.

Personne ne demande plus la parole ?....

Je mets aux voix les conclusions du rapport de M. Montigny, avec l'addition suggérée par M. Doisy.

(Adopté.)

M. MONTIGNY, rapporteur. — Un autre vœu, présenté par la Fédération du Rhône, est ainsi conçu :

*Le Congrès demande l'encouragement à la natalité par l'assainissement des immeubles insalubres existants et la création d'habitations à bon marché, et la majoration de retraite pour pères et mères de famille nombreuse.* (Adopté.)

M. MONTIGNY, rapporteur. — J'ai encore à donner connaissance au Congrès d'un certain nombre de vœux.

*Le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste, réuni en congrès, vu l'importance de l'extension de la loi des Assurances sociales sur toute la France et fidèle à sa politique de progrès social, invite ses élus, à soutenir avec toute leur énergie le projet de loi Daniel-Vincent à la prochaine session de la Chambre.*

(Adopté.)



Le Congrès du Parti Radical-Socialiste émet le vœu que le Gouvernement, tenant enfin les promesses qu'il a faites maintes fois à cet égard, invite le plus tôt possible les Compagnies de Chemins de fer à réintégrer dans leurs fonctions les cheminots révoqués pour fait de grève.

M. THOMAS. — Les quelques cheminots qui sont membres du Congrès ont présenté au Bureau un vœu concernant la réintégration de leurs camarades révoqués, qui est un peu plus complet que celui de notre collègue Ducos. Je demande qu'on en donne lecture, pour que nous puissions fusionner les deux vœux.

M. MONTIGNY, *rapporteur*. — Voici le texte de ce vœu :

Le Congrès :

« Considérant la crise actuelle des transports par voie ferrée dont la Presse commence à se faire l'écho ;

« Considérant la grande portée sociale et économique de la question des transports ;

« Considérant qu'il ne s'agit point du tout d'une crise de matériel, le parc de matériel roulant étant absolument normal ;

« Mais considérant qu'il s'agit plus précisément d'une *crise de personnel technique*, provenant d'une part des révocations parfois haineuses de 1920, et d'autre part d'une diminution brutale des cadres du personnel actif ;

« Emet le vœu :

« Que les décisions des précédents Congrès du Parti depuis 1920 soient rappelées au Comité Exécutif et aux élus, pour qu'une action parlementaire et extra-parlementaire obtienne en faveur des cheminots révoqués de la dernière grève une large mesure de clémence dont les conséquences sociales et économiques seront bienfaisantes pour le pays, et feront au moins cesser la crise commençante des Transports par voie ferrée. »

M. THOMAS. — Je demande que M. Ducos se rallie à cet ordre du jour.

M. DANIEL. — Il n'y a pas que les cheminots ; d'au-



tres fonctionnaires ont été révoqués pour faits de grève.

M. SCHULAINÈRE. — Je demande qu'on lise le vœu que j'ai déposé en faveur des fonctionnaires.

M. MONTIGNY, *rapporteur*. — Un certain nombre d'autres vœux ont été déposés. Mais il a paru à votre commission qu'ils exigeaient une étude plus particulièrement attentive, car ils provoquent notamment la modification de textes législatifs en vigueur. Nous vous proposons de bien vouloir en renvoyer l'étude à la commission permanente des questions sociales qui les rapportera dans une prochaine réunion du Comité Exécutif ou dans le Congrès qui se réunira avant les élections.

M. SCHULAINÈRE. — Le vœu dont je parle a été déposé au nom du Comité de Saint-Maur en faveur des fonctionnaires. Il a une importance assez grande pour que je demande au Congrès de se prononcer dès maintenant sur ce vœu :

M. LE PRÉSIDENT. — En voici les termes :

« Le 20<sup>e</sup> Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste

« Adresse ses félicitations aux fonctionnaires et en particulier aux membres de l'enseignement qui, au mépris des pires vexations et des brimades de toutes sortes, ont énergiquement défendu contre les prétentions du Bloc national, la grande tradition républicaine.

« Les engage à persévérer dans cette noble attitude et les assure de son appui énergique. »

M. MONTIGNY. — Voici un nouveau vœu concernant les Cheminots :

« Le Congrès,

« Considérant l'application fantaisiste actuelle de la Loi de 8 heures dans les Chemins de Fer,

« Considérant que le soi-disant « loisir » d'un agent tenu d'être présent à son poste, ne peut être considéré comme venant en déduction du temps de travail effectif, et que les formules

9 heures = 8 heures

10 heures = 8 heures

11 heures = 8 heures

et même 12 heures = 8 heures



(comme en service de nuit), ne peuvent recevoir l'approbation de personne ;

« Considérant que l'application *différente* dans la *même gare* (par exemple), de la *même loi* interprétée comme il est dit, crée un mouvement assez inquiétant de mécontentement dont se ressent le service des transports par voie ferrée,

« Emet le vœu :

« Que le Comité Exécutif du Parti étudie de très près et dans le plus bref délai la question d'application de la Loi de 8 heures dans les chemins de fer ;

« Et que les élus du Parti agissent au Parlement en conformité des décisions qui seront prises.

« Interpellation inscrite depuis longtemps, émanant du Groupe Republicain de Défense des Cheminots, au nom des députés Rognon, Justin Godard, etc. »

Je mets aux voix les vœux dont le Congrès a entendu la lecture, en ce qui concerne les fonctionnaires et les cheminots révoqués.

(Adopté.)

M. AMOUREUX. — En ma qualité d'ancien fonctionnaire révoqué, je remercie le Congrès de l'intérêt qu'il a bien voulu leur manifester.

## LA NATURALISATION DES ETRANGERS

M. MONTIGNY, *rapporteur*. — D'autre part, la Fédération du Rhône a émis le vœu que voici :

*Le Congrès demande que soient simplifiées les formalités et délais pour la naturalisation des étrangers.*

(Adopté.)

## AUGMENTATION DES PENSIONS DES VIEUX RETRAITÉS

Voici maintenant un vœu de M. Ducos :

*Considérant qu'il serait inhumain de faire attendre plus longtemps aux vieux retraités de l'Etat, des départements et des communes, l'augmentation de pension qui leur est indispensable pour faire face aux exigences de la cherté croissante de la vie, le Parti*



*naires et ouvriers civils le bénéfice de la péréquation radical-socialiste invite la Haute-Assemblée à voter d'extrême-urgence après avoir étendu aux fonction-intégrale, le projet de loi qui a été adopté à la fin de la session ordinaire par la Chambre des Députés.*

Ducos.

(Adopté.)

### **LE CREDIT A L'ARTISANAT**

Un vœu de la Fédération du Rhône est ainsi libellé :  
*Le Congrès demande la création par les groupements patronaux de cours d'apprentissage dans les Ateliers.*

(Adopté.)

### **COURS D'APPRENTISSAGE DANS LES ATELIERS**

Un autre vœu de la Fédération du Rhône est conçu en ces termes :

*Le Congrès demande le vote d'une loi organisant le crédit à l'artisanat.*

(Adopté.)

### **LE 1<sup>er</sup> MAI, FETE NATIONALE DU TRAVAIL**

Enfin, voici un vœu de la Fédération de Seine-et-Oise :

« Le 1<sup>er</sup> mai sera déclaré fête nationale du travail. »

UN DÉLÉGUÉ. — Demandez-vous que le 1<sup>er</sup> mai soit considéré comme fête ouvrière ?

M. MONTIGNY, rapporteur. — Non ! comme fête du travail. Ce n'est pas la même chose.

LE MÊME DÉLÉGUÉ. — Le premier mai est depuis longtemps admis par les syndicats comme un jour de revendications ouvrières. Je propose de changer la formule qui nous est soumise. Au lieu de dire que le 1<sup>er</sup> mai sera une fête ouvrière, je demande qu'il soit admis que les absences à l'atelier à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai seront reconnues comme absences légales. Mais nous ne devons pas dire que le 1<sup>er</sup> mai sera la fête du travail.

M. GIRAUD. — Je propose que la fête de Jeanne



d'Arc soit remplacée, le 1<sup>er</sup> mai, par une fête nationale des travailleurs.

M. LE PRÉSIDENT. — Il est regrettable que ces différentes dispositions n'aient pas fait l'objet de textes écrits.

M. MONTIGNY, *rapporteur*. — Je crois répondre aux désirs manifestés par les différents orateurs qui viennent d'intervenir dans le débat en proposant au Congrès non seulement de déclarer le 1<sup>er</sup> mai fête nationale du travail, mais de remplacer la fête de Jeanne d'Arc par une fête nationale des travailleurs dont la date serait fixée au 1<sup>er</sup> mai. (Non ! non !)

M. FALOT. — Le vœu demandant que le 1<sup>er</sup> mai soit déclaré fête nationale du travail donne satisfaction à un orateur précédent qui a proposé que les salariés qui s'absentent de leur travail le 1<sup>er</sup> mai ne soient pas renvoyés pour ce fait.

Nous considérons que les travailleurs ont bien le droit d'avoir une fête du travail. Mais nous n'entendons pas que la question du 1<sup>er</sup> mai soit fusionnée avec celle de la fête de Jeanne d'Arc. (*Très bien !*)

Nous voulons manifester notre sympathie pour les travailleurs. Nous entendons faire un appel d'union et de concorde entre tous les républicains. C'est à cela que s'est bornée la proposition de la Fédération de Seine-et-Oise, et je vous demande, au nom de mes amis, de la voter telle qu'elle a été déposée. (*Applaud.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le vœu de la Fédération de Seine-et-Oise.

(*Adopté.*)

## • LE CAPITAL ET LE TRAVAIL

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole à M. Justin Godart pour présenter son rapport sur les questions sociales.

M. JUSTIN GODART, *rapporteur*. — Citoyens, notre ami Montigny vient de vous faire un exposé précis et éloquent de l'attitude de notre Parti à l'égard de la politique nécessaire au développement de la vie dans notre pays. J'ai été chargé de traiter devant vous, et je le ferai très brièvement, la politique sociale démo-



cratique que notre Parti entend préciser aujourd'hui et suivre.

J'estime que cette politique ne peut être qu'une politique de défense et d'organisation du travail qui est plus que jamais nécessaire.

A mon sens, en effet, deux phénomènes issus de la guerre dominant tous les faits sociaux et économiques, nationaux et internationaux, de l'heure présente. D'un côté, le travail a été atteint ; de l'autre, le capital a été prodigieusement accru.

Deux chiffres peuvent nous faire comprendre la portée de ce déséquilibre qui pèse si lourdement à l'heure présente sur notre économie nationale et sur l'économie internationale.

Pour la France, le travail a été atteint dans les 1.500.000 morts, dans les 1.500.000 mutilés, blessés et amoindris qui sont revenus des tranchées. Alors que le travail subissait cette diminution formidable de sa force de production, le capital, au contraire, par les émissions et les travaux énormes qu'il a été nécessaire de faire pendant la guerre pour répondre aux besoins de la défense nationale, a bénéficié d'un accroissement également formidable. M. Renard, dans son rapport, cite un chiffre qui peut nous en donner une idée, lorsqu'il nous indique que la dette publique de la France est aujourd'hui de 315 milliards.

Quelle en est la conséquence ?

Le travail, dans la production, est l'élément actif, l'élément vivifiant, agissant : il est amoindri. Le capital, dans la production, est l'élément passif ; sans l'intervention du travail, il n'est qu'une richesse morte : à l'heure présente, à la suite des faits que je viens de rappeler, il est surabondant ; il ne reste pas seulement une richesse morte, il veut avoir son intérêt, ses profits, et, ne pouvant les obtenir par l'intervention du travail, il les recherche par la spéculation qui est une des causes principales de la vie chère. (*Applaudissements.*)

Une économie nationale ne peut être stable et (ce que nous devons envisager) normale, que lorsque s'établit à peu près l'équilibre entre le capital et le travail. Lorsque le travail peut vivifier et assainir la



plus grande partie du capital, il y a production et prospérité. Mais si, au contraire, le capital est surabondant et qu'il cherche ses bénéfices dans la spéculation, il devient une marchandise; nous avons tous pu nous en rendre compte non seulement à Paris, mais dans toutes les villes de province, en voyant se multiplier les boutiques où l'on fait le commerce de cette marchandise, je veux dire les banques et leurs succursales. (*Applaudissements.*)

Le capital surabondant ne se contente point de peser sur l'économie nationale; il pèse aussi lourdement sur la prospérité et sur la paix du monde. Vous n'êtes pas sans savoir que le capital noue, au-dessus des frontières, des alliances fructueuses, et qu'ils sont assez nombreux ceux qui, tous les jours, spéculent soit sur le crédit, soit sur les changes, afin de faire vivre au détriment de la production nationale ce capital surabondant. (*Applaudissements.*)

Quel est le remède à cette situation ?

Pour ma part, je pense que notre devoir est de nous mettre résolument du côté de l'élément sain, vivifiant et productif, du côté du travail, et de le défendre, car de par la toute puissance du capital internationalement organisé, les conquêtes démocratiques, en face du travail sont mises en péril. Après avoir défendu ces conquêtes, il faut organiser le travail, établir un régime où il puisse donner son plein rendement et par là, entendez-le bien, absorber la plus grande partie de ce capital parasitaire dont je vous ai indiqué l'origine et les méthodes de parasitisme.

J'ai essayé de résumer ces quelques faits, que j'ai cru pouvoir tirer de l'observation des phénomènes économiques actuels, dans le préambule des conclusions qui ont été publiées par le Bulletin du parti. Permettez-moi de vous en rappeler les termes :

« *Le Congrès, affirmé la nécessité de restituer au Travail, dans l'économie nationale et mondiale, la place et le pouvoir qu'il doit avoir et que le Capital a accaparés.*

« *Le rôle du Travail dans la production est celui de la vie, de l'intelligence, de la direction. Sans le travail, le capital n'est qu'une richesse morte, stérile,*



*Lorsque le capital n'est pas vivifié, assaini par l'action du Travail, il devient, soit qu'il veuille se soustraire aux risques de la production, soit qu'il surabonde, un redoutable élément de décomposition, car il ne peut vivre alors que de spéculation.*

*« En outre, il constitue pour la paix du monde, pour la sécurité et l'indépendance des nations, un danger constant en poursuivant ses gains en dehors, au-dessus ou contre elles, au moyen de la concentration internationale bancaire, maîtresse du crédit et des changes.*

*« En l'état actuel de la production, le capital réel normal (argent, terre, matières et matériaux) est indispensable pour qu'une entreprise s'organise : il est juste, en retour de ses services, de lui reconnaître des droits et d'en assurer le respect. Mais le temps est venu, promis aux hommes pendant la grande guerre, attendu par ceux qui souffrent de la vie chère et de l'incertitude financière dues au capital fictif anormalement grossi, de mettre un terme à la domination du travail par le capital, qui est une déplorable méthode de rendement, à la subordination du Travailleur au capitaliste, qui est une atteinte à la dignité et à la liberté. (Applaudissements.)*

*« Le Parti Radical et Radical-Socialiste proclame que le régime désirable de production ordonnée, accrue, conforme à la justice et à l'intérêt général, est celui où le Travail sera possesseur ou associé du Capital. » (Nouveaux applaudissements.)*

Je vous ai dit que le premier article du programme de la politique sociale dont je viens de vous démontrer la nécessité était la défense du travail, par les moyens légaux, par l'intervention légale de l'Etat dans les relations entre le capital et le travail.

Ce n'est pas une idée nouvelle de notre Parti. Les journaux du Bloc national, en présence des indications que nous donnons sur notre programme social, feignant de croire que nous venons de découvrir, nous, Parti radical et radical-socialiste, les problèmes sociaux, et que ce sont les besoins d'une politique de flirt avec l'extrême-gauche qui nous ont amenés à cette conception.



Pareille affirmation de leur part est un mensonge. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la série des vœux formulés par nos différents Congrès pour voir que, depuis toujours, notre Parti s'est affirmé le défenseur du travail par la législation ouvrière. Je n'en veux pour preuve que cet extrait d'un vœu voté au Congrès de Toulouse en 1904 : « Le Congrès affirme le droit de l'Etat d'intervenir dans les rapports du capital et du travail pour établir les conditions de la justice. »

A l'heure présente, cette défense de la législation ouvrière est plus nécessaire que jamais. Le Bloc national, défenseur du capitalisme, a une double tendance à vouloir porter atteinte à cette législation ouvrière. D'une part, il reproche à cette législation d'avoir émancipé le travailleur, de s'être opposé à ce qu'il soit complètement opprimé, écrasé sous le poids de son labeur. D'autre part, le Bloc national veut un retour en arrière, non seulement pour reprendre les conquêtes que la classe ouvrière a obtenues pour son émancipation matérielle, intellectuelle et morale, mais aussi pour sauver une partie de ce capital parasitaire dont je vous parlais tout à l'heure, et qui, dans l'organisation que nous voulons de la production sur la base du travail, devra être absorbée par cette production même, grâce au développement intensif des machines, à l'organisation rationnelle des usines, à l'équipement complet du labeur suivant les méthodes modernes. (*Applaudissements.*)

Voilà les raisons de l'attitude du Bloc national. Elle s'est manifestée plus particulièrement durant cette législature par deux faits qu'il faut que les militants connaissent.

En premier lieu, alors que dans toutes les autres législatures, la commission du travail de la Chambre recevait un nombre important, même considérable, de propositions de loi sociales, durant la législature du Bloc national qui s'était cependant bien camouflé en prétendant qu'il réaliserait « la Chambre sociale », la commission du travail a reçu un nombre dérisoire de ces propositions.

Par contre, il est un point sur lequel l'activité légis-



lative du Bloc national s'est considérablement exercée : c'est contre la loi de huit heures. (*Exclamations.*) Il y a, devant la commission du travail, 13 propositions d'initiative parlementaire. Sur ces 13 propositions, 8, vous entendez bien, c'est à dire plus de la moitié, tendent à l'abrogation de la loi de huit heures.

J'estime, et le Congrès, j'en suis certain, estimera avec moi, que la loi de huit heures est intangible, qu'elle ne porte pas atteinte à notre production à condition que le capital fasse son devoir, c'est-à-dire qu'il se mette, lui aussi, et qu'il mette l'organisation commerciale et industrielle qui dépend de lui, au rythme des huit heures. (*Très bien !*)

On a contre la loi de huit heures accumulé les sottises. Ce serait un intermède amusant que d'extraire aujourd'hui devant vous les arguments des propositions de loi du Bloc national contre la loi de huit heures. M. de Dion et d'autres ont dit que c'est une loi de paresse nationale ; ils ont calculé la perte de production qui devait résulter mathématiquement du passage de la journée de dix heures à celle de huit heures. Je n'insiste pas.

Je ne vous citerai que quelques chiffres. Je les prends dans le remarquable rapport sur le budget du travail de notre collègue, le sénateur Pasquet, qui nous indique que la loi de huit heures, loin d'avoir diminué notre production (production évaluée, non en francs, mais en tonnes), l'a au contraire accrue. Voici les chiffres qu'il donne : en 1913, les quantités de marchandises exportées de France, étaient de 22.074.000 tonnes ; en 1919, elles étaient tombées à 5.654.000.

Intervient alors le régime de la loi de huit heures qui devait nous conduire à la ruine. Que voyons-nous ? 1920, 12 millions de tonnes ; 1921, 13 millions 1922, 22.615.000 tonnes, c'est-à-dire une exportation plus considérable que celle de 1913.

Nous sommes donc en droit de dire que la loi de huit heures n'a pas porté atteinte à la productivité, et que, si le capital, comme il doit le faire, s'accommode au rythme des huit heures, la loi de huit heures ne peut au contraire qu'accroître cette productivité même.



C'est pourquoi j'ai rédigé sur ce point le vœu suivant :

« Le Parti Radical et Radical-Socialiste a toujours proclamé le droit de l'Etat d'intervenir dans les relations entre le Capital et le Travail, afin d'imposer la justice par la loi. Il a constamment collaboré à l'établissement de la législation sociale qui est l'honneur de la III<sup>e</sup> République et dont les prescriptions montrent à quel degré d'inhumanité le capital laissé libre, a pu pousser ses exigences à l'égard de la main-d'œuvre. Il a, contre les tentatives du Bloc National, défendu la loi de huit heures et la proclame intangible.

« A l'encontre des ennemis des lois sociales, qu'inspirent autant et plus que des doctrines économiques des préoccupations politiques, et qui veulent le travail avili pour avoir le travailleur soumis, le Parti radical et Radical-Socialiste proclame que le Code du Travail est un instrument de libération qu'il faut renforcer et perfectionner et grâce auquel a été commencée l'évolution du Travail vers la possession de ses droits. » (Applaudissements.)

A diverses reprises, ces temps derniers, notre Président M. Herriot, a parlé de ces problèmes de la suppression du salariat, ce qui a amené un de ses amis particuliers, et des miens aussi, M. Isaac (*Sourires*) président de la Fédération républicaine, à prononcer, au cours d'un déjeuner, en juillet 1923, un discours dont j'extraits ce passage d'une ironie un peu lourde : « A l'impôt sur le capital, nos adversaires viennent d'ajouter une autre trouvaille, la réforme du salariat. Les radicaux-socialistes ont besoin d'appâts nouveaux pour attirer leurs électeurs. Leurs vieux clichés sont un peu démodés. Que leur reste-t-il à faire, sinon de flirter avec les socialistes. » Vous devinez la suite du discours.

Eh bien, encore sur ce point, nos adversaires réactionnaires ont négligé de se documenter. Une trouvaille, pour le Parti radical et radical-socialiste, la suppression du salariat ? Voyons ! Remontons dans les délibérations de nos Congrès.

Toulouse, 1904 : « Le Congrès émet le vœu que le



législateur intervienne dans les questions de rapports entre le capital et le travail, en manifestant nettement son désir de voir le régime de la coopération de production remplacer l'institution du salariat »

Lille, 1906 : « Le Congrès émet le vœu que le législateur fasse voter des améliorations au contrat de travail, de manière à amener progressivement la disparition du salariat. »

Par conséquent, dès 1906, au Congrès de Lille, les mots « disparition du salariat » étaient inscrits dans notre programme. Dès 1904, cette réforme était indiquée par nous.

M. Edouard HERRIOT. — Dès 1873, et elle l'était même déjà en 1848.

M. Justin GODART, *rapporteur*. — En voulant la suppression du salariat, nous suivons donc la plus saine tradition républicaine et démocratique de 1848. Lorsque nos adversaires prétendent que nous inventons cette réforme comme un appât nouveau pour nos électeurs, j'ai le droit de dire que, sur ce point encore, ils mentent effrontément. Le Parti radical et radical-socialiste a toujours recherché la disparition du salariat.

Pourquoi, à l'heure présente, devons-nous plus particulièrement insister sur cette partie de notre programme ? C'est que nous estimons que le salariat est — pour employer l'expression qui me vient à l'esprit et qui, je crois, répond à la réalité, — une méthode grossière de rémunération du travail.

Nos adversaires, ennemis des lois sociales, ont coutume de dire : « Accorder une participation aux travailleurs ? Si vous saviez comme ils se désintéressent des questions auxquelles ils devraient cependant s'attacher, et notamment de la marche et du fonctionnement de l'entreprise à laquelle ils collaborent ! »

Nous leur répondons : c'est que, précisément, par le salariat, ils n'y collaborent pas. En leur payant leur salaire chaque semaine ou chaque quinzaine, vous coupez tous les liens qui pourraient les attacher à l'avenir de l'entreprise. Nos adversaires sont donc bien mal venus à faire grief à la classe ouvrière de se désintéresser du fonctionnement de l'entreprise,



puisque c'est la méthode même de rémunération qu'on lui impose qui crée chez elle cette apathie pour des résultats lointains auxquels elle n'a pas part.

C'est donc moins une question de production qu'une question d'ordre moral qui est engagée dans ce problème. Il n'est plus possible de maintenir le travail dans la situation défavorable que lui impose le salariat. A l'heure où la quantité de travail disponible est diminuée par suite de la guerre, il faut utiliser au plein celle qui reste. Pour cela, appelons-là à donner tout ce qu'elle peut donner, non seulement de la présence, ou de la peine physique, mais aussi de la collaboration.

On parle quelquefois, comme régime futur de rémunération du travail, de participation aux bénéfices. Nous estimons que cette formule est trop rudimentaire et ne peut aboutir aux résultats que nous voulons obtenir. La participation aux bénéfices serait en vérité, un geste dérisoire qui, en fin d'année, ne rapporterait pas beaucoup aux travailleurs. Il faut qu'à la participation aux bénéfices se joigne la participation à la gestion, à la collaboration. Le travail ne doit pas être associé seulement par l'abandon dérisoire d'une somme donnée en fin de trimestre ou en fin d'année, il doit l'être par une collaboration constante à la marche de l'entreprise.

C'est pourquoi je pense que le vœu suivant pourrait être adopté par le Congrès :

*« Le salariat est un procédé sommaire et grossier de rémunération du Travail répondant à la conception que le Travail est une marchandise. Il exclut l'esprit de collaboration, la responsabilité du Travail, l'intérêt commun permanent et correspond à l'époque disparue où la main-d'œuvre était abondante, ignorante, passive et non protégée légalement.*

*« Il n'en est plus de même aujourd'hui.*

*« Le Travail, de plus en plus, s'identifie non avec les muscles, mais avec l'intelligence. Le salariat est le prix de la peine physique, de la présence. Main-*



tenant, le labeur est plus complexe, et le travailleur est autre, grâce au développement de l'instruction, et de valeur morale humaine dus à la République.

« Le Parti Radical et Radical-Socialiste considère que le devoir présent, en face des pertes de toutes sortes et du déséquilibre économique causés par la guerre, est de susciter et d'utiliser toutes nos énergies avec des méthodes nouvelles. Le maintien du salariat serait un gaspillage coupable. L'évolution doit se faire rapidement par le syndicalisme, par l'association ouvrière, par le crédit national, substituant au capitalisme la coopération de production, amenant le travail à la participation aux bénéfices et à la gestion par des réformes profondes établissant, suivant l'expression de Charles Gide, « un régime économique dans lequel, comme dans le régime politique, le travailleur ne serait plus simplement sujet, mais citoyen. » (Applaudissements.)

Une des formes les plus intéressantes de l'activité sociale où se confondent le travail et le capital, et où le travail peut vraiment donner le plein de son effort et de son intelligence, c'est l'artisanat. J'ai déposé un vœu, que vous trouverez au Bulletin, et qui tend à manifester à cet éveil de l'organisation de l'artisanat la sympathie et la promesse de l'appui le plus complet du Parti radical et radical-socialiste. (Très bien !)

Enfin, toutes les réformes ouvrières et sociales ne pourront être efficaces que si elles s'accompagnent d'une action internationale.

Cette action internationale, nous avons essayé, avant la guerre, de la conduire par des associations internationales, comme l'Association pour la protection légale des travailleurs qui a obtenu la signature de conventions internationales sur le travail de nuit des enfants, par exemple, ou sur l'interdiction de l'emploi du phosphore. Depuis la signature du Traité de Versailles, nous avons un instrument d'organisation internationale du travail dont nous devons nous servir, et que nous devons défendre énergiquement, c'est le Bureau International du Travail, c'est la Conférence Internationale du Travail.



Et qu'on ne nous dise pas encore, comme on le dit couramment chez nos adversaires, que nous découvrons tout cela ! En 1910, à Rouen, un de nos Congrès adoptait un vœu dont les termes sont curieux à rappeler, parce que c'est précisément ce qu'a demandé le Congrès radical et radical-socialiste de Rouen qui a été réalisé dans la Partie XIII du Traité de Versailles. Le voici :

*« Le Congrès émet le vœu que le Gouvernement de la République Française prenne l'initiative de la réunion d'une conférence internationale du travail réunissant des patrons, des ouvriers et des plénipotentiaires des divers pays, pour examiner et résoudre en commun les questions économiques et les conflits du travail susceptibles d'avoir une répercussion sur les relations internationales. »* (Applaudissements.)

Nous avons d'autant plus de plaisir à rappeler ce vœu aujourd'hui qu'il a été réalisé par le Pacte de la Société des Nations. Mais, si certains réclament l'exécution des droits que confère le Traité de Versailles, ils se gardent bien de considérer les devoirs que leur impose le même traité ; ils ne voient pas qu'en combattant des institutions prévues par ce traité, comme la Conférence Internationale du Travail et le Bureau International du Travail, ils affaiblissent ainsi les droits qu'ils estiment tenir du Pacte.

Nous devons donc formuler un vœu en faveur du Bureau International du Travail, et de la Conférence Internationale du Travail, et, pour tout dire, en faveur de l'organisation internationale du travail mondial. Je vous ai montré tout à l'heure cette organisation internationale capitaliste mondiale jouer le crédit des nations sur des coups de bourse et des fluctuations de change, au risque de déclencher à nouveau la guerre pour conserver sa maîtrise. Il faut qu'en face de cette puissance de destruction puisse se dresser, internationalement, l'organisation du travail qui ne doit être qu'une puissance de production et de paix. (*Vifs applaudissements.*)



C'est pourquoi je vous propose d'adopter le vœu suivant :

« *Le Traité de Versailles a créé la Conférence Internationale du Travail et le Bureau International du Travail qui sont, avec la Société des Nations et dans son sein, des agents fictifs de préparation de la paix. Ces institutions sont fortement combattues et souvent par ceux mêmes qui, exigeant avec le plus de rigueur le respect des droits que confère le Traité de Versailles, veulent se soustraire aux devoirs qu'il impose.*

*Le Parti Radical et Radical-Socialiste a donné et donnera tout son concours à tous les organismes internationaux du Travail qui tendront à conquérir et à maintenir pour le Travail les moyens de développer pleinement sa saine force créatrice, et à l'opposer unanime, dans le monde entier, au parasitisme, à la spéculation et à la guerre. »* (Vifs applaudissements.)

M. LE PRÉSIDENT. — Au nom de l'Assemblée, je remercie le rapporteur de son remarquable exposé. *(Très bien !)*

La parole est à M. Doisy.

M. Doizy. — Monsieur Godart, voudriez-vous ajouter à votre programme la suppression de la clause qui interdit à certains travailleurs, en cas de rupture de contrat, de faire pendant vingt ans la représentation dans la même localité ?

M. Justin GODART, *rapporteur*. — Je vous prie de bien vouloir formuler ce vœu par écrit, et nous l'examinerons en commission.

M. Doizy. — Il y a des patrons qui font signer un engagement à leurs employés et qui, pour une raison quelconque, rompent le contrat en leur interdisant de faire, pendant vingt ans, de la représentation auprès de la clientèle qu'ils ont acquise par leur travail. C'est inadmissible.

UN DÉLÉGUÉ. — Je voudrais vous poser une question qui vise plus spécialement le contrat de travail des cheminots.

Il se peut que demain éclate un conflit analogue à celui qui s'est produit en 1913, et qu'un ministre,



entrant dans l'illégalité, comme Briand s'est flatté de le faire, prononce sans motifs valables la mobilisation des chemins de fer et oblige les cheminots à travailler quand même.

Ne serait-il pas utile qu'une décision soit prise ici pour qu'une mobilisation n'intervienne pas à l'égard de travailleurs revendiquant leurs droits, sans que rien la justifie ?

M. LE PRÉSIDENT. — Formulez vos observations par écrit. Elles seront renvoyées à la commission.

UN DÉLÉGUÉ (Eure). — Je m'associe pleinement aux paroles de notre rapporteur. Je veux simplement lui poser deux questions, afin d'être éclairé et de pouvoir répondre, le cas échéant, aux objections qui me sont faites dans mon département.

Tout d'abord, il nous a déclaré que la commission du travail de la présente législature n'avait été saisie que de 13 propositions de loi. Or, j'entends constamment les réactionnaires nous dire en réunion publique : « Vous autres, radicaux, vous n'aviez rien fait avant la guerre ; quant à nous, nous avons mis sur pied la loi sur les assurances sociales. »

Je voudrais savoir comment il faut leur répondre. Est-il exact que ce sont eux qui ont pris l'initiative de cette loi ?

Voici maintenant ma seconde question. Je suis d'accord avec vous quand vous dites que le travail doit participer à la gestion de l'entreprise, Mais on nous fait l'objection suivante : « Comment pourrait-on permettre à des gens de participer à la gestion d'une affaire, alors que peut-être ils n'y sont entrés que depuis la veille, et avec l'intention de la jeter à bas ? »

M. Justin GODART, rapporteur. — Sur le premier point, je vous réponds que dans un prochain Bulletin j'établirai la statistique des propositions de loi déposées devant la commission du travail, afin que chacun puisse juger de l'activité du Bloc national en matière sociale. Et si l'on vous dit que cette activité a été considérable, vous pourrez répliquer, en citant le chiffre précis que j'ai donné tout à l'heure : « Nous nous en sommes aperçu, puisque



vous avez déposé 8 propositions de loi tendant à abroger ou à amoindrir la loi de huit heures.

M. FRANKLIN-BOUILLON. — Il faudrait aussi pouvoir comparer avec la statistique des législatures radicales.

M. Justin GODART, *rapporteur*. — La statistique du Bloc national sera accompagnée d'une statistique des propositions déposées sous les législatures antérieures. On pourra ainsi juger de l'activité sociale déployée par les élus du Bloc national.

En ce qui concerne la loi sur les assurances sociales, ces messieurs voudraient bien se l'annexer. Qu'ils se rappellent que le projet des assurances sociales est en élaboration depuis vingt ans, soit devant les commissions extraparlimentaires, soit devant les services du ministère du travail, et qu'il a été déposé non sous la pression du Bloc national, mais parce que depuis longtemps notre Parti le réclamait, en suivant l'élaboration, et en a vu enfin l'éclosion.

UNE VOIX. — C'est la proposition Renoult.

M. Justin GODART, *rapporteur*. — Mais déjà se dessine chez nos adversaires une politique néfaste. Puisque, disent-ils, la dernière session de la législature sera très courte (à qui la faute !), et qu'il ne sera pas possible de voter cette loi dans son intégralité, on peut en voter certaines parties. Ainsi, ce sont ceux-là même qui se réclament du dépôt d'un projet de loi à l'établissement duquel ils n'ont pris aucune part, qui veulent aujourd'hui, sous l'égide de la politique préconisée par M. Isaac, président de la Fédération républicaine, l'amoindrir et le diminuer en s'efforçant de n'en faire passer que quelques bribes avant les élections. C'est à quoi nous, radicaux-socialistes, nous nous opposerons formellement.

En second lieu, notre camarade nous a rapporté, en ce qui concerne la participation à la gestion, les arguments un peu grossiers qu'il a entendus exprimer autour de lui. Ce serait, vous en conviendrez, une singulière politique pour un travailleur que d'entrer dans une maison pour la saper, afin qu'elle



lui retombe sur la tête. Cela me paraît tout de même une hypothèse assez peu vraisemblable.

Il est vrai que, dans les conseils d'administration de sociétés, où le capital est représenté, il n'est pas rare de trouver des « naufrageurs » qui espèrent bénéficier un jour de la déconfiture de l'entreprise.

Mais déjà la participation à la gestion a été organisée dans un certain nombre d'entreprises par des patrons intelligents qui n'ont pas voulu laisser de côté cette force considérable de collaboration que représente le travail. Il y a des statuts qui l'établissent et qui la limitent, qui font que les hypothèses extrêmes qu'on vous a fait envisager ne peuvent pas se présenter. Je suis persuadé qu'avec des statuts bien établis et une législation sage d'adaptation et d'éducation la participation à la gestion ne pourra qu'être favorable à la production. (*Applaudissements.*)

M. ROCHE. — Le capitalisme n'est pas l'apanage des élus du Bloc national. Il y a, parmi les radicaux et les radicaux-socialistes, des gens qui ont quelques capitaux et qui veulent les faire fructifier. Certains d'entre eux, appliquant les directives indiquées par M. Justin Godart, ont essayé de faire participer leurs ouvriers à leurs bénéfices.

UNE VOIX. — Il faut qu'il y ait aussi coopération dans la production.

M. ROCHE. — J'avoue que, pour ma part, j'ai éprouvé quelques déceptions à cet égard. Mes ouvriers, après avoir pendant quelque temps consenti la participation aux bénéfices, s'y sont complètement refusé à la suite de provocation de la part de leur syndicat.

Je voudrais que M. Justin Godart nous dise son avis sur ce point. Est-il d'accord avec les syndicats ouvriers ? Admet-il que les syndicats ouvriers, en venant à nous, radicaux, cessent d'être socialistes ?

En ce qui concerne la gestion, les ouvriers consentiront toujours à participer à nos bénéfices. Mais, le jour où il y aura des pertes, y participeront-ils également ?

M. JUSTIN GODART, rapporteur. — Tout à l'heure,



pendant que vous parliez de participation aux bénéfices, un de nos camarades a lancé une interruption ayant trait à la coopération de production.

Je vous répond simplement, ce qui est l'essentiel, que ces syndicats ouvriers ne sont pas acquis à la participation aux bénéfices s'il s'agit d'une participation pure et simple, si elle ne s'accompagne pas d'un ensemble de réformes profondes du salariat, si elle n'est pas un acheminement vers la propriété de l'instrument du travail. Je veux vous lire, à cet égard, une réponse qui a été faite au questionnaire adressé par le ministère du travail à toutes les organisations patronales et ouvrières sur la participation aux bénéfices. Elle émane de la Fédération ouvrière des métaux et similaires de France, qui est affiliée à la C. G. T. En voici les termes :

« Etablie isolément. — c'est le cas que vous prévoyez — sans que l'atmosphère générale du travail soit modifiée restant dans les étroites limites de la vision du gain accru par le versement d'un dû refusé jusqu'à présent, la participation aux bénéfices ne peut être considérée comme un progrès social, ni comme une étape d'accession ouvrière dans le domaine du travail. Les conséquences restent purement onéreuses pour la production, sans avantages compensateurs. »

Voilà l'opinion d'une fédération ouvrière importante. Oui, les Syndicats et les Fédérations ouvrières repoussent la participation aux bénéfices pure et simple, qui se traduit tous les six mois par le versement d'une somme dérisoire sans contrôle. Ils demandent qu'à la participation aux bénéfices soit liée la participation à la gestion. Ce qui les intéresse le plus, c'est leur collaboration, c'est la conscience qu'ils prendront de la responsabilité du travail dans une organisation. (*Très bien !*)

M. ROCHE. — D'autre part, je suis un vieux mutualiste, et vous comprendrez pourquoi je désire vous soumettre quelques observations concernant le



projet sur les assurances sociales obligatoires dont la Chambre a été saisie.

VOIX NOMBREUSES. — La clôture !

M. ROCHE. — Permettez-moi d'ajouter encore quelques mots, citoyens...

M. LE PRÉSIDENT. — Insiste-t-on pour la clôture ? (Oui. oui !!)

Je suis obligé de mettre la clôture aux voix.

(La clôture est prononcée.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les conclusions présentées par M. Justin Godart.

(Ces conclusions sont adoptées).

### LA POLITIQUE INTERIEURE.

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion sur la politique intérieure.

La parole est à M. Camille Chautemps.

M. CAMILLE CHAUTEmps, *rapporteur*. — Votre commission de politique générale a bien voulu me charger du rapport sur la politique intérieure, et j'aime à croire que le Congrès aura ratifié son choix en dépit des calomnies misérables qui sont parvenues jusqu'à lui, et que je repousse du pied, car elles reposent sur de purs mensonges. (*Applaudissements.*)

Je dois dire tout d'abord que le Congrès a pris, dès sa première séance, une heureuse et sage mesure en décidant de renvoyer à la Commission de la déclaration du Parti tous les vœux d'un caractère général déposés par nos collègues sur le Bureau. Vous en avez ainsi décidé parce que vous avez jugé qu'à l'heure délicate où nous sommes notre Parti est guetté sans bienveillance par des adversaires qui ne sont pas toujours de bonne foi, et qu'il valait mieux donner notre pensée dans un document unique, rédigé avec tout son talent et son autorité par notre président et ami. M. Herriot, et qui sera comme la charte du Parti et des républicains dans les mois qui vont venir.

Cette mesure a grandement simplifié la tâche de la commission, qui n'avait plus qu'à dégager dans un texte simple et clair les directives générales que



le Parti entend donner à sa politique tant au point de vue de son orientation que de son programme et des accords qui peuvent être nécessaires pour le réaliser.

Je veux tout de suite témoigner de la satisfaction que nous avons éprouvée à constater que, dans une commission particulièrement nombreuse, nous avons été immédiatement unanimes sur un ensemble d'idées et de sentiments qui passionnaient la commission et qui dominent à l'heure présente la situation politique, et que, si une controverse est venue attester la liberté de nos débats, elle n'a porté que sur la précision où la vigueur des termes destinés à exprimer notre pensée commune.

Nous avons avant tout voulu mettre en évidence une vérité qui paraît aujourd'hui essentielle. Nous avons voulu rappeler l'opposition formelle et absolue de notre Parti à la politique de réaction du Bloc national. (*Applaudissements.*)

Il se produit, depuis quelques semaines, un phénomène bien curieux dans certains milieux politiques. Les chefs du Bloc national, qui semblaient résignés à leur destin, qui n'osaient plus contredire ceux qui leur annonçaient une mort prochaine, semblent avoir repris une espérance et une force nouvelles depuis qu'ils peuvent penser s'abriter derrière la popularité d'un homme d'Etat dont la personne pourrait leur permettre, en rétrécissant la lutte politique à une sorte de plébiscite, de faire disparaître aux yeux des électeurs, ce qui est le véritable problème et de les dispenser de rendre des comptes à la Nation sur leurs actes politiques. (*Applaudissements.*)

Ainsi, le Bloc national, né en 1919 de l'équivoque en s'abritant derrière une idole qu'il n'a pas manqué de détruire pour fêter sa victoire, serait sauvé en 1924 par une idole nouvelle qui connaîtrait peut-être à son tour l'amertume de l'ingratitude prochaine..

Notre Parti, tout en gardant — ai-je besoin de le dire après le discours prononcé hier ! — sa complète liberté de critique à l'égard du Gouvernement, n'aura



pas la naïveté de se prêter à un tel jeu et il saura placer le problème politique sur son véritable terrain.

Au surplus, on parlait hier d'un discours retentissant, dont on a dit à bon droit ce que des républicains peuvent penser quand ils sont fidèles au respect de la Constitution et qu'ils ont le souci de l'ordre républicain. Du moins ce discours a-t-il cet avantage heureux pour notre propagande de faire bien comprendre qu'il ne s'agit pas de l'étiquette ou du succès d'un homme, mais qu'il y a des idées que certains hommes politiques réclament comme les leurs et sur lesquelles il appartient au peuple de se prononcer en toute clarté et en toute indépendance. (*Applaudissements.*)

Ces idées, que représente le Bloc national, en dépit d'un parrainage auguste, nous continuons à considérer, pour notre part, qu'elles sont de la manière la plus nette faciles à résumer d'un mot : réaction, sous toutes ses formes et dans tous les domaines.

Il est superflu de rappeler devant des militants éclairés toute l'histoire politique de cette législature.

Vous n'avez pas oublié, au point de vue social, cette lutte immédiate, au lendemain des élections de 1919, que Justin Godart évoquait si justement ou à l'heure contre les lois ouvrières de protection du travail et contre les libertés syndicales.

Au point de vue économique, vous vous rappelez cette ruée du grand capitalisme vers les richesses nationales. On voulait exploiter la constatation d'une gestion parfois discutable, et que nous entendons nous-mêmes réformer, pour donner immédiatement, en dépouillant l'Etat, toutes ces richesses à des monopoles privés.

Vous vous rappelez, au point de vue militaire, cette hostilité à la Nation armée, et la prolongation du service actuel.

Au point de vue laïque enfin, vous vous rappelez l'ambassade au Vatican, permettant au Pape d'exercer une pression sur notre politique extérieure, et parfois même d'intervenir dans notre politique intérieure. Vous vous rappelez cette lutte sans merci contre



l'école publique et ses maîtres. Vous vous rappelez même enseignantes. (*Applaudissements.*)

Nous avons le droit de dire que la situation est le retour toléré de toutes les congrégations illégales; et que la politique du Bloc national a été d'un bout à l'autre de la législature une politique de régression. Par conséquent, la première idée que nous avons voulu mettre en évidence est l'opposition résolue de notre Parti à cette politique du Bloc national. (*Nouveaux applaudissements.*)

Pour vaincre cette coalition, il n'est ni possible, ni désirable, que notre Parti se présente à la bataille électorale entièrement seul. Pour créer dans le pays un grand mouvement d'enthousiasme et de ferveur républicaine, il est nécessaire que tous les républicains, à l'heure où les institutions libres sont mises en péril, se rapprochent et s'unissent pour les défendre. (*Très bien !*) Ainsi se trouve naturellement posée devant le Congrès cette question si délicate, si angoissante, celle dont tous nos militants attendent de vous la solution, le problème de l'union des gauches.

Très brièvement, nous avons pensé que nous devions donner sur ce point notre sentiment sans ambiguïté. Le bloc des gauches est-il légitime ? Est-il d'autre part, pour notre Parti, opportun de proclamer dès aujourd'hui qu'il est prêt à le réaliser ? Fidèles aux traditions républicaines, et nous abritant derrière le souvenir de grands patriotes, comme Waldeck-Rousseau, qui ne séparaient pas la Patrie de la République, nous avons pensé qu'à une heure aussi grave l'union des républicains était légitime et nécessaire. (*Applaudissements.*)

Mais votre commission devait se préoccuper des conditions, des directives, de la forme dans laquelle cette union pourrait se réaliser. Tout à l'heure notre ami Milhaud vous dira sous quelle forme nous pensons que nous devons laisser à nos Fédérations départementales le soin de réaliser, quand le moment sera venu, au mieux des intérêts électoraux de notre Parti, ces alliances nécessaires. Mais, dès à présent, il nous appartenait, et il vous appartient de fixer



les limites, les frontières de ces grands partis républicains que nous entendons appeler à l'action.

D'une part, étant donné les interprétations faites avec une mauvaise foi persévérante qui nous poursuit, étant donné qu'on nous fait dire volontiers le contraire de notre pensée, il faut répéter une fois de plus que ne peut entrer dans l'esprit d'aucun des membres de ce Congrès l'idée d'associer notre politique à celle du parti communiste (*Applaudissements*), dont la méthode de violence et de dictature, si elle se rapproche peut-être davantage de la méthode de force de la droite, est à l'opposé même de notre doctrine. (*Vifs applaudissements.*)

Il n'était, dans les circonstances présentes, pas moins nécessaire de préciser nos frontières du côté de notre droite. Si nous reconnaissons très volontiers, en leur rendant hommage, qu'il existe à la droite de notre Parti des républicains modérés dont le passé atteste la constante fidélité à la laïcité et au progrès social, il est aussi trop d'hommes qui, venus des partis conservateurs, ont revêtu une tunique nouvelle sans renoncer à leurs anciennes convictions. Il nous était donc impossible d'accepter sans discrimination tous ceux à qui il plairait demain de se parer de l'étiquette de républicains de gauche, et nous avons pensé, à la demande de notre ami Meyer, qu'il convenait d'introduire dans notre ordre du jour un mot précis qui indiquerait quelle est sur ce point notre pensée, en disant que nous excluons de notre accord tous ceux qui par leurs votes ou leur propagande, n'avaient cessé de s'associer à la politique du Bloc national. (*Applaudissements.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Et les renégats du Parti, qu'en ferez-vous ? Il faut y songer.

M. Camille CHAUMPS, *rapporteur*. — D'ailleurs, et je réponds par là aux préoccupations qui sont dans l'esprit de certains de nos camarades, ces formules, souvent fort délicates à rechercher, n'ont pas toute l'importance qu'on pourrait croire au premier abord. C'est qu'en effet, il y a un autre criterium autrement important de l'esprit républicain et laïque, c'est l'acceptation précise et sans réserve d'un programme



minimum de réformes démocratiques, laïques et sociales par lequel les partis de gauche caractérisent leur politique.

UNE VOIX. — On l'accepte toujours avant !

M. Camille CHAUTEMPS, *rapporteur*. — Il est superflu de résumer devant vous un tel programme. Qu'il me soit permis de rappeler d'un mot quelques-unes, prises au hasard, de toutes les réformes qui constituent notre espérance, et qui creusent entre la droite et nous un fossé si profond que les plus habiles ne peuvent le franchir.

Tout d'abord, je ferai observer qu'à l'heure présente une négation même pourrait être presque suffisante. Je vous ai dit il y a un instant ce qu'avait dans l'ordre laïque, fiscal, économique, l'œuvre constante du régime de réaction du Bloc national. Renverser ce régime, replacer la République dans ses traditions démocratiques, libérales et généreuses, appliquer les lois de la République, fermer la porte au développement et, laissez-moi vous en prévenir, à l'aggravation inévitable d'une politique réactionnaire dans une Chambre nouvelle qui aurait été confirmée par la confiance populaire, et enfin fermer l'espérance à une revision de la Constitution républicaine confiée aux ennemis mêmes de cette Constitution (*Appl.*), et qui aurait pour but d'affaiblir le Parlement, de placer en face de ce Parlement affaibli un pouvoir fort et peut-être personnel, appuyé, comme on le disait, et sur la déférence à l'Eglise et sur les grandes puissances d'argent, — est-ce que cela, citoyens, je vous le demande, ne serait pas à l'heure présente une œuvre suffisante pour les républicains ?

Mais nous avons la fierté de pouvoir dire que nos idées, en dépit des calomnies qui voudraient représenter notre Parti comme étant sans programme et sans idéal, sont sur chaque théorie, sur chaque problème, assez claires et assez nettes pour pouvoir permettre l'union de tous les républicains laïques et démocratiques, et d'eux seuls. Si notre Parti pouvait dans un avenir prochain aborder le grand problème de l'enseignement populaire afin de faire cesser ce scandale douloureux de trésors d'intelligence perdus pour



la Nation par la misère des parents et la carence de l'Etat (*Tres bien !*), s'il pouvait réaliser la justice fiscale par une application de l'impôt sur le revenu aux détenteurs de valeurs mobilières et en délivrant le petit commerce et la petite industrie d'entraves intolérables (*Tres bien !*), s'il pouvait libérer l'économie nationale des charges excessives d'un service militaire prolongé, s'il pouvait dans l'ordre économique redresser toutes les industries d'Etat sans dépouiller celui-ci au profit du grand capitalisme, s'il pouvait apporter aux ouvriers et aux fonctionnaires, avec le respect de leurs libertés syndicales, le maintien et le développement de toutes les lois sociales, s'il pouvait enfin, non plus par des paroles ou des promesses, mais par des actes hardis et généreux, réaliser une politique sociale comme celle dont vous parlait tout à l'heure Montigny avec tant d'émotion, une politique de la natalité, du logement, de protection de la santé publique, — croyez-vous que si notre Parti avait, dans un prochain avenir, pu apporter tant de réalisations fécondes à la démocratie, il est un seul homme de bonne foi qui pourrait nier la grandeur de son œuvre et méconnaître qu'il a donné à ce pays une immense et bienfaisante transformation sociale ? (*Applaudissements.*)

Ce sont ces idées, que je me suis efforcé de résumer le plus rapidement possible, qui sont proposées à votre acceptation par la commission. Laissez-moi vous dire en terminant qu'elles se trouvent condensées dans un ordre du jour que je signale à votre attention, car il a pour auteur principal, bien que j'aie été admis à l'honneur de le signer avec lui, notre vénéré doyen et ami M. Ferdinand Buisson. (*Vifs applaudissements.*)

Je laisse à notre ami le soin de lire lui-même, aux acclamations, j'en suis certain, du Congrès tout entier, et de développer sa motion, notre motion. Je veux simplement vous dire qu'il est nécessaire que le Congrès s'y associe d'un seul mouvement et d'un seul cœur. A l'heure où la République court un tel péril, si notre grand Parti réalisait son unanimité dans la ferveur et dans l'enthousiasme, en écoutant



ce cri d'alarme et cet appel d'espérance d'un homme vénéré et respecté de la France entière (*Très bien !*), qui a été témoin tour à tour, et de la servitude de l'Empire et de la naissance et du développement de la République, et qui reste parmi nous comme un symbole des traditions républicaines, ce serait un grand acte qui toucherait l'âme de ce pays. Il comprendrait qu'à quelque heure que ce soit, à travers les vicissitudes de son histoire, et quels que soient les bons citoyens qui la servent, la démocratie a les yeux sans cesse fixés vers son bel idéal, vers son rêve sacré de raison, de liberté et de fraternité humaine qui a toujours été la haute et constante inspiration des républicains. (*Vifs applaudissements prolongés.* — *Les délégués se lèvent et acclament l'orateur.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ferdinand Buisson.

(*En montant à la tribune, M. Ferdinand Buisson est salué par les applaudissements respectueux de l'Assemblée.*)

M. Ferdinand Buisson. — Mes chers collègues, je suis profondément ému de l'acte de fraternelle amitié par lequel m'a accueilli mon collègue et ami M. Chauvelin.

Il vous a dit l'essentiel. Je n'ai donc plus qu'à vous faire connaître le texte même de la résolution qu'hier, en commission, j'ai demandée, et que je demande maintenant au Congrès de mettre en tête de sa politique générale. L'examen des questions particulières, que je n'entends pas clore, doit être en effet précédé, non pas d'une manifestation électorale, mais d'une déclaration de principes. C'est le rappel de nos principes politiques qui doit émaner de ce Congrès et en dominer tous les débats.

Ce que j'ai proposé hier, à la commission, ce qu'elle a bien voulu accepter, c'est de demander au Congrès radical et radical-socialiste de commencer par le commencement, en d'autres termes, de montrer au pays qu'il ne s'agit pas pour nous, en ce moment, d'une question d'alliances, d'une combinaison électorale. Il s'agit de faire surgir la masse des républi-



cains, qui est la majorité dans ce pays, et qui en ce moment est écrasée. Voilà ce que nous demandons au Congrès de dire. (*Applaudissements.*)

Pour cela, nous vous proposons de mettre en tête de nos délibérations sur la politique générale l'affirmation catégorique des idées que tout à l'heure, avec tant d'éloquence, tant de persuasion et tant de force, mon ami Chauteemps nous a fait applaudir.

Oui, il y a actuellement deux politiques.

L'une est celle de ce qu'on appelle, d'un nom vague et inoffensif, le Bloc national. Cela ne veut rien dire et cela veut tout dire. Une politique est déterminée par l'esprit de ceux qui la suivent. Or, on a imaginé de grouper, sous cette étiquette sonore, des hommes qui n'ont pas du tout les mêmes tendances, une poignée de royalistes, une poignée de défenseurs du trône et de l'autel, un nombre, plus grand certainement, d'indifférents, de politiciens sans politique, de bénéficiaires d'une grosse fortune, car c'est la Chambre des millionnaires (*Très bien !*), qui tendent naturellement avant tout à conserver leurs situations. C'est cette coalition qui nous mène, ou plutôt qui nous a menés jusqu'à présent.

L'autre politique oppose ouvertement à ce Bloc pseudo-républicain et qui se dit national, une coalition franchement républicaine, qui veuille pousser la République, et la France avec elle, vers l'idéal de la démocratie intégrale, obéissant à un instinct tout naturel.

Ceux que nous combattons, ils ont peur de la République. Ils redoutent une République qui marche et qui vit, qui agit et qui produit, qui veut faire du travail la seule base légitime de la propriété, qui veut alléger d'abord, supprimer ensuite, toutes les souffrances, nées des inégalités sociales. Ils tremblent que cette République, tendant à des progrès toujours nouveaux, n'aillent trop vite et trop loin.

Au lieu de le dire franchement, ils cherchent des moyens détournés. Ils s'arrangent de manière à établir une République qui ne les gêne pas, qui ne soit plus qu'un mot, que l'ombre d'elle-même, une République qui ne marche pas, qui n'agisse pas, qui, bien



loin d'accorder de nouvelles satisfactions, s'efforce peu à peu, notre ami Godart vous le rappelait tout à l'heure, de supprimer celles du passé.

C'est cette défiance instinctive d'une République efficace qui est l'âme du Bloc national, disons mieux : de la réaction nationale. (*Applaudissements.*)

C'est contre cette politique de régression qu'il faut grouper toutes les forces républicaines, comme on a essayé de grouper contre elle toutes les forces qui sont plus ou moins conservatrices et réactionnaires. A cette contre-révolution masquée, déguisée, non visible à l'œil nu, qui est au pouvoir depuis quatre ans, opposons simplement la tradition de la Révolution française.

Est-ce possible ? Non, si nous n'étions qu'un groupement spécial, une sorte de petite chapelle. Mais sommes-nous une petite chapelle ? Ne sommes-nous pas le cœur même du parti républicain ? Est-ce que nous ne représentons pas ce grand parti populaire et vraiment national, qui, dans les villes et dans les campagnes, compte des millions d'adhérents ? (*Applaudissements.*)

Ils hésitent, ces adhérents, parce que nous hésitons nous-mêmes, parce que nous nous divisons, parce qu'ils voient que nous avons reculé, que nous avons laissé prendre à la réaction une avance considérable. Ils sont troublés, parce qu'ils doutent du lendemain.

Eh bien, le moyen infailible de couper court à ce malaise du pays, c'est d'affirmer devant le pays la vraie figure de la France, dont l'âme est la République, et non pas une République de mots et de panache, mais une République décidée à s'engager résolument dans la voie des progrès sans lesquels elle cesse d'être elle-même. Voilà celle que nous soutenons. (*Applaudissements.*)

Mais, me direz-vous, il y a des républicains qui sont moins avancés que nous ; il y en a d'autres qui le sont plus. C'est très vrai. Il est dans la nature humaine, dans la force des choses, qu'une armée en marche compte toujours une avant-garde et une arrière-garde. L'important n'est pas que nous marchions tous d'un même pas mécanique ; l'important



est que nous marchions tous dans le même sens et que nous avançons tous vers le même but, les uns plus vite, les autres plus lentement peut-être, mais tous les yeux fixés sur le même idéal. Notre idéal, c'est une Nation qui soit profondément, comme nous, radicalement républicaine et radicalement socialiste. La Déclaration des Droits de l'Homme est l'évangile du monde nouveau. C'est en affirmant les libertés dues à la personne humaine que nous serons et que nous ferons de vrais républicains. (*Applaudissements.*)

Socialistes ? oui, nous le sommes avec notre manière, avec nos conceptions, avec nos règles de sagesse, de prudence, et de progrès. Nous ne rêvons pas d'escalader les montagnes et de faire en un instant ce qui demande une éducation de plusieurs générations ; mais nous avons l'esprit socialiste, puisque toutes les réformes sociales, nous les voulons pour tous, sans exception, sans ajournement, autant que qui que ce soit. Nous voulons supprimer la lutte des classes, mais comment ? en supprimant les classes. La liberté pour tous, le travail pour tous, et l'égalité devant la loi, voilà notre doctrine commune, voilà notre socialisme. (*Applaudissements.*)

Ce socialisme-là, nous n'en avons pas peur. Nous ne le mettons pas en évidence un jour, et en arrière le lendemain. Nous sommes toujours les mêmes. Comme Jaurès, nous croyons que c'est honorer le peuple que de lui demander un grand effort. Comme Jaurès nous croyons que la République peut nous unir tous, car elle est la forme définitive de la démocratie. Tel est notre programme. C'était notre programme hier, que ce soit celui de demain. (*Applaudissements.*) Parti des travailleurs, parti des républicains de toute dénomination et de toute nuance, il faut, citoyens, que nous ayons le courage de rendre au pays la foi en nous et la foi dans la République. (*Nouveaux applaudissements.*)

Nous le pouvons. C'est pour cela que nous vous demandons un acte éclatant qui apporte la parole de vie à ceux qui l'attendent.

Je sais qu'il nous a été envoyé, il y a quelques jours, un message d'Evreux, où nous avons reconnu



sans peine l'inspiration de Ba-ta-clan. (*Rires et applaudissements.*) Respectueux de la Constitution, nous qui ne demandons pas à la légère qu'on la revise n'importe comment, nous ne répliquons pas. Mais il est une réponse que le Congrès peut se permettre d'adresser publiquement au monde républicain tout entier. Ce sera l'ordre du jour suivant que je propose à votre vote :

### MOTION SUR LA TACTIQUE ELECTORALE

Le Congrès considère qu'il importe, avant tout, de mettre le pays nettement en face de deux politiques entre lesquelles il doit choisir. L'une qu'on peut appeler la politique d'action républicaine, comportant de la part de la France, au dehors comme au dedans, une attitude résolument conforme aux principes de la Révolution française ; l'autre qui, sous le titre vague de Bloc National, allie aux formules verbales d'un républicanisme sans vie un ensemble de concessions déguisées mais effectives à la réaction sous toutes ses formes.

Le Congrès affirme la nécessité d'une entente entre tous ceux qui, ne s'étant pas associés à la politique du Bloc National, et également hostiles aux méthodes de violence et de dictature d'où qu'elles viennent, veulent s'opposer efficacement aux menées de la réaction et sont décidés à servir la nation en lui donnant de plus en plus une armature d'institutions démocratiques, laïques et sociales.

M. LE PRÉSIDENT. — Je suis certain d'être l'interprète de l'Assemblée en adressant à M. Ferdinand Buisson nos plus vifs remerciements pour son admirable intervention. (*Très bien !*)

UN DÉLÉGUÉ. — Un point a été oublié dans cette déclaration ; je demande qu'on l'y ajoute.

VOIX NOMBREUSES. — La clôture ! Aux voix !

LE MÊME DÉLÉGUÉ. — On a oublié de dire qu'il fallait faire une bonne réforme électorale dans la prochaine législature.

M. LE PRÉSIDENT. — Un vœu a été déposé sur



cette question et viendra en discussion en temps utile.

Je mets aux voix...

M. LEVY-ULLMANN. — Monsieur le Président, je voudrais bien pouvoir présenter quelques observations. Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous la donnerais volontiers si la clôture n'avait pas été à peu près unanimement réclamée.

Insiste-t-on pour la clôture ?... (*Non, non !*)

La parole est à M. Lévy-Ullmann.

M. LÉVY-ULLMANN. — Citoyens, j'ai eu l'honneur d'être, pendant deux ans, vice-président du Parti. Depuis cette époque, c'est-à-dire depuis dix ans, depuis le Congrès de Pau, je suis resté silencieux, suivant les discussions, à ma place de délégué. Je n'ai jamais repris la parole aux Congrès du Parti. Dans ces conditions, je vous prie de vouloir bien croire que, si je suis monté à cette tribune aujourd'hui, ce n'est nullement parce que j'éprouve le vain plaisir de parler, mais parce que j'ai quelque chose à dire.

Je suis mandaté par un certain nombre de mes amis du Pas-de-Calais pour poser à notre ami Chautemps, rapporteur, et à Ferdinand Buisson qui vient de vous lire un vœu fort bien compris, mais qui nous paraît manquer de netteté sur certains points (*Très bien ! très bien ! sur divers bancs*), deux questions précises..

Nous appartenons à un département qui a l'honneur de compter parmi ses sénateurs M. l'Ambassadeur de la République Française auprès du Saint-Siège. Puisque l'on parlait tout à l'heure de tracer des démarcations à droite, je suis chargé de demander au Congrès si les résolutions autrefois votées au Congrès de Strasbourg, concernant l'ambassade du Vatican, tiennent encore, ou si, au contraire, la loi qui a rétabli les crédits de l'ambassade devrait maintenant être considérée comme une loi laïque, comme une de ces lois entrées dans la laïcité, dont on nous demandait hier le maintien intangible. Répondez ! (*Applaudissements*).

En second lieu, vous avez pu voir dans les jour-



naux de ce matin que M. l'Ambassadeur au Vatican réclamait, sur un ton assez impérieux d'ailleurs, de la Curie romaine et en même temps du Gouvernement républicain, la reconnaissance légale de ces associations diocésaines qui sont peut-être canoniques, (il appartient au pape de l'apprécier), mais qui, également, j'ai bien le droit de le déclarer ici, sont en contradiction absolue avec l'ordre public républicain. Est-ce admissible ? (*Applaudissements.*)

A l'heure actuelle, dans notre département, les amis de M. l'Ambassadeur au Vatican effectuent des travaux d'approche auprès de plusieurs d'entre nous... oh ! je ne dis pas de tous ! Faites-moi la grâce d'admettre qu'entre les successeurs de Saint-Pierre et certains républicains, il existe, au sujet de la liberté de conscience, une vieille querelle de principe qui n'est pas près de s'apaiser ! (*Très bien !*) Mais tout le monde n'a pas l'énergie de résister à l'emprise assez habile, très diplomatique, toute pontificale, de ceux qui sont envoyés pour dire : « Venez avec nous ! Nous sommes des républicains, nous sommes des laïques ! » Le parti du Vatican se dit laïque ! Qu'en faut-il penser ?

Pour conclure, je pose donc ces deux questions devant le Congrès, puisque la motion présentée, visant la laïcité, a pour but de nous délimiter à droite : est-il laïque d'être favorable à l'ambassade du Vatican ? Est-il laïque d'être favorable aux associations diocésaines ? (*Vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Herriot.

M. Edouard HERRIOT. — Au moment où va se clore le débat sur la tactique et sur les alliances, je ne veux pas reprendre le très long exposé que j'ai fait hier devant la commission. Je retarderais la marche des travaux du Congrès. C'est d'ailleurs demain, dans ma déclaration, que vous retrouverez ce que vous avez approuvé hier. J'extrais seulement de ce que je me propose de dire ce qui sera, je pense, la réponse aux observations, à mon sens si judicieuses, de notre collègue, le citoyen Lévy-Ullmann.

Nous avons le devoir de réaliser autour de nous une coalition aussi forte que possible pour renverser



le Bloc national, pour lutter aussi contre les communistes, et restaurer la République démocratique et sociale à laquelle nous sommes attachés. Voilà notre premier principe.

Nous ne devons pas, étant donnée la loi électorale actuelle — mais si la faute a été commise en 1919, elle ne l'a pas été par nous, — commettre quelque acte que ce soit ou dire quelque parole que ce soit qui puisse gêner cette union aussi large que possible des républicains et des démocrates sincères. Ce n'est pas ici le lieu de dire avec qui nous la ferons, en citant des noms de partis ou des noms de groupes. Il est probable d'ailleurs qu'il se produira d'ici les élections des modifications parmi eux. Il se fait déjà un travail moléculaire qui n'est pas complètement achevé.

Mais enfin, pour faire des alliances, il faut être plusieurs. Et si notre Parti est décidé à se montrer très large d'idées, il est décidé cependant aussi à ne pas céder à certaines sommations. Je peux dire dès maintenant qu'il y a un procédé d'entrer en discussion que, pour ma part, je n'admets guère ; c'est celui de la sommation ou de l'injure. (*Très bien !*) Nous sommes un très grand et très fort Parti — il suffit de regarder cette salle pour s'en rendre compte — et, en démocrates sincères que nous sommes, nous n'aimons pas beaucoup ceux qui, par pédandisme involontaire, je le crois, plus que par mauvaise intention, s'adressent à nous dans des termes insupportables pour des républicains.

Sous cette réserve, nous sommes prêts à traiter le plus largement possible la question des alliances. C'est net, et cela ne prête à aucune équivoque. (*Très bien !*)

En ce qui concerne la gauche, il est facile de voir ce qui s'entend par cette formule. Nous n'avons aucune difficulté à pouvoir nous entendre avec les socialistes indépendants. Quant aux socialistes unifiés, la question dépend d'eux autant que de nous.

D'autre part, nous sommes complètement disposés à nous unir fidèlement, sincèrement, à ceux qui veulent avec nous défendre la République dans le res-



pect de la République elle-même et du régime parlementaire auquel nous sommes attachés.

Une autre question se pose, beaucoup plus délicate, celle que tout à l'heure M. Lévy-Ullmann a abordée. Pouvons-nous seulement envisager une coalition des éléments de gauche que nous sommes avec des éléments de gauche comme ceux auxquels on a fait allusion ? J'ai donné hier un certain nombre de raisons pour lesquelles cela est impossible. Je n'y reviens pas. Vous ne me le demandez pas probablement.

Je rappelle simplement que, lorsque deux hommes qui ont rendu à la République de très grands services, Waldeck-Rousseau et Combes, ont voulu défendre et sauver la République et faire ce bloc des gauches dont nous parlons à nouveau, ils ont tendu la main à des républicains sincères.. Il m'est arrivé de citer le nom de Thomson: Pourquoi répudierais-je en public l'amitié que j'ai pour lui, qui est un gambettiste très ardent, très sincère et très convaincu ? (*Très bien !*) Ces hommes-là n'ont pas été les moins bons soutiens de ces Gouvernements aux heures difficiles. C'est un devoir de reconnaissance que d'accepter la discussion avec eux et de voir si nous pouvons nous entendre.

Mais il ne faut pas que se produise ce qui s'est passé en 1919 et que notre bonne foi soit surprise. Je ne veux pas reprendre l'histoire des élections de 1919 que connaît mieux que personne un Parti qui en a été la victime. Il faut, cette fois-ci, comme je l'ai dit en commission, comme je le répète ici, et comme je le dirai demain, il faut faire des barrages. Il ne faut pas faire seulement un barrage, il en faudra faire plusieurs ; ou plutôt il faut en faire un qui portera sur quatre points d'appui très nets.

A mon avis, il faut d'abord exiger de ceux avec qui nous serons appelés à collaborer le respect des lois sociales. Comme la formule est un peu vague peut-être, et pour apporter quelque précision, il faudra soumettre ceux qui voudraient venir avec nous à l'épreuve du respect de la loi de huit heures,



par exemple, qui est plus directement menacée.  
(*Applaudissements.*)

Dans l'ordre fiscal, il est un point qu'il est très facile d'établir, et qui nous servira à fixer cette démarcation, c'est l'impôt sur le revenu. Nous ferons alliance, non pas même avec ceux qui s'y résignent, mais avec ceux qui acceptent de bonne grâce avec nous que cet impôt, qui aurait pu être pendant la guerre, l'instrument nécessaire de protection et de libération, comme il l'a été en Angleterre, soit l'objet d'une application progressive et d'un développement que nous considérons comme le moyen essentiel de rétablir les finances de la République.  
(*Applaudissements.*)

Dans l'ordre extérieur, il faudra demander à ceux qui se proposeront de collaborer avec nous l'acceptation sincère et locale de la Société des Nations qui représente pour nous un des éléments essentiels de la politique extérieure telle que nous la concevons.  
(*Applaudissements.*)

Enfin, il y a la laïcité. Je suis d'avis, moi aussi, qu'il ne faudrait pas se contenter sur ce point d'une déclaration vague, car dans le discours dont on a parlé tout à l'heure il y avait une définition de la laïcité tellement nouvelle qu'on y pouvait faire entrer des acceptations redoutables comme celle à laquelle il vient d'être fait une allusion si précise.

La laïcité n'est pas un dogme qui puisse s'interpréter ou se transformer. C'est une méthode d'une simplicité parfaite. Elle exige l'indépendance tout à fait nette de l'Etat français vis-à-vis de tous les pouvoirs spirituels. Et, quand on nous dit que ce n'était pas porter atteinte à la laïcité que de rendre hommage à Rome par l'envoi d'un ambassadeur à une puissance spirituelle, je réponds par deux observations.

La première est qu'il n'est au pouvoir d'aucun Etat de choisir entre les puissances spirituelles qui sont toutes égales à nos yeux. (*Applaudissements.*) La condition première de cette politique eût été d'envoyer des délégués auprès des représentants de toutes les puissances spirituelles. (*Très bien !*)



La seconde est qu'il est contraire aux principes démocratiques comme aux égards qu'on doit à toutes les croyances et à toutes les opinions de traiter le représentant d'une puissance spirituelle comme le chef d'une puissance temporelle. Ce fut une des grandes luttes de nos aînés que de maintenir sur le terrain spirituel un pouvoir qui tendait à empiéter sur le domaine temporel.

Au reste, les révélations fort scandaleuses de ces derniers temps montrent que si cette politique est condamnable dans la doctrine, elle a été ridicule dans les faits et ne nous a amené à l'intérieur comme à l'extérieur que des humiliations. (*Applaudissements.*)

Lors donc que M. Lévy-Ullmann demande que cette affirmation de la laïcité soit précisée, j'ajoute qu'à mon sens elle doit être même étendue et corroborée par les quelques indications que je viens de donner. Nous ne pouvons plus nous contenter d'être le parti que l'on accuse traditionnellement de n'avoir qu'une hantise et qu'une préoccupation, la hantise du cléricalisme et la préoccupation de la laïcité. J'estime aussi que cette laïcité doit être précisée ; et, si vous demandez qu'on considère comme une impossibilité à collaborer avec nous la fidélité à cette doctrine, qui a échoué dans les faits comme elle est inadmissible dans le principe, de l'ambassade au Vatican, je serai, mon cher Lévy-Ullmann, le dernier à me plaindre de votre insistance, moi qui, au moment où elle a été rétablie, suis monté à la tribune pour défendre l'indépendance de l'Etat.

Voilà pour ma part, de quelle façon je crois que peuvent être conduites nos tractations avec ceux qui sont sur notre droite, je ne dis pas avec la droite, qui, bien entendu, demeure exclue. Voilà comment, sans intransigeance, car il faut admettre que des hommes qui ont cru à l'efficacité de certaines formules en voient aujourd'hui le dommage et l'erreur, il faut cependant faire le départ d'un corps de doctrine laïque dans lequel il est difficile de ne pas accepter le retour aux principes de la séparation tels qu'ils



ont été pratiqués avant la guerre (*Vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — J'appelle l'Assemblée à se prononcer sur la motion de MM. Ferdinand Buisson et Camille Chautemps.

(Cette motion est adoptée à l'unanimité.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cante.

M. CANTE. — Je voudrais ajouter quelques mots en ce qui concerne la tactique du Parti.

J'appartiens à un département qui est empoisonné par Mandel. Nous voulons donc que des règles de conduite très précises soient tracées pour les prochaines élections. Aussi, avons-nous préparé la motion suivante :

« Le Congrès,

« Considérant les caractéristiques majoritaires de la loi électorale sous la double forme de la prime à la majorité absolue et à la plus forte minorité.

« Rappelant que la motion Bracke, en coupant les gauches, a permis le triomphe du Bloc national.

« Considérant que le réveil républicain peut, si l'union se réalise, faire jouer à notre profit les dispositions majoritaires de la loi,

« Décide,

« Tout en laissant aux fédérations départementales l'autonomie nécessaire pour permettre aux radicaux de se compter sans alliances dans les circonscriptions où ils ont l'avantage numérique ;

« Que le cartel où le bloc seront la règle dans tous les départements où l'isolement risquerait de favoriser le Bloc national. »

Telle est la motion que MM. Jean Odin et Basset ont bien voulu signer avec moi. Je précise que dans notre département, faire jouer le quotient comme on l'a demandé hier, c'est vouloir faire élire Mandel. Nous en avons assez de Mandel. Si c'est l'intérêt de certains, l'intérêt supérieur des républicains de gauche, est de faire le bloc des gauches, qui seul nous permettra de nous débarrasser de l'ignoble Mandel.

M. LE PRÉSIDENT. — Sur la politique intérieure, j'ai été saisi d'un ordre du jour émanant du Comité de



Saint-Maur, et signé d'un certain nombre de nos collègues. En voici les termes :

*Présenté par le Comité de St-Maur,*

*Le Congrès Republicain, Radical et Radical Socialiste, constatant l'action funeste menée en faveur de la ploutocratie par l'Union des Intérêts Economiques, engage tous les élus, candidats et militants à combattre par tous les moyens légaux le programme anti-démocratique et anti-social avoué et déguisé de l'association dont un des animateurs est le sénateur Billet. (Applaudissements.)*

Personne ne demande la parole sur cet ordre du jour?...

Je le mets aux voix. (Adopté.)

D'autre part, j'ai reçu de MM. Goldschild, Herriot, Albert Kahn, André Grisoni un vœu ainsi conçu :

*« Considérant que pour des raisons d'opportunité et de politique, une instance en révision déposée depuis deux années environ, en faveur de Jean Golsky. Présumé sérieusement innocent des faits pour lesquels il a été condamné, n'a pas encore été transmise à la juridiction compétente ;*

*« Rappelant à nouveau, son indéfectible volonté de placer le respect du droit des citoyens et celui de la justice au-dessus de toutes autres préoccupations.*

*« Le Congrès,*

*« Invite le gouvernement à se conformer à la loi et à transmettre immédiatement à toutes fins utiles, à la Chambre des mises en accusation, conformément à l'art. 20 de la loi d'amnistie, le dossier de l'affaire Goldsky (Applaudissements.)*

Enfin, je suis saisi d'un vœu présenté par MM. Blumenthal et le Dr Kayser, au nom de la Fédération du département du Haut-Rhin En voici les termes :

*« Le Congrès se prononce pour la suppression du régime d'exception en Alsace-Lorraine ;*



« Il n'admet pas notamment que nos départements recouverts soient plus longtemps exclus des bienfaits de la laïcité et de la séparation des Eglises et de l'Etat ;

« Il estime que cinq années de politique d'assimilation ont dû suffire pour ménager la transition du régime allemand au régime français. »

Je mets aux voix ce vœu.

(Adopté.)

### LA RÉFORME ÉLECTORALE

La parole est à M. Archimbaud, chargé de présenter un rapport sur la réforme électorale.

M. ARCHIMBAUD, rapporteur. — Nous avons été saisis de deux vœux sur la réforme électorale.

Le premier, présenté par M. Yvon Delbos, au nom de la Fédération de la Dordogne, est ainsi conçu :

« Le parti dénonce au pays la manœuvre du Bloc national qui, dans un but de confusion, prolonge volontairement l'incertitude sur le mode de scrutin.

« Il invite ses élus à faire tous leurs efforts pour y mettre fin et à mener une action vigoureuse pour le scrutin majoritaire auquel il est toujours resté fidèle. Au cas où, néanmoins, la représentation proportionnelle intégrale ou mitigée serait encore maintenue, le Congrès demande à ses candidats de prendre l'engagement formel d'en voter l'abrogation dans les six premiers mois de la prochaine législature. »

Le deuxième, présenté par M. Milhaud et par moi, n'est que la répétition du quatrième paragraphe de notre programme politique. En voici les termes :

« Le Congrès national du parti républicain radical et radical-socialiste réclame l'abandon du scrutin actuel, condamné par l'expérience, et le retour à un système majoritaire permettant à la volonté populaire de s'affirmer. »

Nous vous demandons de voter ces deux vœux. Soyez persuadés que nous n'attendrons pas la prochaine législature pour faire tous nos efforts en vue



d'abroger la loi actuelle, car le but que nous voulons atteindre, il ne faut pas avoir peur de le dire, est en réalité le rétablissement du scrutin d'arrondissement. (*Applaudissements.*)

Lorsqu'en 1885, la République a paru menacée par le boulangisme, c'est le retour au scrutin d'arrondissement de 1889 qui l'a sauvée. (*Très bien !*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix ces deux vœux.

(Adopté.)

### LA POLITIQUE EXTERIEURE

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle l'examen du rapport sur la politique extérieure.

La parole est au rapporteur, M. Margaine.

M. MARGAINE, *rapporteur*. — Citoyens, j'entends des membres du Bureau me dire : « Commencez; mais il se fait tard, soyez bref. » Je le regrette beaucoup, mais cela m'est impossible. Je vous donnerai tout à l'heure lecture des conclusions de la commission des affaires extérieures. Si je vous les lisais maintenant, vous estimeriez tous que cette motion est trop brève. Une motion ne vaut que par les considérations dont elle est entourée, et la politique extérieure n'est pas de ces choses simples qu'on explique en quelques mots. (*Très bien !*)

En ce moment, nos adversaires essaient de nous attirer sur un écueil. Ils tentent de nous amener à condenser la politique extérieure de notre pays sur un seul fait. En laissant de côté et les principes, et les autres événements, ils placent notre Parti dans une situation à la fois dangereuse et impossible. Notre devoir ici est donc de faire de la situation un exposé assez complet pour que vous puissiez voir que notre Parti a une politique extérieure basée sur ses principes propres, et que, sur chaque événement, quand on fait application de ces principes, on recon-



naît que notre politique extérieure a pour elle à la fois la logique et l'intérêt national.

VOIX NOMBREUSES. — Suspension !

M. MARGAINE, *rapporteur*. — Je comprends que l'Assemblée puisse être fatiguée, et je m'en remets à sa décision.

M. LE PRÉSIDENT. — On demande une suspension de séance.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La séance est suspendue pour quelques minutes.

(La séance, suspendue à 17 h. 40, est reprise à 17 h. 45.)

M. LE PRÉSIDENT. — La séance est reprise.

La parole est à M. Margaine pour continuer son exposé.

M. MARGAINE, *rapporteur*. — Au moment où la séance a été suspendue, je disais que nous devons, dans notre Parti, envisager la politique extérieure à la lumière des principes du Parti républicain.

Je crois devoir les exposer dans toute leur précision, car si nous ne discutons pas ici les conditions dans lesquelles nos élus doivent suivre et juger la politique extérieure, il est probable que nous verrons se reproduire dans les votes des membres du Parlement de ces anomalies singulières qui étonnent et qui indignent les militants du Parti. Il faut donc indiquer aujourd'hui des directives assez fermes pour parler en son nom.

Cependant, messieurs, les principes du Parti républicain ne sont pas si compliqués qu'on ne puisse s'y référer avec la plus grande sûreté. Les hommes qui nous les ont dictés, ou plutôt ceux dont nous avons repris l'héritage, nous les ont indiqués avec assez de clarté. Si nous les avons acceptés d'eux, c'est parce qu'à leur suite nous avons compris que dans l'état actuel de la civilisation un peuple doit être gouverné au nom de la liberté par un seul souverain qui est la démocratie. Et qu'est-ce à dire que la démocratie ? c'est que le pouvoir exécutif de ce peuple



ne doit suivre et entendre aucune autre influence, à l'intérieur comme à l'extérieur, que celle de la démocratie.

Dans des événements récents, on l'a trop oublié ; nous verrons tout à l'heure que dans certains événements primordiaux ce n'est pas la démocratie qui a dicté sa volonté, mais d'autres influences, les influences capitalistes qui n'ont rien à voir avec la démocratie.

Les principes qu'il y a un instant on invoquait pour la politique intérieure valent aussi pour la politique extérieure.

Lorsque, sous l'impulsion du Parti radical, la France aura repris sa politique véritable, elle trouvera tout naturellement ses amitiés et ses alliances dans les pays qui suivent la même voie qu'elle. C'est pour cela que, dans tous les débats que nous avons eus depuis quatre ans, nous avons constamment réclamé que la France se rapproche des pays qui suivent les principes démocratiques, au premier rang desquels je n'hésite pas à mettre la Russie.

Je dis que je n'hésite pas à l'y mettre, parce qu'au milieu de ses incertitudes et de ses hésitations la Russie est un pays qui cherche la souveraineté de la démocratie.

On m'objectera sans doute que le régime russe actuel est encore, au moins dans les textes, une dictature, celle du prolétariat. Je réponds que cette dictature a été rendue nécessaire dans le moment présent par les conditions mêmes dans lesquelles vit la Russie. Pour établir la souveraineté de la démocratie en Russie, il a fallu extirper jusque dans ses racines la ploutocratie que le tsarisme avait installée et qui régnait en maîtresse sur le pays. Pour arriver à l'extirper, il a fallu donner le pouvoir au prolétariat qui seul, en Russie (car la bourgeoisie était tout entière soumise à l'influence capitaliste), était capable de faire l'opération. Nous avons eu confiance dans la Russie, et parce que nous savions que par la force des choses elle évoluerait peu à peu et serait obligée de revenir au régime de la démocratie souveraine et libre.



En effet, par les nécessités de la vie, vous voyez la Russie reprendre peu à peu le chemin de notre civilisation. Vous la voyez rendre la liberté du travail, rendre la liberté de la petite propriété, chercher la liberté commerciale ; vous la voyez en même temps s'appliquer, en restaurant ces principes, à ce que la ploutocratie ne puisse revenir pour remettre la main sur les forces productives de la Nation.

C'est pourquoi, au lieu de la combattre, je vous dis : aidons-là !

Nous y avons plus qu'un intérêt de fraternité démocratique, nous y avons un intérêt de défense nationale. La Russie, rendue à sa liberté, repoussée, combattue par l'Occident, continue tout de même à exercer cette espèce de pouvoir d'expansion qui est dans le tempérament russe. Ne pouvant revenir vers l'occident, elle se tourne vers l'Orient.

Ceux d'entre vous qui auraient le temps d'analyser les phénomènes d'apparence chaotique qui se passent en Extrême-Orient y apercevraient sans peine un éveil de la démocratie. Mais sous quelle pression se fait-il ? Il se fait non pas sous la pression de nos démocraties occidentales, mais sous la pression de la révolution russe. Lorsque là-bas l'ordre s'établira peu à peu, ne croyez-vous pas qu'une démocratie comme la nôtre aurait à montrer le chemin ? Ne croyez-vous pas qu'il y aurait intérêt à ce que ces masses asiatiques finissent par comprendre les principes démocratiques occidentaux ?

Ce n'est pas tout. Vous rencontrerez aussi là-bas une autre puissance, une grande puissance démocratique qui est malheureusement tombée dans les excès où nous sommes tombés nous-mêmes, je veux dire l'excès ploutocratique contre lequel à sa manière elle réagit : ce sont les Etats-Unis. Vous trouverez en Extrême-Orient les Etats-Unis désireux d'agir, dans les intérêts de la ploutocratie, mais aussi avec leur générosité américaine, pour donner la liberté aux divers peuples d'Extrême-Orient. Nous devons les y aider, et, lorsque nous nous présenterons devant le monde avec une pareille politique,



nous pourrons être tranquilles sur l'avenir de la France.

Nous aussi, nous sommes internationalistes. Nous avons l'internationalisme de la démocratie. Souvenez-vous que nos ancêtres révolutionnaires, Robespierre, Marat, appelaient les peuples du monde à la liberté, à la démocratie. Comme eux, nous avons entièrement foi dans la démocratie. Nous entendons continuer leur œuvre, et réaliser l'internationalisme par la démocratie.

Qu'ont fait au contraire les gouvernements du Bloc national ? Inquiets du mouvement russe, de ce combat au couteau contre la ploutocratie, ils ont essayé d'étouffer la Révolution russe, de porter les armes jusqu'en Russie. Nous avons protesté, mais nous n'étions pas les plus forts. Ils ont écarté la Russie de nous.

Ainsi, écartant la Russie, laissant les Etats-Unis douter que nous soyons un peuple vraiment démocratique, ils ont placé la France dans un état d'isolement qui est presque dangereux, qui nous oblige à nous demander où sont nos amis et où sont nos ennemis. Nous nous trouvons aux prises avec certains événements, certaines difficultés, qui, dès lors, se retournent contre nous.

Messieurs, vous savez ce qu'est le Traité de Versailles. Au moment où il a été élaboré par un Gouvernement dont les réactionnaires, opposés à tout esprit démocratique, faisaient le cas qu'ils font aujourd'hui du Gouvernement actuel, il a été préparé non par l'opinion publique, ou du moins avec ses idées, mais en vase clos, sans que personne ait pu discuter des principes qui le dictaient. Ce traité, nous en subissons les conséquences. Il vaut ce qu'il vaut, mais il existe, et je dirai même qu'il est notre seule sauvegarde, si tant est qu'il soit pour nous une sauvegarde.

Les gouvernants de cette époque ont laissé les troupes allemandes retourner en Allemagne avec leurs armes. Vous savez pourquoi ? parce qu'ils voulaient qu'elles aillent abattre la révolution alle-



mande. Les Allemands, voyant rentrer leurs troupes en armes, ont proclamé qu'ils n'étaient pas vaincus par les armes alliées, qu'ils n'étaient vaincus que par leur révolution. De là est né immédiatement en eux l'espoir de la revanche, et lorsqu'il s'est agi de payer, ils ont cherché à y échapper. Voilà donc la France obligée de reconstruire ses régions détruites, obligée d'exécuter vis-à-vis des sinistrés l'engagement pris, et, du fait que l'Allemagne ne paie pas, presque acculée à la banqueroute.

Aucun Gouvernement n'aurait pu accepter une situation pareille. Le Gouvernement français a prétendu, pour y mettre un terme, appliquer une des clauses du Traité, qui est celle de la contrainte. Je dis qu'il a « prétendu » l'appliquer, car nous avons dit et démontré dès le début que cette action, qui était entreprise en apparence pour faire payer l'Allemagne, se faisait en réalité non pas sous l'impulsion de la démocratie française, mais sous l'impulsion de certains intérêts particuliers coalisés.

Au cours de l'examen de la politique intérieure, on rappelait que pour les élections il s'est fait certaines coalitions. Croyez-vous que ces coalitions, qui ont coûté beaucoup d'argent, se soient faites dans l'intérêt d'une pure théorie éthérée ? Non ! Ces coalitions se sont faites pour saisir le pouvoir, et pour s'en servir.

Elles s'en sont servi, et lorsque nous sommes arrivés dans la Ruhr pour voir ce qui s'y passait, nous avons constaté qu'en réalité on allait y chercher non pas des paiements, non pas même du charbon, mais d'abord du coke, et ensuite et surtout un accord entre la métallurgie française et les charbonnages allemands. Pourquoi cet accord ? Voici.

Le Traité de paix, fait par des hommes insuffisamment au courant des ressorts de la vie économique d'une nation, le Traité de paix, dis-je, en faisant rentrer la Lorraine dans le sein de la Nation française, a fait passer notre productivité en acier de 6 millions de tonnes par an à 10 millions de tonnes. Mais, pour produire cet acier, la France n'avait pas une tonne de coke de plus, si bien que les charbonniers alle-



mands, en ne livrant pas de coke, se trouvaient avoir la métallurgie française à leur merci. Tout naturellement, on a donc cherché des accords.

Je ne conteste pas, et j'y reviendrai, la nécessité de régler cette question. Mais je prétends que, si cette question doit être réglée, il appartient à la démocratie de la prendre en mains, d'organiser sa métallurgie, ses forces productives, afin de les utiliser au mieux de la nation. Nous ne pouvons pas permettre que ce soit certaine ploutocratie qui se mette en avant, qui fasse jouer les ressorts de la vie de la Nation en prenant simplement pour guide ses propres intérêts vicaux. Notre attitude dans la question de la Ruhr est ainsi dictée par cette seule considération ; c'est elle qui nous fait parler et agir.

Cette question de la Ruhr, nous le répétons, aurait été réglée si la démocratie avait été libre, si elle avait fait ce qu'elle voulait faire. Nous n'aurions pas été isolés ; nous nous serions trouvés devant des amis qui nous auraient écoutés. Pourquoi n'en avons-nous plus ? J'en arrive ici à un point essentiel, la politique de l'Angleterre.

Examinons, si vous le voulez, ce qui se passe en Angleterre. Essayez de causer, à Londres, à Manchester, dans les campagnes anglaises. Vous trouverez les Anglais, en apparence, dans les meilleures dispositions à notre égard, enclins à avoir la France pour amie et à aider les Français. Mais il y a cet esprit de conservatisme et de tradition qui caractérise le tempérament anglais : il y a cet esprit de la diplomatie qui veut qu'aucun peuple d'Europe ne puisse prendre une suprématie quelconque. M. Lloyd George, dans sa politique, n'a pas manqué de suivre cette tradition. Qu'a-t-il fait ? Il a essayé de relever l'Allemagne de manière que celle-ci redevînt un contre-poids en face de la France : il a essayé de la relever en la poussant dans les bras de la Russie, et nous, qui luttons contre la Russie, nous avons laissé se créer ce danger. Ainsi, tout naturellement, par ses traditions, ses habitudes, ses nécessités, l'Angleterre s'est trouvée conduite à créer en Europe un équilibre contre un état de choses qu'elle redoutait.



Elle ne l'aurait pas fait, elle n'aurait pas songé à le faire, si la France ne s'était pas mise elle-même dans l'état d'isolement dont je vous ai parlé.

Si la politique extérieure de la France était dictée par les principes de la liberté et de la souveraineté de la démocratie, au contraire, nous lui assurerions un système d'amitiés et d'alliances qui serait sa plus grande force. Or, si nous examinons la situation extérieure de la France, que lui reste-t-il ? Rien que les peuples de l'Europe Centrale.

Je ne conteste pas que ces peuples seraient une force pour nous, mais il faudrait pour cela qu'ils soient forts par eux-mêmes. En est-il ainsi ? Dans quelle situation les mettons-nous ?

Ces peuples, qui n'ont pas de vie propre pour la bonne raison qu'ils ne sont pas encore organisés, se trouvent placés entre deux puissantes nations dont forcément, dans une certaine mesure, il faut qu'ils dépendent, ou bien l'Allemagne, ou bien la Russie. De leur nature, ils préfèrent se tourner vers la Russie, quand ce ne serait que parce qu'en majorité ils sont slaves et qu'ils comprennent mieux les Russes. Mais ils hésitent, en voyant notre politique s'opposer à la Russie. Si notre politique était slavophile, tous ces Etats, en se donnant la main, prendraient suffisamment de force pour nous en donner.

A chaque aspect du problème, les principes de souveraineté de la démocratie s'imposent donc. Ils sont à la base de la politique extérieure que nous avons toujours préconisée.

Je vais plus loin, et je voudrais ici examiner certaines critiques que quelques-uns d'entre vous ont tenté de nous adresser. Lorsque la guerre s'est terminée, nous avons mis notre espoir dans une organisation qui a germé dans le cerveau d'un grand radical, M. Léon Bourgeois, qui avait cherché la fraternité des peuples par la Société des Nations.

Nous avons créé la Société des Nations. Mais l'avons-nous laissée croître et prospérer suivant les principes que je viens d'énoncer ? Notre Gouvernement a-t-il veillé à ce que cette organisation s'inspire



des mêmes principes? Je vous en fais juges par les faits.

Voyez l'Autriche, cette nation abattue, vaincue, déchirée, dépecée, à qui on avait enlevé beaucoup de force productive. Avons-nous tendu la main à ce peuple autrichien qui essayait de se relever, en lui disant : « Relève-toi en liberté, toi tout seul » ? Non ! On lui a donné des dictateurs. Ceci a des conséquences pour l'avenir ; je ne parle pas pour demain, il faut voir les lointains de l'horizon. L'Autriche avait commencé à se tourner vers l'Allemagne ; quand on essaiera de donner la liberté à l'Autriche, n'étant pas préparée à se gouverner elle-même, elle cherchera quelqu'un, et ce quelqu'un, ce sera l'Allemagne.

Et puis, il y eut la question de la Sarre. Nous avons isolé la Sarre, de manière que la France puisse y trouver le charbon dont elle a besoin. Mais, ayant à administrer le peuple sarrois, n'osant pas, étant donné qu'il est essentiellement prussien par ses tendances, lui donner la liberté complète, nous lui avons donné un gouvernement de représentants désignés par la Société des Nations. S'est-on inspiré là des principes démocratiques? Non ! A-t-on essayé de créer une unité sarroise, une monnaie sarroise? Non ! Nous avons vu les représentants des nations au Conseil de la Sarre s'opposer les uns aux autres ; nous avons vu les Sarrois tendre tantôt vers l'un, tantôt vers l'autre, et, quand on les attirait un peu trop vers la France, ils ont proclamé partout les principes allemands.

Nous répétons que si l'on s'était inspiré, là comme ailleurs, des principes de politique extérieure de la démocratie, on aurait créé une démocratie sarroise qui, riche parce que possédant le charbon, ne voulant plus retourner vers l'Allemagne, serait définitivement gagnée aux principes de liberté que nous proclamons.

C'est pour toutes ces raisons qu'ayant à rédiger une formule que nous ne pouvions développer suffisamment pour y englober toutes les explications nécessaires, nous avons cru devoir nous borner à une phrase très courte, qui les résume toutes, et qui est



destinée dans notre pensée, si notre président, M. Herriot, y consent, à s'insérer, sauf modifications, dans la Déclaration du Parti. Cette phrase, la voici :

*« Quant à la politique extérieure, le Congrès proclame que le respect de la liberté des peuples, celui de la souveraineté de la démocratie, doivent constituer en toutes circonstances la base intangible de la politique extérieure de la France. » (Vifs applaudiss.)*

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Ripault.

M. RIPAUT. — Le Congrès me permettra d'ouvrir une parenthèse dans ce débat, car elle s'accroche à un incident de notre politique extérieure qui nous touche particulièrement, je fais allusion à la visite à Paris du président de la République tchéco-slovaque, M. Masaryk.

Je tiens à rappeler ici que c'est le Parti radical-socialiste qui, pendant la guerre, a pris en mains la cause des nations opprimées, et que parmi les bons pèlerins de la liberté des peuples se trouvait notre ami Franklin-Bouillon (*Applaudissements*), qui a joué un rôle déterminant, notamment au Congrès de Rome.

Dans l'année la plus difficile de la guerre, en 1918, le Comité Exécutif a reçu l'ensemble des représentants des nations opprimées, les délégués tchéco-slovaques, roumains et polonais. C'est le Parti radical qui a pris l'initiative de supprimer le mot « nationalités », et de préférer le mot « nations », voulant dire par là qu'il faisait litière de cette politique régressive qui envisageait l'autonomie de ces nations dans l'Empire austro-hongrois, que c'était définitivement une lutte à mort contre cet Empire, et qu'il pensait abattre l'Allemagne en le détruisant.

Puisque nous avons jadis mené cette lutte, puisque c'est le Parti radical qui a préconisé l'entente après la guerre, puisque nous avons eu la chance de voir ce principe réalisé dans la politique extérieure par la Petite Entente qui a réparé bien des défaillances de la Grande Entente, je crois le moment venu, profitant de la présence à Paris du Président de la noble République tchéco-slovaque qui, en 1870,



a été le seul à sa Diète à protester contre l'agression allemande (*Applaudissements*), de demander au Congrès de bien vouloir prendre à son compte une motion déposée par un certain nombre de mes amis, adoptée par la commission des affaires extérieures, et qui est ainsi conçue :

### **Hommage à la République Tchèque-Slovaque**

*Le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste réuni en Congrès, adresse au Président Masaryk, à M. Benès, Ministre des Affaires Etrangères et à la République Tchèque-Slovaque l'hommage de sa vive sympathie.*

*Il se plaît à évoquer ces moments inoubliables de la grande épreuve où les délégués des nations opprimées vinrent formuler devant le Parti Radical et Radical-Socialiste leurs revendications pour la liberté et reçurent de lui un appui inébranlable.*

*Il constate avec joie l'œuvre de reconstruction entreprise au centre de l'Europe par la République Tchèque-Slovaque et la Petite Entente, œuvre qui répond à tous les vœux exprimés maintes fois par le Parti Radical-Socialiste.*

*Il y voit une des meilleures garanties de la paix.*

Signé : RIPAUT, HERRIOT, FRANKLIN-BOUILLON.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la motion proposée par M. Ripaut.

(Cette motion est adoptée à l'unanimité.)

M. AULARD. — Je demande la parole.

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Aulard.

M. AULARD. — Je n'ai qu'une observation à présenter sur l'ordre du jour qui nous est soumis par la commission.

M. Margaine a parfaitement bien exposé notre sentiment à tous en disant qu'il fallait baser notre politique extérieure sur la souveraineté de la démocratie et la liberté des peuples. Cependant, je voudrais voir ajouter à son ordre du jour une phrase relative à la Société des Nations et exprimant le vœu que le problème des réparations soit déféré, dès que ce sera possible, à cette Société. (*Mouvements divers.*)



Je vous demande la permission de m'expliquer en quelques mots, aussi brefs que possible, vu l'heure tardive où nous sommes.

Nous devons avoir une politique étrangère aussi différente de celle du Bloc national que l'est notre politique intérieure. L'une dépend de l'autre. Si notre Gouvernement est l'espoir de la réaction à l'intérieur, il est également l'espoir de la réaction au dehors. La France a pris figure de la grande Puissance d'initiative réactionnaire dans toute l'Europe.

La France n'a pas pris, dans la Société des Nations, le rôle de conductrice, qu'elle avait dû prendre. Je rappelle seulement, sans entrer dans une critique détaillée, ce qui vient de se passer à Genève.

Vous avez tous présente à l'esprit — je n'ai pas besoin de vous la raconter — l'histoire de Corfou ; vous n'avez pas oublié le coup de Mussolini. Ce fut une indignation générale,

Mais on eut le sentiment, général aussi, que la Société des Nations recevait un camouflet et une injure par le fait que M. Mussolini refusait de se soumettre à sa compétence. Une grande Puissance s'y est opposée, c'est la France.

Tous les étrangers, comme tous les Français qui se trouvaient à Genève ont relaté l'embarras profond je peux dire l'embarras patriotique, de la délégation française en présence des instructions qu'elle venait de recevoir. Ses conversations antérieures, son attitude si conforme à nos traditions, tout cela était désavoué d'un seul coup. Elle dut obéir, elle suivit ces instructions.

Mais peu s'en est fallu que, par la faute du Gouvernement, un craquement grave, presque mortel, ne s'opérât dans la Société des Nations, qui est la seule base, le seul fondement de la paix. Pour un rien, les petites Nations, ne se sentant plus garanties, s'en allaient de la Société des Nations. Il a fallu que quelques Français et quelques membres de l'Union des associations pour la Société des Nations, réunis à Genève, votent un ordre du jour, insistent auprès de la Société des Nations, lui donnent tout au moins ce dont elle a tant besoin, l'illu-



sion d'une collaboration de l'opinion publique. Sous cet encouragement, elle prit, sinon dans son Conseil, au moins dans son Assemblée, une attitude telle que la Conférence des Ambassadeurs a dû se hâter. Sans doute, la Conférence s'est rangée à cette cote mal taillée qui fait que la Société des Nations a bien reçu, si j'ose dire, une gifle, mais la Société des Nations n'en est pas morte, et j'espère bien qu'elle continuera à vivre.

Cependant, il y a eu là quelque chose d'extrêmement grave. Ce fut un incident des plus regrettables, tout à fait contraire à la politique du Parti Radical-Socialiste.

Notre politique extérieure doit avoir pour fondement la Société des Nations, qui est la réalisation même de l'idéal de la Révolution française. Nous devons saisir toutes les occasions d'animer cette Société des Nations, de la développer, de la démocratiser. Je ne crois pas qu'il soit possible que nous votions un ordre du jour où il ne soit pas question de la Société des Nations, et non pas seulement pour lui rendre un hommage académique, platonique, mais pour lui indiquer un rôle tout à fait utile et efficace.

La question de la Ruhr ? Je ne veux pas dire qu'elle soit liquidée. Mais elle n'a plus aujourd'hui cette acuité qui a rendu si difficile la question des rapports entre la France et l'Allemagne. Il ne s'agit plus de cette action de grande envergure qui a causé dans notre parti les incertitudes et les divisions que vous savez, qui a provoqué cette résistance passive contre laquelle nous nous sommes si longtemps heurtés.

Cette résistance passive, elle a cessé dans les conditions mêmes que M. le Président du Conseil avait indiquées dans ses notes officielles.

Vous savez que dans le premier Livre Jaune, celui qui va jusqu'au mois d'août 1923, M. le Président du Conseil disait qu'on ne négocierait que lorsque l'Allemagne aurait cessé sa résistance passive. Et dans cette dépêche adressée à M. de Saint-Aulaire, dépêche à laquelle il s'est lui-même référé du haut



de la tribune et dans quelques-uns de ses discours, il indiquait officiellement à quoi nous reconnaitrons que cette résistance passive a cessé : à ce fait que le Gouvernement impérial aura retiré toutes les ordonnances qu'il a promulguées, — et il parlait alors des revendications qui pourraient se produire.

Nous voilà donc arrivés au point qu'il a indiqué. Je laisse de côté l'opportunité et la légitimité politique et morale de l'occupation de la Ruhr. Nous sommes arrivés à la fin de la résistance passive. Après avoir dépensé une somme qu'il sera impossible de chiffrer pour bien des raisons, nous sommes dans la Ruhr, avec cette différence toutefois que les ressources de l'Allemagne ont été épuisées en partie, que nous avons assisté à cette chute fantastique du mark, avec cette conséquence aussi que dans l'Europe entière, dans le monde entier, la France est plus isolée et plus discréditée que jamais. (*Vives dénégations.*)

M. FRANKLIN-BOUILLON. — Elle n'est pas discréditée !

M. AULARD. — Allez à l'étranger, causez avec ceux qui sont nos amis, avec les Anglais, avec tous les étrangers qui aiment la France. Ils vous diront tous : « Nous ne reconnaissons plus la France. Nous nous attendions à un grand geste du côté de la Société des Nations. »

Je suis convaincu que nous obtiendrons beaucoup plus de la Société des Nations que nous n'obtiendrions d'une négociation à deux, ou d'une négociation avec tous nos amis. Eh bien, c'est chose faite, et nous n'en sommes pas plus avancés !

Je suis de ceux qui croient que l'Allemagne doit payer, qu'elle doit les réparations, que c'est une question de justice, de morale, d'équité élémentaire, et que le peuple français ne doit pas avoir de repos qu'il n'ait obtenu cette justice, dans l'intérêt de la paix de l'Europe. (*Très bien !*)

Mais il s'agit de savoir comment nous l'obtiendrons. Je suis convaincu que nous l'obtiendrons beaucoup mieux de la Société des Nations que de n'importe qui ou de n'importe quoi.



Il n'est pas question de dire que nous renonçons au Traité de Versailles, à ses avantages. Pas du tout ! Il s'agit de dire que l'observation de ce traité, d'une application déjà malaisée dans la question des réparations, est rendue encore plus difficile par les discussions qu'elle entraîne entre alliés, aujourd'hui que le danger commun est passé, que les égoïsmes nationaux ont reparu, qu'on est en pleine paix. On ne sait plus, maintenant, on ne sait plus autant de gré à la France d'avoir joué un rôle héroïque, d'avoir servi de champ de bataille à toutes les Nations. On a oublié tout cela, ce n'est pas douteux.

Je suis convaincu que si la Société des Nations était saisie de l'application du Traité, des moyens à employer pour faire payer l'Allemagne, des gages à prendre, je suis convaincu, moi qui crois assez bien connaître l'opinion des étrangers qui sympathisent avec la justice, et qui sont tout de même les plus nombreux, que de la Société des Nations nous obtiendrions des choses réelles, tangibles. D'elle, et d'elle seule, nous obtiendrions des gages, des garanties.

L'Allemagne, introduite dans la Société des Nations, et introduite par nous-mêmes, quand elle aurait enfin un Gouvernement stable et décidé à réparer, l'Allemagne aurait un intérêt d'honneur et d'utilité, un intérêt de premier ordre, à accepter les solutions que la Société des Nations lui indiquerait. Si elle s'y refusait, elle se mettrait elle-même au ban des nations. Nous obtiendrions certainement beaucoup plus d'elle par son introduction dans la Société des Nations que par la politique qu'on suit en ce moment. C'est pour moi une certitude morale absolue. Croyez bien que ce n'est pas le rêve d'un pacifisme exagéré.

Il n'est pas de plus mauvaise politique que celle qui consiste à vouloir créer la volonté de payer, chez l'Allemagne, uniquement par la peur et la contrainte. Il faut que l'Allemagne sente qu'on ne lui pardonnera pas tant qu'elle n'aura pas exécuté les réparations auxquelles elle est tenue. Il faut qu'elle



sente en même temps que la France a le sentiment de la solidarité européenne, que la France ne se présente pas seulement dans le monde avec sa figure de créancière, mais aussi avec une figure de générosité et d'humanité.

Nous ne pouvons tout de même pas arriver — ce serait une politique impossible — à supprimer une population de 70 millions d'Allemands ! Il faut considérer qu'un jour, je l'espère, l'Europe se fédérera, et que l'Allemagne aura sa place dans cette Fédération.

Je crois que l'Allemagne ne paiera que dans ces conditions-là. Remarquez d'ailleurs que ce n'est pas du tout nous dessaisir du Traité ou d'avantages réels ; nous n'en avons eu aucun jusqu'ici, nous n'avons eu que des déboires, que des déceptions, que des dérobades. C'est au contraire mettre la main sur les seuls avantages qui ne soient pas chimériques, sur ceux qui seraient procurés par une politique conforme aux traditions françaises, à la Révolution française, à la solidarité des peuples, à la Société des Nations elle-même.

Si la France, par un grand geste, — je ne vois pas trop les gens qui sont capables de faire ce grand geste en ce moment, mais c'est à nous de le dire —, si la France disait : « J'en appelle à la Société des Nations, je la fais juge de ce que je propose », elle se grandirait et s'honorerait aux yeux de l'univers.

Mais elle n'a rien proposé jusqu'ici, les déclarations officielles de M. Poincaré en ce qui concerne les réparations le prouvent. Dans le Livre Jaune, une dépêche de 1923 à laquelle on se réfère toujours et que je viens de résumer dit simplement qu'il faut donner un très grand moratoire à l'Allemagne et qu'ensuite on verra. Et encore, je ne suis pas sûr que son auteur ait eu une idée parfaitement nette ! Je crois qu'il a manqué d'imagination. Je crois — je le dis sans acrimonie contre une personnalité dont je reconnais les qualités de travail, et de bonne volonté — qu'il a été convaincu que la résistance passive durerait jusqu'aux élections (*Sourires*), et qu'ensuite



il serait bien temps d'aviser. La résistance passive n'a pas duré, et l'on aperçoit un Gouvernement qui est déconcerté.

Quant à nous, nous ne pouvons pas avoir une politique purement négative. Nous ne pouvons pas nous borner à dire que nous ne voulons pas créer d'embarras au Gouvernement. Je suis d'avis qu'il ne faut pas lui en créer, mais qu'il faut faire luire au-dessus de sa tête, pour qu'on la voie bien, une politique française, qui est la nôtre, qui est la politique de la Société des Nations.

Cette politique de la Société des Nations, aboutissant à la solution du problème des réparations, ne gêne en rien au jour le jour l'action du Gouvernement ; elle ne décourage en rien l'Allemagne de payer. L'Allemagne sait très bien, les Allemands intelligents savent très bien que la Société des Nations les y forcera beaucoup plus efficacement que nous-mêmes.

Voilà la grande solution, la solution véritable et féconde du problème. C'est pour en affirmer la nécessité que je vous propose d'ajouter à l'ordre du jour de M. Margaine ces quelques mots, qui sont bien simples, et qui, je le reconnais, sont gros de conséquences, parce qu'ils contiennent toute une politique.

« Et exprime le vœu que la question des réparations soit déferée à la Société des Nations ».

M. FRANKLIN-BOUILLON. — Je demande la parole.

M. Edouard HERRIOT. — Mon cher ami Franklin-Bouillon, voulez-vous me permettre de répondre de suite à M. Aulard ?

M. FRANKLIN-BOUILLON. — Parfaitement !

M. Edouard HERRIOT. — J'ai la lourde responsabilité de diriger la politique du Parti dans cette affaire de la Ruhr depuis des mois, et mon ami Franklin-Bouillon comprendra que j'aie à cœur une fois de plus, même si je suis condamné à me répéter, de savoir dès aujourd'hui. — car ce n'est pas demain que nous en pourrions discuter, — si la politique du Parti radical est bien celle que je lui ai demandé de suivre, et si nous sommes bien d'accord alors que



nous allons repartir pour la bataille. Il faut que cela soit réglé. (*Tres bien !*)

Mon ami Franklin-Bouillon dira s'il approuve mes paroles, ou non.

Vous m'excuserez de répéter ce que j'ai dit hier devant la commission, mais il faut que ce débat se poursuive dans la clarté, et que nos décisions soient nettes. De deux choses l'une : ou bien vous me direz « Nous ne pensons pas comme vous », ou bien « Nous comprenons qu'il n'y a pas d'autre solution que celle à laquelle vous vous êtes rangé, et nous vous demandons d'y persévérer », car il faut me désavouer, ou me soutenir. (*Très bien !*)

Ce qui se pose, en effet, c'est la question de la responsabilité du Parti. Elle est grave, non pas seulement au point de vue de l'intérêt électoral, mais aussi au point de vue de la conscience nationale. On répare un échec électoral, mais on ne répare pas le mal qu'on s'est fait à soi-même et celui qu'on a fait à son pays si l'on se trompe dans une affaire comme celle-là. (*Applaudissements.*)

J'appelle, avec tout le respect que j'ai pour lui, — il sait que ce n'est pas une formule —, l'attention de mon maître M. Aulard sur la gravité exceptionnelle de sa proposition qui tend à dire en une ligne que nous sommes d'avis, nous, radicaux, de renvoyer à la Société des Nations la question des réparations, un problème sur lequel la France se débat et agonise, on peut le dire, depuis deux ans, un problème tragique qu'on ne peut résoudre simplement par des formules de Congrès, un problème qui touche au cœur même de la Nation, qui ne l'intéresse pas seulement dans ses œuvres matérielles, qui touche à son prestige et à l'esprit le plus intime de sa constitution. (*Très bien !*)

Je pose tout d'abord un principe. En principe je suis pleinement d'accord avec mon ami Margaine qui tout à l'heure a dit devant une Assemblée qui n'y a peut-être pas assez pris garde que nous devons avoir une politique intérieure. Il a parfaitement raison. C'est un sophisme de nos adversaires, c'est peut-être même l'erreur de certains Gouvernements de dire :



« Il y a la politique extérieure qui domine tout ; je ne m'occupe pas de la politique intérieure ». Ce n'est pas possible. La politique extérieure est fonction de la politique intérieure.

Le parti socialiste a sa politique extérieure. Le parti démocratique doit avoir la sienne. Notre politique extérieure est radicalement, c'est le cas de le dire, opposée à celle du Bloc national : c'est la politique de la Révolution Française, comme l'a été Margaine.

Remarquez, en effet, que toutes les fois que l'action de la France s'est appuyée sur les principes de la Révolution française, les succès qui ont été dus même à des efforts militaires souvent très violents n'ont valu à la France que du prestige et de la sympathie de la part des nations où elle apportait, avec ses armes, ses principes. Le jour, au contraire, où l'homme du plus grand génie militaire, Napoléon, s'est dressé contre ces principes, et a substitué à leur application un dogme fondé sur l'autorité de son caprice, il a conduit notre pays à des désastres, aux humiliations de 1813 et 1814. Et ce que nous devons dire, au lieu de nous laisser humilier par les attaques des gens de droite qui prétendent que notre politique a nui à la France à l'extérieur, c'est qu'elle a permis à la III<sup>e</sup> République de ramener autour de la France les amitiés et les alliances, et lui a valu ses succès pendant la guerre. (*Applaudissements.*)

Il faut donc affirmer notre politique ; et, si nous prenons la responsabilité des affaires, c'est cette politique que nous ferons dans son ensemble, avec ses contre-parties, de manière à nous trouver dans une situation telle que, pour aider dans une opération comme celle qu'on nous demande, nous aurons l'appui des Etats-Unis que nous avons perdu par infidélité à nos principes démocratiques, et l'appui de l'Angleterre. Nous ne serons plus dans la situation où nous sommes aujourd'hui. (*Très bien !*)

Je pense que cela est clair.

Mais une affaire est engagée, une affaire d'une extrême gravité, qui fait qu'à l'heure actuelle, contrairement à nos vœux, la France et l'Allemagne



s'étreignent. La question est de savoir comment nous devons agir. Eh bien ! de même que, pendant la guerre, on a fait taire les voix qui étaient quelquefois même celles de l'intelligence pure, pour se mêler, de toutes ses forces et de toute son âme, au drame où la Patrie jouait non seulement ses définitions abstraites, mais son existence matérielle, je dis, comme je l'ai dit hier, que notre devoir, et j'ajoute, pour être complet, notre intérêt sont d'être extrêmement prudents.

Une mesure maladroite risquerait d'atteindre et la France et la République, car elles sont toutes deux en cause, et, à moins que je ne manque singulièrement de clairvoyance, c'est cela qui est à préserver. Eh bien, la France d'abord ! (*Vifs applaudissements.*)

Nous ne pouvons pas empêcher, citoyens, que si l'affaire engagée se règle par un échec pour le Gouvernement actuel, nous n'aurons pas le droit de nous en réjouir. (*Très bien !*) Non ! et nous aimons assez notre pays pour refouler les satisfactions que la vanité pourrait se donner de voir triompher les prévisions qu'elle avait faites. Il faudra sacrifier cela à la douleur de penser que notre pays aura vu reculer l'échéance de ses légitimes satisfactions. (*Très bien !*)

Et alors, si cela est, si cette opération est bien une opération de liquidation de la guerre, comme nous devons être prudents, encore une fois !

Je ne reviens pas, je l'ai dit hier, sur le fait que nous ne sommes pas dans la position où sont les socialistes. Je l'ai dit, parce que tous les jours, dans la presse, je suis, pour ma part, l'objet de sommations, et que, tous les jours, j'interroge ma conscience, que je demande : « Est-ce que je vois juste, est-ce que je vois clair ? », et ma conscience m'a toujours répondu : « Oui, continue, persévère ! » (*Applaudissements.*)

Nous ne sommes pas dans la même position que les socialistes, et je voudrais bien, puisqu'on parle d'alliances, qu'ils respectent mon point de vue comme je respecte le leur. Ils sont placés dans un cadre international. Ils sont appuyés en Angleterre sur le parti travailliste, en Allemagne, sur le parti social-démo-



crate. Ils peuvent faire, le cas échéant, des accords internationaux. Ils peuvent dire : « Seul, un système d'accords internationaux apportera une solution au problème des réparations. » Ils ne peuvent pas nous demander d'accepter leur solution.

Nous ne pouvons pas, nous, sous peine de manquer à nos doctrines et de ne pas avoir d'idées personnelles, entrer dans cette voie, ou alors nous serions des socialistes ; une discussion, même loyale, ne s'imposerait pas entre nous, car nos deux points de vue se confondraient au point de n'en plus faire qu'un seul.

Si donc nous, radicaux et radicaux-socialistes, enfermés dans le cadre de la Nation, nous sommes placés en face d'un devoir étrange qui est de laisser le Bloc national et le Gouvernement conduire leur opération jusqu'au bout, puisque nous ne pouvons à l'heure actuelle la leur reprendre, croyez-vous qu'il soit possible aujourd'hui, alors que ce sera peut-être possible demain si la majorité républicaine revient aux affaires (en politique, la notion d'opportunité et la notion de temps interviennent ; ce sont deux facteurs considérables !), croyez-vous, dis-je, qu'il soit possible d'abolir la procédure actuelle et de transférer le problème des réparations à la Société des Nations ?

Mais non ! Même si nous pensons que c'est cela qu'on sera amené peut-être à faire un jour, il n'y a pas pour le moment d'autre solution possible que celle qui est engagée.

D'ailleurs, à quoi aboutirez-vous si vous dites, ce soir, ce qu'on vous demande de dire, ce qui sera connu demain ? Vous n'avez qu'une chance sur cent mille qu'un Gouvernement comme celui qui est au pouvoir et que sa majorité acceptent votre solution.

Est-ce tout ? Regardez de l'autre côté ! Qu'y a-t-il ? Un peuple qui souffre, un peuple auquel on a eu tort de ne pas s'adresser, car un peuple même vainqueur n'est jamais dispensé de l'obligation d'avoir une politique envers un autre peuple vaincu (*Applaudissements*), un peuple vis-à-vis duquel on a eu le tort de ne pas comprendre qu'il fallait aider les Alle-



mands démocrates si on voulait les affranchir. (*Nouveaux applaudissements.*) On n'a pas parlé à ces gens-là !

J'aimerais mieux qu'on affirmât que nous n'avons aucune haine contre des hommes qui ont défendu une patrie qui était la leur, comme de notre côté nous avons défendu une patrie qui était la nôtre, et qu'on essayât de faire la dissociation entre les Allemands démocrates et ceux qui ne le sont pas. (*Applaudissements.*) C'est cela notre rôle, essayer d'introduire un coin. (*Très bien !*)

Mais, au-dessus de ces pauvres gens qui souffrent, qu'on a affamés, dont on a fait des otages dans la thèse de la résistance, il y a le capitalisme allemand, extrêmement habile, nullement désarmé, qui cherche toutes les manœuvres possibles, et qui hélas ! laisse entendre parfois qu'il faut qu'il prolonge sa résistance jusqu'au moment où nous arriverons au pouvoir, en nous faisant cette injure de penser que nous serons moins fermes que d'autres sur la question des réparations, alors que nous serons tout aussi fermes, mais par des moyens différents. (*Applaudissements.*)

Eh bien, supposez que cela soit connu, et voyez l'effet, de l'autre côté ! On va dire au Chancelier lui-même, qui réclame des pouvoirs dictatoriaux, qui pense qu'il faut chercher une solution dans l'entente avec la France, qui veut sortir de cette situation infiniment trouble qu'il aurait voulu éviter, et qu'il n'est plus en notre pouvoir aujourd'hui ou demain, de modifier, on va lui dire qu'il y a déjà un parti en France qui demande la transmission de l'affaire à la Société des Nations ! (*Très bien !*)

Attendons ! C'est la politique des délais qui trouve des arguments nombreux pour nos consciences dans notre devoir envers le pays que nous avons toujours défendu. (*Applaudissements.*)

Ce sont les Jacobins qui ont sauvé la France autrefois. (*Nouveaux applaudissements.*) Aujourd'hui, ce soir encore, je me sens une âme de Jacobin. (*Vifs applaudissements.*)

Eh bien, non, je vous le dis, mes amis, pour notre



devoir, même envers la France, ne faisons pas en ce moment un geste qui aurait pour conséquence de prolonger peut-être une résistance qui n'est plus, à l'heure actuelle, du moins il me le semble, celle du Gouvernement allemand, mais la résistance de ceux qui possèdent, parce que c'est un problème d'argent et que la solution est entre les mains des possesseurs de l'argent.

J'ajoute — car je suis bien obligé de parler en homme politique; serais-je digne d'avoir été à votre tête si je n'avais pas le sentiment que vous êtes un grand Parti, grand dans la France et grand dans la République ? — j'ajoute : supposez que l'opération échoue, que ce malheur nous survienne d'avoir eu raison en nous obtenant à croire que l'opération de la Rhur échouerait, et que cette affaire soit ensuite recommencée sur nouveaux frais. Allez-vous, dénués de sens politique, laisser à vos adversaires cette admirable porte de sortie, leur donner par avance cet argument : « Rien d'étonnant si nous avons échoué ! Nous étions sur le point d'aboutir, et ce sont les radicaux qui sont la cause de notre échec. Ils ont choisi leur méthode, et l'ont conseillée. Ce n'était pas la nôtre. » (*Très bien !*)

Attendons donc, même et surtout si nous sommes partisans de la Société des Nations, et nul plus que moi n'en est partisan, C'est aussi faire preuve de courage, sans manquer à ses convictions, que de réserver ses idées pour le moment où l'on pourra s'en servir utilement, de ne pas les laisser exposées alors que c'est inopportun, d'accepter d'être discuté, contredit, et de rester dans une situation intermédiaire telle que celle qui nous a paru concilier jusqu'ici les principes avec les intérêts généraux du pays. (*Applaudissements.*)

Ai-je raison ? (*Nombreux cris de Oui ! oui !*)

Alors, si j'ai raison, après m'être tourné vers vous, et avant de résumer ces dispositions dans la Déclaration du Parti, je m'adresse respectueusement à mon maître, M. Aulard, et, avec toute la force que peut mettre dans ses paroles un élève reconnaissant qui se rappelle avoir eu en lui un juge, et qui a éprouvé si



souvent, ce matin encore, sa bienveillance, je lui dis : Mon cher maître, ce n'est peut-être pas encore le moment des pensées trop hautes. En ce moment, nous sommes dans un des drames les plus effroyables peut-être que l'histoire ait connus. Drame historique et drame moral : drame historique ? c'est une lutte corps à corps entre l'Allemagne et la France ; — drame moral ? La question est de savoir si les nations sont responsables des guerres qu'elles ont provoquées, si c'est la victime qui supportera tout par l'effet de celui qui l'aura attaquée, ou si elle aura une réparation.

Et si ces grands principes, l'un historique, l'autre moral, sont en cause, et puisqu'à l'heure actuelle nous sommes dans la minorité, prêtant notre concours non pas au Gouvernement, mais à la France, je supplie mon maître, comme je supplie tous mes amis, de comprendre ce qu'il y a, je pense, de sagesse, de modération et peut-être de force dans la politique que je conseille, si la force est de savoir se dominer, attendre, et réserver ses idées pour le moment où on pourra les employer. (*Vifs applaudissements prolongés. — Nombreux cris de bravo ! bravo !*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Franklin-Bouillon.

M. FRANKLIN-BOUILLON. — Ainsi que je l'avais prévu, notre ami Herriot vient d'exposer toutes les idées qui, par une sorte de réaction spontanée, m'étaient venues à l'esprit en entendant M. Aulard.

Je tiens cependant à ajouter quelques mots pour formuler tout d'abord, après Herriot, l'expression de mon respect et de mon admiration pour le caractère de l'homme qui a fait cette proposition. Il se rappellera peut-être, que son contradicteur est celui qui a contribué il y a vingt ans à fonder avec lui la Ligue démocratique des Ecoles dont l'objet était d'appeler la jeunesse à la pratique de la liberté. C'est lui dire la profonde sympathie que j'ai pour sa personne. (*Applaudissements.*)

Toutefois, mon cher maître, vous me permettrez de vous dire moi qui ai été dans ce pays, celui qui a le plus énergiquement, le plus désespérément combattu



le Traité de Versailles, moi qui, hélas ! ai eu la douleur de ne pouvoir l'empêcher, que votre proposition aboutisse en fait à nous demander de déchirer le traité de paix.

Selon vous, la Société des Nations devrait se charger du recouvrement de notre dette sur l'Allemagne. C'est en réalité abolir la Commission des Réparations, organe central du Traité de Versailles. Eh bien ! moi qui ai toujours soutenu que la France, qui a gagné la guerre à la Marne et à Verdun, est la grande victime de la paix par suite du traité que ses négociations ont accepté, je vous demande de ne pas le déchirer.

Si mauvais soit-il, c'est encore la seule chose qui nous reste. Bien que je le considère comme un crime contre mon pays, je vous dis : ne le détruisez pas avant d'avoir soigneusement étudié ce qu'on vous propose pour le remplacer ; ne lui enlevez pas le peu qu'il contient ; surtout ne donnez pas à l'ennemi ou à votre pays l'impression que nous cédon's sur le principe de nos droits ; nous verrions disparaître les dernières possibilités de discussion utile, avec nos alliés, et avec l'ennemi.

Vous, dont l'esprit est si logique, cher Monsieur Aulard, n'avez-vous pas senti la contradiction qui apparaît dans votre thèse ? Tout à l'heure, vous avez dressé une protestation contre l'action récente de la Société des Nations ; vous nous avez dit, en substance : Comment croira-t-on en sa justice, puisqu'hier, dans l'affaire de Corfou, elle n'a pas osé faire la justice. Et c'est entre les mains de cette même Société des Nations que vous nous proposez de remettre la question des réparations !

A vous, citoyens, je dis : Comment, dans le drame où nous vivons, à l'heure où nous sentons nos alliés nous échapper, nos amis reculer, comment voulez-vous que j'accepte de déférer le problème des réparations à la Société des Nations dans laquelle, par une véritable aberration de Clemenceau, la France, la grande victime, elle qui a subi 80 p. 100 des ruines de la guerre, n'a qu'une seule voix, contre les voix



groupées de ses alliés, de leurs colonies et souvent des neutres ?

Vous savez qu'on parle maintenant de dessaisir la Commission des Réparations en faveur de je ne sais quel comité d'experts. Les experts, je les connais ! Ce sont surtout les représentants de toute cette haute finance internationale qui trouve que la France gêne vraiment trop le monde par ses protestations : Elle était bonne pour verser son sang : on attend aujourd'hui qu'elle verse son argent. Non. Non. Quel que soit le crime de Versailles, je ne dessaisirai pas la France aux mains de gens que je ne connais pas, ou que je connais trop ! (*Très bien !*)

Je l'ai dit à Marseille, Herriot l'a redit : demain, nous serons les syndics de la faillite de Clemenceau et du Bloc National : nous sommes l'espoir de ce pays ; nous serons acculés à prendre le pouvoir. Ne faisons donc rien qui puisse affaiblir notre position de défenseurs des droits de la France dans l'avenir.

Un dernier mot, mon cher monsieur Aulard. Vous êtes, comme moi, un partisan convaincu de la Société des Nations. J'ai dit, dès 1919, qu'on la bâtissait si faible, qu'on la chargeait de telles responsabilités en lui refusant toute autorité effective, qu'on semblait avoir juré de la détruire à l'heure même où on la créait.

Aujourd'hui, alors que tous les hommes de bonne volonté essaient de la fortifier et de la développer, reconnaissons qu'elle est menacée par deux sortes d'ennemis ; ceux qui la dénigrent ou qui l'attaquent ; et ceux qui veulent lui imposer des tâches au-dessus de ses forces. Je crois bien que les plus dangereux ne sont pas ceux qui l'attaquent, mais ceux qui veulent trop tôt lui demander. (*Très bien !*)

C'est parce que nous la voulons grande demain que nous redoutons l'épreuve à laquelle on voudrait la soumettre aujourd'hui. Pour que la Société des Nations devienne puissante, protégeons-la même contre l'excès d'enthousiasme de certains de ses partisans : ne lui confions que les tâches qu'elle est certaine de pouvoir exécuter. C'est ainsi qu'elle réalisera l'espoir



que le monde a mis en elle. Ce n'est pas seulement l'intérêt de la France; c'est l'intérêt de l'humanité. (*Vifs applaudissements.*)

M. AULARD. — Je ne puis pas ne pas répondre d'un mot à M. Franklin-Bouillon pour le remercier tout d'abord des contradictions qu'il a si amicalement relevées dans mes paroles. Il m'a couvert de fleurs, mais ce qu'il vient de dire défigure un peu trop mes paroles dans l'esprit de cette Assemblée.

Je n'ai pas dit qu'il fallait renoncer au Traité de Versailles.

M. FRANKLIN-BOUILLON. — C'est la même chose. Desaisir la Commission des réparations, c'est la même chose !

M. AULARD. — Je n'ai pas même dit qu'il fallait desaisir la Commission des réparations. J'ai dit que le fait de déferer la question des réparations à la Société des Nations nous procurerait plus vite des satisfactions que l'autre procédure, qui n'aboutit à rien.

Je n'ai pas dit non plus que la Société des Nations avait commis une injustice. J'ai dit qu'elle avait reçu un camouflet. Ce n'est pas la même chose. La Société des Nations n'a commis aucune injustice, mais la France a pris parti pour Mussolini contre elle. Je n'ai pas dit autre chose.

Je suis convaincu que, loin de retarder l'heure des réparations, dont nous avons un besoin anxieux, non seulement au point de vue matériel, mais au point de vue de la justice, la Société des Nations, si elle se mêlait de ce problème sur notre demande, nous rendrait justice beaucoup plus tôt. C'est ma conviction si profonde que je croirais manquer à mon devoir en ne le disant pas. Elle ne repose pas, croyez-le bien sur des considérations abstraites, mais sur une certaine connaissance de l'état d'esprit européen.

J'ai l'air d'avoir fait une proposition singulière, en mon nom. Pas du tout ! A la Ligue des Droits de l'Homme, nous avons émis le vœu que j'ai soumis à l'Assemblée, et je ne suppose pas que vous trouviez la Ligue des Droits de l'Homme trop écarlate. La Fédération des Associations françaises pour la Société des Nations a émis le même vœu à l'unanimité



dans son Congrès de Vienne. Ces divers groupements, d'une manière implicite ou explicite, ont désavoué une politique qui ne nous accordera de satisfactions que bien plus difficilement, et bien plus lentement que la politique fondée sur la Société des Nations.

Je vois si clairement qu'on n'aboutira à rien par la politique inopportune qu'on suit en ce moment, que j'ai considéré comme de mon devoir de le dire. Pour nous, le recours à la Société des Nations est la seule solution pratique. La solution de demain, me dit-on ? Quand j'aperçois une vérité utile à mon pays, j'aime mieux ne pas l'ajourner. C'est ce que j'ai voulu faire, et je n'en dirai pas plus long.

M. LE PRÉSIDENT — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'ordre du jour présenté par M. Margaine.

(Cet ordre du jour est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je propose au Congrès de renvoyer à demain matin la suite de son ordre du jour. (*Assentiment.*)

(La séance est levée à 19 heures.)

---



## QUATRIÈME SÉANCE PLENIÈRE

Samedi 20 octobre, matinée

La séance est ouverte à 9 heures 30, sous la présidence de M. RENARD, député, président du groupe du Parti radical et radical-socialiste de la Chambre des Députés, assisté de MM. QUEUILLE, député, SCHRAMECK, sénateur, D<sup>r</sup> PINARD, député, LAMOUREUX, député, Pierre ROBERT, député, Albert MILHAUD, Albert KAHN, Gaston BAZILE (Gard), LAURENT-CHAT (Tunisie), D<sup>r</sup> KAYSER, président de la Fédération du Haut-Rhin, et POSTEL, *vice-présidents* ; et de MM. CHALIGNE (Seine), SUCHON, président des Comités de Béziers, THOMAS, président du comité de Houilles, RÉMY frère (Seine-et-Marne), *secrétaires*.

Félix BOUFFANDEAU, secrétaire général.

M. LE PRÉSIDENT. — Citoyens, nous vous remercions de la confiance que vous voulez bien nous accorder ; nous essaierons de la mériter. Nous vous demandons de nous aider dans notre tâche, car la besogne qui s'impose ce matin au Congrès est extrêmement lourde.

Avant de passer à l'examen des questions financières et économiques, nous avons à épuiser l'ordre du jour d'hier.

### TACTIQUE DU PARTI

#### ORGANISATION, PROPAGANDE,

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Albert Milhaud, rapporteur.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Citoyens, vous savez que la mission de la commission d'organisation et de propagande a été singulièrement simplifiée par la mesure très opportune qui a été prise l'autre soir



et qui a consisté à provoquer sa fusion avec la commission de politique générale. Il était impossible qu'il y eût, dans ce congrès, deux formules opposées, en ce qui concerne la tactique : celle du bureau et du comité, et celle de la commission de propagande. Nous avons donc été appelés à venir rejoindre, ici, la grande commission et les vœux que nous avons exprimés primitivement ont été, par le fait même de la discussion, la base, comme l'avait dit la veille au soir Camille Chautemps, d'abord de l'examen de nos amis à la Chambre, puis du bureau du Comité Exécutif, enfin ici, dans la Commission du Congrès elle-même.

Sur la question de la tactique, il est donc facile de débroussailler le terrain : ce que la grande commission a décidé, et ce qui a été décidé hier par l'assemblée, c'est la décision même de la commission de propagande. Il n'y a pas deux formules de tactique, mais une seule : celle qui a été donnée hier soir. J'écarte donc de mon exposé tout ce qui avait trait antérieurement à cette question pour renvoyer ceux d'entre vous qui ont des curiosités particulières au texte élaboré dans la journée d'hier.

Hier et avant-hier, Herriot nous a dit à plusieurs reprises : « Organisons-nous. » Nous sommes donc appelés, ce matin, à examiner un certain nombre de questions terre à terre ; nous descendons des cimes et des grands débats pour aborder des discussions de règlement et de réglementation de l'activité de notre parti ; besogne prosaïque, certes, mais indispensable, et à laquelle nous pouvons faire prévaloir un esprit de grande loyauté, de large libéralisme, conciliant mais respectueux de la tradition de notre parti, de la fermeté de nos principes et de la fixité de nos cadres. (*Très bien !*)

Messieurs, vous savez qu'un Parti, dans le régime du scrutin de liste, ne peut aller à la bataille que s'il a une solide organisation départementale. Avant 1914, on pouvait dire que les fédérations départementales étaient un luxe : il suffisait que chaque arrondissement et même chaque fraction d'arrondissement



se sentit l'armature politique suffisante pour défendre ses candidats, sa doctrine, sa politique. Il n'en est plus ainsi, aujourd'hui, tout département qui n'a pas un outillage politique départemental, c'est-à-dire une fédération, un comité central d'organisation, ne peut, du point de vue radical et radical-socialiste, se défendre ni sur sa droite, ni sur sa gauche, dans les conditions où le débat a été placé hier, c'est-à-dire dans ses formules de congrès et de cartels.

Quelques-uns de nos amis de province nous demandent si le cartel est obligatoire. Je réponds : Le cartel est le vœu le plus cher de votre congrès, de votre bureau et de votre commission de propagande, parce qu'il est indispensable de battre la réaction sous toutes ses formes : cléricale, monarchiste, ploutocratique, impérialiste, et que nous ne la battons que si nous faisons l'union de toutes les forces démocratiques et républicaines. Donc, à la question qu'on vous pose, il y a une réponse nette, simple et claire : Oui, le cartel est dans nos vœux. (*Applaudissements.*)

Abordons le problème pratique. Qui le négociera, d'une part, avec les socialistes, s'ils donnent leur adhésion à la formule du cartel et ne maintiennent pas la motion Bracke, et, d'autre part, avec cette catégorie de républicains de gauche qui sont à notre droite, et, le cas échéant, accepteraient les quatre conditions qui leur seront posées par notre parti, pour permettre de faire la discrimination entre les républicains de gauche qui vont à gauche et les républicains de gauche qui vont à droite ? Cette négociation ne peut être faite avec autorité que par un organisme départemental, une fédération, non pas squelettique, mais vigoureuse qui soit le cerveau lucide de toutes les organisations radicales et radical-socialistes du département.

Il faut donc, tout d'abord, aboutir à cette organisation. Nous avons fait un effort dans ce sens. Ce n'était pas petite besogne, croyez-le bien, car pour notre parti, — comme pour la France et pour le monde, — il y a des opérations de reconstruction à faire, qui limitent tous les débats et commandent



toutes les solutions. Nous avons reconstitué le nombre de fédérations qu'il y avait avant la guerre. Le nombre de nos comités est à peu près celui qu'il était avant la grande tourmente qui nous a entraînés et qui a frappé le Parti radical et radical-socialiste. Ah ! si nous étions dans les conditions de 1914, avec le système du scrutin d'arrondissement, du scrutin uninominal et des deux tours, je vous dirais : Messieurs, nous avons cause gagnée, puisque, avec les mêmes moyens, nous avons la possibilité d'obtenir les mêmes résultats. Aujourd'hui, dans 90 départements, et avec le scrutin actuel, pour la discussion du cartel, la bataille est plus dure qu'en 1914, et nous n'avons pas 90 fédérations radicales et radicales-socialistes. Entre le nombre existant et celui qu'il serait désirable qu'il existât, il y a une large, très large marge. Je ne la préciserai pas. Chacun de nous, dans son département, est fixé, et ce n'est pas à nos adversaires que je veux fournir des armes. Mais notre devoir est de créer, dans tous les départements français, un outillage d'organisation et de défense des intérêts spirituels, moraux, politiques, du parti radical et radical-socialiste.

Tel est le problème qui se pose. Vous savez, messieurs, comment nous avons réglé la question devant le petit Congrès et obtenu un vote à l'unanimité. Nous avons dit : Partout où une fédération existe, elle administrera politiquement les intérêts du Parti radical et radical-socialiste, comme elle le faisait autrefois ; d'ailleurs, sa tâche sera amplifiée par les circonstances. Mais là où il n'existe pas de fédération ? J'insiste sur ce point, mes chers collègues ; c'est le cas de la majorité des départements français. Dans ces départements si, sous prétexte que nous participons à une large coalition des forces de gauche, nous ne sauvegardons pas la part légitime de notre parti, nous sommes exposés à ce résultat paradoxal que la gauche étant victorieuse partout, le Parti radical et radical-socialiste n'aura pas sa part partout ; et au point de vue de la texture parlementaire de la prochaine Chambre, vous



voyez les inconvénients que cet événement présenterait.

Hier, au moment où Herriot tenait un langage de président du conseil, Franklin-Bouillon nous disait : « Nous sommes condamnés à porter la charge du pouvoir dans la prochaine Chambre. » Oui ! mais j'aimerais que les épaules de mon parti fussent particulièrement solides. La mission qui nous incombe à nous, les organisateurs qui travaillons modestement sur la glèbe, c'est de faire que dans tous les départements le faisceau radical et radical-socialiste soit bien organisé. Il y a des départements où, à la date du présent congrès, les radicaux-socialistes ne se sont pas encore préoccupé d'organisation. Dans un beau mouvement d'éloquence, je pourrais dire ici : Que faites-vous dans vos départements ? A quoi passez-vous votre temps ? Apportez-nous votre fédération ! Je n'emploierai pas ce procédé oratoire inopérant. Je sais que les membres du Comité Exécutif appartenant aux départements non organisés ne portent pas la responsabilité de ce défaut d'organisation. Je sais que dans les départements où nous n'avons pas encore serré nos faisceaux, il y a des rivalités d'hommes — ce sont des faits dont il faut tenir compte — d'arrondissements, de villes et de cantons, qui empêchent souvent des rapprochements nécessaires. Je sais aussi qu'il y a des forces d'administration d'argent qui paralysent et intimident nos amis.

Il est indispensable de vaincre toutes ces résistances. Quel est le procédé — permettez-moi de dire quel est l'expédient — auquel nous avons eu recours ? Nous avons essayé de combiner, comme dans toute œuvre réaliste, un principe de décentralisation et un principe de centralisation, et nous avons dit : Là où l'initiative n'est pas venue des hommes politiques d'un département, nous allons nous substituer à eux. Etant donnée leur carence nous allons agir. Nous allons donc faire avec ces troupes, ces chefs, ces militants départementaux, dans le cadre de chaque département, le faisceau qu'ils n'ont pas fait. Nous allons passer outre aux difficultés qu'ils ont rencontrées, les mettre en présence d'un fait acquis,



leur dire : Monsieur X. Y. Z., et vous, citoyens de tel ou tel comité, nous vous avons fédérés sous notre contrôle. Nous sommes bien obligés de dire « contrôle », puisqu'ils n'ont pas pris d'initiative. Je sais qu'en le disant, j'apaise quelques inquiétudes qui se sont fait jour dans une récente séance de notre commission. Quelques-uns de nos amis sont venus me dire : « Si nous sommes en retard, allez-vous, maintenir cette date brutale, du 15 septembre, anéantir notre travail ? » J'ai répondu : Non. Si vous êtes en formation, le résultat que nous recherchons est obtenu ; si vous êtes en mouvement, le but que nous voulons atteindre est en vue. Nous avons voulu stimuler votre activité, ne pas vous laisser bercer par des rêves !

Nous ne voulons pas vous laisser penser que nous aurons miraculeusement, à la dernière minute, un scrutin répondant à nos vœux. J'ai signé hier avec Archimbaud, le vœu le plus net et le plus catégorique pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement. Je l'ai toujours défendu, alors que tant de nos amis étaient partisans du scrutin de liste ou de la R. P., parce que j'ai reçu quelques leçons d'histoire et que je sais que pour grouper les hommes dans le pays, alors que les partis ne sont pas organisés, il faut des hommes-drapeaux, et que c'est autour d'eux qu'il faut grouper les bons républicains de tous les points de la France.

Nous n'aurons pas cette situation favorable. Il faut que nous nous placions en présence de l'autre, sans quoi nous ne sommes pas des hommes politiques. Il faudra donc aller à la bataille avec des alliés, s'ils viennent à nous, de droite et de gauche ; des alliés qui voudront avoir la plus belle part du festin. C'est normal ; ils ne répondraient pas au désir de leur parti, et ne feraient pas leur devoir s'ils n'essayaient pas d'obtenir ce résultat. Nous nous trouverons donc en présence d'hommes qui voudront avoir un peu plus que leur dû. Nous demanderons, nous, notre juste part, mais toute notre part. Et vous ne pouvez pas la réclamer utilement, si vous n'êtes pas armés pour le faire.



Il faut que nous ayons, dans la Chambre de 1924, les 180 radicaux-socialistes qui étaient dans la Chambre de 1914, et nous pouvons les avoir. (*Applaudissements.*) Alors, automatiquement, par la composition de l'assemblée, le groupe qui a aujourd'hui 180 membres et qui entraîne la politique française à droite, l'Entente Républicaine, sera débusqué de sa position, et les nôtres seront les maîtres de la situation. Il faut donc leur amener 100 députés de renfort. Voilà la mission à accomplir, le but à atteindre. Il faut qu'un parti sache où il tend, ce qu'il veut faire, ses possibilités et le but à atteindre. Sans quoi, que fait-on ? Des discours inutiles. Il faut que nous arrivions à cette récupération.

M. ARCHIMBAUD. — Pour arriver à ce résultat, il y a deux moyens : l'union des gauches ou le scrutin d'arrondissement.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Mon cher ami, je suis d'accord avec vous. Comme ce ne sont pas nos adversaires qui vont nous donner le scrutin d'arrondissement — ils seraient bien bêtes — alors, c'est l'union des gauches.

C'est le cartel. Organisons donc le cartel, mais de telle façon qu'il nous donne les cent députés radicaux-socialistes supplémentaires auxquels, comme parti, nous avons droit. Voulez-vous que nous les ayons ? Voilà le problème. Si oui, il ne faut pas que, dans 50 départements nous abandonnions la partie aux aléas de toutes les coalitions.

Prenons les statistiques. Prenons le numéro du *Temps* du 6 janvier 1920, quand on a fait le bilan de la situation politique en France. Vous serez attristés quand vous verrez le résultat de 1919, mais réconfortés lorsque vous verrez le résultat précédent. Même sans le réconfort que nous ont apporté les admirables élections cantonales et les élections sénatoriales consécutives, qui sont la traduction fidèle de la volonté de notre vaillante démocratie, si vous lisez attentivement les statistiques, vous vous rendez compte qu'il y a un actif de notre parti dans 81 départements sur 90.

Herriot — nous sommes toujours obligés de le ci-



ter et vous savez avec quel plaisir nous le faisons, — disait hier : « Nous sommes le plus grand parti de France. » J'ai fait le tour des autres partis. J'ai regardé les socialistes unifiés qui, aujourd'hui, représentent deux corps d'armée sur trois d'une armée antérieurement plus forte; les socialistes indépendants qui restent dans un état fixe, d'immobilité, depuis plus de vingt ans. Je le dis sympathiquement, mais je le constate parce que c'est un fait. J'ai considéré également les républicains dits de gauche. Mais aucun de ces partis, dans le passé, n'a pu aligner des effectifs comparables aux nôtres, même de loin. A l'heure présente, pour conserver à mon parti tous les avantages qu'il avait dans 81 départements, je suis bien obligé de chercher les précautions nécessaires pour la défense de ce capital radical-socialiste qui se trouve aujourd'hui éparpillé dans chaque département, et dont je veux confier la concentration et l'exploitation à un comité solidaire et responsable. Voilà le but de notre proposition.

Sans insister sur le fond de ce débat, et après vous avoir présenté ces considérations, je vous dis : Voulez-vous donner à l'organe central du parti, c'est-à-dire au bureau placé sous le contrôle du Comité Exécutif, à la commission de propagande placée sous le contrôle du bureau et du Comité Exécutif, les moyens et l'autorisation de faire, dans les départements non organisés, cette œuvre de consolidation ? Dans un bel esprit de solidarité radicale-socialiste et en vous plaçant au-dessus des rivalités et des contingences locales, voulez-vous nous donner le moyen d'armer notre parti et de l'équiper pour la bataille dans chaque département ?

Telle est la question que je vous pose. Vous sauvez peut-être ainsi 40, 50 ou 60 sièges, peut-être le double si nous sommes heureux. Cela en vaut la peine. Il s'agit donc d'un grand problème d'organisation. Savez-vous ce qui m'effraie un peu quand je fais une semblable proposition ? C'est la lourde responsabilité pour nos amis du bureau, pour notre secrétaire administratif, le dévoué, vaillant, tenace, fidèle Bouffandeau (applaudissements), lorsque je vois



monter le flot des récriminations, des revendications. Evidemment, ce sera une lourde tâche. En la réclamant, nous réclamons le droit de vaincre honorablement ou de porter des responsabilités qui sont lourdes pour les épaules des citoyens, même les plus dévoués. (*Applaudissements.*)

Eh bien, citoyens, pour employer les expressions de nos amis du Parlement, nous sommes condamnés à prendre ces responsabilités ou bien nous allons fausser la bataille. Je vous pose la question : Voulez-vous prendre vos responsabilités au moment où nous imaginons un désirable cartel ? Allons-nous arborer dans cette bataille, le plus grand et le plus noble drapeau ? Si vous êtes de cet avis, nous vous demanderons d'entériner les décisions du petit congrès, et de nous permettre, d'accord avec le Comité Exécutif, de préparer un rassemblement de toutes nos forces. Laissez-moi alors espérer que votre zèle, votre ardeur, diminueront le plus vite possible nos charges par la constitution des fédérations qui s'impose, car il ne faut pas qu'en nous attendant vous renchiez à faire un effort vous-mêmes. Le seul résultat que nous aurions obtenu serait de décourager votre bonne volonté. La charge sera accablante ; nous vous demandons grâce et nous vous prions de prendre la plus grande part possible du fardeau sur vos propres épaules.

Telle est notre première proposition. J'ai dit tout ce que je pouvais dire sur le problème de l'organisation. Liberté d'organisation et d'action pour les départements que vous me permettrez d'appeler majeurs, parce qu'ils ont fait un effort d'émancipation, et liberté pour le Parti d'organiser les départements qui sont restés mineurs, puisque, jusqu'à présent, ils ne font rien et semblent se placer sous notre tutelle.

Quand nous aurons émancipé les uns après les autres, un problème se posera. Il est délicat, je le répète aussi. Nous sommes ici pour voir des réalités en face. Quand je consulte mes amis, à l'occasion de déplacements que je fais pour le parti, de conversations que j'ai avec nos amis de la Chambre, voici la question que nous nous posons : Comment



cela va-t-il dans votre département ? Et chez vous ? On nous parle des questions de personne. On nous dit : Il y a trop de candidats dans notre parti et dans les partis voisins, ce qui fait que bien que tous les cœurs acclament la liste unique de cartel, il y a des vœux pour les listes séparées permettant de prendre des billets de loterie. Même avec le risque de perdre que comportent tous les jeux, on préfère risquer que de ne courir aucune chance. Voilà le péril. Pour tous les militants et parlementaires va se poser un problème de conscience. Il y a une minute où il faudra se sacrifier. Oh ! pour sacrifier les autres, on est toujours prêt (*Sourires*), mais il faudra envisager un sacrifice personnel.

Nous arrivons alors au problème des éliminations. Il faut appeler les choses par leur nom. Les vieux militants — pourquoi ne pas comprendre tout ce qu'il y a de légitime dans leur vœu — nous disent : « Nous n'avons jamais désespéré du parti, nous sommes restés fidèles quand tout le monde était infidèle, nous nous sommes accrochés au terrain, nous avons essuyé les sarcasmes, nous avons été considérés comme de petits esprits parce que nous avons la faiblesse de persévérer dans notre fidélité, et c'est à nous qu'on va opposer des hommes venus à la dernière heure ! » Un souvenir hante alors les cerveaux de ceux qui font de la politique dans ce pays depuis 25 ans. Va-t-on recommencer comme en 1910, où des radicaux récents ont pris la place de vieux radicaux, de ceux qui avaient été fidèles à Waldeck-Rousseau et à Combes ? Quand ces *mal élus* ont été les maîtres, ils ont obtenu grâce dans les groupes parlementaires, au détriment des vieux militants qui n'avaient jamais failli. Voilà la voix qui monte de nos comités locaux, et c'est elle que je viens faire entendre à vos oreilles. Il y a là des intérêts qu'il faut sauvegarder. Il ne faut pas écarter de vieux militants pour improviser, à la dernière heure, des candidatures plus brillantes venues on ne sait d'où. Il y a dans la politique des hommes qui font beaucoup de zigzags, ce qui n'est pas une garantie pour nous que plus tard ils seront dans la ligne droite. Citoyens, faites un reel sur la vie de



chacun des candidats avant de lui confier la défense de nos intérêts, consultez son attitude vis-à-vis de votre parti. (*Applaudissements.*)

M. ODIN. — Il y a un règlement qu'on n'applique jamais.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — C'est votre faute, car dans la période qui précède les élections, on prend beaucoup d'initiatives, mais dans la période intermédiaire, on laisse se poser beaucoup trop de problèmes. Le règlement est ancien. Je l'ai étudié. Le voici : « Quiconque ne sera pas inscrit depuis au moins un an dans le parti radical et radical-socialiste... »

M. ODIN. — C'est bien insuffisant, d'ailleurs.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Mon cher Odin, attendez, je vous prie. Nous examinons le problème très froidement, ne le passionnez pas.

J'ai lu : « Depuis un an », et j'ai vu notre éminent ami et vice-président, le Dr Pinard, qui souriait. Il y en a qui sont radicaux-socialistes depuis un demi-siècle ; on ne s'en est aperçu qu'au bout de ce temps. Il y a les purs, ceux qui savent attendre. Cher Maître, vous apportez à notre parti non seulement un haut exemple de science, mais de fidélité aux idées, qui inspire de l'admiration aux vrais cœurs démocrates et je m'incline devant votre vie et votre exemple. (*Vifs applaudissements.*)

Nous demandons que l'inscription sur les registres du parti date d'au moins un an. Nous recevons les plaintes de ceux qui sont dans le parti depuis moins longtemps que le docteur Pinard, mais depuis vingt ans déjà. Or hier, dans un journal local qui s'intéresse à mon activité, on a publié un rapport dans lequel j'ai indiqué que nous devrions nous en tenir à la date du 15 septembre 1923. Une lettre privée m'apprend qu'en fixant cette date, j'ai dû vouloir frapper certaines personnalités d'exclusion. Ainsi, on diminue le délai réglementaire de six mois et il y a encore des personnes qui estiment que le règlement est trop rigoureux et que nous exigeons une fidélité extraordinaire. (*On rit.*)

Messieurs, vous jugerez. J'ai mis ma signature au



bas d'un rapport et je la maintiens. Je ne vise personne en défendant la date du 15 septembre 1923. Nous avons formulé un programme et dit : Les fédérations devront se faire connaître, avec leurs effectifs, leurs cadres, leurs hommes, à la date du 15 septembre 1923. A cette époque chacun aura pris position en France. Le petit congrès a eu une publicité qui a été très avantageuse. Toute la presse communiste, socialiste, indépendante, radicale et radicale-socialiste, cléricale et monarchiste, a dit ce que nous pensions faire. Donc tout le monde savait qu'au 15 septembre 1923 les congrès départementaux devaient avoir fixé les cadres et les effectifs. On ne peut pas dire qu'on n'était pas informé de nos intentions.

Je n'ai pas l'habitude, au sein des commissions ou ailleurs, d'opposer des formules d'amour-propre aux demandes légitimes de mes amis. Si vous estimez que nous devions appliquer le règlement textuellement, il n'a pas été abrogé et nous l'appliquerons.

M. POSTEL. — Ce serait préférable.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Je vous demanderai de prendre en considération le sursis que j'avais accordé. Je ne voulais pas donner l'occasion, dans certains départements, à des radicaux qui n'avaient pas affiché leur attitude, de constituer ces demi-portions de parti politique qui se présentent au cartel avec un appétit pour deux portions. Voici, en effet, un paradoxe de la situation politique : comme nous n'avons pas la représentation proportionnelle, sous le régime du cartel, quand il y a en vue une majorité absolue qui emporte tout un département, les partis forts deviennent alors les partis faibles, parce que, pour qu'il y ait cartel, il faut qu'il y ait association, et les candidats habiles multiplient les partis pour être titulaires des deux portions de ces partis. Le problème n'est pas facile à résoudre. Je m'étais dit : Si je retiens jusqu'au 15 septembre 1923 ces demi-héros dans le parti, ce sera au parti de juger de leur moralité. Si vous préférez le terme classique d'un an, vous le voterez. Si vous le votez, nous ne nous considérerons pas comme battus. Nous vous avons simplement fait connaître notre pensée pour



vous éclairer. Laissez-moi vous dire qu'il est impossible de faire de la politique pratique sans un minimum d'interprétation psychologique. Voilà pour les militants.

Passons maintenant aux députés. Ils iront devant les congrès, rendront compte de leur mandat, justifieront leur politique. Je suis sûr que pour les fidèles, ceux du Comité exécutif, il n'y aura pas de bataille; ils sortiront victorieux et avec éclat de nos congrès. Il y en a qui sont candidats automatiquement. Il y a, à la Chambre, un groupe présidé par notre ami Renard. C'est déjà un titre que d'en faire partie, mais pas suffisant à mon avis. Nous ne sommes pas attachés à ceux qui ne font pas partie du Comité exécutif; nous ne pouvons pas avoir pour eux près d'égards qu'ils n'en ont pour nous.

Il y a une troisième condition : non seulement il faut qu'ils soient du Comité exécutif, mais encore rattachés à un comité radical de leur département. Il faut tout de même qu'il y ait une base à la délégation.

Je suis d'avis que les deux battants du congrès doivent être ouverts devant ceux qui remplissent ces trois conditions. Pour les autres, on discute, et si des militants ont des titres égaux ou supérieurs, j'estime que la discipline et le contrôle du parti doivent s'exercer en leur faveur.

Je me résume :

1°. Dans les départements où la Fédération radicale et radicale-socialiste n'existe pas à la date du présent congrès, nous vous demandons le droit de constituer un comité central d'organisation, d'action et de propagande qui fera les tractations avec les partis voisins, au nom du parti radical-socialiste et sous son contrôle. (*Très bien !*)

2°. Là où les fédérations radicales et radicales-socialistes sont instituées régulièrement à cette date, nous vous demandons de leur laisser toute liberté d'action pour négocier le cartel sur la base fixée par le parti et selon les règles de discipline établies par le règlement.

Donc, de l'ordre et de la clarté partout.



Nous estimons que lorsque ces deux décisions auront été adoptées, il sortira de là des congrès réguliers qui feront des tractations claires, ouvertes et heureuses pour notre parti. Nos intérêts seront défendus. C'est à chacun, sur place, de trouver les hommes qui méritent le mieux, s'ils sont en règle avec le parti, l'honneur et la responsabilité d'aller à la bataille, au milieu de tant d'embûches et, comme on le disait hier, avec un lourd fardeau à porter.

En second lieu, on vous demande, pour les candidats, non pas d'appliquer une sorte de doctrine féroce et hargneuse, mais d'avoir égard à la loyauté, à la fidélité vis-à-vis de notre parti. Il y a des hommes que nous soutiendrons avec bien plus de cœur, dans notre intérêt, sur notre droite et sur notre gauche, si nous n'avions pas le sentiment qu'ils constitueraient chez nous une intrusion au détriment de gens qui n'ont jamais démerité. (*Applaudissements.*)

M. Jean ODIN. — J'avais, avec mon ami Cante, rédigé un vœu par lequel nous demandions que le cartel fût considéré comme la règle, et que l'isolement fût l'exception. Je tiens à dire que les conclusions du rapport nous donnent satisfaction et que, n'ayant point d'amour-propre d'auteurs, nous retirons notre vœu.

Mais je voudrais souligner, en quelques mots, les raisons pour lesquelles nous avons pensé qu'il était bon de le déposer : Le scrutin actuel présente des caractéristiques majoritaires qui font qu'on ne peut prétendre que c'est créer le confusionnisme politique que de s'intégrer aux autres partis pour former un cartel ou un bloc alors qu'on arriverait, en réalité, par l'isolement, à nous faire perdre le bénéfice du revirement qui s'est produit en faveur des idées démocratiques.

Si vous jetez un regard sur la situation des départements au moment des élections législatives de 1919, vous êtes impressionnés par cette constatation que ce n'est point tant la diminution du nombre de nos suffrages, qui a fait passer la représentation radicale de 172 à 80 députés, que l'amputation, à notre préjudice de tous les droits qui résultaient du bénéfice



majoritaire, de la loi électorale, amputation qui se produisit au profit de la réaction, par le jeu de la motion Bracke, qui avait coupé les forces de gauche. (*Très bien !*)

Dans un département comme celui de la Gironde, M. Mandel n'a été élu que par 2.000 voix de majorité absolue. Si nous avions pu réaliser l'union républicaine, le bloc des gauches, nous aurions pu réduire la représentation du Bloc national à 7 élus au lieu de 12.

Dans le département du Gard, une différence de quelques centaines de voix, en faveur de la liste royaliste lui donne quatre sièges, alors que la liste socialiste et la liste républicaine, avec le double de suffrages, n'en ont que deux, faute d'avoir fait l'union.

Je ne veux pas multiplier les exemples. Nous nous félicitons de ce qu'on n'ait point attenté à la liberté des fédérations. Nous sommes respectueux de leur autonomie. Nous voulons bien admettre, cependant, avec le rapporteur, qu'il y a des départements majeurs et des départements mineurs. Et, puisque nous nous arrogeons le droit de tracer les limites dans lesquelles doivent évoluer les alliances, nous pouvons bien aussi, au point de vue de la tactique, donner quelques conseils à nos députés, sénateurs et ministres.

Ils sont bien majeurs aussi, et, cependant, ils ont commis des erreurs que des décisions plus nettes du Comité Exécutif et surtout des congrès eussent pu éviter.

Je regrette qu'on ne m'ait pas suivi à Strasbourg, en 1920, quand, avec quelques amis, et notamment Meyer et Garnier, j'ai soutenu que, dans une Chambre de Bloc national, quand un parti voulait être de l'opposition, comme le parti radical et radical-socialiste, il ne devait pas fournir des ministres solidaires de la politique du bloc national. (*Applaudissements.*) A Strasbourg, j'ai été battu sur cette motion. Je ne l'ai pas reprise par la suite, faisant confiance à ceux qui nous dirigeaient. Mais je dis qu'à la veille des élections, il n'est pas inutile de penser



qu'il y a chez nous, dans la Gironde, des gens comme Mandel, que nous avons appelé le plus grand commun diviseur, qui espèrent empêcher la formation du Bloc des gauches.

C'est pour cela que je vous ai demandé, citoyens, de dire que vous étiez, en principe, pour le cartel obligatoire, partout où il pourrait nous donner la victoire. (*Applaudissements.*)

M. STREICHER. — Délégué au Comité exécutif par le Département de la Haute-Saône, et délégué à la propagande des départements de l'Est, je porte sur mes épaules un poids qui n'est pas commun. Dans notre fédération de la région de l'Est, nous voudrions savoir exactement quelles sont les directives que nous devons prendre dans le cartel.

Nous sommes inondés, en ce moment, par des tracts qui viennent de la Ligue de la République. J'en suis un des fondateurs. Je vois sur une liste le président Herriot et d'autres collègues. Partout, dans nos campagnes, on nous demande quelle sera l'attitude de la Ligue de la République vis-à-vis de nous. Dans le département de la Haute-Saône, où je suis un de ceux qui défendent le parti radical et radical-socialiste, à côté de l'ami Couyba, je vous garantis que la lutte est dure. Il faut que nous soyons armés et que nous sachions de quel côté nous tourner. Nous sommes battus en brèche de toutes les façons. Les comités républicains se fondent à côté de nous; ceux qui veulent la chute du parti radical nous tirent dans le dos. Il faut qu'une fois rentrés dans nos départements de l'Est, nous puissions faire notre propagande. En ce moment, un sénateur essaye de créer une combinaison à côté de la combinaison électorale républicaine, qui pourrait faire le plus grand tort à l'esprit laïque et à la démocratie. Je ne veux pas citer son nom, parce que j'espère encore qu'il rentrera au bercail. Il ne fait pas partie du parti radical et radical-socialiste. Quand nous allons nous trouver en face de lui, est-ce que la Ligue de la République, qui le compte parmi ses membres, ne viendra pas faire, contre le cartel, l'obstruction que nous craignons depuis quelque temps ?



C'est pourquoi je voudrais demander des directives au Comité exécutif, au sujet de l'attitude que nous devons prendre vis-à-vis de la Ligue de la République.

M. FLEIZER. — C'est exactement le programme que vous avez voté hier. La Ligue de la République s'effacera le jour où le cartel sera fait; elle cherche à faire l'union entre les républicains pour mener la bataille.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Notre collègue de la Haute-Saône vient de nous demander une explication sur un cas précis de discussion; je m'empresse de lui dire que le bureau du Comité Exécutif de demain et la Commission de propagande d'après-demain sont à sa disposition, car nous sommes obligés de traiter isolément les cas concrets.

Sur la question de la Ligue de la République, je déclare qu'Herriot n'est pas à sa tête, il est à la tête du parti radical et radical-socialiste seulement. (*Très bien !*) Notre attitude vis-à-vis de la Ligue de la République ? Elle se présenterait à nous comme un organe d'action et de propagande dans les départements où nous étions défaillants — c'est le mot qu'on a prononcé. Je pense que s'il y a eu carence, elle a pris fin. Je ne dis pas que cela exige de la part de la Ligue de la République, un effacement. Non ? Dans la mesure où la Ligue de la République fera de la lutte républicaine, elle nous trouvera à côté d'elle amicalement et affectueusement. Mais nous considérons qu'elle aurait une attitude inamicale vis-à-vis de nous, si elle veut instituer des listes en face des nôtres, et si, sous prétexte de procéder à la formation des cartels, elle préparait une action que nous ne sentirions pas aussi solidaire que nous l'espérons. (*Applaudissements.*)

M. BALLUT. — L'assemblée générale de la Ligue de la République aura lieu dans huit jours. Si on voulait attendre jusque là, les radicaux-socialistes qui en font partie pourraient profiter de cette circonstance pour exprimer l'opinion de leur parti.

M. FLEIZER. — A différentes reprises et notamment



dans l'Isère, la Ligue de la République a pris des décisions en vue de s'effacer devant le Comité radical-socialiste, de façon à ne pas le gêner.

M. BOUFFANDEAU. — Il faut se garder ici de prononcer aucune parole désagréable pour des camarades de la Ligue de la République, mais affirmons que nous voulons rester nous-mêmes. Un danger nous a été signalé : le noyautage dans les comités radicaux. Constituez vos comités radicaux et non des sections de la Ligue de la République. Cette Ligue ne devait avoir en vue que de faciliter l'union des divers partis de gauche. C'est ce que nous attendions d'elle; c'est ce que nous souhaitons.

M. FLEIZER. — C'est ainsi.

M. BOUFFANDEAU. — Nous avons posé en principe qu'il ne devait pas y avoir d'adhésions personnelles à la Ligue, mais des adhésions de groupements et de comités. Si ce principe avait été respecté, il n'y aurait pas eu la moindre difficulté entre nous. Mais on a constitué les sections de la Ligue de la République sur d'autres bases. (*Approbation.*) Il y a eu des erreurs, des conflits locaux; ils proviennent souvent de ce que l'on a introduit dans les sections des personnalités dont l'attitude passée irrite les radicaux. Toutes les questions locales nous les examinerons, comme vient de le dire Milhaud. Mais il ne faut pas que, dans certains départements, on se serve des noms d'Herriot, de Renard, de Buisson ou d'autres pour combattre les radicaux. Le comité central n'est pas responsable des erreurs locales sans doute. Nous appelons sur elles son attention. Je dois dire maintenant, au nom de notre président Herriot, qu'il n'est pour rien dans la direction de la Ligue de la République. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gavaudan.

M. GAVAUDAN. — Il est indiscutable que si, au dernier moment, des élus viennent s'inscrire au parti radical pour avoir ses suffrages, ils seront écartés. Les élus doivent avoir appartenu au parti pendant toute la législature. Or, nous allons assister à ce scandale, aux élections de 1924, que des hommes qui nous ont combattus jusqu'à ce jour et qui voient, à l'heure



actuelle, notre parti planer au-dessus des autres, vont venir s'y faire inscrire. Je demande donc, d'une façon formelle que les élus qui n'ont pas été inscrits au parti pendant toute la durée de leur mandat ne puissent pas être candidats du parti. (*Applaudissements.*)

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Cette précision se trouve dans le rapport de la Commission.

M. GAVAUDAN. — Il est indiqué dans le Bulletin qu'on peut aller jusqu'au mois de septembre.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Non. Vous n'avez pas lu le rapport. Nous avons dit qu'en ce qui concerne les parlementaires, ne sont en règle que ceux qui sont inscrits dans le groupe Renard, qui font partie du Comité exécutif et du Comité de leur département. Que voulez-vous de plus ?

M. GAVAUDAN. — Nous ne voulons pas que des parlementaires, des conseillers généraux, des conseillers d'arrondissement ou élus municipaux qui ne se trouvent pas dans les conditions que j'ai indiquées viennent se prévaloir du nom d'Herriot et du parti radical et radical-socialiste pour être candidats en 1924 et se substituer à des candidats qui, depuis vingt ans, luttent pour le parti. (*Applaudissements.*)

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Il y a des cas régionaux, mais le règlement de notre parti déclare que pour être candidat, il faut appartenir au parti depuis un an au moins comme adhérent.

Mais, étant donné les circonstances actuelles, alors qu'on trouve que nous pratiquons l'ostracisme, nous avons pensé, dans un esprit de libéralisme, qu'il y avait lieu d'accorder un sursis et de dire que si les départements n'étaient pas en règle, il y avait tout de même une excuse pour les candidats. Ensuite pour éviter d'excuser le retard des Fédérations et pas celui du Comité, nous avons pris une disposition commune. Voilà dans quel esprit nous avons proposé la date du 15 septembre.

Le congrès va donc avoir à se prononcer entre ma proposition tendant au sursis et celle de Gavaudan qui consiste à demander l'application pure et simple du règlement. Quelle que soit votre décision,



les hommes qui ont parlé en votre nom s'inclineront respectueusement devant elle.

M. GAVAUDAN. — Je demande au congrès de décider qu'il faudra que les élus aient été inscrits à un groupe du parti pendant toute la durée de leur mandat, et que les militants, pour pouvoir être candidats, devront avoir au moins un an d'inscription à un groupement adhérent au Comité exécutif. Je vous demande de maintenir en vigueur l'article 58 du règlement pour les élections de 1924. (*Applaudissements.*)

M. MARY. — Il est très bien de demander la stricte application du règlement ; mais la formation des cartels nous amènera à être moins exigeants pour d'autres candidats.

M. GAVAUDAN. — Il faut d'abord nous régler nous-mêmes avant de vouloir faire des règlements pour les partis voisins.

M. LEROUGE (Roubaix). — Au nom de la section Roubaissienne, je vous demande ce que vous pensez d'un député appartenant à une section radicale locale et qui n'est pas inscrit au groupe du parti à la Chambre ?

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Il n'est pas en règle avec le parti.

M. LEROUGE. — C'est le cas de M. Loucheur. Que devons-nous faire ?

M. GAVAUDAN. — Il n'est pas inscrit au comité départemental, donc il n'est pas du parti.

M. Albert MILHAUD, *rapporteur*. — Nous ne pouvons pas perdre notre temps à évoquer toutes les querelles locales. Il ne faut pas demander, par une défaillance de civisme, aux représentants du Comité Exécutif, de prendre la responsabilité de ce qu'on ne veut pas faire soi-même. Il faut avoir le courage de dire clairement ce qu'on veut dire. Gavaudan a eu le mérite de poser une question nette. J'ajoute qu'étant donné les observations qu'il a présentées, je ne fais aucune difficulté à retirer mes propositions concernant les candidats, car je ne veux pas apporter dans ce débat, au nom d'une commission qui veut travailler à la constitution des forces de gauche,



même l'ombre d'un dissentiment entre mes amis et moi. (*Applaudissements.*)

Si j'ai proposé cette motion moins rigoureuse, c'est que je sais qu'il y a, dans un grand nombre de départements des démocrates qui, n'étant pas en règle, aspirent à se ranger derrière nous. Pour des raisons d'opportunité, je ne voulais pas travailler directement ou indirectement à la multiplication de ces partis qui nous disent : « Je veux ma part dans le cartel. » Ma proposition s'inspirait d'une politique constante qui s'écarte peut-être un peu du règlement, mais se rapproche de notre idéal. Tel était le sentiment auquel j'avais obéi. Mais comme je ne veux pas que vous vous divisiez sur ce point, ayant pris ma responsabilité, je vous laisse le soin de prendre la vôtre. Vous vous trouvez donc actuellement uniquement en présence de la proposition du citoyen Gavaudan.

M. GRISONI. — C'est le règlement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix la proposition de M. Gavaudan.

(Adopté.)

## LE RÈGLEMENT

(Suite)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Postel.

M. POSTEL, *rapporteur*. — Citoyens, comme vice-président et rapporteur de la commission du règlement, je vous rappelle le texte dont la discussion a commencé au début de la séance de l'après-midi d'hier et dont la suite a été renvoyée à ce matin, pour examen définitif et pour la décision à prendre.

« Article 6. — Les Sénateurs et Députés adhérents  
« au parti devront refuser leur collaboration et leur  
« confiance à tout ministère ne s'appuyant pas sur  
« une majorité composée, dans sa plus grande partie  
« numérique, de groupes ou d'éléments de gauche.  
« Tout sénateur ou député adhérent au parti qui con-  
« treviendrait à ce devoir sera déféré devant la com-  
« mission de discipline en vue de son exclusion. »



En vous présentant, mes chers collègues,, pour la troisième fois, dans sa rédaction actuelle, cet article 6 du règlement, votre commission de propagande et règlement accomplit son devoir; elle vous prie instamment de faire le vôtre en prenant, comme nous le faisons nous-mêmes, votre responsabilité d'une décision.

Il y a chez nous tous unanimité pour considérer que nos parlementaires adhérents au parti ne peuvent pas donner leur concours ministériel ou leur confiance à un gouvernement qui ne s'appuierait pas sur une majorité de gauche. Nous sommes tous d'accord sur ce point.

Notre divergence d'opinion n'apparaît que sur la sanction ou plutôt la forme de la sanction que nous voulons demander contre ceux de nos adhérents qui manqueraient à la règle et au devoir que nous voulons faire respecter. La commission du règlement demande que ces contrevenants soient déférés à la commission de discipline, en indiquant à celle-ci qu'à notre avis, c'est en vue de leur exclusion que nous les faisons comparaître devant elle.

D'autres vont plus loin et veulent que nous les déférions à la commission de discipline en lui imposant d'avance l'obligation de les exclure. (*Applaudissements.*)

Nous ne pouvons pas accepter ce mandat impératif a priori, en matière de justice, de discipline et de condamnation, parce que nous le considérons comme contraire à toute règle. Une sanction, une condamnation de cette gravité ne peut se passer de procédure et de défense de l'accusé. (*Très bien !*)

C'est pourquoi nous vous prions, une dernière fois, d'adopter le texte qui vous est présenté et qui, s'il ne donne pas entièrement satisfaction à quelques-uns, comporte cependant un avertissement solennel à ceux qui seraient tentés de méconnaître l'esprit, la doctrine et la discipline du parti. Nous vous prions d'adopter nos conclusions. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Rouby.

M. ROUBY. — Mes chers collègues, je suis obligé à vous m'en excuserez de vous entraîner pour quel-



ques instants dans le cadre de la politique corrézienne. Sur cinq élus, trois appartiennent au bloc national, M. de Lasteyrie est leur chef indiscuté un au groupe communiste, et seul, en face de ces adversaires, résistant courageusement, notre ami Queille. Donc, situation difficile. Grâce à nos militants, nous avons « repris du poil de la bête », et nos adversaires sentent déjà souffler le vent de la désaffection. Ils font appel au moyen désespéré qu'est la pression officielle.

Et c'est là que je veux en venir : il est inadmissible, d'une façon générale, que des hommes de notre parti se fassent les complices conscients de cette pression. Je ne veux et ne sais d'ailleurs parler par paraboles : l'homme que je mets en cause — et, entendons-nous bien, il ne s'agit pas ici de réclamer des sanctions, mais de demander au congrès de prendre une décision qui empêchera le retour d'un semblable cas — l'homme que je mets en cause est M. Albert Sarraut.

M. RENARD. — Pas de personnalités.

M. ROUBY. — Quand on accepte les honneurs, il faut prendre les responsabilités qui en découlent. (*Mouvements divers.*)

Il y a trois mois, M. A. Sarraut est venu présider la Foire-concours de Bord, manifestation purement agricole, assure-t-on. En réalité, le banquet qui a suivi fut l'occasion préparée de vanter les mérites du chef du bloc national corrézien. (*Interruptions.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je vous rappelle que vous avez la parole sur le rapport de la commission de discipline. Si on expose des cas particuliers, nous ne pourrions jamais épuiser l'ordre du jour.

DE NOMBREUSES VOIX : Parlez, Parlez.

M. ROUBY. — Il est logique que les hommes du bloc national fassent l'éloge de leur chef. et ils ne s'en privent pas ; mais cela ne fait pas une grande impression sur les électeurs de la Corrèze ! aussi il fallait tenter un grand coup ! et ce fut M. Sarraut qui se chargea à ce banquet, de faire l'apologie de M. de Lasteyrie ! « S'il le faut, a-t-il dit — je viendrai dire à ses électeurs tout le bien que je pense



de mon camarade au ministère. » C'est-à-dire : S'il le faut, moi, Sarraut, membre du parti radical-socialiste, je viendrai soutenir électoralement la candidature de M. le comte de Lasteyrie. (*Applaudissements.*) Cela, mes chers collègues, c'est mal, et la solidarité ministérielle ou la camaraderie ne l'excuse pas. C'est tromper l'enthousiasme des jeunes qui sont venus manifester leurs sentiments de sympathie avant-hier, c'est leur donner l'impression que dans le parti radical, sous quelques bonnets rouges, se cachent des perruques.

Citoyens, il ne faut plus qu'un fait semblable se reproduise. Nous avons en Herriot un chef admirable, qui ne cesse de rechercher — et ce n'est pas en cela qu'il est le moins grand ! — l'intérêt supérieur de son parti, parce qu'il a le sentiment que ce grand parti est, si je puis m'exprimer ainsi, l'émanation même de l'âme ardente mais saine de notre pays. Il faut que tous ses sous-ordres, sans exception, suivent son exemple. Plus que jamais, le parti radical et radical-socialiste a besoin de direction, de volonté et de discipline. (*Applaudissements.*)

S'il ne veut pas que ses troupes les meilleures et les plus enthousiastes aient un regard complaisant pour des partis plus énergiques, et s'il ne veut pas que ses adversaires aient l'audace de le présenter à la démocratie comme ce four dont parlait Voltaire, qui toujours chauffe, mais où rien ne cuit. (*Applaud.*)

M. Georges BODEREAU. — Citoyens, si vous le voulez bien, nous allons revenir à l'objet précis de la discussion. Je ne parle pas seulement en mon nom personnel, mais au nom d'une grande partie des membres de la commission de discipline dont j'ai l'honneur d'être un des vice-présidents. Nous sommes partisans des sanctions, les plus rigoureuses contre les contrevenants à la discipline, mais encore faut-il que ces sanctions puissent être appliquées légalement. Où trouverez-vous des juges — car la commission de discipline sera appelée à prononcer un jugement — qui accepteront d'examiner un cas alors que leur décision leur aura été imposée d'avance ? C'est inadmissible en équité et en droit. (*Approbat.*)



Vous voulez plus de sévérité, et vous avez raison. Laissez la commission de discipline à son rôle, laissez-lui le soin de procéder à une enquête qui est nécessaire, car nul ne peut être condamné sans avoir été entendu. (Applaudissements.)

Je vous demande de transformer la motion qui vous est proposée, c'est-à-dire qu'il sera précisé dans le texte que les sanctions prévues à l'heure actuelle sont l'avertissement, le blâme, et l'exclusion, et qu'on supprimerait l'avertissement et le blâme pour indiquer, sous une forme à déterminer, que les parlementaires ou les élus qui se mettraient dans le cas prévu ne pourraient entendre prononcer que l'acquittement ou l'exclusion.

M. GAVAUDAN. — L'ordre du jour qui vous est proposé ne donne pas satisfaction à la volonté nettement exprimée par les militants qui veulent en finir avec cette question de camaraderie qui a toujours commandé les décisions de la commission de discipline. (Applaudissements.)

PLUSIEURS VOIX. — C'est une erreur !

M. GAVAUDAN. — Nous voulons, une fois pour toutes, que les peines et les sanctions prévues soient appliquées.

Voici le texte qui vous est proposé :

« Les sénateurs et les députés adhérents au parti devront refuser leur collaboration et leur confiance à tout ministère ne s'appuyant pas sur une majorité composée, dans sa plus grande partie numérique, de groupes ou d'éléments de gauche.

» Tout sénateur ou député adhérent au parti qui contreviendrait à ce devoir, sera déféré devant la commission de discipline en vue de son exclusion. »

Je vous demande de vouloir bien voter l'addition suivante :

» Celle-ci devra demander au Comité Exécutif l'application du règlement du Parti en se conformant aux volontés du Congrès, qui entend, ne tolérer, désormais, aucune défaillance de ses élus sur les principes et le programme du parti. » (Applaudissements.)

M. SATRAGNE. — Si j'étais sénateur ou député, je serais peu flatté que la commission, dans la dernière



partie de sa motion, me prenne pour un naïf. Comment ! vous allez dire que la commission peut ou non exclure ? Mais nos parlementaires, en approuvant un acte du gouvernement, savent ce qu'ils font. Quand Poincaré excluait les radicaux, dans la fameuse séance du 15 juin, les élus qui ont voté pour lui quittaient d'eux-mêmes le parti radical, (*Très bien !*) La question ne se pose plus, et je suis étonné qu'on veuille encore parler ici d'exclusions. Ces parlementaires sont exclus, et si la commission de discipline ne le sait pas, le Comité Exécutif doit le lui rappeler.

M. GRISONI. — Nous sommes en pleine confusion. La commission de discipline est une commission d'enquête, elle n'a pas de sentence à prononcer. C'est le Comité Exécutif qui, après avoir entendu le rapport de la commission de discipline, prend les décisions qu'il entend prendre. La proposition de Gavaudan amène la confusion.

M. LEROY. — On retrouve ici la tendance des jeunes, dont j'ai été autrefois, qui sont pleins d'ardeur mais qui manquent parfois de générosité, et la tendance des vieilles barbes dont je suis, et qui se souviennent que, dans le passé, nous avons protesté avec véhémence contre ce qu'on avait appelé la justice et qui n'était qu'une comédie de justice. Je fais ici allusion à l'affaire Dreyfus. Je dis que nous, républicains, nous n'avons pas le droit de condamner un homme sans l'avoir entendu. (*Applaudissements.*)

Je demande qu'il n'entre aucun parlementaire dans la commission de discipline. De cette façon l'esprit de camaraderie ne se fera pas jour. D'autre part, afin d'éviter à cette commission de discipline toute accusation de partialité, je demande que, lorsqu'un parlementaire sera déféré à la commission de discipline les membres de la commission de discipline qui appartiennent à son département soient récusés de plein droit. L'enquête sera ainsi faite d'une façon impartiale. (*Applaudissements.*)

M. FLEIZER. — La motion de M. Gavaudan peut être adoptée comme une modification du règlement.



M. Albert MILHAUD. — Je voudrais que, dans cette question, chacun prit ses responsabilités. Actuellement, il y a encore certains de nos collègues qui essayent de faire prendre au voisin la responsabilité qu'ils ne veulent pas prendre eux-mêmes.

Dans le cas qu'on citait tout à l'heure, il y a une décision du Comité Exécutif. Je demande si vous voulez blâmer le Comité Exécutif qui a pris cette décision. Si vous blâmez le Comité Exécutif, vous blâmerez avec lui tout le bureau qui a laissé prendre cette décision, sans la combattre... Si vous voulez vous incliner devant une décision du Comité Exécutif....

PLUSIEURS VOIX. — Ce qu'on vient de dire est pour l'avenir.

M. Albert MILHAUD. — Si vous dites que c'est pour l'avenir, je vous suis sur votre terrain, et je déclare que vous avez raison. Mais vous n'employez pas la procédure qui convient. Etant donné que nous prétendons être le parti du progrès, des procédures légales, vous ne pouvez pas demander à un comité de passer outre à toute une réglementation et à toutes les garanties d'ordre juridique du parti. (*Applaudissements.*)

Dans la confusion d'une séance de congrès, on s'achemine vers des débats que nous ne comprenons pas toujours. Tout à l'heure, j'ai dit qu'il fallait que nous eussions des politiques locales et départementales claires en ce qui concerne le choix des candidats. Il faudra que, dans chaque département, la fédération radicale et radicale-socialiste demande des comptes-rendus de mandat. La question va devenir grave. Dans un département, la fédération fera son devoir, c'est-à-dire demandera le compte-rendu de mandat et exigera qu'il ait été accompli en vertu des principes en vigueur dans le parti. Et alors, elle sera une fédération loyale et affiliée, où elle rompra avec nous. En cas de défaillance de l'écu, vous ne pouvez pas admettre que, s'il n'y a pas plainte de la fédération, il n'y ait pas, en même temps, culpabilité de sa part, puisqu'elle tolère que son élu persévère, en lui donnant une nouvelle investiture.



Nous sommes à une heure où nous organisons notre parti. Citoyens, du courage ! pas de faux-semblants. Pas de militants qui, en province, s'inclinent devant les puissances et qui, à Paris, acceptent que la fédération voisine vienne incriminer ceux qu'on n'a pas incriminés sur place. On peut avoir un ministre devant soi et avoir à le combattre ; qu'on se montre ! Peut-être la victoire politique n'est-elle pas au bout, mais la victoire morale est là. Pour dégager ce congrès des querelles et des petites passions, je fais appel au civisme des militants. Avant d'assainir le Comité Exécutif et le Congrès, je vous dis : assainissez vos fédérations. (*Applaudissements.*)

M. DUCKETT. — Milhaud nous a dit que le Comité Exécutif avait pris une décision. C'est exact. Mais cette décision, beaucoup d'entre vous doivent le savoir, a été prise à une très faible majorité. (*Mouvements divers.*) La majorité des deux tiers n'a pas été atteinte. Il y avait la majorité réelle pour l'exclusion des citoyens Sarraut, Strauss et Laffont. Le congrès est souverain. Vous prendrez toutes vos responsabilités comme je les prends moi-même. Je vous demande de prononcer l'exclusion des trois citoyens que je viens de nommer.

M. ARCHIMBAUD. — Il faut au moins les prévenir.

M. ALBERT MILHAUD. — Les collègues de la Gironde qui n'ont pas pu réussir à mettre de l'ordre dans leurs affaires locales ne peuvent pas venir semer le désordre et le trouble parmi nous. J'ai été obligé, par deux voyages, de faire un effort pour amener les radicaux girondins à s'entendre. Ayant fait cet effort, ayant contribué à briser les influences de Mandel, nous n'accepterons pas que ceux qui ne savent pas réfréner les passions chez eux viennent les déchaîner dans cette assemblée. (*Bruit.*)

M. GAVAUDAN. — Je demande la priorité pour ma proposition. Nous voulons bien passer l'éponge sur le passé, mais nous ne voulons plus que les mêmes faits se reproduisent dans l'avenir. (*Applaudiss.*)

Si, comme on vient de le dire, la commission de discipline ne fait que des propositions, je demande qu'elle propose au Comité Exécutif d'appliquer le



règlement. Je crois que nous pouvons nous mettre d'accord en modifiant le deuxième paragraphe de la façon suivante :

*« Tout sénateur ou député adhérent au parti qui contreviendrait à ce devoir sera déféré, en vue de son exclusion, devant la Commission de discipline qui devra demander au Comité Exécutif l'application du règlement du parti en se conformant aux volontés du Congrès, n'entendant tolérer, désormais, aucune défaillance de ses élus sur les principes et le programme du parti. »* (Applaudissements.)

Aucun changement ne serait apporté au premier paragraphe.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le texte de la commission, ainsi complété.

(Adopté à l'unanimité.)

## LE PROGRAMME DU PARTI

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Cathala.

M. CATHALA, *rapporteur*. — Je demande au Congrès d'émettre, sur la question du programme, un vote de ratification de principe. Vous savez, par le rapport sommaire qui a été inséré au Bulletin du Parti, comment se pose la question du programme. Le programme a été révisé, discuté et voté par le petit congrès, au mois de mai dernier. Vous en connaissez le texte qui a été imprimé et distribué sous le titre : « Programme du petit Congrès. »

A l'heure où nous sommes parvenus et étant donné l'importance et la gravité des questions que vous avez encore à résoudre, je crois que le devoir d'un rapporteur du programme, doit se borner à vous demander d'approuver le texte arrêté par le Petit Congrès, au mois de mai dernier. Vous en connaissez le texte qui vous est soumis. Je ne le rappelle pas et je vous propose de le voter purement et simplement. (Applaudissements.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le programme aux voix.

(Adopté.)



## LES QUESTIONS FINANCIERES ET FISCALES

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Jammy Schmidt, rapporteur.

M. Jammy SCHMIDT, *rapporteur*. — Messieurs, votre Commission des finances s'est subdivisée en trois sous-commissions, l'une présidée par notre ami Renard, qui est, en même temps, président de la commission plénière, l'autre par notre ami Queuille, et la troisième par moi.

Je suis obligé de vous rappeler, tout d'abord, la situation financière telle qu'elle se présente dans ses grandes lignes. Il me faut aussi évoquer devant vous le tableau que Renard en faisait l'année dernière, au congrès de Marseille, et qui a été discuté à nouveau dans le rapport publié par le Bulletin.

Franckin-Bouillon disait hier que le parti radical était condamné à prendre la succession du bloc national et qu'elle serait lourde. Seulement, il est nécessaire d'examiner la situation actuelle. Je crois que ce faisant nous ferons le procès de M. de Lasteyrie beaucoup plus utilement qu'en le suivant dans des manifestations électorales départementales ; nous montrerons également quelle est la tâche lourde qui incombera demain au parti radical.

Au mois de décembre 1918, le rapport de M. Chéron au Sénat indiquait que la dette publique était de 176 milliards. En mars 1923, le rapport de M. Henri Bérenger, également au Sénat, disait que cette dette s'élevait à 400 milliards. D'autres chiffres ont été fournis, mais il est impossible, à l'heure actuelle, étant donnée la défaillance totale de la comptabilité publique, le manque d'ordre et de méthode au ministère des finances, de vous dire d'une façon exacte quel est le bilan de la France. Rien que sur un point, sur la dette flottante, il y a une erreur de 14 milliards. En ce qui concerne les bons de la Défense nationale, l'état de nos écritures comptables ne permet pas, à l'heure présente, de dire quel est le chiffre exact des dépenses. Depuis six ans, nous votons des budgets dans de telles conditions fallacieuses, on peut bien le dire, qu'ils n'ont jamais été



précédés du vote du compte général des dépenses. Dans chacune des localités où certains d'entre vous sont maires, vous savez qu'avant de voter le budget primitif, on commence par voter le compte d'administration et de gestion du maire. Depuis six ans, ces pratiques ont été abandonnées par le Parlement, de telle sorte qu'à l'heure actuelle un désordre invraisemblable règne dans la gestion des finances et fait que le gaspillage et le gâchis peuvent se développer dans des proportions que jamais la gestion financière de la France n'a connues.

En ce qui concerne les régions libérées, par exemple, pour 100 francs donnés à un sinistré, il est dépensé 30 francs de frais de bureau, c'est-à-dire 30 0/0.

La situation que je vous expose est d'autant plus grave que nous ne pouvons plus, aujourd'hui, — il est nécessaire de le dire — compter sur le paiement de l'Allemagne pour faire face à cette situation financière catastrophique.

Le 23 août dernier, Poincaré, dans son Livre Jaune, indiquait, dans sa réponse à l'Angleterre, la somme que nous réclamerons de l'Allemagne. Il en arrive à réclamer les 26 milliards de marks-or des obligations A et B, qui ne représenteraient, au cours actuel, que de 80 à 100 milliards. Devant notre dette de 400 milliards, nous aurions à peine le quart si l'Allemagne payait tout et tout de suite. Or, nous savons qu'elle ne le fera pas, qu'elle nous donnera des annuités qui ne sont pas encore perçues.

Il est donc faux de dire que les paiements de l'Allemagne suffiront à effacer les fautes financières du bloc national.

Les emprunts continuent d'une façon permanente.

Les emprunts du Crédit National pour nos régions libérées sont nécessaires et légitimes, les emprunts faits pour équiper la France au point de vue économique sont productifs et profitables, mais à chaque instant le gouvernement est obligé de recourir à des crédits additionnels ; de telle sorte qu'on nous présente un document qui s'appelle le budget, avec un chiffre de dépenses de 23 milliards, et qu'à la fin de l'année, on se trouve en avoir dépensé 48 ou 50.



Tous n'ont pas été employés à la réparation des dommages de guerre ; une grande partie a été consacrée, dans des conditions véritablement lamentables, à des expéditions de prestige lointain.

Nous avons dépensé plus d'un milliard pour l'affaire Wrangel. Nous n'en savons pas encore le compte ; depuis trois ans, on n'a pas encore pu nous fournir le chiffre exact de la dépense.

Six ou sept milliards ont été dépensés pour la Syrie ; nous ne connaissons pas non plus les totaux. Nous n'avons pu obtenir de M. de Lasteyrie qu'il nous apporte le chiffre exact de ces dépenses.

Combien dépensons-nous, à l'heure actuelle, dans la Ruhr ? Aucune vérification n'est possible, et aucun chiffre ne nous est apporté.

Le contrôle du Parlement est devenu inexistant. Nous constatons le désordre des écritures publiques et la disparition du contrôle du Parlement. Première réforme que le parti radical aura à accomplir quand il arrivera au pouvoir ; remettre de l'ordre dans la maison et réclamer de l'honnêteté de la part des fonctionnaires.

J'entends bien que les fonctionnaires de France sont honnêtes, et que lorsqu'ils appliquent leurs crédits ils ne mettent pas un sou dans leur poche. Ce n'est pas cela qu'on appelle l'honnêteté d'un fonctionnaire républicain. L'honnêteté d'un fonctionnaire républicain, c'est l'intégrité complète qui fait que lorsqu'on a un crédit à sa disposition on essaye de l'utiliser d'une façon consciencieuse, en empêchant précisément les dépassements, alors qu'à l'heure actuelle le gâchis permet tous les dépassements de crédits, sans vérification et sans ordre. Donc, première réforme : introduire de nouveau de l'honnêteté, de la méthode, de la clarté et de l'exactitude dans les écritures comptables. Ce n'est pas une réforme brillante. Ce sera peut-être la plus difficile à réaliser. C'est à celle-là qu'il faudra apporter notre effort le plus considérable.

C'est pourquoi nous envisageons, après avoir indiqué, comme premier point du programme à accomplir, le rétablissement de l'ordre dans la comptabilité,



le retour aux saines méthodes en matière budgétaire. Nous demandons en même temps que cesse cette politique d'emprunt au jour le jour, faite dans des conditions lamentables et sans vérification, sauf comme je l'ai indiqué, pour ce qui concerne les dépenses nécessitées par l'équipement économique du pays, les réparations et les œuvres sociales comme les habitations à bon marché.

Nous demandons ensuite, — c'est dans le programme national du parti, et Herriot l'a développé d'une façon éloquente, — la poursuite énergique des paiements de l'Allemagne. Nous disons leur insuffisance, mais il n'en est pas moins vrai qu'il est nécessaire qu'ils rentrent dans la caisse, surtout quand cette caisse est dans l'état où l'a laissée le bloc national. Nous demandons la suppression de l'abus qui fait que des résidents supérieurs dans nos colonies mènent un train princier, aux frais de la République et dans des conditions lamentables pour nos finances et même aussi pour notre influence.

Nous demandons une meilleure organisation des monopoles. Nous voulons qu'ils soient industrialisés; qu'on y apporte les méthodes d'ordre et de régularité qui font défaut.

Nous réclamons la révision des droits de douane et des traités de commerce nouveaux. Sur ce point, vous entendrez un rapporteur qui vous dira que ces traités de commerce n'ont pas encore été discutés avec efficacité.

Nous demandons la révision des lois fiscales, leur modification et leur simplification. Savez-vous, citoyens, qu'à l'heure actuelle, il existe plus de 3.000 lois fiscales? Trois mille sortes d'impôts! Certains ne sont pas connus. Il est tel receveur de l'enregistrement qui applique l'impôt sur les créances chirographaires, parce qu'il le connaît et tel autre qui ne l'applique pas, parce qu'il ne le connaît pas. Les impôts ne sont pas connus des fonctionnaires qui ont à les appliquer. Leur foule permet tous les abus et aussi grève la vie. Prenez un objet depuis le moment où il arrive entre les mains du consommateur. Une série d'impôts doivent être acquittés. Il y a non seu-



lement l'impôt sur le chiffre d'affaires, mais même sur les chemins de fer, le transport des colis. On a multiplié, chez nous, ces lois fiscales. Il est nécessaire de les réviser attentivement. Quatre-vingt pages du rapport du ministre des finances sont consacrées à l'énumération des impôts qui pèsent sur le pays. Ne croyez-vous pas que nous sommes loin de l'ancien idéal républicain, qui voulait un impôt unique, clair, loyal et rigoureusement perçu ?

Il faut reprimer la fraude en matière d'impôt. Pour cela, il faut faire disparaître les valeurs au porteur et les rendre nominatives. Vous avez voté cette transformation au Congrès de Marseille. J'espère que vous voudrez bien renouveler ce vote, car il est urgent.

Il est nécessaire de réviser l'impôt sur les successions. C'est le seul impôt sur le capital que nous ayons en France. Il est d'ailleurs considérable. Il est nécessaire de le réviser dans un sens démocratique. Je ne peux que vous indiquer la tête du chapitre. Vous en concevez toute l'importance.

Enfin, quand ces mesures d'assainissement auront été accomplies, quand par la simplification des lois fiscales et par le zèle des fonctionnaires, on aura fait rentrer plus d'argent dans la caisse, il faudra peut-être envisager un impôt nouveau. Mais il y en a un qui, déjà, a pris, dans notre système fiscal une importance considérable, c'est l'impôt sur le revenu qui, la première année, a donné à peine une quarantaine de millions et dont la perception donne aujourd'hui 2 milliards. Cet impôt n'a pas encore donné tous ses résultats à cause de l'accoutumance qu'il faut donner au pays pour le faire produire. Mais nous, les radicaux, n'allons-nous pas exiger que son application devienne de plus en plus rigoureuse et qu'il atteigne de plus en plus les grosses fortunes ? Il le faut, puisque le bloc national a laissé échapper tous les impôts qui auraient dû frapper les bénéficiaires de la guerre, comme s'il aurait dû y avoir des bénéficiaires de la guerre, amassant de l'argent dans le sang ! (*Vifs applaudissements.*)

Telles sont les conclusions pratiques que je vous apporte. J'ai fait un exposé très rapide et je vous ge-



mande de retenir quelques chiffres : 176 milliards de dettes en 1918, 400 milliards à l'heure actuelle. C'est le résultat de la politique du Bloc national, dont il faut arrêter les funestes effets par les procédés simples que nous indiquons, qui sont conformes à l'esprit républicain et à toutes nos doctrines. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les conclusions du rapport.

(Adopté.)

### Vœux émis par la première sous-Commission

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne connaissance à l'Assemblée des vœux qui ont été émis par la première sous-commission.

Le premier est ainsi conçu :

« Le Congrès,

« *Considerant que l'impôt sur le revenu doit rester*  
« *la base essentielle de notre régime fiscal; que son*  
« *application peut se faire sans inquisition ni vexa-*  
« *tions inutiles à l'égard des contribuables qui rem-*  
« *plissent avec conscience leur devoir fiscal, mais*  
« *que des mesures sévères doivent être prises vis-à-*  
« *vis des grands fraudeurs qui, volontairement s'y*  
« *soustraient,*

« *Emet les vœux suivants :*

« 1° *Que l'impôt sur les bénéfices commerciaux et*  
« *industriels soit établi pour les petits commerçants*  
« *et industriels, d'après un forfait basé sur la*  
« *moyenne du chiffre d'affaires réalisé par période*  
« *quinquennale ;*

« 2° *Que l'impôt de 1,10 % sur le chiffre d'affaires*  
« *soit remplacé par une taxe à la production, taxe*  
« *variable suivant que l'objet manufacturé sera objet*  
« *de luxe ou objet de première nécessité ;*

« 3° *Que les fraudes considérables provenant du*  
« *fait de la dissimulation des valeurs mobilières au*  
« *porteur dans les déclarations de successions et*  
« *d'impôt général sur le revenu soient radicalement*  
« *supprimées par la mise au nominatif de ces va-*



« leurs, après avoir voté les mesures facilitant leur transmission;

« 4<sup>o</sup> Qu'une codification de toutes les lois fiscales soit effectuée le plus tôt possible. »

Personne ne demande la parole ?

Je mets le vœu aux voix.

(Adopté.)

Le second vœu concerne les questions budgétaires. En voici les termes :

« Le Congrès,

« Considérant que le budget de 1923 présenté par le gouvernement avec un déficit initial de 3.900 millions n'a finalement été en équilibre que par des moyens artificiels consistant à escompter des plus-values de recettes et à supprimer des dépenses qui reparaitront sous forme de crédits additionnels ;

« Qu'en décidant d'appliquer les mêmes voies et moyens au budget de 1924, dont on supprime ainsi la discussion alors qu'il est parfaitement connu que des recettes de 1924 doivent disparaître plus de 2.500 millions de recettes exceptionnelles de 1923 ;

« Qu'en agissant ainsi la majorité du Bloc national n'a en vue que de tromper le pays en lui laissant croire que les budgets de 1923 et de 1924 sont en équilibre, alors que c'est manifestement faux, et de laisser à la Chambre future toute la charge de remettre le budget en état normal ;

« Qu'en se refusant à discuter le budget de 1924, elle fait ainsi aveu d'impuissance, en même temps qu'elle porte une grave atteinte aux droits de contrôle du Parlement, qui ont toujours été respectés dans tous les régimes à forme démocratique ;

« Proteste avec énergie contre les procédés employés par la majorité, en matière budgétaire, et s'élève avec véhémence contre la mesure votée par elle, qui, en supprimant toute discussion du budget de 1924, met obstacle à l'exercice du contrôle des services publics par le Parlement ;

« Emet les vœux :

« 1<sup>o</sup> Que l'ordre et la régularité soient promptement rétablis dans la comptabilité publique ;



« 2° Que la date de l'année budgétaire soit modifiée. »

Personne ne demande la parole ?

Je mets le vœu aux voix.

(Adopté.)

## QUESTIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

### TARIFS DOUANIERS — CHANGES

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Albert Kahn, rapporteur.

M. Albert KAHN, rapporteur. — Mes chers collègues, je ne veux pas vous donner lecture du rapport complet. Je vais en arriver aux conclusions et vous dire simplement que la Chambre actuelle, la majorité du Bloc national, le Gouvernement actuel, n'ont pas eu ce qui s'appelle une politique d'économies au sens strict du mot. Les faits sont là pour le prouver. Je vais donner lecture de ce que nous proposons au Congrès. Nous lui demandons de décider :

« 1° Que le groupe parlementaire du Parti radical et radical-socialiste, dès la rentrée des Chambres, réclame énergiquement la mise à l'ordre du jour « la révision des tarifs douaniers »;

« 2° Que des conventions commerciales soient conclues sans retard avec les nations qui nous accorderont des tarifs de réciprocité;

« 3° Que les droits de douane soient payables en francs or (jusqu'à l'époque du redressement de notre étalon);

« 4° Qu'il soit interdit au gouvernement de modifier par des coefficients arbitraires les articles du tarif des douanes;

« 5° Qu'aucune intervention particulière ne pût faire échec à l'entrée des marchandises présentées en conformité du tarif des douanes;

« 6° Que soit poursuivie une politique de libre-échange entre la France et ses colonies (les pays de protectorat ne pouvant se prévaloir de cette clause);



« 7° Que soit supprimé le système des contingents entre la France et ses colonies. »

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?..

Je mets aux voix les conclusions du rapport.  
(Adopté.)

## INDEMNITE DE CHERTÉ DE VIE

### VŒU

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Albert Kahn, pour donner connaissance au Congrès d'un vœu de la Fédération de la Gironde.

M. Albert KAHN. — Voici ce vœu :

« Le Congrès,

« Considérant que les pensionnés de la marine marchande, demi-soldiers, Prévoyance, veuves, etc.  
« sont une catégorie de retraités dont la pension est  
« de celles les plus minimales (4 fr. 11 par jour), de  
« toutes les pensions attribuées aux retraités de toutes les catégories, civiles ou militaires;

« Emet le vœu :

« Que l'indemnité de cherté de vie de 720 fr. réattribuée à tous les autres retraités par les lois du 12 avril et du 30 juin 1922, leur soit de nouveau attribuée, et que, par analogie et à cet effet la proposition sous forme d'amendement et d'article additionnel à la loi du 12 avril 1922, présentée et déposée sur le bureau de la Chambre des Députés soit examinée et prise en considération dès la rentrée au Parlement. »

Personne ne demande la parole ?

Je mets le vœu aux voix.

(Adopté.)



## LA REPRESENTATION PROFESSIONNELLE

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Peyre, rapporteur.

M. PEYRE, *rapporteur*. — Mon intervention, citoyens, sera brève. Elle n'a qu'un but : Celui de ne point laisser prescrire la décision du dernier congrès. Celui de Marseille, renvoyant au Comité Exécutif, la question d'une *représentation professionnelle*. La Commission permanente du Parti saisie un peu tardivement du *Rapport sommaire*, que vous avez en main, a décidé qu'elle ne pouvait pas, sur une question aussi grave se prononcer, avant d'avoir recueilli l'avis autorisé de tous nos groupements : Comités et Fédérations. Mon rôle de rapporteur est donc extrêmement simplifié, et je me bornerai à vous rappeler les termes de mon rapport et les résolutions à soumettre à nos amis ;

« Le Congrès, considérant :

« 1° Que la majorité des Intérêts professionnels, économiques et sociaux, n'est actuellement qu'insuffisamment ou mal représentée ;

« 2° Que cette « *représentation unilatérale* » lorsqu'elle a été consultée n'a jamais su envisager qu'un côté des questions qui lui étaient soumises ;

« 3° Qu'il importe, pour la bonne marche des affaires du pays, que le monde du travail, tout entier, puisse faire entendre sa voix chaque fois qu'une réforme sociale ou économique est en discussion ;

« 4° Qu'il n'est pas nécessaire pour cela de remplacer — comme il en a été question ailleurs — l'une des deux Chambres politiques, par une Chambre économique et législative : ce qui risquerait de porter atteinte aux droits du Parlement, expression nécessaire et suffisante de la Souveraineté nationale ;

« 5° Qu'une Chambre purement consultative du Travail, composée des représentants les plus qualifiés de chaque profession : patrons, ouvriers, techniciens, sachant se cantonner strictement dans ses attributions, serait au contraire d'une utilité incontestable



pour le « Parlement politique ». Qu'elle soulagerait grandement dans l'étude et la mise au point des lois économiques et sociales de sa compétence.

« 6° Que cette réforme — souhaitable en soi — doit être réalisée prudemment et par étapes : en organisant d'abord des « Chambres Consul. du Travail » départementales ou régionales, chargées de mettre au point (après étude) toutes les questions de leur compétence, sans que cela puisse porter atteinte à l'initiative parlementaire ou gouvernementale.

« 7° Qu'il est utile, étant données l'importance et la complexité de cette réforme, d'avoir, sur ce point, l'avis de tous nos comités adhérents.

« Décide le renvoi de la question à l'étude des comités en vue du prochain congrès, pour que soit recherché le meilleur mode de représentation équitable de toutes les formes de l'activité nationale, dans l'intérêt supérieur du pays et de la République... que nul ici ne saurait séparer ! »

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'opposition.  
(Le renvoi est prononcé.)

### PROPRIÉTÉ COMMERCIALE — VŒUX

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Peyre, pour présenter au congrès deux vœux concernant la propriété commerciale et industrielle.

M. PEYRE. — Votre troisième commission a été saisie des deux vœux suivants, concernant la propriété commerciale et industrielle :

« Le comité radical et radical-socialiste de Versailles demande aux élus du parti appartenant à la Chambre et au Sénat, de bien vouloir se mettre rapidement d'accord sur un texte qui permettra au projet de loi relatif à la propriété commerciale d'aboutir à bref délai. »

« La Fédération radicale et radicale-socialiste du Rhône émet le vœu que le Sénat inscrive au plus tôt à son ordre du jour la discussion du projet de loi sur la protection de la propriété commerciale et industrielle.



« Qu'il s'efforce de réaliser une œuvre de conciliation entre les intérêts des propriétaires et ceux des commerçants également respectables.

« Qu'il sanctionne dans leur ensemble les dispositions votées par la Chambre, mais en ajoutant toutefois des dispositions nouvelles concernant la validité de la cession du bail. »

Une proposition de loi a été adoptée par la Chambre des députés, le 8 juin 1923, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles à usage commercial ou industriel, après vingt-cinq séances de la commission du commerce et de la commission de la législation civile et onze séances de la Chambre.

C'est une loi imparfaite, mais que nos amis du Sénat s'efforceront, assurément, d'améliorer, notamment en ce qui concerne la rédaction des articles 5 et 11. Le monde du commerce attend avec impatience la promulgation de cette loi de justice et de sécurité professionnelle.

Le Congrès émet le vœu que le Sénat se hâte de mettre cette question à son ordre du jour. Il invite les membres du parti siégeant dans la Haute-Assemblée à faire tous leurs efforts pour améliorer certains articles de la loi, les articles 5 et 11 notamment, en séance de commission d'abord, en séance publique ensuite, pour que le futur statut de concorde et d'équité entre commerçants et propriétaires soit voté et promulgué avant la fin de la présente législature.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?...

(Les conclusions de la commission sont adoptées.)



COMMISSION DE LEGISLATION. — VŒU

M. PEYRE, rapporteur. — Voici un vœu tendant à la création d'une commission de législation :

« Le Congrès invite le bureau du parti à constituer dans son sein, ou tout autrement, une commission spéciale dite « de législation », chargée de mettre au point, d'accord avec les rapporteurs, et de traduire en textes législatifs, les différents vœux votés par nos congrès. Ces textes seront transmis au président du groupe radical-socialiste de la Chambre, en vue de la rédaction opportune et du dépôt d'un rapport conforme, que tous les élus du parti (dans les deux chambres) auront le devoir de soutenir et de voter. »

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande la parole ?..

Je mets le vœu aux voix.

(Adopté.)

LA CRISE DU LOGEMENT

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Paul Nief, pour présenter un rapport au nom de la 3<sup>e</sup> commission.

M. Paul NIEF, rapporteur. — Toutes les grandes villes sont surpeuplées, et il en résulte un malaise social qu'il est indispensable de faire cesser.

Tout le monde reconnaît que la lutte contre le *taudis* présente un intérêt primordial, et l'on a pu dire, à juste titre, que cette lutte est le carrefour de toutes les œuvres sociales, et qu'elle constitue le moyen d'action le plus efficace contre la *dépopulation*, l'*alcoolisme* et la *tuberculose*.

Et cependant, rien de sérieux et de pratique n'a été tenté pour faire cesser cet état de choses, et, de jour en jour, la crise du logement prend plus d'acuité.

Il est grand temps d'agir et nous faisons les propositions suivantes :

« a) Qu'il soit institué au Ministère de l'Hygiène



une Direction générale de l'Habitation qui comprendrait surtout des techniciens et où serait centralisé tout ce qui concerne l'Habitation.

A cette Direction seraient rattachées, notamment, toutes les œuvres d'H. B. M.

« b) Que les lois sur les H. B. M. qui ont été codifiées le 5 décembre 1922 sans modifications, alors que tout le monde reconnaissait qu'elles sont en grande partie inopérantes, soient modifiées et complétées d'urgence, notamment :

1° En augmentant les maxima de dépenses autorisées qui sont actuellement notoirement insuffisants par suite de la hausse du prix de la construction.

2° En faisant cesser l'anomalie qui fait qu'en Seine-et-Oise par exemple, les maxima autorisés sont inférieurs de 17 0/0 à ceux de la Seine, alors qu'en réalité le prix de la construction est aussi élevé dans le département de S.-et-O. que dans celui de la Seine.

3° En autorisant les Sociétés de Crédit Mobilier et d'H. B. M. à donner à leurs actionnaires des dividendes pouvant atteindre 6 0/0 au lieu du maximum de 4 0/0 qui ne peut, actuellement, être dépassé.

4° Qu'il soit accordé aux Sociétés de Crédit Immobilier, pour la durée de leurs prêts, les mêmes avantages qu'aux Sociétés d'H. B. M. et, qu'en conséquence, elles puissent faire des prêts remboursables en 40 annuités.

5° En décidant que le terrain ne doit pas être obligatoirement une dépendance de la maison, mais bien que son acquisition constitue la première étape vers la création du foyer ;

Que comme conséquence le prix maximum d'achat de 1.200 fr. soit augmenté, et qu'il puisse être accordé pour l'acquérir seul, les mêmes avantages que pour la construction.

6° Qu'il soit accordé aux Sociétés coopératives d'H. B. M. les mêmes prérogatives qu'aux Offices d'H. B. M. en ce qui concerne la création des lotissements et qu'elles puissent, à cet effet, acheter des terrains pour les lotir, en faire la viabilité et les céder ensuite à leurs adhérents coopérateurs.

Etant entendu, que les coopératives pourraient ob-



tenir, pour ce genre d'opérations, les mêmes facultés d'emprunt que pour la construction des maisons.

Ces dispositions auraient pour conséquence de mettre un terme à la grande misère des lotissements.

Que la loi du 14 mars 1919, sur les lotissements et les plans d'extension et d'aménagement des villes soit mise au point, et qu'elle soit rendue plus opérante, en indiquant où commence le lotissement et en prévoyant des sanctions pour les infractions.

Enfin, en autorisant la Direction Générale de l'Habitation à émettre dans le public des Obligations garanties par l'Etat qui représenteraient le capital nécessaire à la réalisation du programme de constructions que nous jugeons indispensable.

Il reste entendu que l'importance et les modalités des émissions seront déterminées d'accord avec le Ministère des Finances ».

M. le Professeur PINARD. — Je demanderai à notre collègue d'ajouter un seul mot, qui est absolument nécessaire. « Habitations à bon marché », ce n'est pas suffisant ; j'estime qu'il vaut mieux mettre « Habitations hygiéniques à bon marché ».

M. Paul NIEF, rapporteur. — Nous sommes d'accord.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix le rapport, avec l'addition du mot « hygiénique », proposé par M. le professeur Pinard.

(Adopté.)

## LES REFORMES COLONIALES

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Joutel, rapporteur.

M. JOUTEL, rapporteur. — Etant donnée l'heure, et la nécessité d'être bref, permettez-moi de me borner à donner lecture des conclusions de mon rapport. (*Très bien ! très bien !*)

Le 20<sup>e</sup> Congrès du Parti radical, rapelant les motions émises dans les Congrès précédents au sujet de la politique coloniale française. émet le vœu :

1<sup>o</sup> Que la représentation parlementaire soit étendue à toutes nos colonies dont les habitants citoyens fran-



çais ne peuvent faire acte d'électeur ; que, dans lesdites colonies les assemblées soient délibératives avec participation d'indigènes élus par les leurs ; qu'enfin, la naturalisation française soit accordée individuellement aux indigènes qui le désirent.

2° Qu'il ne soit donné suite à aucun projet nouveau de groupement de nos possessions et que le pouvoir y soit largement décentralisé.

3° Que soient maintenus les cadres de l'Administration Centrale des Colonies, afin qu'une mesure d'endosmose ne favorise pas l'embusquage colonial.

4° Que soient réarmées nos frontières coloniales, maritimes et terrestres, avec des unités légères, mobiles et peu coûteuses, afin d'assurer notre sécurité et d'empêcher le trafic des esclaves ; que, dans le même esprit soit préoccupée la position stratégique de Cheik-Saïd, qui nous assurera la liberté des Détroits.

5° Que soit voté le programme de mise en valeur des Colonies avant les prochaines élections ; qu'il soit exécuté par l'aide de l'extension des réparations en nature à nos possessions et de l'institution d'un Crédit Colonial ; enfin, que le change soit supprimé entre la France et ses Colonies.

6° Que l'Administration civile soit instaurée au Maroc et qu'il y soit pratiqué une politique financière plus saine.

7° Que soit créée à Paris une Agence Economique commune aux Gouvernements autonomes.

8° Considérant que l'Etat prend à sa charge 80 % du déficit des lignes contractuelles de navigation, que les tarifs actuels sont prohibitifs pour les familles des petits colons, nous désirons que les taux des passages soient abaissés et que les facilités les plus grandes leur soient accordées.



## LES PAYS DE PROTECTORAT

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Laurent Chat.

M. Laurent CHAT. — J'ai l'honneur de remettre sur le Bureau le rapport que j'avais à soutenir moi aussi au nom de l'*Action laïque républicaine et sociale de Tunisie*.

Comme il est assez long, la lecture complète n'en pourrait être faite ce matin. Les questions coloniales étant renvoyées au Comité Exécutif, je demande donc le renvoi avec la prise en considération des conclusions suivantes :

*Le Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste tenu à Paris les 18, 19 et 20 octobre 1923, saisi d'un rapport concernant particulièrement la Tunisie, présenté par l'Action laïque, républicaine et sociale de Tunisie, adhérente au Parti,*

*Tout en reconnaissant l'importance de l'effort accompli déjà par la France en Tunisie, mais envisageant toute l'étendue de la tâche à parfaire, préconise comme essentielles les mesures ou réformes suivantes :*

*Affirmation formelle de la suprématie et de l'indivisibilité du pouvoir civil conféré par le Gouvernement de la République au Résident général ;*

*Elaboration d'un statut des Indigènes garantissant leur liberté et leurs biens, définissant leurs droits et devoirs ;*

*...Développement d'une politique souple, de large association, en vue d'une assimilation progressive des divers éléments autochtones aux conceptions modernes des principes qui devront régir sociétés et individus ;*

*Diffusion de l'instruction publique et de l'enseignement agricole et professionnel strictement laïque au profit des indigènes ;*

*Mise en valeur des terres incultes sans spoliation ouverte ou déguisée ni refoulement des Indigènes ;*

*Participation plus étendue des Indigènes, et principalement de ceux surtout des Ecoles d'agriculture in-*



digènes, à l'attribution des lots mis en vente ou en location par l'Etat ;

Multiplication du nombre des médecins de colonisation, des sages-femmes, des dispensaires et des hôpitaux ;

Organisation des transports maritimes de façon telle que soit notablement facilitées l'importation et l'exportation des produits, entre la Métropole et la Régence, avec franchise absolue de droits de douane dans les deux sens et suppression de toutes prohibitions et de tout contingentement ;

Abrogation de l'ordonnance royale de 1778 qui confère au Résident général des pouvoirs dictatoriaux contraires aux principes de la France des Droits de l'Homme et du Citoyen ;

Attribution à la Tunisie de sièges à la Chambre des Députés et au Sénat, dont les titulaires seraient élus au suffrage universel par les Français, et, pour les Indigènes, de délégués élus qui jouiraient au Parlement, lorsque des questions intéressant leur pays y seraient débattues, des avantages conférés aux Commissaires du gouvernement ;

Instauration de la suprématie du suffrage universel au sein du Grand Conseil ; fusion en une Assemblée unique des deux sections française et indigène ; élection des Conseils municipaux ;

Application vigilante et ferme de toutes les lois françaises concernant l'école, les congrégations et les diverses manifestations du culte ;

Adaptation à la Régence de toutes les lois tutélaires de la République française intéressant le monde du travail ;

Habilitation du Conseil d'Etat à connaître des différends pouvant s'élever entre l'Administration et le personnel qu'elle emploie, et à les trancher selon les lois et décrets promulgués dans la Régence ;

Respect de l'indépendance et de la dignité du personnel des diverses administrations ainsi que de ses droits politiques, moraux et matériels ;

Protection de l'enfance et de la femme ;



*Intensification du rayonnement de l'esprit de la Révolution française concrétisé dans la trilogie républicaine : Liberté ! Egalité ! Fraternité !*

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le congrès sur le renvoi du rapport au Comité Exécutif.

(Le renvoi est prononcé.)

(La séance est levée à 12 h. 15.)

---



## CINQUIEME SEANCE PLENIERE

**Samedi 20 octobre, après-midi**

---

La séance est ouverte à 14 heures 30, sous la présidence de M. FRANKLIN-BOUILLON, député de Seine-et-Oise, assisté de MM. REYNAUD, sénateur ; J. SCHMIDT, député ; ACCAMBRAY, député ; Gustave MESUREUR, ancien ministre ; Louis BESSE, vice-président du Comité Exécutif ; Henri MICHEL, ancien sénateur ; Georges BODEREAU, ancien vice-président ; Henry ROUSSELLE, conseiller municipal de Paris ; MORIETTE, conseiller municipal de Paris ; Lucien LE FYER, ancien député ; POSTEL, ancien vice-président, vice-présidents ; Armand DUPUIS (Oise), GOJJAT (Seine-et-Oise), PEYRE (Drôme), secrétaires ; Félix BOUFFANDEAU, secrétaire général.

### ALLOCUTION DU PRESIDENT

M. FRANKLIN-BOUILLON, *président*. — Je remercie nos amis, au nom du Bureau que vous venez de désigner et à qui incombe la tâche assez lourde de présider aux derniers travaux de notre congrès. Je compte sur la bonne volonté et l'esprit de camaraderie qui vous animent pour faciliter notre besogne. Nous avons beaucoup à faire. Je demande aux rapporteurs d'être brefs et à ceux qui interviendront d'être plus brefs encore. Nous éviterons ainsi de fatiguer l'Assemblée par des discours et nous aboutirons.

Je dois être le premier à donner l'exemple. Mais, une fois encore, dans ce congrès, nous n'avons pas pu nous occuper d'une question qui, à mes yeux, a une importance vitale : je vous demande donc la permission, comme président, de retenir quelques minutes votre attention sur ce problème d'une extrême gravité. (*Parlez ! Parlez !*)

Je ne sais trop si nos amis qui étaient à Marseille se rappellent la dernière soirée du congrès. On m'a-



vait demandé de prendre la parole au banquet. Comme il m'arrive souvent, j'ai dû me charger d'une tâche désagréable et, dans la joie générale, il m'a fallu apporter une note discordante. Il s'agissait de traiter une question qu'on évite toujours et dont on devrait parler sans cesse : la question financière.

Quelle est notre situation ? Nous sommes, à l'heure actuelle, dans ce pays, le parti le plus important, comme nombre, comme action et comme avenir. Eh bien, ce parti, qui demain, va être appelé à la gestion des affaires publiques, a été incapable jusqu'ici de constituer d'une façon sérieuse ses propres finances. On a le droit de nous juger défavorablement sur ce fait et je m'étonne que nos adversaires n'en aient pas mieux tiré parti.

Comment s'expliquer cette situation ? Mon ami Herriot, en présence des attaques qu'on dirige contre nous et que je ne veux même pas relever, disait : « Nous sommes en face d'adversaires qui, eux, ne s'embarrassent pas de scrupules. Ils vont trouver les uns et les autres, leur imposent des cotisations et se créent un trésor. »

Naturellement, avec Herriot, avec vous tous, je ne puis admettre un instant qu'un grand parti comme le nôtre s'abaisse à de semblables moyens ou qu'il ait même la pensée de trouver des ressources par de tels procédés. Mais, d'autre part, il y a un fait précis, brutal. La bataille électorale qui va s'engager l'année prochaine entraînera pour tous les partis des dépenses considérables. Y avez-vous songé ? Comment y ferez-vous face ? Eh bien je vous affirme — et c'est une faiblesse certaine — que nous n'avons absolument rien fait pour constituer les finances du parti. Vous ne pouvez ignorer cependant qu'en vertu du système électoral que nous subissons, il est matériellement impossible au plus honnête des hommes d'aller à la bataille sans argent. Vous savez parfaitement ce qu'il en est : les frais matériels d'une élection sont tels qu'on est obligé de prévoir des centaines de mille francs pour chaque département.

Je vous le répète, c'est une question vitale pour notre parti. Rien ne vaut un exemple personnel. Je



ne crains pas de voir la presse reproduire mes paroles. Je vous donnerai des chiffres.

Mon département compte environ 250.000 électeurs. Il est impossible d'y faire une élection sans dépenser au moins 250.000 francs. Qu'il s'agisse d'une liste de douze noms ou de deux noms, les frais sont à peu près les mêmes. Et je n'ai pas besoin de dire qu'il n'y a pas dans cette somme un centime dont on ne puisse hautement proclamer l'emploi.

M. LÉON ARCHIMBAUD. — C'est très juste.

M. LE PRÉSIDENT. — Je pourrais vous donner, jour par jour, l'emploi de cet argent. Quelques détails vous suffiront. Quand je fais coller une affiche dans mon département, humblement à 8.000 exemplaires, c'est au moins 20.000 fr. Quand j'adresse une circulaire, c'est 25.000 fr. L'envoi de cette circulaire entraîne la manipulation de quatre tonnes de papier, d'où l'emploi de 100 plieuses. Je ne parle pas de l'automobile à 2 fr. 50 le kilomètre. Je vous dis que l'homme le plus droit, le plus strict, ne peut pas se battre à moins d'avoir 250.000 francs à sa disposition.

Quelle est la conclusion?

UN DÉLÉGUÉ. — Revenir au scrutin d'arrondissement.

M. LE PRÉSIDENT. — Je ne parle pas de l'avenir, mais du présent. Et je dis: ou bien vous créez une caisse pour votre parti, ouvertement, en pleine clarté, et vous lui assurerez des ressources régulières et considérables, ou bien vous vous condamnez à ne plus avoir que des candidats millionnaires. Est-ce là la démocratie? Est-ce pour cela que notre peuple a fait quatre révolutions? (*Non! Vifs applaudissements.*)

Les chefs — c'est à nous à prendre toutes les responsabilités — les chefs qui ne s'occupent pas de trouver l'argent nécessaire à leur parti manquent à leur devoir. Les troupes qui ne cotisent pas d'une manière régulière à la caisse du parti manquent également à leur devoir. (*Très bien!*)

Je parle ici publiquement d'un sujet dont personne ne veut parler. C'est d'ailleurs assez souvent mon rôle. Je suis en face d'hommes qui, comme moi, se



sont battus toute leur vie pour des idées. Vous savez l'affection profonde que j'ai pour vous, mais je vous dois la vérité. Lorsque vous avez donné à votre parti toute votre énergie, tout le temps dont vous pouvez disposer ; lorsque vous avez consenti des sacrifices et encouru des risques, vous n'avez pas encore fait assez ; si vous ne lui avez pas donné de l'argent, vous n'avez pas accompli tout votre devoir. Lorsque vous trouverez des hommes ayant un cerveau, une conscience, de l'énergie, qui consentent à entrer dans la vie politique, lorsque ces hommes se donnent tout entiers à leur tâche, laissez-moi vous dire que vous leur devez l'argent nécessaire pour mener la bataille.

Ou bien, je le répète, vous êtes condamnés à ne plus être représentés que par des hommes riches.

Comment, d'autre part, assurer l'avenir du régime républicain ?

Vous savez qu'il n'est pas de besoin plus pressant que de renouveler le personnel politique de ce pays que d'appeler à la direction toutes les intelligences, toutes les énergies, toutes les forces jeunes. On ne reconstruit pas un grand pays avec des hommes à l'âge de la retraite. Mais comment lancer dans la mêlée des hommes qui n'ont pas encore eu le temps d'assurer leur indépendance matérielle, si la vie politique doit les accabler de charges comme celles que je vous signale. N'est-ce pas les exposer à toutes les misères et à toutes les tentations ?

Le premier devoir des chefs, c'est de faire naître des hommes nouveaux. Je n'ai de joie qu'à grouper des êtres intelligents et énergiques autour de moi et à les lancer dans la bataille. Je ne sais rien de si méprisable que cette lutte sourde de la génération qui dirige contre la génération qui monte. Mon métier, c'est d'abord de créer des hommes, ce n'est pas de donner des places. (*Applaudissements.*)

Oui, il nous faut aider les jeunes, que les militants se disent bien qu'ils n'ont pas fait tout leur devoir tant qu'ils ne nous ont pas donné les moyens matériels de découvrir et de soutenir ceux que nous devons préparer à nous remplacer demain. Voilà ce



que j'ai voulu vous dire pour que, rentrés dans vos départements, vous le répétiez sans cesse à nos amis.

J'en viens maintenant à l'objection qu'on vous fera certainement. On répète que nous sommes un parti pauvre et que nous ne trouverons pas d'argent. C'est le contraire de la vérité! Allons au fond des choses. Nous sommes un parti de classes moyennes, ouvriers ou petits bourgeois, que l'on ne songe à railler, après s'en être servi pour arriver. (*Applaudissements.*)

Nous sommes généralement gens de petite fortune; nous avons fait notre vie et gagné nous-même notre indépendance. Mais si modestes que soient nos moyens on peut toujours se priver de quelque chose pour son parti et pour ses idées. Quand on dit que nous sommes un parti pauvre, on ne dit donc pas la vérité.

Voyez d'ailleurs ce que font les autres. J'ai toujours lutté contre les partis de violence et je ne cesserai jamais de le faire. Mais il y a une chose que j'admire chez eux, c'est leur capacité de sacrifice. Lisez les listes de souscription qui paraissent quotidiennement dans les journaux communistes: regardez les cotisations que ces ouvriers s'imposent. J'ai beau parcourir les journaux radicaux, je n'y vois jamais de listes de souscription. C'est une faiblesse dont nous devrions rougir. Regardez les hommes de droite. Sans doute, ils s'adressent à des classes riches: leur tâche est plus facile. Mais hésitent-ils à remplir leur devoir vis-à-vis de leur parti? J'ai honte de voir que tous nous donnent l'exemple et que nous seuls ne faisons rien.

Vous savez fort bien que nous avons parmi nous des hommes qui ont de la fortune. C'est leur honneur d'être venus aux idées démocratiques. Ils sentent que c'est leur devoir vis-à-vis des masses qui peinent et qui souffrent. Ainsi il y a dans le parti des hommes qui peuvent faire des sacrifices importants. Le leur a-t-on jamais demandé? J'ai dit que je serais désagréable et précis. Je vais vous citer un nom. Notre parti, il y a quelques années, a engagé une bataille capitale sur un nom: c'était lorsque nous appuyions la candidature de M. Pams à la présidence de la Ré-



publique. Sans doute nous n'avions aucune reconnaissance à espérer: nous ne défendions pas un homme: nous faisons simplement ce que nous croyions le mieux dans l'intérêt de la République. Mais enfin à cet archi-millionnaire qui n'était rien sans nous, avons-nous jamais demandé plus que la cotisation individuelle du parlementaire ? Non, n'est-ce pas ? Eh bien, je soutiens que ce n'est ni à l'honneur de l'homme, ni à l'honneur du parti. Les gens qui ont vraiment la conception de leur devoir politique devraient se taxer proportionnellement à leur fortune. (*Applaudissements.*) Et pour prendre le même exemple, je trouverais naturel, et simplement juste, que M. Pams souscrivit, chaque année, 50.000 francs à la caisse de son parti, comme je trouverais naturel que l'ouvrier souscrivit 5 francs et le bourgeois aisé 500 francs. Tant que chacun de nous ne s'est pas imposé ces sacrifices, nous n'avons pas fait notre devoir. Voilà la vérité qu'il faut prêcher sans relâche dans tout le pays.

Voilà la méthode qui nous permettra de trouver l'argent qui nous est indispensable pour développer notre action. Nous ne voulons que des ressources avouables: de l'argent clair et propre. Il est là: il n'y a qu'à le demander.

Il suffirait de former un comité de 4 ou 5 hommes, ce que j'appellerai le « Comité de confiance » de votre parti. Dans chaque département il fixerait la somme qui devrait être recueillie. Au début, vous rencontrerez peut-être des difficultés, mais au bout de quelques mois, avec le dévouement de nos troupes, vous trouveriez des millions si vous le voulez. Voilà la vérité. (*Applaudissements.*)

Je m'excuse d'avoir été aussi précis et aussi terre à terre, après les admirables discours que j'ai entendus. En réalité, je suis bien moins terre à terre que je ne parais l'être. J'ai réfléchi à cette question pendant des années. Je sais comment les démocraties se sont organisées à l'étranger. Je ne veux pas que la nôtre demeure dans l'état d'infériorité où je la vois.

N'oubliez pas qu'en 1919 nous avons été battus au moins autant par l'argent que par le mensonge.



L'être innommable qui dirigeait la France sous le nom de Clemenceau, après avoir étouffé la vérité par la censure, a groupé et dirigé des millions contre nous. Laisserons-nous recommencer cette odieuse manœuvre des partis de réaction?

Il n'est pas d'idée qu'il soit plus nécessaire de faire pénétrer dans le cerveau de chacun de nos militants: vous trouverez ce que vous voudrez quand vous voudrez: il suffit de vouloir. Rappelez-vous avant tout que vous n'avez pas le droit d'envoyer des troupes à la bataille sans armes. Et comme vous devez pouvoir déclarer hautement l'origine de vos ressources, je ne vois qu'un moyen pratique de créer la caisse du parti, c'est de consentir un sacrifice annuel proportionné à votre fortune. Je suis prêt, le premier, à donner l'exemple.

Quand j'ai été nommé à la présidence de notre parti, j'ai trouvé la caisse complètement vide. On m'a dit: il n'y a que les parlementaires qui pourraient payer, mais ils se refusent à en prendre l'habitude! (*Rires.*) C'était vrai. J'ai pris la résolution de ne pas conserver mes fonctions si je ne parvenais pas à mettre fin à ce scandale. J'ai fait appel à mes collègues. Pendant des mois je me suis promené dans les couloirs de la Chambre avec une liste et des pouvoirs me permettant d'effectuer une retenue de 200 francs, à la caisse de la Chambre, sur le traitement de nos élus. J'ai été maudit et parfois violemment secoué: vous pensez bien que je répondais comme il convient. Au bout d'une année d'efforts, j'avais constitué 40.000 francs de rentes à notre parti. Voilà ce qu'on peut faire, quand on veut. (*Applaudissements.*)

Citoyens, je vous supplie de réfléchir sérieusement à tout cela quand vous serez rentrés dans vos départements et que vous aurez repris votre action.

Vous l'avouerez-vous? J'ai toujours admiré l'abnégation des religieux qui vont mendiant de porte en porte pour leur ordre, pour leur religion. Je vous demande, vous, de mendier pour votre parti. Ce qui vous répugnerait pour vous ou pour les vôtres, faites-le pour vos idées. Croyez-moi, rien n'est plus noble.



Donnez à vos chefs les moyens qui leur sont nécessaires pour combattre le mensonge, pour répandre la vérité, pour soutenir ceux qui mènent la lutte dans les milieux qu'étreint la pauvreté, pour lancer dans l'action toutes les jeunes énergies qui sont nécessaires pour sauver le pays. Alors, alors seulement, vous aurez fait tout votre devoir de militants.

Je vous connais: le devoir, la bataille, le sacrifice pour vos idées, c'est votre vie. Il s'agit de travailler pour la République: je suis tranquille, vous travaillerez et vous la ferez triompher. (*Vifs applaudissements.*)

M. POSTEL. — Comme président de la commission des finances, je suis chargé — et j'accomplis ce devoir avec grand plaisir — de remercier notre président et ami Franklin-Bouillon, de l'appel qu'il vient de nous adresser à tous. Mais je dois ajouter que nous avons déjà répondu par avance aux préoccupations si légitimes qu'il vient de manifester, en votant, hier matin même, cet article 70 du règlement, qui constitue, d'une façon indéniable, les ressources du parti. Vous savez que ces ressources proviennent: de la vente de la carte du parti, des cotisations annuelles des groupements, fédérations et journaux adhérents, de la cotisation annuelle des membres du comité exécutif, sénateurs, députés et anciens élus, membres de droit, délégués désignés au congrès, des dons et souscriptions volontaires. Votre commission des finances a été instituée, en grande partie, pour que les président, vice-président et collaborateurs de cette commission prennent l'initiative de cette sorte de souscription générale, auprès de tous ceux qui sont à même de contribuer plus largement aux dépenses du parti que par une maigre souscription de 200 francs.

Ceci soit dit pour montrer à notre président que le parti ne s'est tout de même pas désintéressé de cette question capitale et que cela a été un des premiers soins de notre secrétaire général Bouffandeau, précisément de se préoccuper de la caisse, du budget électoral des prochaines élections.

M. LE PRÉSIDENT. — Nous remercions la commis-



sion des finances d'avoir pris cette initiative en 1923. Nous regrettons que cela n'ait pas été fait depuis le commencement du siècle. (*Applaudissements.*)

## LA POLITIQUE AGRICOLE ET VITICOLE

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Séverin, rapporteur.

M. SÉVERIN, rapporteur. — En l'absence de M. Lamoureux, député, rapporteur, inopinément obligé de quitter Paris, la sous-commission de l'agriculture m'a chargé de vous présenter et soumettre le texte des résolutions adoptées.

M. Lamoureux m'a demandé d'interpréter auprès de vous ses excuses.

Est-il nécessaire de vous donner lecture de son rapport publié par le Bulletin du Parti qui vous est distribué?

Le texte et les conclusions en ont été intégralement approuvés. La commission a témoigné au vaillant représentant du parti au Parlement ses meilleures félicitations. Nous vous demandons de lui exprimer celles de votre Assemblée, pour le soin et la compétence avec lesquels il a précisé les conditions d'application des lois prévoyantes en faveur de l'agriculture dont les élus du parti furent les promoteurs au Parlement, mais dont les éléments rétrogrades cherchent à tirer avantage pour capter la confiance des paysans après s'être efforcés au Parlement d'en empêcher le vote.

Ces lois doivent être appliquées avec l'esprit démocratique qui en inspira l'initiative; elles ne doivent pas être déformées, mutilées, pour les utiliser à des fins d'opposition républicaine.

Le rapport de M. Lamoureux précise les méthodes d'application pratique des lois sociales à l'agriculture conformément aux principes de notre parti.

M. Queuille, ancien sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture va sur les points les plus importants développer les vues de la commission et définir la position du parti en faveur de la défense paysanne.



Nos collègues de la Côte d'Or, MM. Dorneau et Mongin, ont demandé l'adjonction de vœux relatifs à l'amélioration de la production laitière, à l'encouragement de l'élevage du mouton, pour la laine et si utile au rendement des blés, la dotation plus généreuse du génie rural afin de lui permettre une collaboration plus active à l'œuvre urgente d'électrification des campagnes.

M. Ducos, député de la Haute-Garonne, a insisté sur la prompte adoption et mise en œuvre du projet de fabrication de l'azote synthétique à l'ancienne poudrerie de Toulouse.

La Fédération R et RS du Rhône propose que soit immédiatement intensifié le reboisement des montagnes, que soient revisés les plans cadastraux comme s'en impose la nécessité. La Fédération de la Haute-Garonne demande une enquête contre les mercantis ayant grossi l'abondance de la récolte pour acheter à bas prix et exagèrent le déficit aujourd'hui pour vendre cher.

Enfin, la commission a bien voulu approuver une série de vœux de la Fédération R et RS de la Gironde et de la Corporation des paysans de ce département, dont je suis ici l'interprète, pour retenir votre attention sur l'importance qu'il y a de doter enfin l'agriculture d'un statut social lui assurant dans l'organisation publique la place qui s'impose et à défaut de laquelle la démocratie ne saurait exister si l'agriculture n'y participait pas complètement; nous réclamons pour elle les prudhommes conciliateurs des conflits professionnels, l'institution de Chambres de l'Agriculture élues au suffrage égalitaire dotées des budgets nécessaires à la gestion des intérêts corporatifs en harmonie et coopération avec les Chambres représentatives du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat.

Nous demandons des dispositifs prévoyant la mise en œuvre gratuite par les consommateurs des lois protégeant la qualité des matières premières, engrais, semences utiles à la production agricole et l'identité et la pureté des produits de nos récoltes.

Le contrôle par l'Etat de la production et du com-



merce des matières premières utiles à l'agriculture afin de prévenir les abus onéreux augmentant dolo-  
sivement pour le consommateur le prix de revient  
des subsistances.

Nous aurions voulu voir adopter le principe de  
l'indemnité de plus-value à l'usage de la terre, à  
partage de fruits et sans bail pérénel, estimant qu'il  
est plus profitable à la productivité du sol de France  
et aussi équitable de prévoir des indemnités d'amé-  
lioration que d'imposer des indemnités de dépré-  
ciation.

Nous aurions peut-être souhaité, pour parer au  
morcellement excessif, que le père de famille puisse  
limiter la division des parcelles constituant l'unité  
d'exploitation, et ce, sans léser le droit respectif  
des héritiers naturels, mais de telles dispositions  
législatives paraissent peu acceptables au Parlement.

Nous aurions souhaité réduire les charges fiscales  
des cultivateurs hypothéqués en revisant leur cote  
imposable des valeurs données en gage aux créan-  
ciers chargés à leur tour des impôts correspondant  
à la garantie exigée pour leur capital.

La commission a renvoyé ces questions au comité  
permanent, études du Comité exécutif.

Mais il nous a paru utile d'énoncer devant vous  
ces vues, car nous estimons que, comme ceux qui  
après les avoir combattues, se prétendent les cham-  
pions des lois de défense paysanne, on ne doit pas  
subordonner les intérêts équitables de l'agriculture  
aux intérêts de la propriété.

Nous prétendons au contraire favoriser l'agricul-  
ture en lui permettant une production plus écono-  
mique, une réalisation moins onéreuse et correspon-  
dant mieux aux difficultés de son métier ardu des  
produits du sol qui constituent son salaire; résumant  
notre idéal en cette axiome que nous posons en  
principe : *Valoriser l'agriculture pour développer,  
diffuser et consolider la propriété paysanne.*

Voici le texte des vœux soumis à votre approba-  
tion :



## PROGRAMME AGRICOLE DU PARTI

**Vœux émis par la Commission réunie  
sous la présidence de M. Queuille  
ancien ministre de l'Agriculture  
Conclusions complémentaires du rapport  
de M. Lamoureux, député.**

**LE LAIT.** — *Pour remédier à la pénurie du lait, encourager l'élevage de vaches laitières de races fixées et la monte par des taureaux dûments autorisés.*  
(DORNEAU, MONGIN, Côte-d'Or.)

**LA BERGERIE.** — *Pour remédier aux achats de blés et de laines à l'étranger, l'Etat, les offices et les services agricoles, devront plus particulièrement porter leur sollicitude sur les moyens et petits exploitants et s'intéresser d'une façon toute spéciale au repeuplement des bergeries qui depuis trop longtemps sont vides.*

(DORNEAU.)

**REBOISEMENT.** — *La Fédération R et RS du Rhône demande que les pouvoirs publics s'occupent immédiatement d'intensifier le reboisement de nos montagnes.*

**CADASTRES.** — *La Fédération R et RS du Rhône émet le vœu que la revision des plans cadastraux soit faite partout où elle s'impose, les dépenses seraient réduites au minimum en utilisant dans les services administratifs la main-d'œuvre inutile et la paperasserie gaspillée inutilement.*

**ENGRAIS.** — *Plaçant au premier rang de ses préoccupations les intérêts de l'agriculture française et considérant que le meilleur moyen de les servir c'est de faire baisser le prix des engrais, le Parti Radical et Radical Socialiste invite la haute Assemblée à discuter et voter le plus tôt possible le projet de loi adopté par la Chambre tendant à la fabrication d'engrais azotés à la poudrerie de Toulouse.*

(Ducos, député de la Haute-Garonne.)



**ELECTRIFICATION DES CAMPAGNES.** — *Etant donné qu'elle constitue un des moyens des plus efficaces pour retenir les paysans des campagnes, émettons le vœu que les crédits à cet effet soient notablement augmentés, que soit étudié l'équipement des forces locales et que l'on donne au génie rural une importance et des moyens correspondant à son rôle.*  
(Signé: DORNEAU et MONGIN.)

**Vœux soumis par la Fédération de la Gironde,  
Rapporteur M. Rachel Séverin,  
Conseil technique des paysans de la Gironde**

**ENGRAIS ET MATIERES PREMIERES.** — *Organiser un contrôle public assurant à l'agriculteur l'achat au plus juste prix et qualité la plus loyale, des matières premières utiles à l'agriculture, en imposant aux fabricants et commerçants en échange d'une légère taxe couvrant les frais de laboratoire, l'obligation de ne vendre les produits que sous le couvert d'une fiche de garantie au moyen de laquelle l'acheteur pourra faire identifier gratuitement la conformité des produits.*

*Favoriser l'industrie et l'emploi des machines et produits utiles à l'agriculture, en dégrevant les éléments utiles à leur fabrication de la valeur des droits de douane qu'ils ont payés.*

**AMELIORATION DES PLANTES.** — *Que pour assurer un programme suivi aux travaux de recherches pour l'amélioration des plantes, les crédits attribués aux spécialistes leurs soient assurés pour le temps nécessaire à la complète réalisation des recherches et si possible par la création d'Instituts spéciaux dans les régions moyennes de culture des principales plantes.*

**ASSURANCE PROFESSIONNELLE.** — *Etudier, basée sur l'intervention de l'Etat au début l'institution d'une assurance professionnelle obligatoire contre les intempéries calamiteuses et garantissant aux travailleurs agricoles les moyens élémentaires d'existence*



*pour travailler à l'élaboration de nouvelles récoltes.*

**PROPRIETE.** — *En faciliter la conservation, comme on désire en faciliter la constitution, notamment en élevant la limite de valeurs et d'étendue du bien de famille incessible et insaisissable.*

**ASSURANCES MUTUELLES.** — *Que le Crédit National Agricole prenne l'initiative d'une organisation de réassurances de mutuelles agricoles, afin de pouvoir limiter les encouragements et les exemptions fiscales aux institutions de solidarité professionnelles vraiment mutuelles à tous les degrés.*

**PRUD'HOMMES.** — *Assurer par l'institution des Prud'hommes Agricoles la gratuité, la rapidité, la compétence de la justice pour les conflits d'ordres professionnel relatifs à l'usage de la propriété et les charges du contrôle de l'application des lois sociales aux agriculteurs.*

**REPARTITION DES SUBSISTANCES.** — *Que soit supprimé l'obstacle des zones d'influence gênant l'initiative des compagnies pour l'élaboration des tarifs correspondant aux directions les plus économiques, pour la répartition territoriale des subsistances.*

**VICINALITE.** — *Fait appel à l'initiative des assemblées départementales pour mettre en harmonie l'organisation d'entretien des chemins par les services vicinaux avec les moyens plus rapides et plus économiques que peut offrir le progrès du machinisme.*

**REPRESENTATION INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE.** — *Qu'au Bureau du travail à la Société des Nations, l'agriculture française soit représentée par son élément dominant, celui des paysans vivant du fruit de leur labeur et non exclusivement comme aujourd'hui par les grands propriétaires vivant du travail d'autrui et les ouvriers vivant de salaires.*

(RACHEL. SÉVERIN, Gironde.)

**M. LE PRÉSIDENT.** — Je remercie le rapporteur, en votre nom à tous, et je donne la parole à M. Queuille, pour compléter cet exposé.

**M. QUEUILLE.** — Citoyens, après l'exposé si complet qui a été fait, dans le Bulletin du parti, de la



politique agricole, par notre collègue Lamoureux, de ce qui doit être notre politique agricole devant les électeurs, après le remarquable rapport qui vient de vous être présenté, je voudrais, en quelques mots, préciser devant vous comment, devant les électeurs, nous, les candidats ou les militants du parti radical, nous devons nous présenter comme les défenseurs des revendications paysannes.

En ce moment, en effet, nous voyons tous les partis se préoccuper, d'une façon particulière, d'attirer vers eux ceux que l'on a appelés nos maîtres silencieux, les agriculteurs, qui représentent la grande masse des électeurs français, qui, autrefois, représentaient le gros des troupes républicaines, et qu'en ce moment, par toutes sortes de manœuvres, on essaye d'égarer et d'éloigner de nous. Nous voyons non seulement les partis politiques présenter des programmes agraires extrêmement précis, mais faire une campagne très habile qui a pour objet d'éloigner des idées républicaines les agriculteurs pour les orienter uniquement vers la prétendue défense de leurs intérêts professionnels.

Nous avons le devoir de rappeler aux agriculteurs que leurs revendications professionnelles ont d'abord et toujours été défendues par le parti républicain, dont nous avons la prétention, nous, d'être les éléments les plus actifs et les plus dévoués. C'est au parti républicain que l'agriculture française doit d'avoir vu, dans ces dernières années, sa situation complètement transformée. Au lendemain de la Révolution, les petits et les moyens propriétaires se sont vus libérés de toutes les charges qui les écrasaient autrefois. C'est alors seulement qu'ils sont devenus des propriétaires. C'est au lendemain de la révolution de 1848 que le parti républicain, arrivant au pouvoir, a eu le souci de servir les intérêts de l'agriculture. C'est alors que s'est vraiment élevé, socialement l'agriculteur et que s'est améliorée sa situation matérielle. C'est alors que l'on a jeté les bases de cet enseignement agricole que nous voudrions voir perfectionner, et que l'on a eu l'idée d'organiser une représentation professionnelle par des Chambres



d'Agriculture élues. Ce sont les hommes qui préparaient l'empire, qui étaient attachés à d'autres régimes, qui ont empêché ces réformes d'aboutir. (*Applaudissements.*)

A la veille d'une bataille électorale, il est bon de rappeler ce passé, de dire comment le parti radical se distingue des autres, comment il entend se présenter devant les agriculteurs qui constituent une masse importante du corps électoral, et quelle est sa conception de leurs intérêts.

Nous avons le devoir pour que, sur ce point, le programme du parti radical soit net, comme le demande Herriot, de prendre parti dans des controverses au travers desquelles on a essayé de dresser les agriculteurs contre les commerçants et les industriels et de dire quel est le sentiment de notre parti. Je veux parler, tout d'abord, de cette grande controverse qui a été alimentée, comme vous le savez, par des chiffres jetés dans le public par une grande association qui prétend défendre les intérêts économiques, mais qui ne sert que certains partis politiques. (*Applaudissements.*)

On a dit: « Les agriculteurs ne payent pas d'impôts », avec l'espoir que cette campagne serait suffisante pour dresser les revendications professionnelles des commerçants et des industriels contre les agriculteurs, et qu'à la faveur de cette confusion on pourrait, comme en 1919, arriver à ce que les partis avancés perdraient une partie de leurs troupes, et que ce serait peut-être le moyen de faire encore un succès au bloc national.

Nous avons le devoir d'examiner ce qu'il y a de vrai, d'équitable, et dans les chiffres qui ont été jetés dans le public et dans l'accusation qui a été portée. On a dit que les agriculteurs n'avaient payé que 25, 22 ou 17 millions sur les bénéfices agricoles, et que, pendant ce temps, les industriels et les commerçants avaient été accablés par l'impôt.

Lorsqu'on a dit cela, on a commis une erreur. Nous, qui cherchons le point de vue de l'équité, nous avons le devoir, avant de fixer notre position, de nous



demander quelle est, sur ce point précis, la situation exacte.

S'il est vrai que l'impôt sur les bénéfices agricoles a donné, dans ces dernières années, comme produit, les chiffres que je viens de citer, 25 millions en 1920, 17 millions l'an dernier, on a oublié, lorsqu'on a jeté ces chiffres dans le public, qu'à côté de ces charges qui pèsent sur les contribuables et qui viennent des impôts d'Etat, il y en a d'autres qui proviennent des impositions communales et départementales. M. Louis Dausset a indiqué au Sénat que les budgets communaux et départementaux, en 1921, se sont élevés à 9 milliards 500 millions. Il est certain que les conclusions de la commission sont de nature, parce qu'elles s'inspirent uniquement de l'équité, à rallier ici les différents points de vue qui pourraient se produire. Ces charges provenant des impositions locales sont réparties sur les commerçants, les industriels et les agriculteurs, dans des conditions qui ne sont pas conformes à l'équité. Contrairement à ce que demande le parti radical, ce n'est pas sur la base équitable du principe de l'impôt sur le revenu proportionnel aux revenus de chacun, que ces impôts frappent les contribuables. Ces impôts sont encore établis — et c'est un paradoxe singulier — sur le régime des quatre vieilles contributions, maintenues d'une façon fictive. C'est sur l'ancien impôt des portes et fenêtres, l'ancien impôt des patentes et l'ancien impôt foncier, que les centimes sont répartis.

Qu'en résulte-t-il? Ces impositions locales, les centimes départementaux et communaux, ne pèsent pas du tout sur ceux qui ont des revenus qui trouvent leur origine ailleurs que dans la terre, le commerce et l'industrie.

Quand on parle de révision des impôts, quand on dit qu'il y en a qui ne payent pas assez et d'autres trop. N'est-ce pas être d'accord avec notre doctrine que de dire: Ceux qui, contrairement à tout esprit d'équité et à nos théories, échappent à une partie des charges cependant très lourdes qui pèsent sur les contribuables, ce sont ceux qui ont des revenus



provenant uniquement de valeurs mobilières. Ils échappent aux lourds impôts que les conseils municipaux et les conseils généraux sont obligés de voter.

C'est pourquoi, avant d'envisager, dans l'intérêt du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, une modification de l'impôt sur le revenu, nous demandons que le régime des centimes départementaux et communaux soit modifié pour que tous les contribuables participent aux charges locales proportionnellement à leurs revenus et conformément aux théories que nous avons toujours défendues. Cette première conclusion, à laquelle certainement le congrès se ralliera, étant acceptée...

UN DÉLÉGUÉ. — Peut-être!

M. QUEUILLE. — Je voudrais bien la voir contredire ici par quelqu'un, qui, s'il le faisait, reviendrait par cela même aux anciennes quatre vieilles contributions. Il faut laisser cette attitude à d'autres partis. Je ne crois pas qu'il y ait, dans cette enceinte, quelqu'un qui puisse dire que les quatre vieilles contributions, maintenues fictivement en ce qui concerne les impositions locales, soient une base équitable pour l'établissement d'un impôt quel qu'il soit. (*Assentiment.*)

J'en arrive à l'impôt sur les bénéfices agricoles. On nous dit: Est-il suffisant, au point de vue du pourcentage, et ne faut-il pas le modifier sur certains points?

Nous voyons de grandes associations agricoles, — à la tête desquelles il y a les hobereaux de la terre, ceux qui, autrefois, étaient classés dans certains partis politiques, et qui, maintenant, pour essayer de capter les suffrages des agriculteurs, se présentent uniquement comme les représentants des intérêts professionnels de l'agriculture, — dire: Oui, il faut

Je leur réponds: sur ce premier point, je suis modifier l'impôt sur les bénéfices agricoles. d'accord avec vous. Mais quelles modifications faut-il apporter?

Ils nous disent: Il faut modifier le système du dégrèvement à la base, augmenter le nombre des contribuables.



Nous devons répondre « non » sur ce point. Notre parti a précisé ce que nous voulions pour l'impôt sur les salaires: il faut un dégrèvement à la base. Nous devons reprendre la formule qui a été parfois celle trop habile d'un autre parti: Le petit et le moyen agriculteur sont des ouvriers de la terre qui possèdent uniquement les moyens de production. Il doit y avoir le même dégrèvement à la base pour eux et pour les ouvriers. Ce dégrèvement à la base étant admis, — et je reconnais qu'il est respecté à l'heure actuelle, — il serait scandaleux que les gros propriétaires échappent complètement à l'impôt sur les bénéfices agricoles et que nous assistions à ce spectacle d'un gros propriétaire exploitant dix propriétés par métayers et bénéficiant, avec le régime actuel, de dix dégrèvements, parce qu'il a dix exploitations distinctes et dix métayers. Que le métayer bénéficie d'un dégrèvement pour sa part, rien n'est plus juste; mais que le propriétaire, s'il a dix métairies, additionne dix fois le dégrèvement, c'est contraire à l'équité et à la doctrine du parti radical. (*Applaudissements.*)

En s'arrêtant à ces principes et à ces conclusions, le parti radical peut, dans la grande controverse, prendre une attitude qui sera à la fois conforme à ses doctrines, à l'équité et à l'intérêt général.

C'est pourquoi nous émettons le vœu:

*« Que le régime des impositions locales, lourdes à la fois pour les commerçants et les agriculteurs et contraires à l'équité, soient modifiées. »*

*« Que, pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices agricoles, on maintienne — comme pour l'impôt sur les salaires — le dégrèvement à la base, mais qu'il ne soit plus possible aux gros propriétaires, faisant exploiter plusieurs propriétés par des métayers, de bénéficier pour leurs parts de revenus agricoles de dégrèvements successifs. »*

Je passe très rapidement à la deuxième question sur laquelle je vous demande d'affirmer votre point de vue particulier. S'il est un problème qui intéresse les agriculteurs, c'est le régime des engrais.



Actuellement, ils sont victimes des trusts. Ils se voient imposer, par un petit groupe d'industriels, des prix excessifs pour des engrais qui, pour la plupart, proviennent du sol national.

Nous reportant aux conclusions déjà admises au congrès de Lyon, il y a deux ans, et qui n'ont été proposées par aucun autre parti, nous vous demandons de décider de reprendre les motions qui avaient été votées et de dire que l'on doit établir un régime qui permette aux agriculteurs français d'être servis par priorité, quand ils veulent avoir les phosphates provenant du Nord de l'Afrique, ou qu'ils veulent avoir, sur le marché français, les engrais azotés dont beaucoup sont le produit des usines d'Etat.

A cet égard, nous avons obtenu une première satisfaction à la Chambre, puisque c'est dans nos vues qu'a été voté le régime concernant les potasses d'Alsace et l'utilisation de la poudrerie de Toulouse. Demain, cela ne sera pas suffisant. Il faut que l'Etat intervienne pour contrôler la vente des engrais et la réglementer. Il doit avoir le souci de ménager l'intérêt respectable des industriels, mais aussi de faire que les agriculteurs français reçoivent tout ce qui est indispensable pour la mise en valeur de leur sol.

Citoyens, ces deux questions sont celles sur lesquelles vraiment le parti radical devait prendre une position particulière, en opposition à celle des autres partis, parce que les paysans de France, que l'on essaye actuellement d'éloigner de la politique, se sont rendu compte et se souviennent. J'indiquais tout à l'heure qu'ils doivent se souvenir que c'est de la République qu'ils ont obtenu les réformes qui ont amélioré leur situation matérielle et leur position morale. Mais également ils ont vu que les hommes qui, en 1919, étaient allés vers eux et qui étaient subventionnés par cette Union des Intérêts économiques, qui a mené contre eux la campagne perfide que vous savez, n'avaient pas leurs opinions politiques, et qu'après avoir été élus pour défendre les intérêts professionnels de l'agriculture, au lendemain de leur élection, ils se sont tous placés à droite et



ont désillusionné les paysans qui restent passionnément républicains, sans avoir besoin de le dire bruyamment.

Nous devons profiter de la désillusion des agriculteurs, leur rappeler que c'est au parti républicain qu'ils peuvent et doivent s'adresser, parce que c'est à la République qu'ils doivent tout ce qui leur a été accordé. Elle a fait d'eux, en France, non pas des inférieurs comme ils l'étaient sous l'autre régime, mais des égaux, parmi lesquels nous pourrons, demain, je l'espère, recruter les meilleures troupes qui nous conduiront à la victoire. (*Vifs applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je remercie le citoyen Queuille de la manière dont il vient de défendre son rapport et de la brièveté de ses explications.

Je mets aux voix les conclusions que vous venez d'entendre.

(Adopté.)

### LA POLITIQUE COLONIALE (*suite*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne la parole, pour quelques instants, à M. Archimbaud, pour soumettre au congrès un rapport sur la question coloniale traitée ce matin.

M. ARCHIMBAUD, *rapporteur*. — Citoyens, je ne vous fais pas de discours; je le réserve pour la Chambre. (*Sourires.*) Je vous lis simplement la conclusion de nos travaux:

*Le Congrès du Parti Républicain, Radical et Radical-Socialiste, réuni à Paris en octobre 1923, est fier d'évoquer l'effort admirable de nos colonies pendant la guerre.*

*Il rend hommage aux milliers de soldats noirs ou jaunes qui se sont levés pour la défense du patrimoine commun et qui sont tombés dans les plaines de France, aux côtés de nos frères, pour la Liberté du monde.*

*Le Parti Républicain, Radical et Radical-Socialiste rappelle aux 70 millions de protégés français, que la France, à la Société des Nations, s'est déclarée par-*



tisan de l'égalité des races, restant ainsi dans la grande tradition de ses penseurs et de ses hommes d'Etat.

Le Congrès émet le vœu :

1° Que le projet Albert Sarraut sur la mise en valeur des colonies vienne en discussion le plus rapidement possible, avec la collaboration des colonies elles-mêmes.

2° Que dans les colonies suffisamment évoluées, l'arbitraire administratif soit tempéré par des assemblées délibérantes où siègeront des indigènes librement élus par les indigènes libres.

3° Le Congrès rappelle, que la France républicaine considère ses enfants noirs ou jaunes comme les fils d'une même et grande famille, qu'elle veut les éduquer, les instruire, les amener au même stade de civilisation que ses enfants de race blanche, pour pouvoir les émanciper demain. (Applaudissements.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Schrameck.

M. SCHRAMECK. — Citoyens, ce vœu a une importance économique et peut-être politique plus considérable qu'il n'apparaît peut-être à première vue. Je redoute que le congrès le fasse sien en l'adoptant sans avoir pu y consacrer un temps réflexion suffisant.

Je pose au rapporteur les questions suivantes : dans quelles conditions et en présence de quels membres du Comité exécutif ou de quels adhérents ce vœu a-t-il été adopté ? Quelle est la commission qui a eu à se prononcer ? Comment est-elle arrivée aux conclusions qu'elle nous propose ?

Par les termes mêmes de ces conclusions, on pourrait croire qu'il s'agit d'émettre un vœu banal et qui n'engage à rien. Ce n'est cependant pas le cas. Couramment, dans tout congrès qui se respecte, il n'est pas d'association qui ne prétende traiter doctoralement des questions coloniales. C'est la mode, aujourd'hui, de s'occuper des questions coloniales. Seulement, on s'en occupe un peu trop vite et sans examiner comme il conviendrait le fond même des questions.

On nous parle du programme de M. Sarraut. A



propos d'une colonie dont j'ai eu à assumer pendant un certain temps le Gouvernement, je crois pouvoir en dire quelque chose. J'ai vu comment le programme de mise en valeur qui la concerne a été établi. Si ce qui a été fait pour cette colonie l'a été pour les autres, j'ai de sérieuses raisons de penser que dans son ensemble le programme ne permettra pas d'obtenir les résultats que l'on se propose. Il est vraiment trop facile de laisser croire à la métropole que du jour au lendemain, comme par un coup de baguette magique, elle va tirer de cet immense domaine si étendu, si varié à tous les points de vue, des ressources de toutes sortes. Ce n'est pas après avoir négligé notre domaine colonial depuis que nous l'avons acquis, que nous pouvons avoir la prétention d'en retirer aujourd'hui tout ce qui nous manque.

Ah, certes, il est aisé, pour créer des courants dans l'opinion publique, de présenter des rapports au Parlement; nous savons comment trop souvent les rapports des parlementaires sont élaborés et il arrive que dans des dossiers administratifs on en trouve de tout préparés de la main même du rédacteur qui a établi le projet ministériel.

Aujourd'hui, on nous dit: nous attendons d'ici du coton; de là, de la laine, ou du cuivre, ou du pétrole ou du charbon. Mais il faudrait réfléchir aux conditions dans lesquelles nous obtiendrons ces matières. Nous devons tenir compte non seulement de la mentalité des populations de chacune de nos colonies et qui ne se ressemblent guère, mais tout d'abord, et c'est là le premier problème que j'aurais voulu voir poser, parce que c'est celui qui domine les questions coloniales, c'est le problème de la population. Il n'y a pas une de nos colonies, sauf l'Indo-Chine, où la population ne soit de jour en jour moins dense. De telle sorte que ceux qui consacrent leurs capitaux à y fonder d'utiles entreprises courent trop souvent entre autres risques celui d'être exposés à manquer à un moment donné de main-d'œuvre. (*Applaudissements.*)

Le problème essentiel est là. Au lieu de proposer de formidables emprunts pour les Travaux publics,



commencez par envoyer des médecins pour les populations...

M. LÉON ARCHIMBAUD. — Et de bons administrateurs. Je vous répondrai.

M. SCHRAMECK. — Convertissez-les aux idées d'hygiène qu'il est nécessaire qu'elles pratiquent, si on veut qu'elles puissent exécuter les travaux qu'on leur demande.

M. LÉON ARCHIMBAUD. — Nous allons voir!

M. SCHRAMECK. — Je ne voudrais pas donner à ce débat intéressant une tournure désagréable. Je m'en tiens aux questions que j'ai posées. On nous dira quelle est la commission qui s'est prononcée; si elle comprenait des personnalités compétentes, des médecins, des anciens administrateurs, des ingénieurs des colonies...

UN DÉLÉGUÉ. — En faisiez-vous partie?

M. SCHRAMECK. — Pas le moins du monde. (*Interruptions.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Citoyens, je vous prie d'écouter les observations de M. Schrameck.

M. SCHRAMECK. — La semaine dernière, j'ai cru que nous étions en présence d'une délibération acquise et d'un fait accompli. Lorsque j'ai pu consulter notre dernier Bulletin, toutes les conclusions, dont l'honorable M. Archimbaud a tout à l'heure donné lecture, y étaient déjà insérées. Je me suis dit: comment se fait-il que nous n'ayons rien su, nous que la question coloniale intéresse, de ce qui se débattait en vue d'une discussion sérieuse?

Dans ces conditions, je demande que toute commission qui s'occupe des questions coloniales prenne comme directive de songer d'abord à la dépopulation, à la constitution des services d'hygiène et de protection de la santé des indigènes, car avoir des colonies sans population, c'est comme si nous n'avions rien du tout. Elles serviront peut-être, sous le couvert d'entreprises de grands travaux publics, à des attributions de subventions de toutes sortes, mais comme il n'y aura personne pour faire valoir le pays, le résultat à obtenir dans la colonie sera nul. C'est autant de ressources qui manqueront à la



prospérité de la métropole, où il reste encore beaucoup à coloniser. (*Applaudissements.*)

Je voudrais donc qu'on apportât un peu plus de gravité à l'examen de ces questions. Il n'est pas digne — permettez-moi cette expression — du congrès radical, d'émettre des vœux sur des problèmes aussi complexes et aussi importantes, sans une étude approfondie. Je demande l'ajournement de cette question.

M. LE PRÉSIDENT. — J'ai à m'excuser auprès de l'Assemblée. Lorsque M. Archimbaud m'a demandé la parole pour lire les conclusions de ce rapport, j'ignorais que ce matin, comme on vient de me le dire, la décision de principe avait été prise de renvoyer toutes les questions coloniales à l'étude du Comité exécutif. (*Applaudissements.*)

M. SCHRAMECK. — Nous sommes d'accord.

M. LE PRÉSIDENT. — Il ne peut donc s'agir, en ce qui concerne le vœu qui vient d'être lu par M. Archimbaud, que d'une prise en considération et d'un renvoi pour étude au Comité exécutif. (*Applaudissements.*)

M. LÉON ARCHIMBAUD. — Mes chers amis, vous avez très bien compris que j'ai voulu vous éviter un discours.

M. AUDIBERT. — Parlez-nous de Sarraut!

M. LÉON ARCHIMBAUD. — Il ne s'agit pas de Sarraut au point de vue de la politique intérieure, mais de Sarraut ancien gouverneur général des colonies, qui a apporté un programme. Audibert le sait, puisque c'est son journal qui a fait allusion au projet de Sarraut et à mon rapport sur ce projet. (*Applaudissements.*)

M. AUDIBERT. — Je proteste!

M. LE PRÉSIDENT. — Je demande aux orateurs de ne pas faire de personnalités dans un débat de cette nature. (*Très bien!*)

M. LÉON ARCHIMBAUD. — Je ne prends pas la parole ici pour défendre Sarraut. Rapporteur du budget des colonies à la Chambre, au nom de mon groupe et du parti radical, j'ai toujours conservé la plus grande impartialité.



Si je viens aujourd'hui vous demander de renvoyer le vœu à l'examen de votre Comité exécutif, c'est que la question de la mise en valeur de nos colonies est primordiale, à l'heure actuelle.

Tout à l'heure, notre collègue M. Schrameck, qui est non seulement un sénateur, un ancien préfet, mais un ancien gouverneur général des colonies, est venu nous apporter ses réserves. Les réserves qu'il a formulées, je tiens à lui dire que nous les avons faites à la commission des finances et au groupe radical; vous les trouveriez dans nos rapports. Nous savons qu'il est difficile, en ce moment, de demander à la France les 10 milliards qui seraient nécessaires pour la mise en valeur des colonies. Je vous ai apporté tout à l'heure, non pas les conclusions de la commission des colonies du congrès, puisque cette commission n'existe pas, mais celles qui ont été rédigées d'après les vœux déposés par mon ami Henri Michel, délégué, comme moi, au Conseil supérieur des colonies, et qui représente le Dahomey. (*Mouvements divers.*)

M. HENRI MICHEL. — J'ai quelque peu étudié la question aussi.

M. LÉON ARCHIMBAUD. — ...et par un délégué de Madagascar, notre ami Joutel.

Nous avons voulu, en présence des critiques qui, dans le monde entier, sont formulées contre la France, affirmer que nous avons la meilleure méthode coloniale. J'ai demandé — ce qui ne plaira peut-être pas à l'administration coloniale de la rue Oudinot — que dans les colonies suffisamment évoluées, l'arbitraire administratif soit tempéré par des assemblées délibérantes où siègeront des indigènes librement élus par les indigènes libres. (*Interruptions.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Ils ne seront jamais élus librement.

M. LÉON ARCHIMBAUD. — Malgré les intérêts financiers qu'il peut y avoir dans nos colonies, je dis qu'elles ne sont pas faites pour les capitalistes. Nous sommes allés dans les colonies comme une nation protectrice, pour faire évoluer les peuples, et c'est au nom des doctrines de votre parti, mes chers col-



lègues, que je vous sou mets la troisième partie de notre ordre du jour. Elle est ainsi conçue:

*Le Congrès rappelle que la France républicaine considère ses enfants noirs ou jaunes comme les fils d'une même et grande famille, qu'elle veut les éduquer, les instruire, les amener au même stade de civilisation que ses enfants de race blanche, pour pouvoir les émanciper demain.*

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le congrès sur le renvoi de cet ordre du jour au Comité exécutif.

(Le renvoi est prononcé.)

### LA VIE CHÈRE

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Théodore-Valensi, rapporteur.

M. THÉODORE-VALENSI, *rapporteur*. — Citoyens, je m'excuse de vous présenter une matière éminemment ingrate et qui ne prête à aucun développement oratoire, et, pour vous encourager à m'écouter à cette heure tardive, j'ai réduit mon étude, dût mon exposé paraître moins comp'et et moins harmonieux, à un état squelettique. (*Parlez! Parlez!*)

S'il est un problème angoissant et qui, à juste titre, passionne le pays tout entier, c'est indiscutablement celui de la vie chère. Je dis tout de suite que la vie chère est la conséquence de la politique désastreuse du bloc national.

La vie a atteint son point culminant, 392, en décembre 1920. Son ascension, jusque-là, était presque normale, en raison de la guerre et des effets qu'elle avait engendrés: déficit dans la production, superconsommation, importation réduite à zéro ou presque; à cause de la guerre sous-marine, le pays étant en vase clos. A partir de décembre 1920, il s'est produit une chute qui s'est étendue jusqu'en août 1922, où l'indice est descendu à 283. Une nouvelle ascension s'est ensuite produite, en juin 1923, jusqu'à 334, et, à l'heure actuelle, jusqu'à 345. Chaque jour, la hausse est plus sensible sur la plupart des produits et sur les denrées les plus utiles à la consommation: vins, sucres, saindoux, légumes secs et de conserve, sardines, saumons, fruits secs et farines.



Cette hausse est absolument inexplicable.

Y a-t-il une diminution de la production? Non. La récolte en blé est presque suffisante pour nos besoins, et la récolte en vins est élevée. Est-ce la variation des changes? Non, car la livre, de 80 est descendue à 71 pour remonter à 76; or, le mouvement de hausse est continu. D'autre part, les besoins de la consommation française sont à peu près les mêmes. Le chiffre de la population est identique et les revenus n'ont pas augmenté dans ces derniers temps. On a même parlé de baisse des salaires et de diminution des rentes.

En réalité, nous assistons à des manœuvres favorisées par le Bloc national, manœuvres d'autant plus audacieuses que l'impunité est assurée aux mercantis, aux spéculateurs, par la toute puissante Union des intérêts économiques. (*Applaudissements.*)

La Commission régionale d'études relatives au coût de la vie à Paris, créée par décret du 21 février 1920, a établi des chiffres. Je vous demande la permission de vous en citer quelques-uns:

	MONTE DESCEND			
	1914	EN 1920	EN 1922	REMONTE
Pain (détail). Le kilo	0,45	1,30	1 »	1,17
Fromage (le kilo) ..	3 »	13,16	10 »	13,50
Sucre (détail). Le k.	0,75	4 »	2,80	4,08
Bœuf (en gros aux abattoirs à Paris).				
Le kilo .....	1,58	4,22	4,36	5,86
Mouton en gros. Le kilo .....	2,23	12,20	7,30	9,44
Veau (gros). Le k.	2,18	11,94	5,90	9,45
Beurre (détail). Le k.	4,20	16,70	11,72	14 »
Œufs (pièce) .....	0,16	0,83	0,33	0,42
Huile d'arachide (dé- tail). Le kilo ....	1,90	9 »	5,60	6,80
Saindoux (détail).				
Le kilo .....	2,40	11,30	5 »	8 »
Porc (détail). Le k.	2,70	12,20	6,70	10,20
Charbon (domesti- que). Les 100 k.	6,50	26 »	18,77	27 »



Je passerai très rapidement sur les causes déterminantes de la vie chère, car mon rapport serait beaucoup trop long. Je lirai simplement les têtes de chapitres de mon rapport. Il y a d'abord la mauvaise exploitation des colonies et la déplorable utilisation de leurs produits. Des mesures draconiennes ont été prises contre les rhums coloniaux et les vins et les blés de l'Afrique du Nord, les huiles et savons de Tunisie. La politique militaire provoque une augmentation démesurée de nos charges, sans nous assurer un accroissement de sécurité. (*Applaudissements.*)

Il y a ensuite la politique financière d'illusions, d'emprunts et de gaspillage, qui montre qu'on n'a pas cherché à établir un système qui permette d'équilibrer le budget. Cette politique se caractérise par l'aggravation des impôts. La France a payé, cette année, 20 milliards d'impôts, mais cette aggravation demeure inopérante. Il faut incriminer la tactique des emprunts renouvelés, l'émission illimitée, et, partant, l'altération du papier-monnaie, le désordre financier, les impôts inintelligibles, les fraudes, la mauvaise application de l'impôt sur le revenu, l'introduction frauduleuse des valeurs étrangères qui ont assommé les valeurs françaises.

Passons maintenant aux principales causes directes de la vie chère. Ce sont: l'absence de politique économique, la spéculation illicite, l'élévation des tarifs de transport et l'exagération des droits de douane et d'octroi, les décrets protectionnistes et prohibitionnistes, les charges énormes qui pèsent sur les commerçants.

La loi qui vise la répression de la spéculation devait opérer des miracles. Elle pouvait atteindre tous ceux qui, en stockant, affamaient la population. Le type parfait est celui-ci: un homme se rend dans une contrée où, par exemple, il y a beaucoup de pommes de terre. Il dit: « La pomme de terre est à 10 francs, j'en offre 12. » Immédiatement des quantités considérables affluent vers lui. C'est le premier élément de la spéculation: la suroffre. Ayant ainsi constitué des stocks qui ne sont pas justifiés par les besoins de l'industrie, et s'étant assuré la totalité du pro-



duit, il demande des prix exorbitants. Tel est l'exemple auquel se réfèrent les travaux préparatoires de la loi sur la spéculation.

Or, dans l'application, il n'est plus question de réprimer les délits de ce genre. Les tribunaux se sont transformés en offices de taxation. Ils ont dit: le lait, le beurre, le vin doivent être payés tant, sans tenir compte des frais généraux supérieurs pour les uns à ce qu'ils sont pour les autres, du déchet, des frais de transport qui, également, peuvent différer d'un commerçant à l'autre. Ils avaient établi une limite qu'il ne fallait pas dépasser. Un laitier qui vendait un litre de lait un sou de plus était immédiatement condamné, avec une sévérité que connaissent les nombreux avocats qui sont dans cette salle, à un mois de prison et à une amende parfois élevée.

Pendant ce temps, on laissait tranquilles les véritables spéculateurs, c'est-à-dire ceux qui, au lieu de se trouver dans une petite boutique et d'offrir ainsi leur personnalité aux regards, au contrôle de chacun, se cachaient dans d'opulents cabinets de travail. On a laissé tranquille les sucriers, par exemple. J'attire votre attention sur cette corporation, car il est indiscutable que la loi sur la spéculation illicite a été supprimée pour permettre à ceux qui spéculaient sur le sucre de bénéficier de l'impunité. (*Applaudissements.*) Les sucriers, conscients de la faute qu'ils avaient commise, sachant pertinemment que la justice les condamnerait, avaient mis de côté une somme de 63 millions destinée à payer l'amende qui les menaçait. Au lendemain de l'abrogation de la loi, ces 63 millions ont été partagés entre eux. Je n'ai pas voulu vous apporter cette affirmation à la légère. Je me suis documenté et voici les éléments que j'ai pu puiser dans le rapport de M. Félix Laurent, ancien Directeur de l'agriculture, inspecteur général chargé par le Gouvernement d'une enquête sur le cas des sucriers. Il me semble qu'il était difficile de puiser à une source plus certaine et plus autorisée. Il dit que 48 sucreries ont réalisé 528 millions de francs. « On voit sur le vif, par ce document officiel, — écrit M. Barthe, député de



l'Hérault, — l'exploitation honteuse dont sont victimes les consommateurs. C'est l'exploitation du pays par une poignée d'intermédiaires. »

J'ajoute que les actions de la raffinerie Say, qui valaient 700 francs il y a deux ans, valent actuellement près de 3.000 francs. Sur ce point, je dois vous lire la lettre de protestation que M. Barthe a envoyée à divers journaux. M. Barthe n'est pas de notre parti; c'est un député socialiste de l'Hérault. J'ai préféré prendre sous la plume de quelqu'un qui n'est pas de notre parti le document suivant. La lettre est adressée à M. le ministre de la Justice. En voici les termes:

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur de vous informer que j'ai l'intention de vous interpellier, dès la rentrée du Parlement, sur le non-lieu qui a clôturé l'instruction judiciaire ouverte à l'occasion de la spéculation sur le sucre.

« Cette décision est en tous points contraire à la déclaration que vous avez faite à la tribune. Elle prouve bien que le vote arraché en novembre dernier à la Chambre (vote qui a abrogé la loi sur la spéculation illicite) a permis d'étouffer une affaire scandaleuse entre toutes.

« Je me permets de vous rappeler qu'il résulte du rapport de l'inspecteur général de l'agriculture, M. Félix Laurent, que quelques sucriers ont réalisé, en trois ans, un gain de 528 millions de francs, tandis que des milliers d'agriculteurs n'ont, par contre, réalisé que deux millions de bénéfices.

« Veuillez agréer, etc...

« Signé: E. BARTHE. »

En dehors du scandale des sucriers, vous avez celui des pétroliers. Ceux qui ont le monopole du pétrole ne sont pas dix dans toute la France, et il en est au moins un qui a plus d'un milliard.

Je passe rapidement. En dehors de ces éléments, vous avez encore, comme cause déterminante de la vie chère, le grand problème de l'élévation des tarifs de transport. Les produits du sol demeurent, de toutes les marchandises, celles auxquelles sont appliqués les plus lourds tarifs, dont quelques-uns



ont subi des majorations de 600 %. Cependant, les compagnies subventionnées auraient obtenu la remise de leurs dettes qui s'élèveraient à 9 milliards.

En réponse à une question de M. Lemarchand, conseiller municipal de Paris, le préfet de la Seine a dû faire connaître le résultat des vérifications opérées sur vingt colis de choux expédiés aux Halles, du 10 au 14 avril 1923, soit 3.200 choux :

Chemin de fer et timbre.....	0,19	centimes	6
Factage à l'arrivée et pourboire..	0,04	—	4
Commission du mandataire et manutention .....	0,40	—	2
Droits d'abri, décharge et divers..	0,02	—	4
Total des frais jusqu'aux Halles (vente comprise) .....	0,30	—	6
Prix de vente moyen du chou aux Halles .....	0,35	—	8

Donc, un chou vendu par le producteur 1 sou et 2 millimes, est revendu 7 sous, soit près de sept fois sa valeur. Pour toutes les denrées qui proviennent du sol, c'est la même exagération, et c'est le consommateur qui en supporte les conséquences.

L'exagération est la même pour les droits d'octroi. Ils s'élevaient jadis à 12 centimes par kilo pour la viande morte qui sortait des abattoirs; ils sont actuellement de 30 centimes.

J'en arrive à la cause principalement et directement déterminante de la vie chère: Le Protectionnisme et le Prohibitionnisme. Il ne s'agit pas de dresser les populations urbaines contre les populations rurales. Ce sont deux éléments constitutifs de la population qui sont indispensables à la prospérité du pays. Il y avait deux politiques possibles: l'une qui consistait à laisser la frontière ouverte, c'est-à-dire le libre échange, avec possibilité de faire jouer la loi de l'offre et de la demande. Le résultat eût été — ce n'est qu'une opinion personnelle que je donne ici — la suppression de la vie chère, parce que les agriculteurs eux-mêmes n'auraient pas été obligés de payer des droits qui grèvent très lourdement à la fois les engrais et le matériel agricole. Mais cette politique n'eût été applicable



qu'avec des ménagements particuliers pour permettre aux agriculteurs de s'assurer des gains suffisants et n'eut été possible aussi qu'à la condition d'intensifier la production. L'autre politique consistait à fermer, purement et simplement, les portes du pays et à édicter des mesures protectionnistes et prohibitionnistes tout à la fois. C'est cette politique qui a été choisie par le Gouvernement. Nous voyons que les résultats en sont désastreux.

Le protectionnisme qui a été pratiqué a eu pour résultat la modification des tarifs de douane, dans le but de protéger l'agriculture, lesquels ont abouti, en fait, à la fermeture de la frontière pour l'importation, mais à son ouverture plus grande pour l'exportation. Le prohibitionnisme s'est manifesté de la façon suivante: interdiction presque absolue d'importer le bétail. Ajoutons que M. Chéron, dès le début de son ministère, avait promis de réorganiser le marché de la Villette; il n'en a rien fait.

Enfin, reconnaissons que des charges écrasantes pèsent sur les commerçants. Les commerçants frappés sont obligés de récupérer sur le consommateur, d'où aggravation de l'impôt indirect sur la consommation, au lieu de l'application rigoureuse de l'impôt sur le revenu. L'impôt sur le chiffre d'affaires, inventé par les chambres de commerce, a pour résultat de faire payer le 1,10 %, jusqu'à quatre et cinq fois. Les commerçants qui forment la classe la plus vive et la plus intéressante du pays, sont trop tracassés. Il faut que ces abus prennent fin.

Voilà, à mon avis, les éléments de la vie chère. Il en est d'autres qui sont des causes beaucoup plus générales, mais indirectes, telles que la crise des loyers, crise que ne parviennent pas à dénouer des lois insuffisamment protectrices des locataires, telles que l'incertitude et la précarité où se trouvent les commerçants, à qui le droit de propriété commerciale n'a pas été assez grandement accordé jusqu'à ce jour. En réalité, la vie chère résulte de mille éléments différents, dans chacun desquels s'affirme la désastreuse politique du Bloc national. (*Applaudissements.*) Si on voulait passer en revue tout ce



qui constitue la vie chère, on dresserait un réquisitoire terrible contre le Bloc national. Elle est engendrée, en réalité, par une connexité de faits, et c'est la faillite du Bloc national qui s'affirme dans ces faits, faillite dans sa politique coloniale, militaire, diplomatique, financière, économique, intérieure. Il n'a pas eu de politique du logement. Voilà tous les points que nous aurions pu passer en revue très longuement, si nous en avions eu le temps.

Mais je tiens particulièrement à vous demander de voter: « Que la vie chère ne peut être enrayerée que par une exploitation rationnelle des colonies et une utilisation intelligente de leurs produits, par une amélioration sensible de la situation des finances — je m'excuse d'employer des termes aussi vagues, mais il ne m'est pas possible, à l'heure où nous sommes, d'entrer dans des détails — par la répression des délits réels de spéculation, par la diminution des frais de transport et la suppression de l'exagération des taxes d'octroi, enfin par l'atténuation, dans une très large mesure, du prohibitionnisme et du protectionnisme. » Je n'entends pas qu'il faille ouvrir brusquement et complètement les frontières; ce serait évidemment une décision très dangereuse, mais je demande que l'on revienne petit à petit au libre échange et que l'on fasse jouer, au moins un peu, la loi de l'offre et de la demande, qui est indispensable dans toutes les tractations commerciales. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — En votre nom à tous, je remercie notre camarade Valensi de l'exposé si substantiel et si bien résumé qu'il nous a fait. (*Applaudissements.*)

UN DÉLÉGUÉ. — Je voudrais demander au citoyen Valensi de dire au congrès s'il a eu connaissance des résultats des travaux de la commission des spéculations, qui a siégé à la Chambre avant l'abrogation de la loi de 1916 sur la spéculation illicite, et notamment ce que sont devenues les affaires des mistelles et des vins portugais, qui ont été renvoyées devant les tribunaux en mai 1919 et dont on n'a pas encore entendu parler.



M. THÉODORE-VALENSI, *rapporteur*. — Sans prendre la responsabilité d'une semblable affirmation, je vais indiquer ce qui, à la connaissance de chacun, aurait déterminé l'abrogation de la loi sur les spéculations illicites.

L'histoire — s'il faut dire l'histoire — nous apprend qu'un membre du Bloc national s'est rendu, avec M. Billiet, de l'Union des Intérêts Economiques, au cabinet de M. Colrat, et que c'est dans ce petit conseil extra-privé que s'élabora la suppression de la loi sur les spéculations illicites, c'est-à-dire se précisa la manœuvre plus ou moins perfide qui devait permettre l'abrogation presque implicite de la loi sur les spéculations illicites. Le lendemain, à la Chambre, les députés qui plaidaient pour l'abrogation pure et simple firent entendre que cependant les sucriers et certains gros spéculateurs, étant donné les conditions particulières dans lesquelles le délit qui leur était imputé avait été commis, resteraient inculpés. Ils ont ajouté que, d'ailleurs, le code pénal habilement appliqué permettait de frapper ceux qui tentaient le trust. Et lorsque la discussion vint enfin devant la Chambre des députés, ceux qui votèrent l'abrogation pensèrent qu'il s'agissait de soustraire à l'action de la justice les petits commerçants qui avaient commis la faute bien anodine de majorer d'un ou deux sous leurs produits, et qu'il s'agissait des petits détaillants.

L'abrogation a revêtu, contrairement à toute attente, un caractère extrêmement général, et, dès le lendemain du jour où elle devint définitive, on fit savoir que les sucriers n'avaient plus rien à redouter, si bien qu'ils se sont partagé les 60 millions auxquels je faisais allusion et que certains gros spéculateurs ont pu se considérer comme hors d'atteinte pour l'avenir. C'est pourquoi M. Barthe, député de l'Hérault, a écrit la lettre que je vous ai lue tout à l'heure.

En ce qui concerne l'affaire des mistelles, je ne peux pas affirmer que le parquet a décidé de ne pas poursuivre, le Procureur de la République pourrait me dire que j'ai avancé une chose inexacte en séance publique, mais mon sentiment est que toutes ces



affaires sont éteintes et que tous les gros spéculateurs peuvent actuellement jouir tranquillement du fruit de leur spéculation. (*Mouvement.*)

LE MÊME DÉLÉGUÉ. — Pendant deux ans au moins, il y a eu, à la Chambre, une commission des spéculations qui était chargée de voir dans quelles conditions les poursuites seraient exécutées, non contre les petits bouchers ou les petits épiciers, mais contre les gros spéculateurs. Je demande le résultat de ces poursuites.

M. LE PRÉSIDENT. — L'orateur vous a dit ce qu'il savait de cette question; vous ne pourrez la poser utilement qu'à des membres de cette commission.

M. BERTHOD. — M. Louis Marin, président de la commission des spéculations à la Chambre des députés, n'est pas de notre parti. Il a déclaré, dans des documents publics, que si cette commission n'avait donné aucun résultat, c'est qu'on lui avait toujours refusé les renseignements qu'elle avait demandés. Il a prononcé des paroles décisives et très graves, en disant que les spéculateurs visés par cette commission avaient des amis partout, que chaque fois que la commission avait demandé des renseignements, elle n'avait pas pu les obtenir, et que, dans ces conditions, elle n'avait pas pu aboutir. Il me semblait intéressant de citer cette réponse d'un adversaire au labeur et à l'honnêteté duquel nous rendons hommage. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au rapporteur pour lire les vœux.

#### AMENAGEMENT DU RHONE

M. THÉODORE-VALENSI. — *La Fédération émet le vœu que tout soit mis en œuvre pour l'irrigation par le Rhône, si utile aux campagnes riveraines, ait lieu le plus tôt possible, ainsi que la navigation du dit fleuve, l'organisation des ports et l'installation des usines de force motrice.*

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix. (*Adopté.*)



## TRANSPORTS

M. THÉODORE-VALENSI. — *Le comité radical et radical-socialiste de Versailles, considérant les abus journaliers commis par les services du contrôle des chemins de fer, concernant l'application de l'article 78 du décret du 11 novembre 1917 (voyageurs sans billets, déclassés ou ayant effectué un parcours supplémentaire), demande instamment l'abrogation du décret précité et l'établissement d'un moyen de contrôle (tickets délivrés en cours de route aux voyageurs sur leur simple déclaration) pouvant permettre, dès l'arrivée à destination, de percevoir les suppléments dus par les voyageurs sans que ces derniers se voient, comme actuellement, infliger une pénalité excessive et arbitraire.*

*Le Comité radical et radical-socialiste de Versailles rappelle qu'à Paris les compagnies de transports en commun perçoivent en cours de route les suppléments pour déclassement ou modifications d'itinéraires, sans se croire obligées de déférer aux tribunaux les usagers ou de leur soutirer par la menace de douteux procès, d'illégales et arbitraires amendes.*

*Le Comité radical et radical-socialiste de Versailles demande, en outre, la rapide électrification du réseau de banlieue Etat, promise depuis longtemps et toujours différée, ainsi que le rétablissement immédiat de toutes les places assises dans les wagons où elles ont été supprimées.*

*Il réclame enfin la mise en marche de tous les trains portés dans l'horaire, et proteste contre le sans-gêne administratif des dirigeants du réseau de l'Etat, qui, sans en avoir référé au Comité consultatif des chemins de fer ou au ministre des Travaux publics, seuls juges en l'espèce, se permettent de supprimer aux heures d'affluence et au départ de Versailles des trains dont les usagers ont le plus grand besoin pour se rendre à leurs occupations.*

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix.  
(Adopté.)



## TRANSPORTS EN COMMUN

M. VALENSI. — La Fédération R. et R. S. du Rhône émet le vœu :

*Que les entrepreneurs de transports (touristique et d'intérêt commun), soient astreints à un examen sévère de leur matériel, en établissant une Commission de surveillance ou de contrôle, formée de techniciens compétents, qui aurait pour but d'interdire l'emploi de véhicules trop anciens et n'offrant plus le maximum de sécurité, de s'assurer également que le matériel récent est en parfait état d'entretien et de marche.*

*Que les conducteurs de ces voitures soient astreints à une visite médicale prouvant, par un certificat, que leur état de santé leur permet de conduire des lourdes voitures;*

*Qu'ils soient astreints à un stage d'au moins trois « poids lourds » (camions-fourgons, etc.) ;*

*Que leur permis de conduire date au moins d'une année.*

*La création de nombreux services de transports parmi la campagne de façon à permettre aux ouvriers y travaillant, les rapprochements qu'ils désirent avec les grands centres.*

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix.  
(Adopté.)

## LOIS SUR LES LOYERS

M. THÉODORE-VALENSI. — *Le Congrès ému des lenteurs apportées au vote des lois sur les loyers, malgré l'action énergique du citoyen Levasseur.*

*Considérant la nécessité urgente de solutionner cette question d'importance dominante pour la classe ouvrière, les industriels et les petits commerçants.*

*Emet le vœu que le Parlement vote avant la fin de l'année :*

*1° Une loi assurant aux locataires des appartements salubres à des prix abordables;*



2° Réclame le vote immédiat d'une loi assurant sans réserves la propriété commerciale.

Signé : MORIETTE, HENRI ROUSSELLE, MOUNIER, Conseillers généraux ; VALENSI, STORA, DELORME, BAUTZ, MEYERFELD, TISSIER, BILLET, BURG, ROSENSTOCK, COURBET.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix.  
(Adopté.)

### DEFENSE DES CONSOMMATEURS

M. THÉODORE-VALENSI. — *La Fédération du Rhône émet le vœu : que les Pouvoirs publics prennent d'urgence les mesures nécessaires pour la défense des consommateurs, en s'opposant à ce que le prix des matières premières de l'alimentation subisse des fluctuations sensibles par suite de la spéculation des accapareurs et des consortiums.*

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix.  
(Adopté.)

### TAXATION DE LA FARINE

M. THÉODORE-VALENSI. — *La Fédération du Rhône émet le vœu qu'une surveillance sévère des minoteries soit établie pour contrôler les additions à la farine de froment, et que l'Etat en établisse ensuite la taxation.*

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix.  
(Adopté.)

### SPECULATION SUR LE BLE

M. THÉODORE-VALENSI. — *La Fédération de la Haute-Garonne émet le vœu suivant :*

*Considérant que les statistiques officielles ont annoncé dès le mois de juillet 1923, avant que les blés soient fauchés, une récolte qui devait suffire aux besoins du pays et, par suite, améliorerait le change;*

*Considérant que ces fausses nouvelles ont été ré-*



*pandues par le Consortium des Grands Journaux Parisiens d'une manière intense et pendant plusieurs semaines;*

*Considérant que cette campagne, que rien ne justifiait, a conduit le paysan à se défaire de son blé à des prix non rémunérateurs;*

*Considérant que le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste également attaché à la défense de la classe agricole et de la classe ouvrière qu'il ne sépare pas.*

*Emet le vœu:*

*Que soient recherchés les complices des mercantis et les accapareurs qui pendant plusieurs mois ont profité de cette campagne tendancieuse pour remplir leurs entrepôts.*

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix.  
(Adopté.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Rousseau.

M. ROUSSEAU. — En province et à Paris, on s'intéresse beaucoup plus aux moyens de diminuer le coût de la vie et du logement, qu'à toutes nos autres discussions. Si le parti radical et radical-socialiste pouvait présenter, avant les prochaines élections, un ensemble de mesures d'ordre législatif administratif concernant la coopération, il détacherait un grand nombre d'électeurs du parti socialiste, qui constateront que le parti radical, tout en soutenant l'école laïque, tout en n'étant jamais sectaire, a un programme qui a pour but de rendre la vie heureuse, facile et moins chère. Je demande que la commission chargée d'étudier ces mesures soit permanente et corresponde avec les organisations de province pour faire de la bonne besogne.

M. LE PRÉSIDENT. — Personne ne demande plus la parole?...

Je mets aux voix les conclusions du rapport de M. Valensi.

(Les conclusions du rapport sont adoptées à l'unanimité.)



## LA REORGANISATION DES GRANDS SERVICES PUBLICS

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Gavaudan, pour une simple déclaration.

M. GAVAUDAN. — Le citoyen Pasquet, sénateur des Bouches-du-Rhône, était chargé d'un rapport sur la réorganisation des grands services publics. Retenu à la présidence du Conseil général, il m'a chargé de lire son rapport. Comme il est très long, je demande qu'il soit renvoyé au Comité exécutif, lequel l'examinera dans une de ses plus prochaines séances.

M. LE PRÉSIDENT. — Il n'y a pas d'observation?... (Le renvoi est prononcé.)

## LA RECONSTITUTION DES REGIONS DEVASTÉES ET LE PROBLÈME DES RÉPARATIONS

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Doucedame, rapporteur.

M. DOUCEDAME, *rapporteur*. — La question des réparations est bien vieille. Elle date de 5 ans déjà. Elle est à la fois mondiale, car elle intéresse toutes les nations qui ont signé le traité de Versailles — et elle est surtout nationale puisque s'appliquant aux dits départements ravagés du Nord et de l'Est, ses répercussions se font sentir sur l'économie entière du pays.

### I

#### Les réparations et leur côté international

Par son côté international, cette question a été dans le monde, depuis la paix de Versailles, une cause de trouble et de discorde. Les Alliés avaient décidé que l'Allemagne réparerait les dommages causés aux populations civiles. Ils avaient, en outre, mis à sa charge les pensions et allocations dues aux victimes de la guerre. L'Allemagne avait reconnu ses responsabilités et pris les engagements désirés (traité



de paix de juin 1919). Il semblait que l'ère de difficultés était close; elle ne faisait que commencer ou plutôt que continuer.

Les Alliés se mirent difficilement d'accord sur le coût des réparations. Ils ne purent en chiffrer le montant à Versailles. On les évaluait à cette époque à 350 milliards de marks-or. Puis la Commission des réparations se mit à l'ouvrage pour en fixer le total exact. Et à Londres (mai 1921) elles furent évaluées à la somme de 132 milliards de marks-or, sur lesquels il était attribué à la France 52 %, ce qui faisait 85 milliards de francs environ. Tout un système de paiements échelonnés sur de longues échéances était en même temps établi. Il semblait bien alors que l'Allemagne n'avait plus qu'à s'exécuter.

Plus de deux ans ont passé depuis cette époque. Ils se caractérisent par une longue suite de tiraillements, de discussions et de mésententes surgies entre les Alliés d'un côté et entre les Alliés et l'Allemagne de l'autre. Les Alliés ne sont plus d'accord sur le chiffre des paiements à recevoir de l'Allemagne. L'Angleterre et les Etats-Unis veulent que le total en soit diminué. La France et la Belgique ne veulent rien changer aux décisions primitives. L'Allemagne demande moratoires sur moratoires et n'exécute pas ses obligations. La France occupe la Ruhr pour obtenir satisfaction, ce qui soulève les protestations de l'Angleterre et provoque chez les Américains un silence méfiant. Cette situation permettait naguère à un publiciste, très au courant de la question, de dire dans un article :

« Comment des liens si étroits (les liens qui unissaient les alliés à Versailles, se sont-ils relâchés ? Qu'a-t-on fait de la France pour qu'aujourd'hui elle se trouve presque seule, étrangère sinon suspecte à plusieurs de nos anciens alliés. »

Un parti comme le nôtre, attaché par ses principes et ses traditions à la grande cause de la paix entre les peuples, doit se poser avec une certaine angoisse la même question. Comment au bout de quatre ans, l'harmonie qui naguère régnait entre les alliés et se traduisait par les communs sacrifices des champs de



bataille se trouve-t-elle aujourd'hui rompue et brisée? Et à propos justement d'une question que tous les Alliés auraient avantage à voir résolue d'un commun accord? Intérêts divergents des nations hier encore si unies, allez-vous répondre? Lutte pour la suprématie mondiale qui a repris à la faveur même de la paix? Intrigues et spéculations de ces hommes qui n'ont pas de patrie — hommes d'argent et hommes d'affaires? — Vieilles rivalités que l'on crût un moment éteintes et qui ont repris vie? Faits et gestes des hommes qui dirigent les nations — ministres et diplomates — et qui n'ont pas foi dans la cause de la Justice et de l'Humanité? Tout cela est vrai et sans doute profondément triste. Et tout cela se traduit par des actes regrettables. Le traité de Versailles contenait un pacte dont on pouvait attendre les plus bienfaisants effets; c'était le pacte de la Société des Nations. Si les gouvernements avaient cru aux principes qu'il posait et aux promesses qu'il contenait, nous pouvons affirmer que la question des réparations aurait été enfin résolue dans le sens de la plus grande justice et de la meilleure équité. Toutes les fois que les hommes d'Etat divisés se sont adressés à la Société des Nations (question du partage de la Silésie par exemple) ils n'ont eu qu'à se louer de ses initiatives et de ses décisions. Il aurait dû en être de même pour les Réparations. Et nous espérons bien que le Parti Radical-Socialiste, s'il revient demain au pouvoir, fera confiance à la Société dont s'agit et n'hésitera pas à lui soumettre les difficultés internationales, nées des Réparations et qu'il faut à tout prix régler de façon définitive, pour le plus grand bien des Peuples et de la cause de la Paix.

## II

### La question au point de vue national

Nous venons de montrer à quels résultats politiques la question des Réparations avait abouti au point de vue international. Examinons maintenant la question au point de vue simplement national.



A) *Où en est l'œuvre de Reconstruction.* — Le total des dommages éprouvés par la France dans les Régions dévastées s'était élevé en chiffres ronds à 102 milliards, mettons 100 milliards. 50 milliards ont été déjà consacrés à l'œuvre de Reconstitution. Sur 22.000 usines détruites, 20.000 se trouvent aujourd'hui relevées. Sur 700.000 maisons complètement rasées ou partiellement endommagées, il en reste 250.000 à reconstruire ou à réparer. Le travail de restauration des ouvrages publics (routes, ponts, chemins de fer, etc...) est en grande partie achevé. Les statistiques que le Ministère des Régions Libérées publie à certaines époques, prennent même sous la plume des rédacteurs officiels, des allures presque triomphales et il semble que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Les esprits frivoles ou qui ne savent pas ou qui ne veulent pas savoir, s'y laissent facilement prendre. Il nous appartient, à nous qui vivons au milieu des populations éprouvées, de redresser les erreurs commises volontairement ou non et de remettre toute chose au point. Nous ne recherchons pas ici d'autre fin.

B) *Deux catégories de sinistrés : les gros et les petits.* En réalité, l'œuvre de Reconstitution telle qu'elle s'est poursuivie jusqu'ici, se traduit par de réelles injustices et de graves iniquités. Elle en est arrivée à partager les sinistrés en deux catégories : les gros (comme on dit dans les départements libérés) qui ont été jusqu'ici payés et pourvus et qui sont loin de se plaindre; les petits et les moyens sinistrés qui n'ont reçu que les bribes et les miettes des sommes dépensées (s'ils ont reçu quelque chose) et qui plus souvent n'ont pas même touché les premiers éléments de la reconstitution. Dans la première catégorie se rangent les riches et puissants industriels, les importants propriétaires terriens, tous ceux qui ont pu avoir à leur disposition des influences, voire même de hautes protections. Durant les deux ou trois ans pendant lesquels l'argent a abondé aux guichets de l'Etat, les sinistrés dont je parle ont pu — leurs dossiers ayant été réglés à temps — toucher les fortes avances et les grosses sommes qu'ils récla-



maient. Mais aujourd'hui que ceux-là sont pourvus, il reste la foule des petits et moyens sinistrés, la multitude des paysans et des ouvriers, des petits employés et des modestes propriétaires. Ceux-ci n'ont pu s'approcher des caisses de l'Etat aux temps que je pourrais appeler — des vaches grasses. Ils ont attendu patiemment et sans se lasser. Et qu'arrive-t-il aujourd'hui que leur tour est venu de présenter leurs titres de créance? Il arrive que l'Etat n'a plus d'argent. Il arrive qu'on ne paie plus en espèces. Et nous avons vu un Ministre des Finances obtenir d'un Parlement mal informé et peut-être mal disposé en notre faveur, l'autorisation d'émettre pour rembourser cette seconde catégorie de sinistrés des obligations décennales, titres qui ne sont pas négociables et qui perdent quotidiennement de leur valeur. Il résulte de ce fait que la loi d'avril 1919 est complètement violée. La réparation intégrale des dommages, voulue et votée par un Parlement dont la majorité était en 1919, à la Chambre et au Sénat, d'opinion Radicale-Socialiste, a été effectuée en faveur d'une importante catégorie de sinistrés: la plus riche, la plus puissante, la moins intéressante peut-être à certains points de vue. Elle est abandonnée volontairement à l'égard de la catégorie des sinistrés qui comprend la multitude des citoyens humbles, pauvres et modestes. Un parti comme le nôtre ne peut pas laisser commettre pareille injustice. Il doit la combattre au nom de ses principes. Il ne doit pas laisser protester la signature de la Chambre élue en 1914 et où notre parti avait la majorité. Libre aux élus du Bloc national de tolérer abus et iniquités et de défaire l'œuvre de justice voulue et votée par les élus des partis démocratiques. Ils sont dans leur rôle en agissant ainsi. Mais nous serons dans le nôtre en élevant contre de pareils agissements notre protestation violente et indignée. Il faut maintenir intacte la loi d'avril 1919; il faut que le Parti Radical et Radical-Socialiste déclare hautement que la réparation des dommages de guerre doit continuer à être totale et intégrale. Il faut que les articles de la loi des douzièmes provisoires de février 1923 autorisant



le paiement en obligations décennales ou autres, soient totalement abrogés.

*C) Comment achever l'œuvre de Reconstitution.* — Il reste, ainsi qu'il a été indiqué plus haut, 50 milliards environ à dépenser pour parfaire l'œuvre de restauration des Régions Dévastées. On sait également que les petits et moyens sinistrés, dont les Pouvoirs publics ne se sont guère préoccupés jusqu'ici, ont un besoin absolu d'être mis en possession des éléments de reconstitution qu'on leur a refusés jusqu'ici en grande partie. Mais une question se pose? L'Etat est-il capable de trouver en ce moment les sommes nécessaires pour faire face à toute la dépense? Je ne crois pas me tromper en disant nettement: Non.

L'Etat n'acquitte désormais les dommages de guerre qu'en obligations dont les échéances ont été fixées à des dates lointaines. Et le même Etat ne pouvant faire face aux paiements qu'on réclame de lui, passe autant que possible la main aux collectivités de nos régions. Il engage les départements, les villes, les unions de coopératives, les syndicats de sinistrés à contracter les emprunts utiles. Par la force des choses il ne sera pas toujours facile et possible de faire des appels constants et répétés à l'épargne publique. Il faut d'ailleurs ajouter que par suite de la carence allemande, le service des arrérages et intérêts des emprunts contractés par l'Etat pour les besoins des sinistrés est devenu une charge lourde et pesante de notre budget ordinaire. On ne peut, de façon continue, aggraver ce fardeau sous lequel le contribuable français finirait par ployer et même succomber.

Ce serait ici le moment de regretter — inutilement d'ailleurs — les fautes commises par la politique française suivie par nos gouvernants depuis 1918. Il est certain qu'après l'armistice, les Etats-Unis qui étaient entrés en guerre dans un but désintéressé et pour défendre le Droit et la Liberté étaient disposés à venir à notre aide et à nous faire bénéficier de leur crédit immense et intact pour la restauration des Régions Dévastées. En son temps,



Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., a fait part au public des offres heureuses qui avaient été faites par le colonel Goethals, le même qui a présidé là-bas aux travaux d'achèvement du canal de Panama. Hier encore, dans le Correspondant, un écrivain catholique rappelait que M. Baruch, premier délégué financier des Etats-Unis à la Conférence de la Paix, s'était efforcé de faire aboutir un projet d'emprunt international de 140 milliards de francs environ qui aurait été garanti par les principaux alliés et associés, et en particulier par les Etats-Unis. Or, il ne fut pas donné de suite sérieuse à ce plan. C'était l'époque où les hommes au pouvoir assuraient gravement, avec une superbe glorieuse, que l'Allemagne paierait. On sait aujourd'hui ce qu'il faut retenir des assurances de ce genre.

Donc on n'a pas su négocier les emprunts internationaux relativement faciles en 1918 et en 1919. On ne peut indéfiniment demander capitaux sur capitaux à l'épargne française. Que reste-t-il donc à faire si l'on ne veut pas arrêter l'œuvre de Reconstitution? L'œuvre de Reconstitution ne sera pas arrêtée, si notre gouvernement rompant avec ses timidités et les errements suivis, adoptant une politique hardie et démocratique, demande enfin à l'Allemagne et à la classe ouvrière en particulier, les ressources en main-d'œuvre et en matériaux dont elle dispose et qu'elle peut nous donner.

Ici encore — nous ne cesserons jamais de le redire — la politique des gouvernements successifs depuis 1918 a été à courtes vues étroites et toute imprégnée d'idées surannées. Nos dirigeants ont été le plus souvent guidés par les routines du passé. Ils n'ont pas su s'orienter vers les réalités que notre temps comportait. Ils ont malheureusement cru que les travaux de restauration devaient être faits avec les capitaux et la main-d'œuvre français. Nous rechercherons à un autre moment à quelles influences ils ont obéi en la circonstance. Il est certain que tout a contribué — depuis les campagnes de presse bien menées jusqu'aux discours de certains représentants des Régions Libérées — à leur cacher la vérité. Mais



ce que nous pouvons dire à ce sujet dès maintenant, c'est que les mercantis et les profiteurs de la guerre et de la paix se sont abattus — comme vautours sur les champs de carnage — sur nos malheureuses régions. Ils y ont trouvé un champ d'exploitation tout à fait de leur taille. Ils ont profité des milliards mis au début à la disposition des gros sinistrés. Ils ont causé le plus grand tort au pays en réalisant des bénéfices scandaleux, et en drainant vers nos départements toutes les forces vives que la Nation possédait en main-d'œuvre et en matériaux. Lorsqu'on recherchera l'importance des dommages causés de ce chef à la nation, le total en sera formidable. Il ne fallait sans doute pas enlever à nos directeurs d'entreprises et aux producteurs français toutes possibilités de travailler à la reconstitution des régions libérées, mais il fallait user largement des droits que nous tenions de l'article 236 du Traité de Versailles, par lequel nous pouvions demander à l'Allemagne toutes les prestations en nature que nous aurions jugées nécessaires.

L'Allemagne de 1918 n'avait pas vu son territoire dévasté par la guerre. Ses industries étaient intactes ainsi que ses capacités de production et ses richesses naturelles. Si l'on avait fait un large appel à ses ressources, nous obtenions double bénéfice : bénéfice matériel, puisque l'Allemagne apportait un concours immédiat et précieux à la restauration des régions dévastées ; bénéfice moral, car il était juste et équitable de voir les auteurs de tant de dévastations s'empresse au relèvement des ruines qu'ils avaient si délibérément accumulées sur notre sol.

Le Gouvernement s'est donc trompé en n'usant pas des facultés que l'article 236 sus-indique lui fournissait. Mais il est encore temps de bien faire. Il n'est pas trop tard pour renoncer aux errements déplorables suivis jusqu'ici et pour adopter des directives nouvelles et meilleures. Nous savons en effet qu'il reste à dépenser 50 milliards pour terminer l'œuvre de reconstitution. C'est plus que jamais le moment de demander main-d'œuvre et matériaux allemands. Le protocole de Wiesbaden, malheureu-



sement corrigé par les accords Bemelman-Gillet, nous donnent sur ce point les facilités voulues.

Mais à qui s'adresser en l'occurrence? Nous avons déjà vu la Confédération générale des coopératives dirigée par le marquis de Lubersac, sénateur, traiter avec Stinnes le haut magnat si connu de l'industrie allemande. Si ce contrat entre tout-à-fait en vigueur, il sera largement avantageux pour Stinnes qui est un adversaire déclaré de la France et qui ne le cache pas, et pour les hommes d'affaires français qui financeront l'entreprise.

Mais à côté des grands industriels qui sont à la fois nos ennemis et qui sont hostiles au développement du mouvement républicain en Allemagne, il existe des démocrates que nous avons intérêt à connaître et à aider. Ils ont créé d'importantes associations qui ont le génie de l'organisation. Ces associations, disposent de capitaux suffisants et de ressources immenses en main-d'œuvre et en matériaux. Leurs dirigeants s'appellent Silberschmidt, Wagner, Robert Schmidt, Hilferding, Sassenbach, etc..., et certains d'entr'eux ont été ministres dans les cabinets allemands qui ont cherché à se rapprocher de la France. C'est avec les hommes de ces milieux que nous devons élaborer les ententes que les circonstances appellent, comme l'a déjà fait dès octobre 1922 le Comité d'Action des Régions Dévastées, dont j'ai l'honneur d'être le secrétaire général, et qui groupe tous les représentants de ces petits et moyens sinistrés dont on connaît déjà les vicissitudes et dont le parti doit se faire le défenseur attentif et dévoué.

La nation aura double avantage aux accords économiques noués avec les associations dont il est question en ce moment. Les démocrates qui les dirigent estiment d'abord que l'Allemagne doit réparer. C'est une raison pour que nous nous rapprochions d'eux. Matériellement parlant, ils hâteront l'achèvement de l'œuvre de reconstitution. Et à un point de vue plus idéal, mais qui a sa valeur exceptionnelle, nous augmenterons la force et l'importance de ces groupements tout imprégnés de volonté démocratique et qui sont les meilleurs soutiens de la



République allemande avec laquelle la France républicaine devra, dans un temps que j'espère prochain, entretenir des rapports d'amitié, dont la paix européenne et mondiale ne pourra que profiter. Ainsi que vous vous en rendez compte, si nous parvenons à agir comme le voudraient à la fois notre intérêt et notre esprit démocratique, nous porterons un coup sensible aux capitalistes de l'espèce de Stinnes en même temps que nous fortifierons cette classe populaire qui peut et qui doit un jour être en rapports d'amitié avec notre République.

Je demande donc au Congrès de se prononcer en faveur des accords économiques à réaliser avec les associations ouvrières et techniques allemandes de production qui nous fourniraient les matériaux et la main-d'œuvre dont les Régions Libérées ont un si pressant besoin.

D) *Le Ministère des Régions Libérées.* — On a dit du bien du Ministère des Régions Libérées. Mais on peut en dire encore plus de mal. C'est un organisme lourd et pesant, imbu du plus mauvais esprit bureaucratique, qui a cessé de rendre de réels services et qui a fait son temps. Ceci est si vrai que déjà son organisation se dissout. Les journaux ont annoncé dernièrement que les services du cadastre qui lui étaient rattachés allaient passer au Ministère des Finances.

Quand, après l'armistice, tout était à refaire dans nos départements libérés, quand leur population elle-même était dispersée aux quatre coins de la France, quand un formidable travail de mise en train s'imposait, le Ministère des Régions Libérées a été pendant quelque temps un centre, duquel partaient les directions voulues et vers lequel convergeaient l'ensemble des requêtes et réclamations venant des populations sinistrées. Or, aujourd'hui, nos régions ont à peu près retrouvé le chiffre de leurs habitants d'avant-guerre. Malgré la précarité des logements dans les baraquements ou maisons provisoires, la vie a repris sous toutes ses formes. Les dernières Commissions cantonales examinent les derniers dossiers des sinistrés. Le ministre ne sem-



ble plus s'occuper que d'apporter aux dommages de guerre ces lenteurs et ces retards qui suscitent tant de plaintes.

Dans un but d'économie qui n'est pas à dédaigner et dans un but de bonne administration, le Ministère doit être supprimé.

Mais il ne faut pas cependant laisser les sinistrés abandonnés à eux-mêmes. Un organisme est encore nécessaire qui s'occupera spécialement de leurs intérêts et de leurs besoins. Il s'agit avant tout, à l'heure actuelle, de faire procéder au paiement des dommages qu'il y a lieu de régler en espèces, et à la réception et répartition des prestations en nature qui doivent, sur une très vaste échelle, et avec le concours de la main-d'œuvre allemande, être mises à la disposition des sinistrés. C'est œuvre relativement simple, c'est œuvre qui demande de l'initiative et de l'énergie, et c'est cette œuvre qu'il faut confier à un organisme plus souple et plus actif, moins encombré de bureaux et de paperasseries que l'actuel Ministère des Régions Libérées.

En raison de la rapidité à apporter aux paiements restant à effectuer, un sous-secrétariat d'Etat, qui serait rattaché aux Finances, suffirait à la tâche.

### III

En conclusion, pour assurer l'intégrale réparation aux sinistrés et pour alléger nos finances, il y a lieu d'exiger des Pouvoirs publics la mise en pratique du programme de reconstitution tel que nous l'avons résumé, tel qu'il fut exposé dès avril 1921, par le Comité d'Action des Régions Dévastées et tel qu'il fut adopté par le Parti Républicain Radical et Radical-Socialiste au Congrès de Lyon, le 28 octobre 1921.

Pour toutes les raisons qui viennent d'être exposées il apparaît clairement que le problème des Réparations — et en particulier le problème de la Reconstitution des Régions Dévastées — domine la politique mondiale.

Or, c'est seulement par la pratique de méthodes rationnelles, conformes à l'esprit républicain démocratique, qu'une heureuse solution de ce problème pourra être obtenu.



Si demain — comme il est vraisemblable de le supposer — le Parti Radical-Socialiste prend le pouvoir en France, il aura l'honneur et la lourde tâche de travailler au relèvement économique de nos Régions Dévastées et du Pays tout entier, selon les grands principes d'équité qui sont dans sa tradition. Il aura également le devoir de faire comprendre à l'Europe que la France démocratique — la France des petits bourgeois, des paysans et des ouvriers, — n'a jamais réclamé que les justes réparations qui lui étaient dues, et qu'elle entend redevenir dans le concert des nations le champion de la liberté, de la bonté et de la fraternité, pour qu'enfin soit instaurée une paix véritable entre les peuples. (*Vifs applaudissements.*)

En conséquence, nous vous proposons l'ordre du jour suivant:

*Le Congrès du Parti Radical et Radical-Socialiste :*

*Après avoir entendu le rapport du citoyen Doucendame, Secrétaire général du Comité d'Action des Régions Dévastées;*

*1° Déclare que la loi sur les dommages de guerre du 17 avril 1919, charte des sinistrés, votée par un Parlement à majorité radicale-socialiste, doit être totalement maintenue;*

*2° Demande que les articles de la loi du 28 février 1923, qui permettent au Ministre des Finances de régler les sinistrés avec des obligations décennales non négociables, soient abrogés;*

*3° Invite le Gouvernement, pour hâter l'œuvre de reconstitution, à favoriser tous accords et contrats passés avec les Associations allemandes, ouvrières et techniques, qui fourniraient matériaux et main-d'œuvre utiles : le coût de ces prestations venant en déduction de la dette allemande envers notre pays;*

*4° Emet le vœu que, dans un but d'économie et de bonne administration, le Ministère des Régions Libérées soit supprimé et remplacé par un Sous-Secrétariat d'Etat, qui serait rattaché au Ministère des Finances et qui serait ainsi plus à même que le*



*Ministère actuel de s'occuper du règlement des dommages de guerre. (App'audissements.)*

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Schulainère.

M. SCHULAINÈRE. — Au nom du comité de Saint-Maur, j'accepte les trois premières suggestions émises dans le vœu de notre ami Doucedame. En ce qui concerne le quatrième paragraphe, je demande au Congrès de ne pas le voter, car ce serait vouloir étouffer, du même coup, tous les scandales de la liquidation du Ministère des Régions Libérées. Je suis un ancien contrôleur général du Ministère des Régions Libérées et je puis affirmer que la moitié des parlementaires ne connaissent pas tous les scandales qui s'y sont passés. Il ne faut pas que le parti radical et radical-socialiste couvre par son silence les abus qui se sont commis. (*Applaudissements.*)

Je propose de substituer au quatrième paragraphe de l'ordre du jour dont vous venez d'entendre la lecture, le paragraphe suivant :

*Le Congrès du Parti radical et radical-socialiste rappelle aux sinistrés que la loi sur les dommages de guerre est en grande partie l'œuvre de ses élus et qu'il n'entend pas couvrir par son silence les abus et gaspillages commis par le Bloc national, à l'abri de cette loi;*

*Demande, au contraire, dans l'intérêt de l'immense majorité des sinistrés honnêtes et de tous les Français, que, par tous les moyens et au besoin par de nouvelles dispositions législatives, soit poursuivi le remboursement des sommes trop perçues; que soient sanctionnées les négligences parfois coupables des hauts fonctionnaires et stigmatisés les écumeurs de nos régions dévastées, qui, par leurs agissements n'ont pas craint de diminuer le crédit moral de la France. (Vifs applaudissements.)*

M. LE PRÉSIDENT. — L'accueil de la salle démontre que nous sommes unanimes à vouloir ajouter ce paragraphe à l'ordre du jour de notre ami Doucedame. Cela ne change rien au sens de cet ordre du jour; cela ne fait que le confirmer.



M. DOUCEDAME, *rapporteur*. — Nous acceptons ce texte. Vous condamnez, comme nous, le Ministère des Régions Libérées. Nous demandions sa suppression. Je vous déclare que je suis, comme vous, mon cher collègue, partisan de la recherche de tous les coupables, hauts fonctionnaires et employés de toute nature.

M. SCHULAINÈRE. — Au temps où j'appartenais au cabinet du ministre Loucheur, il était question déjà de la suppression du Ministère des Régions Libérées, pour le rattacher au Ministère des Finances, qui le convoitait alors. Vous comprenez que cela cache quelque chose; tous les scandales seraient étouffés. On perd bien des choses en cours de route, dans un déménagement! (*Sourires.*) Vous n'auriez plus ensuite aucun moyen de contrôle et d'action. (*Applaudissements.*)

M. DOUCEDAME, *rapporteur*. — Je me range au sentiment de l'Assemblée, après les observations qui viennent d'être présentées par le camarade Schulainère, ancien contrôleur au Ministère des Régions Libérées, pour demander l'acceptation du vœu qu'il vient de lire. J'abandonne le quatrième alinéa de mon ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ordre du jour qui a été lu à l'Assemblée par M. Doucedame, étant bien entendu que le dernier paragraphe, portant le numéro 4, est remplacé par le texte dont M. Schulainère a donné lecture.

(Adopté.)

## REPRESENTATION DES REGIONS LIBEREES AU PARLEMENT

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Doucedame, pour la lecture d'un vœu.

M. DOUCEDAME. — *Vœu tendant à ce que dans les régions dévastées le nombre des représentants à la Chambre de députés ne soit pas diminué, un grand nombre de réfugiés ayant regagné leur domicile d'avant guerre depuis le recensement de mars 1921.*



Je crois qu'il est inutile de développer ce vœu; il a été adopté à l'unanimité par le petit congrès.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets le vœu aux voix.  
(Adopté.)

## AUTORISATION DE CONVOQUER LE GRAND OU LE PETIT CONGRES

M. LE PRÉSIDENT. — Le bureau du Comité exécutif vous demande, en tant que de besoin, de vouloir bien l'autoriser à vous convoquer en grand ou en petit congrès, dans le cas où les circonstances électorales le nécessiteraient. (*Assentiment unanime.*)

## FIXATION DU SIEGE DU 21<sup>e</sup> CONGRES

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la fixation du siège du 21<sup>e</sup> Congrès. La parole est à M. Lévy-Ullmann.

M. LEVY-ULLMANN. — Citoyens, la grande sympathie avec laquelle vous avez bien voulu accueillir, hier, à cette tribune, le Président d'honneur de la Fédération du Pas-de-Calais, m'encourage à vous présenter une motion votée par cette Fédération. Je viens donc vous rappeler très cordialement que la ville de Boulogne-sur-Mer offre des avantages d'ordre matériel qui ne sont pas négligeables, lorsqu'il s'agit d'un Congrès tel que le nôtre, et que notre Fédération vous demande, en même temps, de prouver, par un vote en sa faveur, la considération exceptionnelle que vous pouvez avoir pour les efforts de militants qui sont là-bas, depuis de longues années, engagés dans une ingrate et rude bataille. (*Très bien!*)

Boulogne-sur-Mer, vous le savez, est une résidence d'été qui, au mois d'octobre, met à la disposition de ceux qui y passent des hôtels de tous ordres, des grands, des moyens et des petits, à la portée de toutes les bourses, de toutes les ressources démocratiques. En outre, vous avez, pour vous y rendre, des



moyens de communication extrêmement rapides. Enfin, vous serez à proximité d'un grand pays allié, auquel vous pourrez aller faire visite en une heure de traversée; en choisissant ce port franco-anglais, vous contribuerez à affirmer, à cette occasion, au point de vue politique, le prix que vous attribuez au renforcement de la salubre entente cordiale à laquelle nous restons tous très profondément attachés dans notre département.

D'autre part, citoyens, je vous ai demandé de vouloir bien prendre en particulière considération la tâche exceptionnellement ingrate de ceux qui, depuis plus d'une vingtaine d'années, à travers toutes les difficultés et les hostilités, mènent obscurément, en simples militants, en simples soldats de votre armée, une lutte inégale. Nous avons eu affaire à des puissances politiques et à des puissances économiques considérables; nous avons eu affaire à Ribot, nous avons affaire encore, en ce moment, comme je le disais hier, aux partisans de l'ambassade du Vatican. Nous menons une lutte âpre et dure.

Je sais bien qu'on va venir vous présenter dans un instant la cause d'une somptueuse ville du Midi, de Toulouse, la belle ville rouge qui, par la tradition séculaire de ses libertés municipales, constitue un vieux bastion de la République, une citadelle de l'idée démocratique. Eh bien, choisissez, citoyens ! Ou bien vous accepterez de vous laisser entraîner là où la victoire est déjà conquise, ou bien vous déciderez de venir avec nous à la bataille ! (*Vifs applaudissements.*)

M. Ducos. — Citoyens, je pourrais vous faire valoir, moi aussi, bien des arguments d'ordre intellectuel et d'ordre sentimental, en faveur de Toulouse, mais je ne veux pas m'y arrêter. Qu'il me suffise de vous dire simplement que nous sommes aussi, à Toulouse, en pleine bataille. Le Bloc national a triomphé dans presque tous les départements environnants, Gers, Tarn-et-Garonne, Haute-Garonne, même, où il y a quatre députés réactionnaires dans un département où il n'y en avait aucun.

De plus, vous vous trouverez dans une ville où



nous espérons cimenter le bloc des gauches et engager la bataille. De même que nous nous sommes réunis cette année, à Paris, où est l'âme même de la France, de manière à préparer nos méthodes de combat, je vous engage à venir célébrer à Toulouse la victoire du Bloc des gauches, qui sera avant tout la victoire radicale-socialiste. (*Applaudissements.*)

Le seul argument dont je veuille faire état, c'est que le Congrès de Marseille s'est engagé de la façon la plus formelle à tenir le Congrès de 1924 à Toulouse. Voulez-vous vous déjuger? (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est à M. Briquet.

M. BRIQUET. — C'est d'Evreux qu'est parti le camouflet du Bloc national aux institutions républicaines. Je demande que vous veniez à Evreux pour répondre à l'apologie qui y a été faite du Bloc national. (*Applaudissements.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Il y a un malentendu. On paraît croire qu'il s'agit d'un Congrès qui pourrait avoir lieu avant les élections. Non! Il s'agit du Congrès annuel qui aura lieu, en 1924, après les élections. Il est entendu que si, d'ici là, un Congrès devait être réuni pour fixer la tactique électorale, ce serait à Paris qu'il siégerait. (*Approbation.*)

M. BRIQUET. — Je retire ma proposition concernant Evreux.

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix les propositions de Boulogne-sur-Mer et de Toulouse.

(La ville de Boulogne-sur-Mer est désignée comme siège du prochain Congrès.)

M. LE PRÉSIDENT. — La parole est au citoyen Herriot pour la lecture de la Déclaration du Parti.

## LA DECLARATION DU PARTI

M. EDOUARD HERRIOT. — Notre Congrès laisse l'impression la plus optimiste par le nombre des délégués, supérieur à 1.100, par l'ordre et la dignité de nos travaux.

Il convient maintenant de nous adresser au pays tout entier pour l'inviter à entreprendre avec nous,



en vue de la prochaine consultation électorale, une œuvre de courage et de raison.

Notre position, dans cette bataille des partis qui, seule, fait la vie des pays libres, les attaques de nos différents adversaires l'ont indiquée déjà. Sur notre gauche, le parti communiste, qui se prétend plus avancé que nous pour la seule raison qu'il fait appel à la violence, a dirigé contre nous, à la Chambre, dans sa presse, dans les réunions qu'il aime à troubler, une campagne qui alla plus d'une fois jusqu'à l'injure, dans le temps où l'expérience russe démontre que le communisme n'est parvenu à supprimer ni le salariat, ni les moyens normaux d'échanges, ni la monnaie, ni même la propriété personnelle. (*Applaudissements.*) Sur notre droite, la cohue du Bloc national, rassemblée sous des apparences de patriotisme en vue d'une œuvre de réaction sociale, prétend nous accabler de tout le poids de ses ressources matérielles ou cherche à nous diviser, en poussant vers l'intérieur de nos rangs une manœuvre qui n'a réussi à capter que quelques traîtres dignes au plus de notre mépris. (*Vifs applaudissements.*)

Dictature militaire ou cléricale, dictature du prolétariat, essais de pouvoir personnel, fascisme, nous répudions toutes ces friperies, pour nous consacrer, avec une parfaite liberté d'esprit, à la seule œuvre qui compte, l'œuvre du développement de la démocratie. (*Très bien!*) Notre rôle est de fournir à la République, inséparable pour nous de la France, ses troupes les plus solides, les plus raisonnables et les plus fidèles. Il n'y a point de République stable sans nous. (*Applaudissements.*)

Notre sincérité nous interdit de faire appel à la surenchère qui va sévir dans les mois prochains. Un programme, pour nous, ce n'est ni une encyclopédie, ni même un catéchisme. Lassée par les illusionnistes de la paix, comme elle a réagi, aux jours du péril, contre les illusionnistes de la guerre, la démocratie française a soif de probité. (*Très bien!*) Au reste, cinquante années d'expérience républicaine ont fait son éducation. Elle doit savoir distinguer aujourd'hui ceux qui la trahissent et ceux qui la



servent. Ceux qui la trahissent, dans l'action publique ou dans la presse, ce sont ceux qui après l'avoir enivrée de lyrisme démagogique, parvenus au jour de la responsabilité, se retournent et agissent durement contre leurs sectateurs de la veille, impitoyables pour les artisans de leur propre succès. (*Vifs applaudissements.*) Ceux qui l'ont servie, ce sont ceux qui, réservés dans l'expression, mais sévères sur la doctrine, ont ajouté un acte à la série des actes républicains; c'est, même s'il ne fut pas des nôtres, Jules Ferry donnant à ce pays l'école laïque; c'est Waldeck-Rousseau, plaçant dans les mains des travailleurs, avec les lois syndicales, le meilleur outil de leur émancipation. C'est Emile Combes (*Applaudissements*) réalisant par la séparation l'œuvre, si noblement élevée, de la distinction entre le temporel et le spirituel. (*Très bien!*)

Nous voulons être contre ceux qui trahissent ; avec ceux qui servent. Sur les sujets les plus importants, nous entendons nous expliquer honnêtement. (*Très bien!*)

### Politique intérieure. — La laïcité

Dans l'ordre de la politique intérieure, un principe dominera toute notre propagande. Nous nous déclarons résolument et complètement opposés à la politique du Bloc national. (*Très bien!*)

Ce n'est point par notre volonté qu'il nous faut reprendre et poursuivre, pour l'idée laïque, une bataille que nous pouvions croire gagnée. Il n'est pas vrai que nous soyons les ennemis de la liberté de conscience ou de la liberté des cultes, proclamées par la Déclaration des Droits, inscrites en des lois républicaines qui protègent les droits de la croyance dans tout ce qu'ils ont de conciliable avec l'intérêt français. Ce que nous ne voulons pas, c'est un retour à la confusion de jadis; c'est qu'une autorité spirituelle, à ce titre respectable, soit traitée, — et, d'ailleurs, à l'exclusion des autres autorités spirituelles, — comme une puissance temporelle, comme un Gouvernement de peuple, politique d'abandon dont



l'échec pitoyable se confirme de jour en jour par les plus inquiétantes révélations. (*Applaudissements.*) Nous ne voulons pas écarter du sol de France un seul Français, quel que soit son habit. Ce que nous ne voulons pas, c'est qu'il puisse y ramener avec lui des formations interdites par la loi. Ce que nous ne voulons pas, c'est que les décisions de la République soient rapportées au profit de groupements qui demeurent en état d'insoumission. Penser ainsi, ce n'est point penser en sectaires, c'est défendre la doctrine de la souveraineté de l'Etat, doctrine qu'aucun régime français n'a jamais laissé prescrire (*Vifs applaudissements.*)

### La politique fiscale et économique

Pareillement, nous ne renoncerons pas à la lutte pour la défense de cette fiscalité moderne dont l'impôt sur le revenu est le centre. Nos adversaires ne cessent de protester contre une réforme qui, si elle eût été adoptée à temps, donnait à la France les moyens d'assainir ses finances et de ménager son avenir, comme la Grande-Bretagne a pu le faire. (*Très bien!*) Le fonctionnement régulier de l'impôt sur le revenu eut évité certains scandales, certaines fortunes hâtives, certaines dissimulation de bénéfices dont se plaint justement une nation éprise de justice et de probité. Il nous eut épargné ce recours perpétuel à l'emprunt qui a contribué à la cherté de la vie, à la gêne industrielle et si lourdement accru la dette de la France. Des hommes comme Chanzy le réclamaient déjà pour liquider la guerre de 1870: Il n'est que temps d'obtenir, par son application résolue, par une répression énergique de la fraude sur les valeurs mobilières, des moyens d'équilibre infiniment supérieurs à ceux que procurent des contributions indirectes sans cesse accrues, un appel incessant au travail, durement frappé sous toutes ses formes.

Nous voulons l'essor du commerce et de l'industrie. Ils ont besoin d'un régime fiscal stable et clair, d'un système douanier fondé sur des conventions



précises avec les autres Etats. Pour un homme public, il n'est pas de devoir plus pressant ni de joie plus haute que de contribuer à créer de la richesse. Qu'il s'agisse de l'agriculture, force essentielle de la France, ou de nos colonies, dont les ressources sont indispensables à la complexité de la vie moderne, une politique de production abaisse notre change, facilite l'existence de tous.

Notre parti entend protéger ou susciter toutes les initiatives créatrices.

Mais nous dénonçons avec force la politique à laquelle le Bloc national obéit et qui, sous prétexte de combattre les monopoles d'Etat, travaille en fait à leur substituer de vastes monopoles privés dont on a vu, dans des affaires comme celle du sucre, les prétentions et les responsabilités. (*Applaudissements.*) Si ces coalitions dominent la vie publique au point de lui imposer leurs volontés, comment défendre le consommateur accablé?

Le producteur et le consommateur comprendront qu'en refusant de céder aux injonctions des traitants occultes, nous les défendons l'un et l'autre dans leurs plus sûrs intérêts. Contre ces traitants nous protégerons aussi les services de l'Etat qui doivent être réformés, industrialisés, mais non détruits. (*Applaudissements.*)

### Politique sociale

Après avoir, dans la période qui précéda la guerre, rempli notre programme politique, nous devons maintenant développer notre programme social.

Nous sommes les partisans de la propriété privée. Mais nous croyons que la meilleure façon de la défendre, c'est de réagir contre les abus de certains possédants. Nous croyons surtout que le meilleur moyen d'assurer la paix sociale, de renforcer la solidarité nationale, qui est la plus efficace garantie de la patrie, c'est de favoriser l'accession à cette propriété, c'est de tenter pour tous les travailleurs ce que la République a si justement réalisé pour le paysan, enfin maître de son destin. (*Très bien!*)



On a paru étonné de nous entendre affirmer que le salariat ne saurait être le régime définitif du travail. C'est, cependant, une affirmation devant laquelle il est impossible à une conscience vraiment républicaine d'hésiter. Peut-on admettre que le travail, placé par nous au-dessus de tout, que ce travail duquel nous nous réclamons nous-mêmes, soit traité d'une façon suffisante tant que le travailleur, qui a, lui aussi, une famille, des affections, des intérêts, voit mesurer ses ressources sur le seul coût de la vie. Soyons sincères, un tel régime empêche la mise en valeur de l'individu. Si vous voulez protéger le travailleur contre des folies mystiques, constamment renouvelées et toujours défaillantes, ouvrez lui des horizons. Donnez lui les moyens de se libérer par la coopération de production, par le crédit populaire; demandez, dans les entreprises, pour le travail agissant, des droits pareils à ceux du capital. Le temps est passé où le travail pouvait être traité comme une marchandise. (*Vifs applaudissements.*)

Des tâches immédiates s'imposent. Une bonne loi des assurances sociales, appliquée avec le concours de la Mutualité, doit garantir tout citoyen français et lui procurer un minimum de sécurité matérielle. Le Syndicalisme doit être indépendant; il a tout intérêt à se développer en dehors des partis; encore faut-il que les partis respectent sa liberté. Si le travailleur est un fonctionnaire, il a le devoir de servir strictement la nation; mais nous n'avons ni à lui demander compte de ses opinions ni à restreindre ses libertés civiles. (*Applaudissements.*)

### Enseignement

Notre parti a toujours affirmé, il affirme une fois de plus que, dans une époque où la science apparaît comme le principal agent d'égalité, il n'est pas d'émancipation possible du travailleur sans le développement de l'instruction. L'inégale répartition des richesses matérielles nous semble moins scandaleuse encore que l'inégale répartition des richesses intellectuelles. Notre parti, qui a l'honneur d'avoir pro-



posé le premier l'Ecole unique, doit garantir les maîtres de l'Ecole laïque, menacés, depuis le plus humble instituteur jusqu'aux chefs de service que l'on sacrifie aux exigences impérieuses de la réaction. (*Applaudissements.*) Notre parti devra, d'abord, rétablir l'œuvre antérieure de la République compromise par un récent décret, rendre à l'enseignement moderne son rôle. Il devra favoriser l'accession des enfants à tous les degrés de l'instruction non selon leur fortune, mais selon leurs aptitudes.

Depuis quatre ans, on nous a constamment écartés de ce but. Cependant, c'est le but essentiel de la démocratie. (*Applaudissements.*)

En résumé, nous ne demandons, nous n'acceptons pour qui que ce soit aucun privilège. Ce n'est pas manquer à cette règle de proclamer notre attachement à deux causes douloureuses, toutes deux nées de la guerre. Nous ne pouvons laisser porter atteinte à la loi, sur les dommages de guerre, charte des régions dévastées que tout le pays a ratifiée. Nous devons aider tous accords et contrats qui permettront à nos compatriotes de recevoir de l'Allemagne des prestations en nature. Nous respectons trop les anciens combattants pour viser à les attirer dans un parti. Nous laissons cette prétention aux hommes de l'« Action Française ». (*Applaudissements.*) Mais une part de l'œuvre de justice à laquelle nous nous consacrons doit être réservée à ceux qui ont souffert durement pour le pays et qui, ayant combattu pour les idées de justice s'aperçoivent eux-mêmes que, seul, l'idéal républicain peut leur donner satisfaction.

Telles sont, citoyens nos idées directrices sur la politique intérieure. Cette politique intérieure, nous la voulons vraiment nationale, hostile à la fois à la tutelle de certains groupes et à la division en classes. Elle ne peut être vraiment nationale que si elle est pleinement démocratique.

Seul, cet accord fondé sur l'intérêt général permettra de lutter contre les dangers qui menacent le pays et, en particulier, contre la dépopulation. On ne peut pas penser, sans une intervention de



l'Etat, des départements, des communes, porter secours à la natalité, à l'enfant. Ici encore nous avons besoin de mesures hardies. Et, par exemple, réprimer l'avortement, c'est bien. Il est mieux d'entourer de tendresse non seulement l'enfant, mais la mère (*Applaudissements*), de multiplier ces maisons, familiales plus qu'administratives, où la maternité prochaine doit être accueillie avec égard, avec discrétion. Un effort loyal de justice pour tous; et, au nom de tous, la vigilante protection des faibles.

Si cet idéal n'a pas la rigueur de certains dogmatismes, il suffit à honorer soit une vie humaine, soit le parti qui s'y dévouera complètement. (*Vifs applaudissements.*)

### Politique extérieure

Nous arrivons à la politique extérieure.

Comme l'a dit avec beaucoup de force notre ami Margaine au cours du Congrès, il est impossible pour un parti de ne pas concevoir une politique extérieure liée à sa politique intérieure. S'il s'agit en particulier de la France, son autorité dans le monde dépend de sa fidélité à des principes qui ont fait d'elle un foyer lumineux pour toutes les nations éprises de liberté.

Nos principes à nous, ce sont ceux qui ont dirigé la politique extérieure de la Révolution. Les succès de la France, même obtenus par la force des armes, n'ont éveillé que des sympathies tant qu'elle demeura fidèle à cette libérale doctrine. Le génie d'un Napoléon s'est brisé contre des fatalités inévitables lorsqu'il voulut substituer à ces règles l'action d'un caprice autoritaire.

Malgré les attaques de nos adversaires, nous ne devons cesser de le proclamer: c'est pour être revenu à notre véritable tradition que la Troisième République que rappelle autour de la France, humiliée par un régime d'autorité, les alliances et les amitiés. C'est sur ces mêmes idées que s'est fait, pendant la guerre, le groupement magnifique des



peuples qui nous ont accompagnés sur l'âpre route.

Nous n'inclinerons donc devant aucune sommation notre doctrine sur la politique extérieure, alors qu'elle a reçu de telles consécérations. Cette politique prend désormais son point d'appui sur la Société des Nations, la seule institution qui nous ait donné jusqu'à ce jour des résultats appréciables, comme dans l'affaire silésienne ou dans l'affaire albanaise. Elle travaillera à développer les fonctions de cet organisme. Elle accueille avec enthousiasme des institutions comme la Cour Internationale de la Haye. Elle nous apparaît comme la seule capable de permettre la réduction des armements et l'institution d'un service militaire à court terme. Conforme aux principes de la République française, elle couvre aussi nos intérêts. Dans l'état de notre population, alors que nous ne voulons plus aucune extension territoriale, comment ne pas comprendre que cette politique est la plus efficace pour assurer notre avenir, pour fonder une sécurité que la France a, depuis tant de siècles, et par tant d'épreuves, méritée.

Cette politique ménage nos alliances de guerre, leur conserve dans la paix leurs raisons d'être. Elle s'appuie sur les démocraties existantes. Elle aide et encourage les démocraties en gestation. Elle tend la main à une Russie dont le gouvernement, attiré de plus en plus par les devoirs de sa tâche, se doit à faire revivre un pays, jadis démoralisé par le despotisme, indispensable plus que jamais à l'équilibre européen. Elle cherche à faire renaître notre action bienveillante et pacifique dans cet Orient où notre ami Franklin-Bouillon a si utilement travaillé pour le pays. (*Applaudissements.*)

Elle applique même ses doctrines à ses ennemis de la veille. C'est une erreur fréquente des peuples vainqueurs. Ils croient pouvoir se dispenser de concevoir et d'énoncer une politique à l'égard des peuples vaincus. On l'a compris pour l'Autriche. Quoiqu'il en coûte à nos sensibilités, nous devons dire qu'il convenait, qu'il convient encore d'aider la démocratie allemande, si elle nous aide elle-même à obtenir les réparations, à s'établir sur les ruines du



militarisme et de l'impérialisme. Sinon, c'est la guerre à jamais. (*Applaudissements.*)

### **La Ruhr**

Mais, citoyens, une telle politique ne s'improvise pas. Il est courageux de la garantir contre des aventures ou des imprudences. Elle suppose, d'abord le retour de la vraie République, la remise en vigueur de nos alliances, un contact étroit avec l'Angleterre démocratique ou avec cette démocratie américaine que l'on calomnie si on la dit insensible à l'idéalisme. Elle ne peut se proposer comme une abstraction; elle doit se préparer comme une réalité vivante. L'opération de la Ruhr a été la suite d'une autre politique, défavorable, au temps de Cannes, comme à Gênes, à la recherche patiente des accords inter-alliés.

A l'égard de cette autre politique, nous avons, par une déclaration expresse, réservé nos idées. L'opération accomplie, — une opération qui engage non plus seulement un gouvernement, mais toute la France, — nous nous sommes interdit tout acte qui eut pu être interprété contre cette France par un capitalisme allemand, terriblement coupable, rebelle à son devoir, responsable de la guerre d'hier, inspireur d'une politique de revanche pour demain. Cette attitude n'est point de la passivité; elle nous impose une attention vigilante. On nous trouverait prêts à intervenir, si l'Allemagne, faisant les propositions raisonnables qu'elle doit consentir, offrant de sa sincérité des gages suffisants et réels, nous nous trouvions en présence d'agitateurs refusant de saisir l'occasion d'une paix durable et s'efforçant de dénaturer le problème, purement économique, des réparations.

Cela encore, cette attitude de sagesse et de surveillance, n'est-ce pas la raison? On nous attaquera de divers côtés; supportons-le. (*Applaudissements.*)



## Tactique

Nous nous expliquerons avec la même franchise sur la question de tactique.

Dans le temps où les communistes d'une part, et d'autre part les hommes du Bloc national dirigent leurs coups contre la République démocratique, nous, également opposés aux uns et aux autres, nous entendons non seulement définir nos idées, mais travailler sincèrement à l'union de tous ceux qui veulent, avec nous, la défense et le développement de cette République, dans le respect du régime.

Une telle union, la loi électorale la commande. On a oublié cette nécessité en 1919, nous la rappelons à la veille de la consultation décisive de 1924. Nous sommes prêts à discuter des ententes loyales qui, réservant la doctrine de chaque parti, assureraient la défense d'un programme commun.

Sur notre gauche, l'alliance dépend de nos voisins autant que de nous-mêmes. Elle sera d'autant plus facile que, respectant notre conscience politique comme nous respectons celle de tous les partis, on nous épargnera des sommations inutilement blessantes. (*Très bien!*)

Sur notre droite, il est d'excellents républicains dont nous n'entendons méconnaître ni la sincérité ni l'utilité. Ils ont répondu, jadis, à l'appel de Waldeck-Rousseau et de Combes. On ne pourra faire prévaloir la République sans eux.

A eux aussi, nous tendons fraternellement la main, mais il est de leur intérêt comme du nôtre d'éviter tout malentendu. L'exemple de 1919 nous a démontré le danger des ententes imprécises. Il est des doctrines essentielles comme l'attachement à la Société des Nations, le respect des lois ouvrières, et, spécialement, de la journée de huit heures, le respect de l'impôt sur le revenu, d'une laïcité de l'Etat et de l'Ecole, non seulement verbale mais réelle, qui s'impose comme les conditions d'un accord. (*Très bien!*)



### A la bataille !

Ainsi, dans l'ordre extérieur comme dans l'ordre intérieur, notre parti se développe dans ce cadre à la fois laïque, social et national que lui commande sa tradition.

Et maintenant, chers amis, à la bataille ! Le sort de la République va se jouer en 1924. J'entends les railleries. La République n'est pas en jeu. Expliquons-nous. Il s'agit, comme l'a dit Ferdinand Buisson, de savoir si nous conserverons une République inerte, figée, honteuse d'elle-même ou si nous ferons triompher une République active, allant de progrès en progrès, combattant par le mouvement et l'action les doctrines de révolution ou de réaction.

A la bataille ! Vous serez assaillis de toutes parts. Vous aurez à subir l'avalanche de l'argent. Déjà des amitiés sûres nous informent que de grands intérêts, en cela au reste fort imprudents, subissent des taxations véritables, d'autant plus faciles à accepter qu'elles sont, en définitive, portées au compte du consommateur. (*Applaudissements.*) Vous verrez vos réunions troublées par les ennemis de la liberté, par les sectaires de la violence, par les fanatiques de la force.

Etes-vous décidés à lutter contre ces difficultés pour la défense de votre idéal démocratique, pour la paix intérieure et extérieure de la France ? (*Oui ! Oui !*)

Alors, citoyens, avant de quitter ce Paris qui devrait être la lumière politique du monde, avant de regagner nos graves et laborieuses provinces, pour nous y organiser fortement, unissons-nous une fois encore, toutes nuances d'opinion disparaissant, dans une volonté comme de victoire. Citoyens, à la bataille, Vive la République, et en avant ! (*Vifs applaudissements prolongés. Toute la salle debout acclame longuement le président du parti.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Vos acclamations montrent que la déclaration du citoyen Herriot est approuvée



par l'unanimité du Congrès. Je suis votre interprète en lui adressant nos remerciements les plus affectueux et en lui disant que nous sommes tous de cœur avec lui. Vive la République! (*Applaudissements répétés.*)

Le Congrès est clos.

(La séance est levée à 17 heures 50.)

---



## COMITE EXECUTIF

Exercice 1923-1924

### BUREAU DU COMITE EXECUTIF

#### PRESIDENT

M. EDOUARD HERRIOT, ancien ministre, Député du Rhône, Maire de Lyon.

#### VICE-PRESIDENTS

##### *parlementaires :*

MM. :  
ISRAEL, député.  
CHAUTEMPS, député.  
GIRARD, député.  
CUMINAL, sénateur.  
DUCOS, député.  
LAURENT-THIERY, sénat.  
DENISE, député.  
ARCHIMBAUD, député.

##### *non parlementaires :*

MM. :  
MICHELIS,  
JEAN-BARBERIS,  
LOUIS BESSE,  
DELBOS,  
RIPAULT,  
WILLIAM BERTRAND,  
PAUL FALOT,  
FABIUS DE CHAMPEVILLE

#### SECRETAIRES

##### *parlementaires :*

MM. :  
CASTEL, député.  
ESCOFFIER, député.  
SAGET, député.  
DALADIER, député.  
DESGROUX, député.  
DEZARNAULDS, député.  
NIBELLE, député.

##### *non parlementaires :*

MM. :  
GRISONI,  
MONTIGNY,  
P. PEYRE,  
VALENSI,  
DELORME,  
KAYSER,  
ARIES,  
DOMINIQUE.

*Trésorier général :* M. LOUIS BESSE.

*Secrétaire général :* M. BOUFFANDEAU.



*PRESIDENTS D'HONNEUR*

**MM.** LÉON BOURGEOIS, sénateur, président du Sénat,  
ancien président de la Chambre des Députés.  
ancien président du Conseil des Ministres.

LAFFERRE, ancien sénateur, ancien ministre.

FERDINAND BUISSON, député.

*DELEGUES DEPARTEMENTAUX*

*AIN*

**MM.** MESSIMY, sénateur.

ANTOINE BLANC, député.

D<sup>r</sup> BOCCARD, conseiller général de l'Ain à Jujurieux.

D<sup>r</sup> EDOUARD, conseiller général, à Chatillon-sur-Chalaronne.

EGLENE, professeur à Bourg.

GAUTHIER, confiseur à Bourg.

MAMET, conseiller municipal à Bourg.

MONTPEYROUX, conseiller municipal à Bourg.

TONY-REVILLON, avocat à Paris.

TIERSOT, conseiller municipal à Bourg.

*AISNE*

**MM.** ACCAMBRAY, député.

HAUET, député.

COUESNON, ancien député.

MAGNIAUDE, ancien député.

DECAMP, conseiller général de l'Aisne, à Paris.

DHERY, conseiller général de l'Aisne, à Vitry-sur-Seine.

DOUCEDAME, conseiller général de l'Aisne, à Paris.

E. DUPONT, conseiller général de l'Aisne, à Flavy-le-Martel

LAMARRE, président du conseil général à Crézancy.



MARQUIGNY, conseiller général, maire à Soissons.

EUGÈNE LEDUC, conseiller d'arrondissement, à Vaux-sous-Laon.

GRY, conseiller général à Vaux.

NANQUETIN, conseiller général, maire, Laon.

LHERONDELLE, conseiller d'arrondissement, maire, Fargniers.

ROBINEAU, conseiller d'arrondissement, à Braine.

BUGNICOURT, publiciste à Paris.

CH. COINTE, avocat, à Paris.

GROZO, brasseur, à Saint-Quentin.

LABATUT, rédacteur en chef de la *Dépêche de l'Aisne*, à Laon.

G. LEDUC, brasseur à Saint-Quentin.

Jean MORET, adjoint au maire de Laon.

LOISEAUX, maire de la Capelle.

POUILLART, président de la Fédération de l'Aisne.

VIGNERON, maire de Berry-au-Bac.

CHEUTIN, adjoint au maire, Château-Thierry.

EUGÈNE DUCROUX, architecte, Chauny.

MALLÉ, adjoint au maire, Gizeux.

#### ALLIER

MM. DODAT, député.

LAMOUREUX, député.

CH. PERONNET, député.

MERLET, à Paris.

BARATIER, conseiller général à Vichy.

BARDET, receveur municipal à Montluçon.

BAUDRON, maire d'Yzeure.

CHERION, publiciste à Moulins.

LASTEYRAS, maire de Vichy.

LEFEBURE, à Paris.

LOEWEL, avocat à Paris.

MECHIN, adjoint au maire, Vichy.

#### BASSES-ALPES

MM. HENRI MICHEL, ancien sénateur.

GUSTAVE HUBBARD, ancien député.



REYMOND, conseiller d'arrondissement.  
MUZY, maire, Peyruis.  
PEQUIGNAT, à Paris.  
RULLAN, conseiller municipal à Digne.  
SALVAGY, adjoint au maire, Les Siéyos, Digne.  
TIRIBILLOT, Paris.

#### HAUTES-ALPES

MM. VICTOR PEYTRAL, sénateur.  
PLANCHE, député.  
RODOLPHE ARTHAUD, conseiller général des  
Hautes-Alpes, Orpierre.  
ACHILLE GOUDET, conseiller général des Hau-  
tes-Alpes.

#### ALPES-MARITIMES

MM. CORFU, à Villeneuve-Saint-Georges.  
DUFRENE, publiciste, à Cannes.  
FABIANI, à Paris.  
F. LEFRANC, à Nice.  
MARGAROT, à Nice.  
SAMAMA, à Nice.  
SARTORIO, à Nice.  
SWENDER, à Nice.

#### ARDECHE

MM. CUMINAL, sénateur.  
PAUL ARTIGE, conseiller général de l'Ardèche,  
pharmacien, Aubenas.  
Dr ASTIER, conseiller général de l'Ardèche, à  
Montélimar.  
GEORGES, conseiller d'arrondissement à Beau-  
vène.  
TAUPENAS, conseiller d'arrondissement à Ves-  
seaux.  
COURTHIAL, ancien conseiller d'arrondisse-  
ment, à Bois-Colombes.  
Louis DEROUDILHE, négociant à Aubenas.  
SABATIER, maire à Antraigues.  
VIALET, conseiller d'arrondissement, maire à  
Vernoux.



ROUSSILHON, à Paris.

ARDENNES

- MM. GEORGES CORNEAU, directeur du *Petit Arden-*  
*nais*, à Charleville.  
LABOUREUR, ingénieur à Charleville.

ARIEGE

- MM. CAZALS, député.  
PAUL LAFFONT, député.  
PENENT, conseiller général de l'Ariège, à Tou-  
louse.  
PORCHER, conseiller général de l'Ariège, maire  
à Mirepoix.  
FRANK SOL, limonadier à Saverdun.  
BERGE, maire à La Tour du Crieu.

AUBE

- MM. MONY, sénateur.  
BERTHELEMOT, député.  
ISRAEL, député.  
DIDIER, conseiller général de l'Aube, maire à  
Saint-André-les-Vergers.  
PAUL DUBOIS, conseiller d'arrondissement à  
Troyes.  
AIGLE, propriétaire à Troyes.  
DUPUIS, comptable, à Troyes.  
GENTIN, à Troyes.  
MAILLET, à Troyes.  
RITTER, à Troyes.  
ROBLIN, à Troyes..  
SCHEYEN, à Troyes.

AUDE

- MM. GAUTHIER, sénateur.  
MAURICE SARRAUT, sénateur.  
LÉON CASTEL, député.  
MILHET, député.  
ALBERT SARRAUT, député.  
CASSAN, à Lézignan.



CLÉMENT RAYNAUD, avocat à Carcassonne.  
VIALA LONGEOT, pharmacien, à Narbonne.  
PALMADE, à Paris.

*AVEYRON*

MM. MAURICE ARTIERES, conseiller municipal  
à Millau.  
JULES PREVOT, industriel à Paris.  
ALDEBERT, avocat, à Millau.

*BOUCHES-DU-RHONE*

MM. PASQUET, sénateur.  
SCHRAMECK, sénateur.  
GIRARD, député.  
VICTOR-JEAN, député.  
ARTAUD, conseiller général.  
AUGUSTE BARET, conseiller général des Bou-  
ches-du-Rhône, à Marseille.  
MARIUS BREMOND, conseiller général des Bou-  
ches-du-Rhône, à Septèmes.  
JULIEN FABRE, conseiller général à Salon.  
HENRI JOUVAL, conseiller général à Berre.  
JOSEPH MORIZOT, conseiller général à Arles.  
BARTH. AUBERT, conseiller d'arrondissement à  
Trets.  
JOANNIN AUDIBERT, conseiller d'arrondissement  
à Saintes-Maries  
BENJAMIN CHAPPE, conseiller d'arrondissement  
à Allauch.  
ALBERT DETES, conseiller d'arrondissement à  
Raphèle-les-Arles.  
MICHEL DURAND, conseiller d'arrondissement à  
Maussane.  
MARIUS FAYARD, conseiller d'arrondissement à  
Arles.  
MARIUS FERREOL, conseiller d'arrondissement à  
Aix.  
FIRMIN MATHERON, conseiller d'arrondissement  
à Velaux.  
J.-B. NEYROUD, conseiller d'arrondissement à  
Aix.



- JEAN REY, conseiller d'arrondissement à Arles.  
MARIUS SAUVAIRE, conseiller d'arrondissement à Miramas.  
LÉOPOLD VIDAÜ, conseiller d'arrondissement à Cabannes.  
CROUANSON, ancien conseiller d'arrondissement, à Arles.  
ESPELLY, ancien conseiller d'arrondissement aux Saintes-Maries.  
ESTIER, ancien candidat, avocat à Marseille.  
FALGAIROLLE, ancien candidat, à Montpellier.  
ERNEST LAFON, ancien candidat, à Marseille.  
CÉSAR LAGET, ancien candidat, à Marseille.  
VICTOR AUGÉ, comptable à Marseille.  
HENRI BAYET, publiciste à Arles.  
BENÈS, docteur, à Marseille.  
EMILE BRAHIC, à Marseille.  
HENRI BRUNEL, ingénieur, à Marseille.  
ALEXANDRE BUSSON, directeur d'Ecole, Salon.  
LOUIS CASSE, négociant à Aix-en-Provence.  
ELIE COHEN, représentant à Marseille.  
JEAN COUTURE, comptable, à Marseille.  
ADOLPHE CREMIEUX, représentant à Marseille.  
HENRI DUBORGEL, directeur Agence Maritime à Marseille.  
LÉON FERIS, à Marseille.  
FERRIER-EUCHER, négociant, maire à Cabannes.  
LÉON GAUTIER, représentant à Marseille.  
APOLLON GAVAUDAN, négociant à Marseille.  
DOMINIQUE GIOCANTI, commis des P. T. T., à Marseille.  
ALPHONSE GIRARD, avocat à Salon.  
PAUL ISSARTIER, contrôleur des Mines à Marseille.  
EUGÈNE MICHELIS, industriel, à Marseille.  
CHARLES REIBAÜD, profess. au lycée à Aix-en-Provence.  
GEORGES RIBOT, directeur du Service de Santé à Marseille.  
ROUBAUD, industriel, à Marseille.  
ALFRED ROUSSY, docteur, à Marseille.



PIERRE AUDIBERT, directeur du *Radical*, Marseille.

EDOUARD SIRACH, réd. des P. T. T, à Marseille.

HENRI TEYSSONNIER, industriel à Marseille.

### CALVADOS

MM. EDMOND RAPHAEL, conseiller général à Fré-  
nouville.

BARTHELEMY, Paris.

FOUQUET, à Fleury-sur-Orne.

LENOIR, à Paris.

LEVAVASSEUR, à Ussy.

E. PETIT, à Maisons-Laffitte.

TOUSEY, à Caen.

### CANTAL

MM. FERNAND BRUN, ancien député.

RIGAL, ancien député.

DAUZIER, conseiller général, maire à Aurillac.

RENIAC, conseiller général, adjoint au maire,  
à Aurillac.

A. CHABRIER, conseiller d'arrondissement,  
avocat à Mauriac.

PALAT, conseiller d'arrondissement à St-Bon-  
net-de-Salers.

SABATIER, conseiller général, maire, Le Mon-  
teil.

SALLARD, conseiller d'arrondissement Champa-  
gnac-les-Mines.

VIDALINC, conseiller d'arrondissement à Nieu-  
dant.

BOUNY, à Mauriac.

Dr RAYROLLES, maire à Pierrefort.

ROCHE, à Paris.

TREMOULIERE, maire d'Omps. à Paris.

### CHARENTE

MM. GEORGES MENIER, conseiller d'arrondissement,  
maire à Cognac.

CELLIER, avocat à Cognac.

SAULNIER, instituteur à Aussac.



*CHARENTE-INFERIEURE*

- MM. ANDRÉ HESSE, ancien député à Paris.  
WILLIAM BERTRARD, ancien député, à Paris.  
ANGIBAUD, conseiller général à Rochefort.  
CHASSOT, conseiller général à St-Dizant-du-Gua.  
LONGUET, conseiller général à Tonnay-Boutonne.  
BRUNETEAU, conseiller d'arrondissement, à Tonnay-Charente.  
GRANGÉ, conseiller d'arrondissement, à Tonnay-Charente.  
JODET-ANGIBAUD, conseiller d'arrondissement à La Rochelle.  
JULES VITET, conseiller d'arrondissement, au Château d'Oleron.  
FRÉD. BARRAUD, à La Rochelle-Tasdon.  
D<sup>r</sup> HOUILLIER, à Saint-Just.  
MENON, notaire à La Rochelle.  
MIAUX, avoué, à La Rochelle.  
ALFRED NICOLLAS, avocat à Royan.  
ALCIDE ROBERT, maire à Champagnolles.  
CASTANET, à Marennes.

*CHER*

- MM. PAJOT, sénateur.  
VALUDE, député.  
FOUCRIER, conseiller général à Bourges.  
GESTAT, conseiller général, maire à Sagonne.  
CROCHET, à Paris.  
FOURNIER-DEMARS, à St-Amand.  
PERNEY, à Paris.  
PETITEVILLE, à Noisy-le-Sec.  
LOUIS VATAN, à Bourges.

*CORREZE*

- MM. D<sup>r</sup> QUEUILLE, député.  
MONS, ancien député à Paris.  
ESTORGES, conseiller général à Tulle.  
LAUMOND, conseiller général au Bazine.  
ROUBY, conseiller général à Lapeau.



JAUBERT, conseiller général à Larche.  
VIDALIN, conseiller général, maire à Naves.  
BUGEAT, à Pantin.  
CHAPELLE, à Brive.  
D<sup>r</sup> GARRELON, à Paris.  
PEYRAT, avocat à Brive.  
RÂLITE, conseiller municipal à Palisse.

*CORSE*

MM. DOUMER, sénateur.  
GIORDAN, ancien député à Paris.  
CECCALDI, conseiller général à Paris.  
NONCE PAOLI, conseiller général à Paris.  
PERI, conseiller général, maire à Ajaccio.  
QUILICHINI, conseiller général, maire à Sartène.  
ALFONSI, à Paris.  
GIOVANELLI, à Paris.  
CARBONE, à Ajaccio.  
ORSATTI, à Ste-Lucie-de-Tallano.

*COTE-D'OR*

MM. JOSSOT, sénateur.  
PIERRE CHARLES, conseiller général à Paris.  
DECLERC, conseiller général à Busserotte par  
Grancey-le-Château.  
DORNEAU, conseiller général à Châtillon-sur-S.  
PAUL GRUET, conseiller général à Paris.  
D<sup>r</sup> POILLOT, conseiller général, à Montbard.  
PRIVÉ, conseiller général, à Lachaume.  
SIMON, conseiller général, à La Roche-en-Brenil.  
BÈNE, président du conseil d'arrondissement, à  
Malain.  
COMMEAUX, conseiller d'arrondissement à  
Binges.  
LUCOT, conseiller d'arrondissement, à Tillenay.  
MAILLARD, conseiller d'arrondissement à Bus-  
sières.  
MONGIN, conseiller d'arrondissement à Chal-  
vossou.



POILLOT-FLEUROT, conseiller d'arrondissement à Vianges.

ROUX, conseiller d'arrondissement à Santenay.

BAUBAN, chimiste, à Paris.

BELIN, industriel, à Dijon.

JEAN CHARLES, avocat, à Paris.

CONVERSET, maire à Châtillon-sur-Seine.

LEVEOUE, à Paris.

MODOT, à Dijon.

RADOUAN, ingénieur à Dijon.

*COTES-DU-NORD*

MM. DELPIERRE, à Paris.

LE FEBVRE président du Tribunal à Château-Chinon.

*CREUSE*

MM. BINET, député.

CONNEVOT, député.

JUDET, député.

DEFUMADE, ancien sénateur à Paris.

JOULOT, à Paris.

PICAUD Hippolyte, à La Villette-Issoudun.

TARTARY, maire au Saillant.

*DORDOGNE*

MM. SIREYJOL, sénateur.

EDOUARD MICHEL, conseiller d'arrondissement à Périgueux.

AUBERT, tailleur, à Périgueux.

BELUGUE, à Issy-les-Moulineaux.

BESSEDE, négociant, à Périgueux.

DEBORD, agriculteur, à Verteillac.

DEFIGEAS, à Périgueux.

YVON DELBOS, à Paris.

EDOUARD DUBOIS, maire à Bourg-du-Bost.

MAURICE LAPEZE à Périgueux.

PIERRE LAUDU, bijoutier, à Périgueux.

FERNAND LEYGUES, négociant en vins, Périgueux.

MITAVE, à Périgueux.



DOUBS

MM. GIROD, député.

JULIEN DURAND, conseiller général à Besançon.

PESTY, conseiller général à Besançon.

BELEY, conseiller d'arrondissement, maire à Etupes.

BILLARD, conseiller d'arrondissement, maire à Morteau.

ALFRED PY, conseiller d'arrondissement, maire, négociant à L'Isle-sur-le-Doubs.

JULIEN FELIX, industriel à Chastres-Montjoux.

JAUDEL, à Paris.

H. LEVY, fabricant d'horlogerie, à Besançon.

PAUL LEVY à Paris.

MILLOT, rédacteur en chef du *Petit Comtois*, Besançon.

DROME

MM. LISBONNE, sénateur.

PERDRIX, sénateur.

ARCHIMBAUD, député.

ESCOFFIER, député.

ARCHIMBAUD père, ancien député, à Poyols.

L. BERTRAND, ancien député, à Lachau.

RAVISA, ancien député, maire à Montélimar.

Dr JAUME, conseiller général, maire à Pierrelatte.

COURBIS, conseiller d'arrondissement, industriel à Montélimar.

TOURNIGAND, conseiller d'arrondissement à Ancône.

PERRET, conseiller d'arrondissement, maire à Grand-Serre.

ROYBET, fils, conseiller d'arrondissement à St-Donat.

BRUNET, conseiller municipal à Die.

COLLION, ex-entrepreneur, à Romans.

PAUL FAURE, à Valence.

Dr FLOURET, maire à Vinsobres.

Dr GAILLY, à Romans.

JUNILLON, à Valence.

MABILON, à Paris.



MOURRET, maire à Mollans.  
P. PEYRE, pharmacien à Paris.  
PELARDY, directeur du Journal de Montélimar.  
ROZIER, maire à Crest.

### EURE

MM. DELAMARE, pharmacien, à Pont-de-l'Arche.  
SOURI, maire, ancien candidat du Parti à Puchay.  
BOURCIER, conseiller général à Hendreville,  
BRIQUET, conseiller général à Pacy-sur-Eure.  
BOURDON-POL, conseiller d'arrondissement à  
Beaumont-le-Roger.  
BATTAGLINI, rentier à Vernon.  
BARBIER, pharmacien, à Pacy-sur-Eure.  
CYRUS LEFEVRE, publiciste à Paris.  
SYLLA LEFEVRE, adjoint au maire, à Bernay.  
Dr WAGNER, à Lieurey.  
LESAGE, à Pacy-sur-Eure.  
MORDRET à Paris.

### EURE-ET-LOIR

MM. OCTAVE BENOIST, conseiller général à Gas.  
EUGÈNE FETTU, conseiller général à Paris.  
Dr POUPON, conseiller général à Paris.  
JOUANNEAU, à Guilbert.  
Dr RABOURDIN, conseiller municipal à Voires.

### FINISTERE

MM. LE BAIL, député.  
YVES BARON, à Brest.  
ALEXIS BOSCHER, à Brest.  
LÉON CHALLERIE, adjoint au maire, à St-Marc.  
LÉON FORT, à Brest.  
ARTHUR GODÉ, à Brest.  
ERNEST GUEGUEN, à Brest.  
ANGE LESQUELEN, à Brest.  
ALEXANDRE PINEAU, à Traon-Anisac.  
CHARLES RIVIERE, à Brest.  
JEAN GAUTIER, à Paris.  
LOUIS NATALINI, à Paris.



GARD

- MM. CREMIEUX, sénateur.  
DOUMERGUE, sénateur.  
MOURIER, député.  
JEAN BOSCH, conseiller général à Nîmes.  
CADENET, conseiller général à Sernhac.  
CASTANG, conseiller général à Alais-Est.  
DUGAS, conseiller général à Paris.  
FONTANIEU, conseiller général à Aimargues.  
GACHON, conseiller général à Montpellier.  
HERMET, conseiller général, maire à Génolhac.  
PASCAL, conseiller général, Procureur de la République à Avignon.  
VIALA, conseiller général à Grandcombe.  
MENGAILHOU, conseiller général à Pont-Saint-Esprit.  
GASTON BAZILE, ingénieur à Paris.  
NUMA CAVALIER, à Paris.  
MARCEL FLAMANT, à Nîmes.  
JEAN GACHON, à Paris.  
YVAN GAUSSEN, à Paris.  
NOUGAREDE-BERMOND, à Nîmes.  
JOSIAS PAUT, maire à Nîmes.  
P. RICHARD, rédacteur du *Petit Méridional* à Alais.  
RIGAL, à Nîmes.

HAUTE-GARONNE

- MM. DUCOS, député.  
GHEUSI, député.  
OURNAC, ancien sénateur à Toulouse.  
H. LEYGUE, ancien sénateur à Paris.  
BONNEMAISON, cons. général à Toulouse.  
CARRERE, conseiller général à Sédeilhac.  
DARBAS, conseiller général à Auterive.  
DELHERM, conseiller général à Paris.  
DULION, conseiller général, maire à Martres.  
R. LEYGUE, conseiller général, à Ox.  
OURGAUD, conseiller général, maire à Ville-mur.



SAVIGNOL, conseiller général, à Toulouse.  
BACQUÉ, conseiller d'arrondissement, à Pech-  
bonieu.

ARIES, à Paris.

BARIETY à Toulouse.

BORDES, à Toulouse.

JUSTIN BOUÉ, à Toulouse.

BOUSQUET, à Toulouse.

COURT, à Toulouse.

CHALOT, à Toulouse.

DELAPART, propriétaire à Cadours.

DOMERGUE, pharmacien, à Toulouse.

GALIBERT, pharmacien, à Toulouse.

GRIZOUL, pharmacien à Toulouse.

JOSEPH LAVAIL, négociant en vins à Revel.

MASSON, à Toulouse.

RENÉ MILHAUD, avocat, à Toulouse.

NIGOUL, à Toulouse.

PALMA, à Toulouse.

DANIEL SALLES, à Toulouse.

EDOUARD PUJOS, à Paris.

### GERS

MM. JEAN PHILIP, sénateur.

GARDEY, sénateur.

THIERRY-CAZES, ancien député à Paris.

BON, conseiller général, maire à Estang.

NAPLES, conseiller général, maire à Condom.

BASSAT, conseiller d'arrondissement, négociant  
à Gimont.

LOZES, conseiller d'arrondissement, maire à  
Nogaro.

SENTOU, conseiller d'arrondissement à Barbo-  
tan-les-Thermes.

LAPEYRERE, conseiller d'arrondissement à  
Lagraulet.

BOUQUET, imprimeur à Auch.

BRANET, négociant à Vic-Fézensac.

THORE, rédacteur en chef de la *République des  
Travailleurs*, à Auch.



*GIRONDE*

- MM. LABROUE, ancien député à Paris.  
MARCEL BARROY, à Bordeaux.  
BOURGEAUD, maire à Queyrac.  
CAILLON, conseiller municipal à Soulac-sur-Mer.  
CLUZAN, à Bordeaux.  
DELLAC, à Bordeaux.  
DESSOUDEIX, à Bordeaux.  
IRIQUIN, à Talence.  
LAGRANGE, à Bordeaux.  
HENRI MARTIN, à Bordeaux.  
JEAN ODIN, à Bordeaux.  
RETORET, à Saint-Gènes de Lombaud, par Créon.  
BLANCHARD, conseiller général à Grignols.  
D<sup>r</sup> BOYMIER, conseiller général à St-Vivien-du-Médoc.  
CANTE, conseiller général à La Brède.  
LARGE, conseiller général, Guillac.  
D<sup>r</sup> MALLET, conseiller général, Bordeaux.  
MAURIAC, conseiller général à Pondaurat.  
TEYSSIER, conseiller général, à Paouillac.  
BASSET, conseiller d'arrondissement à Bordeaux.  
LAFFITTE, conseiller d'arrondissement, à Hourdin.  
LEFRANC, conseiller d'arrondissement, à Beautiran.  
MARTINEAU, conseiller d'arrondissement, à Villeneuve par Blaye.  
MESTROT, conseiller d'arrondissement, à Pondaurat.  
SERVEL, conseiller d'arrondissement, à Bourgs/Gironde.  
TUFFREAU, conseiller d'arrondissement, à Cars.  
D<sup>r</sup> TRAGAN, ancien conseiller d'arrondissement, à St-Ciers-s/Gironde.  
CAUDERON, à Bordeaux.  
CHAPEYROU, à Bordeaux.



DUCKETT, à Bordeaux.  
DUPIN, J., à Cadillac.  
DUPIN P., à Neuilly-sur-Seine.  
DUPRÉ, à Paris.  
D<sup>r</sup> GINESTOUS, à Bordeaux.  
LACONFOURQUE, négociant à Castres.  
LAFOURCADE, à St-Pierre-d'Aurillac.  
LASCOMBE, à Libourne.  
LINQUETTE, à Bordeaux.  
A. MILLOT, à Bordeaux.  
PALENGAT, à Bordeaux.  
MARC ROYER, à Paris.  
SANGUINETTI, à Bordeaux.  
RACHEL SEVERIN, à Fontet.

#### HERAULT

MM. LAFFERRE, ancien sénateur à Paris.  
CAFFORT, ancien député, conseiller général à  
Olonzac.  
JULES ALMES, conseiller général à Montpellier.  
MOULINS, conseiller général à Béziers.  
HÉCTOR MAURIN, ancien conseiller général  
maire à Brignac.  
SAUDADIER, conseiller d'arrondissement, à  
Cabrières.  
BASSAGET, adjoint au maire à Mauguio.  
BLAQUIÈRE, directeur du *Petit Méridional*, à  
Paris.  
BOUCHER, maire à Pèzenas.  
FERRASSE, à Montpellier.  
LOUBATIERE, à Agde.  
ALBERT MILHAUD, à Paris.  
SUCHON, ancien maire à Béziers.  
GRANIER, à Magalas.

#### ILLE-ET-VILAINE

MM. SURCOUF, ancien député à Paris.  
ROQUE, conseiller d'arrondissement à Rennes.  
GASNIER-DUPARC, conseiller général, maire à  
Saint-Malo.  
DOTTIN, à Rennes.



DUTAUT à Paris.  
HILLION, à Rennes.  
LAURENT, à Rennes.  
LEROUX,, à Rennes.  
MERRE, à Rennes.  
TROMEUR, à Rennes.

*INDRE*

MM. COSNIER, sénateur.  
DAUTHY, ancien député à Paris.  
MATHIEU, ancien candidat du Parti, à Déols.  
PAILLER, conseiller général à Ardentes.  
AUCLAIR,, conseiller d'arrondissement à Aigurande.  
ANGELO CHIAPPE, sous-préfet, à Neufchâteau.  
ROBIN, à Belâbre.  
SAINSON, négociant à Argenton-s/Creuse.  
FRANÇOIS DE TESSAN, à Paris.

*INDRE-ET-LOIRE*

MM. RENÉ BESNARD, sénateur.  
FOUCHER, sénateur.  
BERNIER député.  
C. CHAUTEMPS, sénateur.  
PROUST, sénateur.  
DIEN,, conseiller général à l'Île-Bouchard.  
GERMAIN, conseiller général, maire à Saint-Michel.  
GOUNIN, conseiller général, maire à Amboise..  
MARCHAIS, conseiller général.  
VAUBOURDOLLE, conseiller général, à Bléré.  
COURSON, conseiller d'arrondissement, à Noyant.  
FAUCILLON, conseiller d'arrondissement à Chion.  
GASNIER, conseiller d'arrondissement, maire à Langeais.  
D<sup>r</sup> CHEVÉ, à Tours.  
DELMAS, à Tours.  
DUBOIS, à Tours.  
MAISONNIER, conseiller municipal à Tours.  
CREPIN, à Tours.



POIRION, conseiller municipal à Tours.  
ROBENNE, conseiller municipal à Paris.  
ROSIER, à Tours.

*ISERE*

MM. LÉON PERRIER, sénateur.  
CLAUDE RAJON, sénateur.  
VALLIER, sénateur.  
CHARVET, conseiller général, à La Verpillière.  
LOUIS MOYET, conseiller général, maire à l'Albène.  
JEAN DELORME, à Paris.

*JURA*

MM. BERTHOD, ancien député, à Paris.  
PONSOT, ancien député à Paris.  
BENOIT BARNET, conseiller général à Dôle.  
MARIUS PIEYRE, maire à Dôle.

*LANDES*

MM. MILLIES-LACROIX, sénateur.  
BOUYSSOU, député.  
CHAULET, ancien député à Paris.  
SARRADE Jean, ingénieur agronome à Aire-sur-l'Adour.  
AUTHIER, receveur des finances à St-Sever.

*LOIR-ET-CHER*

MM. JOHANNET, conseiller général, maire à Cru-cheray.  
FROGER, directeur du *Nouvelliste*, Blois.

*LOIRE*

MM. le Dr FERNAND MERLIN, sénateur.  
DURAFOUR, député.  
PIERRE ROBERT, député.  
VIDON, ancien député, à Bourg-Argental.  
CHAMBONNIERE, conseiller général à Saint-Haon-le-Châtel.



CHERPIN, conseiller général à St-Vincent-de-Boisset.

TEISSIER, conseiller général à Saint-Etienne.

THEVENET, ancien conseiller d'arrondissement à St-Etienne.

ALEX, maire à Charlieu.

DRON, ancien maire, à Reigny.

J. HUGAND, vice-président du Comité R. S. à Charlieu.

#### HAUTE-LOIRE

MM. PIERRE GRILLET, à Paris.

BOUTAUD, ancien député, conseiller général au Puy.

D<sup>r</sup> THEODAT, conseiller général à Auzon.

FRANCISQUE BONNET, au Puy.

PAGES-RIBEYRE, industriel au Puy.

PONTVIANNE, au Puy.

#### LOIRE-INFERIEURE

MM. LELOLD, conseiller général à Saint-Etienne-de-Montluc.

JOUBERT, ancien conseiller d'arrondissement, à Saint-Nazaire.

BRICHAUX, à Paris.

BRUON, avocat à Saint-Nazaire.

MANSON, vice-président du Comité R. S. de Saint-Nazaire.

GUSTAVE MARTIN, à Paris.

NASSIET, négociant à Saint-Nazaire.

#### LOIRET

MM. DONON, sénateur.

FERNAND RABIER, sénateur.

D<sup>r</sup> DEZARNAULDS, député.

CH. ROUX, député.

CHEVRIER, conseiller général à Malesherbes.

GALLOUEDEC, conseiller général à Orléans.

MARCHAND, conseiller général, maire à Saint-Benoît-sur-Loire.



TINET, conseiller général, à Puiseaux.  
MICHAUX, conseiller général, maire à Belle-  
garde-sur-Loiret.  
LAROCHE, conseiller d'arrondissement à Mont-  
targis.  
PRESLE, conseiller d'arrondissement, maire à  
Moulon.  
CHARREYRE, à Montargis.  
CHOLLET, à Orléans.  
GABRIEL, instituteur à Orléans.  
TURBAT, conseiller municipal à Orléans.

*LOT*

MM. MIOUEL, conseiller général à Paris.  
LÉON AMOUROUX, avocat au Mas de Thomas.  
FAURIE, à Paris.

*LOT-ET-GARONNE*

MM. CELS, député.  
BERTAIL, à Agen.  
BOUÉ, à Agen.  
DAVID, à Agen.  
LAURENT, officier en retraite à Agen.  
TRENTY, à Agen.

*LOZÈRE*

MM. MONESTIER, ancien député, à Paris.  
LAGET, vice-président du Conseil Général, avo-  
cat à Mende.  
RENOUARD, directeur du *Moniteur de la Lo-*  
*zère*, à Mende.

*MAINE-ET-LOIRE*

MM. MESLET, à Paris.  
PAUL MILON, avoué à Segré.  
Dr PROUTIERE, à Châteauneuf-sur-Sarthe.

*MANCHE*

MM. le Dr AUVRET, conseiller général à Barneville.  
ALBERT CHEVALIER, conseiller général à Paris.



HASCOET, directeur de l'Ecole Pratique d'Industrie, à Cherbourg.

SALOMON HIRSCH, à Saint-Maur.

PERGEAUX, ancien maire, à Granville.

VIET, maire du XI<sup>e</sup> à Paris.

### MARNE

MM. HAUDOS, député, à Paris.

MARGAINE, député à Paris.

PECHADRE, ancien député, à Paris.

BELLOIS, conseiller général, maire à Courtisols.

LANGLET, conseiller général, maire à Faux-Fresnay.

L. LENOIR, conseiller général, maire à Vertus.

MAILLY, conseiller général, maire à Ay.

DEHOURS, conseiller d'arrondissement, à Vandières.

GOUJARD, conseiller d'arrondissement à Juigny.

GUERAULT, conseiller d'arrondissement, à Paris.

HEURLAUT, conseiller d'arrondissement, à Vitry-le-François.

LAURENT, conseiller d'arrondissement, maire à Baudement.

MAUGIN, conseiller d'arrondissement, à Merlaut, par Vitry-en-Perthois.

Dr AMSELLE, à Epernay.

MAURICE LEVY, à Epernay.

ROCHE, à Paris.

### HAUTE-MARNE

MM. ROYER, conseiller général à Donjeux.

VICTOR AUBRY, conseiller d'arrondissement à Chaumont.

CLERGET, à Langres.

### MAYENNE

MM. CAVELLET DE BEAUMONT, conseiller général à Evron.



LANCELIN, conseiller d'arrondissement à Evron  
ANDRÉ, percepteur au Corps.  
LINTIER, maire à Mayenne.

### MEURTHE-ET-MOSELLE

MM. PAUL GINESTE, ancien conseiller général à Nancy.  
ANTOINE, professeur à Nancy.  
BONCOUR, conseiller municipal à Longwy.  
BERNARDIN, juge de paix à Bar-sur-Aube.  
BRICHON, propriétaire, maire à Pagny-sur-Moselle.  
BURGAUX, propriétaire à Nancy.  
BUSSIÈRE, conseiller municipal à Nancy.  
CHÉRY, négociant, conseiller municipal à Malzéville.  
GÉNÉRAL GODART, à Paris.  
LARCHER, avocat à Nancy.  
LEBLANC, avocat, à Nancy.  
PARISOT, propriétaire, à Nancy.  
POIROT, propriétaire à Nancy.  
RENAUD, expert comptable, à Nancy.  
D<sup>r</sup> SCHMITT, adjoint au maire, à Nancy.  
WEYRICH, maire à Conflans.

### MEUSE

MM. JOSEPH CHARLES, à Paris.  
FRANTZ, rédacteur de *l'Avenir de Verdun*, à Verdun.  
GIROD, adjoint au maire à Bar-le-Duc.  
POTERLOT, ancien maire à Stenay.

### MORBIHAN

MM. LE ROUZIC, ancien député à Rennes.  
le D<sup>r</sup> MAYEUX, conseiller d'arrondissement à Cléguérec.  
D<sup>r</sup> LÉTRY, conseiller d'arrondissement à Lorient.  
BOUTHELIER, conseiller municipal à Lorient.  
JAGOUREL, conseiller municipal à Vannes.



LANOE, négociant à Malestroit.  
LE COROLLER, industriel à Ploërmel.  
MACREZ, à Lorient.  
ROBERT-LOUIS, à Paris.  
ROUSSEAU, instituteur au Brech par Auray.  
D<sup>r</sup> ROUX, conseiller municipal à Lorient.  
SALLADAIN, maire à Inguiniel.

*MOSELLE*

MM. LUCIEN BLOCH, à Paris.  
HENRI TRECHOT, négociant à Paris.

*NIEVRE*

MM. MAGNIEN, sénateur.  
BOURGIER, député.  
RENARD, député à Paris.  
CHOMET, ancien sénateur à Paris.  
MASSÉ, ancien sénateur à Paris.  
DERANGERE, ancien député à Villapourçon.  
COLAS, à Cougny.  
BRIAND, conseiller général, notaire à Billy-sur-Oisy.  
D<sup>r</sup> BROUILLET, conseiller général, maire à Dornes.  
D<sup>r</sup> CORTÉ, conseiller général, à La Charité.  
EPINAT, conseiller général, maire à Luzy.  
PRESTAT, conseiller général, à Varzy.  
GRAILLOT, ancien conseiller d'arrondissement, à Clamecy.  
JAULT, conseiller d'arrondissement, maire à Cercy-la-Tour.  
LEMAIRE, conseiller d'arrondissement à Cosne.  
LEROY, conseiller d'arrondissement à Pouilly-sur-Loire.  
PERNET, conseiller d'arrondissement à Montsauche.  
CHAMPENOIS, conseiller municipal, à Saint-Just.  
HUGON, maire à Nevers.  
ROUCHONNAT, avoué à Cosne.  
SAVRE, vétérinaire à Nevers.



NORD

MM. DEBIÈRE, sénateur.  
DRON, sénateur.  
PASQUAL, sénateur.  
DANIEL VINCENT, député.  
BLONDE, conseiller général à Saint-Pierre-  
Brouck.  
GUISLAIN, ancien député, à Nomain.  
WILLIOT, Président du Conseil général à Poix-  
du-Nord.  
AUBOIN, à Paris.  
BESSEDE, à Roubaix.  
CHAS, industriel à La Pacaterie.  
COTELLE, à Paris.  
HENRI DÉPASSE, à Neuilly-sur-Seine.  
DOLZY, à Saint-Denis.  
DUBURCQ, à Roubaix.  
DUFLOT, tanneur à Somain.  
D<sup>r</sup> FAVIER, à Tourcoing.  
FRIED, à Roubaix.  
GAHIDE, à Paris.  
SYLVAIN HAYEM, négociant à Lille.  
HENDRICKS, à Paris.  
HURTREL, négociant à Bourbourg.  
LEROUGE, à Roubaix.  
GASTON LÉVY, à Lille.  
MOURMANT, à Lille.  
GEORGES PETIT, à Lille.  
PICAVET, à Lille.  
PIETRI, à Paris.  
QUINET, à Bois-Colombes.  
ROSE.  
SALOMON.  
SAUNIER..  
SCHIPMAN, maire à Malo-les-Bains.  
SELLE, à Paris.  
SELLIEZ, à Croix.  
HENRI SPRIET, à Lille.  
SUQUET, à Roubaix.  
VERHAERNE, à Dunkerque.



TETE, percepteur à Hondschoote.  
VOLLAEYS, député.

OISE

- MM. DESGROUX, député, maire à Beauvais.  
SCHMIDT, député, maire à Crèvecœur-le-Grand.  
BOUFFANDEAU, ancien député, à Paris.  
DECROZE, ancien député, à Pont-Ste-Maxence.  
BUTIN, ancien député, maire à Margny-les-Compiègne.  
BREBANT, conseiller général, à Méru.  
DECHAMPS, conseiller général à Chaumont-en-Vexin.  
DELACROIX, conseiller général, prof. au Lycée de Charleville.  
DOFFOY, conseiller général, à Beauvais.  
GUESNET, conseiller général, à Paris.  
LANGLET, conseiller général, à Therdonne.  
MENESTRIER, conseiller général, à Paris.  
D<sup>r</sup> DE ST-FUSCIEN, conseiller général à Grandvilliers.  
BORREE, conseiller d'arrondissement, à Paris.  
DEBEAUPUIS, conseiller d'arrondissement, maire à Liancourt.  
DELAUNAY, conseiller d'arrondissement à Pont-Ste-Maxence.  
DESAUTY, conseiller d'arrondissement à Saint-Quentin-d'Auteuil.  
DESMARQUEST, conseiller d'arrondissement, à Paris.  
FAURÉ-HEROUART, conseiller d'arrondissement à Montataire.  
ABEL LEFÈVRE, conseiller d'arrondissement, à Plessier-St-Just.  
MATHON, conseiller d'arrondissement, à Tillé.  
MAYEUX, conseiller d'arrondissement, maire à Vaumain.  
MENARD, conseiller d'arrondissement, à Crèvecœur-le-Grand.  
CH. PATTE, conseiller d'arrondissement, maire à Cempuis.



VAILLANT, conseiller d'arrondissement, maire à Clermont.

ARMAND DUPUIS, à Paris.

MÉDARD DELAMOTTE, maire d'Amblainville.

PHILÉAS LEBESGUE, maire à La Neuville-Vault.

AUBAUD, rédacteur en chef de la République, de l'Oise, à Beauvais.

BÉNOIT, conseiller municipal à Crépy-en-Valois.

DAMIENS, conseiller municipal à Moliens.

FRANTZ, à Clermont.

LANGLET, à Paris.

LENGLEN, à Meudon.

LERIN, à Creil.

MASSARD, ancien conseiller municipal à Creil.

MATZ, adjoint au maire, à Clermont.

VERET, pharmacien, à Nogent-sur-Oise.

#### ORNE

MM. ANTONIN BODET, à Houilles.

DESCOMBES, maire au Pecq.

FABIUS DE CHAMPVILLE, à Paris.

D<sup>r</sup> JAY à Condé-sur-Huisne.

P. LAFFITTE, chef de gare, Challans.

PFEIFFER, avocat, à Paris.

V. THOMAS, à Houilles.

ANDRÉ TESSIER, receveur à Versailles.

#### PAS-DE-CALAIS

MM. LEVY-ULLMANN, ancien candidat du Parti : Paris.

MORIEUX, ancien candidat du Parti, à Calais.

D<sup>r</sup> THELLIER, conseiller d'arrondissement, à Béthune.

BAYER, à Neuilly-sur-Seine.

BLOND, à Paris.

BOMMIER, maire, au Château de Wardrecques.

BOULANGER, maire, à Leforest.

BUTEL, à Boulogne-sur-Mer.



DELOZIERE, avoué, à Boulogne-sur-Mer.  
LECOUFFE, brasseur à Lillers.  
LEDOUX LÉON, à Calais.  
D<sup>r</sup> LEGILLON, à Béthune.  
D<sup>r</sup> LEJEUNE, à Béthune.  
MATHON, à Arras.  
MOMAL, à Hénin-Liétard.  
PICOT, conseiller d'arrondissement, brasseur à  
Blendecques.  
PILLET, à Calais.  
D<sup>r</sup> QUESNAY, à Béthune.  
RENARD, industriel à Leforest.  
ROGER, pharmacien à Bruay.  
VENDEVILLE, à Carvin.

*PUY-DE-DOME*

MM. HUGUET, député.  
MARROU, député.  
CHASSAING, ancien député, à Paris.  
RAYNOUARD, ancien député, à Clermont-Ferrand.  
H. MEYMAT, conseiller général à Clermont-Ferrand.  
MASSÉ, avoué, ancien conseiller d'arrondissement, à Riom.  
CHAUSSE, à Thiers.  
D<sup>r</sup> GACHON, à Paris.  
NOURRISSON-MONTEILLET, à Thiers.  
D<sup>r</sup> PINET, à Clermont-Ferrand.  
VEDEL, à Thiers.  
VIGNAL, à Paris.

*BASSES-PYRENEES*

MM. GARAT, ancien député à Paris.  
BOUÉ, conseiller général, à Tarbes.  
DANTY-LAFRANCE, à La Plaine-Saint-Denis.  
M. LAFFITTE-D'ABIADOS, à Paris.  
MORA, à Bayonne.



*HAUTES-PYRENEES*

- MM. BOUÉ député à Paris.  
D<sup>r</sup> DASQUE, conseiller général à Tarbes.  
NOGARO, conseiller général.

*PYRENEES-ORIENTALES*

- MM. PAMS, sénateur à Paris.  
DALBIEZ, ancien député, à Paris.  
DENIS, conseiller général, maire à Perpignan.  
RIBOU, conseiller général, maire à Saint-Félicien-d'Aval.  
ADRET, à Paris.  
ALBERT ALMES, à Perpignan.  
LAURENT DAURE, négociant en vins, Rivesaltes.  
DUMAYNE, adjoint au maire, à Perpignan.  
PIGNET, à Paris.  
LÉON ROCARIES, à Perpignan

*BAS-RHIN*

- MM. PAUL PETRI, conseiller général à Strasbourg.  
G. WEHRUNG, conseiller général, à Ottwiller.  
DE LANGENHAGEN, conseiller général à Sarreunion.  
BECK, à Haguenau.  
DAHLET, rédacteur en chef, à Strasbourg.  
FRIDERICH, à Strasbourg.  
MINCK, rédacteur en chef, à Strasbourg.  
MULLER Ch.  
OESINGER F., à Strasbourg.  
RAUCH, à Barr.  
ADOLPHE WALTER, à Gertwiller.  
E. WALTER, pharmacien, à Saverne.  
P. WEILL, à Strasbourg.

*HAUT-RHIN*

- MM. BELIN, ingénieur à Paris.  
BILWESS J.-B., à Soultz.  
BLUMENTHAL, à Colmar.



DIETZ, à Paris.  
GEORGES FRITSCH, à Soultz.  
GROSS, à Soultz.  
HILDENBRAND, à Colmar.  
RENÉ HOVALD, à Mulhouse.  
D<sup>r</sup> KAYSER, à Colmar.  
KRAMM, à Colmar.  
OBERLIN, à Colmar.  
SENGEL, maire, à Colmar.

*TERRITOIRE DE BELFORT*

MM. LAURENT THIERY, sénateur.  
MIELLET, député.  
SAGET, député.  
FIEROLE, à Belfort.

*RHONE*

MM. J. GODART, député.  
HERRIOT, député.  
D<sup>r</sup> BEAUVISAGE, ancien sénateur à Lyon.  
CAZENEUVE, ancien sénateur à Paris.  
BENDER, ancien député, à Paris.  
DANSARD, à Lyon.  
SIMONET, à Lyon.  
FRANCK, conseiller général à Lyon.  
LACROIX, conseiller général, maire à Theize.  
BALLET, conseiller d'arrondissement, maire à  
St-Bel.  
BRUN, conseiller d'arrondissement, maire, Les  
Haies.  
BRUNEL, conseiller d'arrondissement, à Lyon.  
CHAZETTE, conseiller d'arrondissement, à  
Lyon.  
CHEVALLARD, conseiller d'arrondissement, à  
Amplepuis.  
LONGERON, conseiller d'arrondissement, à  
Beaujeu.  
NAS, conseiller d'arrondissement, maire à La  
Mulatière.  
BRONNER industriel, à Lyon.  
D<sup>r</sup> CAMINADE, à Lyon.



ANTOINE CHAMPALE, à Amplepuis.  
DANDONNET, à Lyon.  
MICHEL DEPETRIS, à Brussieu.  
DELAIGUE, à Lyon.  
Dr DREYFUS, à Lyon.  
GABRIELLI, à Lyon.  
GOIJAT, propriétaire, à Amplepuis.  
GUÉLIN, conseiller municipal, à Lyon.  
JOURNET, à Lyon.  
CH. LAMBERT, à Lyon.  
MASSIMI, à Lyon.  
PICARD, à Lyon.  
PUTINIER, maire à Quincieux,  
ROUX, à Lyon.  
TERRAILLON, à Tarare.  
THEZILLAT, à Lyon.  
VIAL, adjoint au maire, à Lyon.

#### HAUTE-SAONE

MM. COUYBA, ancien sénateur à Paris.  
GROSJEAN, conseiller général, à Villersexel.  
PITOLET, ancien conseiller municipal, à Dampierre-sur-Salon.  
CLÉRISSE, à Neuilly-sur-Seine.  
MONNOT, à Pusey.  
STREICHER, à Champlitte.

#### SAONE-ET-LOIRE

MM. RICHARD, sénateur.  
LAVAU, député.  
CL. BOURGEOIS, conseiller général, à Chalon-sur-Saône.  
MAXIME DRUARD, conseiller général, à Pierre.  
PETITJEAN, conseiller général, à Saillenard.  
CHAUSSIER, industriel, à Chalon-sur-Saône.  
Dr MUNOT, à Chalon-sur-Saône.

#### SARTHE

MM. le Dr BRETEAU, conseiller général à Bouloire.  
Dr GIGON, conseiller général à Saint-Calais



MONCHATRE, conseiller général, maire au Breil.  
MONTIGNY, conseiller général, à Paris.  
DALMAGNE, conseiller général, au Mans.  
TAFFOREAU, conseiller d'arrondissement, au Mans.  
CASTILLE, maire, au Mans.  
CATHALA, avocat, à Paris.  
COUTARD, avocat, à Paris.  
KAYSER, avocat, à Paris.  
LE FEUVRE, conseiller municipal, au Mans.  
PELLIER, négociant, au Mans.  
JACQUES PFEIFFER, avocat, à Paris.

### SAVOIE

MM. le Dr EMPEREUR, ancien sénateur à Bourg-St-Maurice.  
GIRARD-MADOUX, ancien député, Chambéry.  
COMTE, avoué, à Saint-Jean de Maurienne.  
PRINGOLLIET, conseiller général, maire, à Ugine.  
CÉLESTIN MICHEL, conseiller d'arrondissement, à Chambéry.  
LOUIS MICHEL, à Aix-les-Bains.

### HAUTE-SAVOIE

MM. JACQUIER, ancien député, maire de Thonon.  
BLÜMENFELD, à Paris.  
BOSSONNEY, ancien maire, à Chamonix.  
DANGON, à Paris.  
MAZET, à Paris.  
VIGNON, à Paris.

### SEINE

MM. BERTHELOT, sénateur.  
RANSON, sénateur.  
STRAUSS, sénateur.  
FERDINAND BUISSON, député.  
PINARD, député.



BRUNET, ancien député, à Lyon.  
CHAUTARD, ancien député, à Paris.  
LE FOYER, ancien député, à Paris.  
BRISSON, conseiller général, à Nogent-sur-Marne.  
CHERIOUX, conseiller général, à Paris.  
DESVAUX, conseiller général, à Paris.  
MARIN, conseiller général, maire de St-Maur.  
MORIETTE, conseiller général, à Paris.  
MOUNIE, conseiller général, à Paris.  
REBEILLARD, conseiller général, à Paris.  
ROUSSELLE, conseiller général, à Paris.  
OUDIN, ancien conseiller général, à Paris.  
AULARD, à Paris.  
BAUZIN, à Paris.  
EDMOND BESNARD, à Paris.  
BESSIERE, à Paris.  
CAHEN F. à Paris.  
CHASSINAT-GIGOT, à Paris.  
CRABOL, à Paris.  
DECROS, maire des Lilas.  
DOMINIQUE, à Paris.  
DOUZET, à Paris.  
ENRIQUEZ, à Paris.  
FIESCHI, à Paris.  
GRANDIGNEAUX, à Paris.  
GASTON GROS, à Neuilly-sur-Seine.  
JEGU, à Paris.  
LAILÀVOIX, à Paris.  
LAVIGNON, à Paris.  
MICHEL MILHAUD, à Paris.  
OLIVIER, à Vincennes.  
OUDARD, à Paris.  
PARENTY, à Paris.  
PERRIN, à Paris.  
PIC, à Vanves.  
POUTHIER, à Paris.  
RIVORY, à Paris.  
ROGER TROUSSELLE, à Paris.  
ALONZO, à Arcueil.  
ARRUAS, à Paris.  
AUGER, à Montrouge.



BAUTZ, à Paris.  
BEAUDOUX, à Neuilly-sur-Seine.  
MAURICE BENARD, à Paris.  
BERNARD, à Suresnes.  
BLUM, à Paris.  
GEORGES BODEREAU, à Beauchamps.  
BONCENNE, à Levallois-Perret.  
BOUCHERON, à Paris.  
BUREAU, à Paris.  
BUSCAILLET, à Charenton.  
CHALIGNÉ, à Paris.  
CHAPUT, à Paris.  
COMPAROT, à Paris.  
DELIN, à Paris.  
DORLIN, à Paris.  
DUPLAN, à Paris.  
DUPORTAL, à Paris.  
FERROTIN, à Paris.  
FOURNIER, à Paris.  
GABUT, à Paris.  
GALLOIS, à Paris.  
GHIRARDI, à Paris.  
GIGON, à Paris.  
GOLDSCHILD, à Paris.  
GODEFROY, à Paris.  
GRISONI, à Paris.  
GUY, à Paris.  
HAAS, à Paris.  
HONNORAT, à Paris.  
JAQUET, à Paris.  
JEANNIN, à Paris.  
JOHIN, à Paris.  
ALBERT KAHN, à Paris.  
ETIENNE KAHN, à Paris.  
LAGRANGE, à Paris.  
LAROU LANDIE, à Paris.  
LAUFF, à Paris.  
LAURENS, à Charenton.  
LEPEYTRE, à Paris.  
LEROI, à Paris.  
MANGIN, à Paris.  
LUCIEN MANTOUT, à Paris.



MARTINAUD-DEPLAT, à Paris.  
MARMOITON, à Sceaux.  
MESUREUR, à Paris.  
MARX, à Asnières.  
MICHAUD, à Levallois-Perret.  
GASTON MORIN, à Paris.  
MOURRE, à Clamart.  
MOUTET, à Paris.  
PETITPOT, à Paris.  
HENRI PICARD, à Paris.  
PONÇOT, à Paris.  
PAUL RAPHAEL, à Paris.  
RENAUT, à Paris.  
RETIF, à Paris.  
ROSENTHAL, à Paris.  
ROUBEROL, à Paris.  
QUINTON, à Paris.  
SEILLON, à Paris.  
STORA, à Paris.  
THEVENIN, à Levallois-Perret.  
THIERRY, à Paris.  
TISSIER, à Paris.  
VALLET, à Paris.  
VASSEUR, à Paris.  
VEIL, à Paris.

*SEINE-INFERIEURE*

MM. LÉON MEYER, député, maire du Havre.  
NIBELLE, député.  
WAIRY, conseiller d'arrondissement, à Caen.  
BARBIER, journaliste, à Paris.  
BANCE, entrepreneur, à Bihorel-lès-Rouen.  
BAUDOUX, industriel, à Incheville.  
BEAURAIN, à Rouen.  
BICHET, industriel, au Havre.  
CANTOR, employé au Havre.  
Dr DANIEL, au Havre.  
DESCHAZEAX, au Havre-Graville.  
ELIOT, industriel, à Rouen.  
DORION, au Havre.  
GUYARD, négociant à Rouen.



HARFAUT, architecte, au Tréport.  
HAUVILLE, à Ste-Adresse.  
HUE, maire, à Déville-lès-Rouen.  
HUET, représentant à Rouen.  
JALLAGEAS, au Havre.  
KERAMBRUN, avocat, au Havre.  
LEBÈGUE, au Havre.  
LEFEBVRE, à Rouen.  
LEFORT, à Rouen.  
MAGNIER à Darnétal.  
MARIE, avocat, à Rouen.  
MOCH, négociant au Havre.  
MORIN, au Havre.  
ROBERT MOUETTE, maire de Bolbec.  
MULLER, à Levallois-Perret.  
NÉE, à Rouen.  
OTTAVY, au Havre.  
PEYRES, à Paris.  
POISSAN à Rouen.  
PRAEGER, à Rouen.  
GASTON RITTER, à Rouen.  
ROTS, au Havre.  
VIALLA, à La Mothe-Beuvron.

*SEINE-ET-MARNE*

MM. GASTON MENIER, sénateur.  
PENANCIER, sénateur.  
J. L. DUMESNIL, député.  
DELAROUÉ, ancien député, à Paris.  
CHAZAL, conseiller général, à Paris.  
COCHOT, conseiller général, à La Ferté-Gau-  
cher.  
GABORIAUD, conseiller général, à Paris.  
HARDY, conseiller général à Fontenay-Trési-  
gny.  
CUINAT, conseiller d'arrondissement, maire  
Bois-le-Roi.  
GERARD, conseiller d'arrondissement, maire à  
Marles.  
NAUDIER, conseiller d'arrondissement, à Fa-  
remoutiers.



SALMON, conseiller d'arrondissement, à La Ferté-Gaucher.

RÉMY FRÈRE, ancien maire, à Nanteuil-les-Meaux.

FRANÇOIS HURTEL, publiciste, à Chelles.

NAUDET, à Chelles.

PERROUD, à Samois-sur-Seine.

POMMERY, à Meaux.

WOUTERS, à Veneux-les-Sablons.

### SEINE-ET-OISE

MM. FRANKLIN-BOUILLON, député.

GOUST, député.

AMIARD, ancien député, à Paris.

DALIMIER, ancien député, à Paris.

VIAN, ancien député, à Paris.

BAILLEUL, à Versailles.

CUENNE, à Rueil.

PAUL FALOT, ancien maire à Rueil.

FRIZÉ, à Versailles.

GENTIL, maire, Franconville.

GIARD, ancien maire au Raincy.

GOUJAT, à Houilles.

LE ROY, à Rosay.

MOLINA, à Paris.

POSTEL, percepteur à Enghien.

BERNIER, conseiller général, maire, à Villiers-sur-Marne.

CRÉTÉ, conseiller général, maire à Méré.

GAUTHERIN, conseiller général, à Argenteuil.

GUILBERT, conseiller général, maire de Louvres.

HARMAND, conseiller général, à Gonesse.

MURET, conseiller général, maire de Palaiseau.

BANCE, ancien conseiller général, maire de Gonesse.

Dr VINAVER, conseiller général, Limay.

BOURBONNAIS, conseiller d'arrondissement, maire à Marolles-en-Hurepoix.

CLEMENT, conseiller d'arrondissement, maire à Ermont.



FARGES, conseiller d'arrondissement, Gonesse.  
GILBERT, conseiller d'arrondissement, à Chatou.

LEMPEREUR, conseiller d'arrondissement, maire à Courcelles-sur-Viosne.

MAUHOURLAT, conseiller d'arrondissement, maire à Artheuil.

MONJALLON, conseiller d'arrondissement, maire à Champcueil.

NEUFINCK, conseiller d'arrondissement, maire au Blanc-Mesnil.

SOLON, conseiller d'arrondissement, maire à Chalo-St-Mars.

VALENTIN, conseiller d'arrondissement, à Villebon-sur-Yvette.

VOILLEREAU, conseiller d'arrondissement, maire à Carrières-sur-Seine.

LEROI, ancien conseiller d'arrondissement, à Viroflay.

MENNECIER, ancien conseiller d'arrondissement, à Ballancourt.

BALDUZZI, à Argenteuil.

MAURICE BÉNÉ, à Paris.

CAMILLE BERR, avocat à Versailles.

JULIEN BERNARD, à Argenteuil.

PAUL BERNARD, à Rueil.

BIVERT, maire à Epinay-sur-Orge.

BOUSQUET, maire de Beauchamps.

CARLET, à Sannois.

CHATEL-VIDAL, à Chatou.

CHESNÉ, avocat à Paris.

FOURCAND, à Montmorency.

GOUGENHEIM, à Montmorency.

GRIZEL, conseiller municipal, à Corbeil.

LHUILIER, conseiller municipal, à Villiers-sur-Marne.

LORIN, à Aulnay-sous-Bois.

MARCADIER, à Villeneuve-le-Roi.

NIEFF, conseiller municipal à Eaubonne.

PIGNOLET, à Argenteuil.

REPARAT, à Antony.

D<sup>r</sup> TESTUT, à Limours.



WAROQUIEZ, conseiller municipal, à Montmorency.

MOREAU, à Asnières.

MARY, à Eaubonne.

GIGANT, à Argenteuil.

DAUER, à Villiers-sur-Marne.

MANCELLE, à Magny-en-Vexin.

### DEUX-SEVRES

MM. AGUILLON, ancien sénateur, maire de Parthenay.

DEMELLIER, ancien député, à Paris.

BALQUET, conseiller général, à Airvault.

FLEURET, conseiller général, à La Groie, par Mougou.

CL. MENARD, conseiller général à Thouars.

CADIER, ancien candidat du Parti, à Pamproux.

BOURDEAU, à Paris.

### SOMME

MM. JOVELET, sénateur.

THUILLIER-BURIDARD, sénateur.

KLOTZ, député.

TERNOIS, député.

DELACROIX, conseiller général, à Abbeville.

GILSON, président du conseil général, à Friville-Escarbotin.

QUILLET, conseiller d'arrondissement, à Hangest-en-Santerre.

CORBIER, conseiller d'arrondissement, maire de Mailly-Maillet.

GOUDARD, conseiller d'arrondissement, à Eelloy-sur-Somme.

VOITURIER, conseiller d'arrondissement, maire de Cachy.

BOULANGER, maire, à Proyard.

GUIDET, maire, à Combles.

NARCISSE MOREL, maire, à Vron.

HENRI MOUETTE, à Amiens.

SAILLY, juge de paix, à Rue.



*TARN*

- MM. GUIRAUD, ancien député, à Paris.  
FRANÇOIS COMBES, à Paris.  
DOUZALS, industriel, à Brassac.  
LAFON, à Paris.

*TARN-ET-GARONNE*

- MM. le Dr POTTEVIN, sénateur.  
CH. CAPERAN, ancien sénateur, à Paris.  
DELTHIL, ancien conseiller général, à Bordeaux  
AUGIS, à Paris.  
BONNAFOUS, à Montauban.  
FLAMENS, avocat, maire à Castelsarrasin.  
GREZEL, ancien maire, à Montauban.

*VAR*

- MM. LOUIS MARTIN, sénateur.  
RENÉ RENOULT, sénateur.  
DENISE, député.  
EVESQUE, conseiller général, maire à Ior-  
gues.  
GENSOLLEN, conseiller général, à Hyères.  
HENRY MONDET, conseiller général, à Dragui-  
gnan.  
J.-B. SIMON, conseiller d'arrondissement, à Six-  
Fours-Reynier.  
BLANC L., conseiller municipal, pharmacien, à  
Gonfaron.  
Dr BONIFAY, à Salernes.  
AUGUSTE CALLET, à Toulon.  
LÉON CAUVIN, maire, à Cogolin.  
FERDINAND FABRE, agriculteur à St-Julien.  
PAUL FILIPINI, à Toulon.  
Professeur FREY, à Draguignan.  
JEAN-BARBERIS, à Paris.  
JULES LONG, courtier en vins, à Néouls.  
ALEXIS MATHIEU, greffier de paix, à Cuers.  
JEAN PADEY, à St-Raphél.  
LOUIS PASSERIN, maire aux Arcs.  
PEYRE, à Hyères.



CHARLES POGGIO, viticulteur, au Castellet.  
JACQUES RICHEL, maire de Carqueiranne.  
SUDRE, à Toulon.

### VAUCLUSE

MM. SERRE, sénateur.  
DALADIER, député.  
GUICHARD, député.  
ACCARIE, conseiller général, à Cavaillon.  
BERNARD, conseiller général, maire à Vacqueyras.  
MARIUS DURAND, conseiller général, maire à Valréas.  
ULYSSE FABRE, conseiller général, à Vaison.  
GARCIN, conseiller général, maire à Château-neuf de Gadagne.  
LALLY-NEVIERE, conseiller général, à St-Martin-de-La Brasque.  
HENRI LATOUR, conseiller général, à Château-neuf du Pape.  
SOULIER, conseiller général, à Avignon.  
H. LALO, conseiller d'arrondissement, à Avignon.  
NOËL MARTIN, conseiller d'arrondissement, maire à Saint-Didier.  
DROIN, industriel, à St-Ruf-Avignon.  
GALINY, à Avignon.  
F. GRAS, percepteur à Eyguières.  
J. GUIS, maire, à Cavaillon.  
G. NAYRAL, architecte à Cavaillon.

### VENDEE

MM. BOISDÉ., conseiller général, à La Roche-sur-Yon.  
LUCIEN-VICTOR MEUNIER, à Bordeaux.

### VIENNE

MM. G. POULLE, sénateur.  
GODET, ancien député, à Paris.  
RIPAULT, conseiller général.



BALLUT, à Neuilly-sur-Seine.  
BRISAUD, à Paris.  
CULLIÉ, à Paris.  
HOUDIN F., Ingrandes.  
PUJO, à Paris.

*HAUTE-VIENNE*

M. PATRY, à Limoges.

*VOSGES*

MM. PICARD, ancien député à Paris.  
SIMONET, ancien député, à Epinal.  
D<sup>r</sup> BRIFFAUT, conseiller général, à Gérard-  
mer.  
SIMONET, ancien conseiller général, à Bulgné-  
ville.  
MERCIER, conseiller d'arrondissement, à Bru-  
yères.  
OREFICE, conseiller d'arrondissement, à Bruyè-  
res.  
BOIZOT, ingénieur, à Dinozé.  
BURLIN, maire, à Saint-Dié.  
CANIAUX, avoué, à Mirecourt.  
CARNET, imprimeur, à Mirecourt.  
JACQUES, négociant, à Epinal.  
REMOVILLE, industriel, à Charmes.  
THERES, maire, à Dompierre.  
VENARD, à Remiremont.  
GUYARD, professeur, à Saint-Dié.  
PATARD, rentier, à Epinal.  
SIMON, négociant à Rambervillers.

*YONNE*

MM. BIENVENU-MARTIN, sénateur.  
HAMELIN, sénateur.  
GIRARD, conseiller général.  
DELAPIERRE, conseiller général, à La Celle-  
Saint-Cyr.  
A. GARNIER, à Paris.  
PERROT, huissier, à Auxerre.  
SABOT, imprimeur à Tonnerre.



TRUCHON, adjoint au maire, à Sens.  
VERRIER, industriel, à Joigny.

### ALGER

MM. BROUSSAIS, ancien député, à Alger.  
HENRI ABOULKER, conseiller général, à Alger.  
BELTÇAGUY, conseiller général, à Alger.  
DROUHIN, à Bérard.  
JONATHAN, négociant, à Alger.  
ARTHUR MANTOUT, à Paris.  
MULLER, maire de Marengo, à Alger.  
D<sup>r</sup> NARBONI, à Alger.  
TARDRES JULES, à Alger.  
TEXIER G., avocat, à Alger.

### CONSTANTINE

MM. CUTTOLI, sénateur.  
D<sup>r</sup> BOUILLET, maire du XVI<sup>e</sup> à Paris.  
MARCEL BROSSE, à Neuilly-sur-Seine.  
ISRAEL, à Paris.  
LEDERMANN, à Philippeville.  
ARMAND MANTOUT, à Paris.  
SECONDA, à Rueil.

### ORAN

MM. le D<sup>r</sup> GASSER, sénateur.  
LOUIS BESSE, industriel à Paris.  
LECTEZ, à Rueil.  
RENAUDIN, à Paris.  
ROUSSEAU, à Paris.  
SARRET, à Versailles.  
THURET, à Rueil.

### COCHINCHINE

MM. ALLEMAND, à Paris.  
BERGERY, à Paris.  
CICERON, à Saïgon.  
GERSON, à Paris.  
MORIN F., à Colombes.



*GUADELOUPE*

MM. BELLET, à Paris.  
DELORME, à Paris.  
GERANTON, à Paris.

*GUYANE*

MM. DUTERTRE, à St-Laurent-du-Maroni.  
VALENSI, avocat, à Paris.

*INDE FRANÇAISE*

MM. GEORGES COULON, à Paris.  
KOUNDOU, à Chandernagor.  
HENRI MAGER, à Paris.

*MADAGASCAR*

MM. JOUTEL, à Paris.  
PIERME, à Paris.

*MARTINIQUE*

MM. BUCHAILLOT, à Paris.  
GINESTE, à Marseille.  
NOËL HERAT, à Rueil.

*LA REUNION*

MM. AUBER, sénateur.  
BOUSSENOT, député.  
GASPARIN, député.  
BENOIT LEVY, à Paris.  
NICOL. à Paris.

*SENEGAL*

M. PAUL WALL, industriel, à Paris.

*TUNISIE*

MM. LÉON BLOCH, pharmacien à Tunis.  
HONTEBEYRIE, à Paris.  
LAURENT-CHAT, à Tunis.  
EDMOND MANTOUT, à Alger.



## TABLE DES MATIÈRES

---

### SEANCE PREPARATOIRE

Commissions de vérification de pouvoirs.....

PREMIERE SEANCE. JEUDI 18 OCTOBRE après-midi.

Discours d'ouverture de M. le Président Herriot .....	4
Allocution de M. L. Ripault.....	11
Nomination du Bureau de séance .....	15
Rapport de la Commission de Vérification des pouvoirs .....	16
Rapport sur les travaux du Parti par M. Israël .....	18

DEUXIEME SEANCE. VENDREDI 19 OCTOBRE, matin.

Allocution de M. Gheusi, président de séance	30
Le Règlement, rapporteur M. Postel.....	37
L'Education nationale de l'apprentissage (Rapports de MM Ducos et Edmond Besnard .....	43
L'Education Républicaine de la jeunesse (Rapports de MM. Kayser et Delorme).....	61
Les Anciens Combattants et les Victimes de la Guerre (Rapport de M. Grisoni) .....	68
Résolution sur les Anciens Combattants.....	73
Nomination des membres du Comité Exécutif	82



TROISIEME SEANCE. VENDREDI 19 OCTOBRE, après-midi	
Allocution de M. Cuminal, président de séance	83
Le Règlement (suite) .....	86
Les Questions Sociales (Population et Natalité). Rapport de M. Jean Montigny.....	91
La résolution sur la Natalité.....	99
Résolution de M. le Professeur Pinard.....	99
Les Questions sociales, Assurances sociales..	100
Vœux divers.....	101
La naturalisation des Etrangers.....	103
Les pensions des vieux retraités.....	103
Le Crédit à l'artisanat .....	104
Cours d'apprentissage.....	104
Le 1 <sup>er</sup> mai, fête nationale du Travail.....	104
Les Questions sociales (Capital et Travail) Rapporteur M. Justin Godart.....	105
La Politique intérieure Rapporteur M. Camille Chautemps .....	121
Discours de M. Ferdinand Buisson.....	128
✕ Motion sur la Tactique électorale.....	132
Question de M. Lévy-Ullmann.....	133
— Réponse de M. Herriot.....	134
Vœux divers sur la politique intérieure.....	140
La Réforme électorale.....	141
La Politique extérieure. Rapport de M. Mar- gainé .....	142
La politique extérieure. M. Louis Ripault....	151
Hommage à la République Tchecoslovaque....	152
Intervention de M. Aulard.....	152
— Réponse de M. Herriot.....	158
Réponse de M. Franklin-Bouillon.....	165
Réplique de M. Aulard.....	168



QUATRIEME SEANCE. SAMEDI 20 OCTOBRE, matinée.

Tactique du Parti. Organisation, propagande. Rapporteur M. Albert Milhaud.....	170
La Ligue de la République (MM. Streicher, Milhaud, Bouffandeau) .....	185
Le Règlement (suite). Rapporteur M. Postel)..	190
Intervention de M. Gavaudan. La Motion pro- posée. La Motion votée.....	198
Le Programme du Parti. Rapporteur M. Ca- thala .....	198
Les Questions financières et fiscales. Rappor- teur M. Jammy Schmidt.....	199
Vœux sur les questions financières et fiscales..	204
Tarifs douaniers, Changes. Rapporteur M. Al- bert Kahn .....	206
Indemnité de Cherté de vie .....	207
La représentation professionnelle. Rapporteur M. P. Peyre.....	208
La propriété commerciale .....	209
Commission de législation.....	211
Les Réformes Coloniales, rapport de M. Joutel	213
Les pays de protectorat, M. Laurent-Chat....	215

CINQUIEME SEANCE. SAMEDI 20 OCTOBRE, après-midi.

Allocution de M. Franklin-Bouillon, président	218
La Politique Agricole et Viticole. Rapporteur MM. Lamouroux, R. Séverin et Queuille....	226
Programme agricole du Parti.....	229
Vœux de la Fédération de la Gironde.....	230
Rapport de M. Queuille.....	231
La Politique Coloniale (suite). M. Archimbaud, M. Schrameck .....	238
La Vie Chère. Rapport de M. Théodore Valensi	244



Aménagement du Rhône.....	253
Transports .....	254
Lois sur les loyers.....	255
Défense des consommateurs.....	256
Taxation de la farine.....	256
Spéculation sur le blé.....	256
La réorganisation des grands services publics	258
La Reconstitution des régions dévastées et le problème des réparations. Rapport de M. Douce dame .....	258
Intervention de M. Schulainère.....	270
Représentation des régions libérées au Parle- ment .....	271
Autorisation de convoquer le grand ou le petit Congrès .....	272
Fixation du siège du 21 <sup>e</sup> Congrès.....	272
La Déclaration du Parti.....	274
Bureau du Comité Exécutif.....	287
Liste des délégués départementaux.....	288





---

IMPRIMERIE M. BOIVENT  
144, Avenue de Fontainebleau, 144  
KREMLIN-BICÊTRE

---







PARTI  
RÉPUBLICAIN  
RADICAL  
& SOCIALISTE  
20.1.1881  
1900

SCIENCES  
POLITIQUES  
BIBLIOTHÈQUE

Coll. 8°

463

1923